

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

RÉGION DE L'ADAMAOUA

DÉPARTEMENT DE LA VINA

COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE
NGAOUNDÉRE 2ème

Communengaoudere2_2007@yahoo.fr



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

ADAMAWA REGION

VINA DIVISION

NGAOUNDÉRE II SUBDIVISIONAL
COUNCIL

Communengaoudere2_2007@yahoo.fr

PLAN COMMUNAL DE DÉVELOPPEMENT (PCD) DE NGAOUNDÉRE 2^{ÈME}



Réalisé avec l'appui de :



07 novembre-2013

Sommaire

<i>Resumé du PCD</i>	<i>III</i>
<i>Fiche signalétique de la Commune</i>	<i>X</i>
<i>Sigles et abréviations</i>	<i>XI</i>
<i>Liste des Tableaux</i>	<i>XII</i>
<i>Liste des Figures</i>	<i>XIII</i>
<i>Liste des Photos</i>	<i>XIV</i>
1. INTRODUCTION	1
2. MÉTHODOLOGIE	5
3. RÉSULTATS DES DIAGNOSTICS PARTICIPATIFS	13
4. PLANIFICATION STRATÉGIQUE	93
5. PROGRAMMATION	156
6. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	193
7. PLAN DE COMMUNICATION	197
8. CONCLUSION	199
9. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET ARCHIVES	201
10. LISTE DES ANNEXES	205
Approbation	218

Resumé du PCD

1. Objectifs globaux du PCD

En tant qu'instrument d'orientation stratégique qui traduit la vision, les ambitions, les préférences et la volonté politique du Conseil Municipal, le Plan Communal de Développement (PCD) a pour but de **préciser** les objectifs poursuivis par la Commune au cours de la mandature et les moyens et mesures qu'elle compte mettre en œuvre pour **assurer** le bien-être des populations.

Les Loi n° 2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la Décentralisation et n°2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes attribuent aux Communes un rôle central et leur transfèrent les compétences importantes dans l'initiation, la promotion, la coordination des actions de développement économique, social, sanitaire, éducatif et sportif de leurs localités qui ne peuvent être bien planifiées que par un PCD.

La volonté de développer la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} intègre cinq objectifs généraux :

- identifier et planifier les actions à mettre en œuvre pour rendre plus opérationnel l'institution communale ;
- identifier les actions à entreprendre pour booster les différents secteurs de développement dans la Commune ;
- mettre en place un cadre de concertation publique - privée pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités inscrites dans le PCD ;
- réduire la pauvreté à un niveau social ;
- mettre en place une stratégie marketing en vue de la vulgarisation du PCD et de la mobilisation des partenaires techniques et financiers pour la réalisation des idées et besoins de projets identifiés.

2. Contexte et justification

Le PCD de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} est élaboré dans un contexte caractérisé par le renchérissement du coût de la vie au niveau national et les changements climatiques au niveau mondial. Il est l'expression d'un cadre intégré de développement humain durable à moyen terme pour la Commune. Il se présente en conséquence comme :

- un cadre intégré de développement ;
- un cadre de cohérence financière. ;
- un cadre de coordination de l'action communale et des appuis extérieurs ;
- un cadre de consultation et de concertation avec la société civile, le secteur privé et les partenaires au développement ;
- un cadre d'orientation des travaux analytiques pour éclairer la gestion du développement.

3. Méthodologie

L'atelier de lancement a eu lieu le 26 mars 2013. Le déroulement effectif du processus s'est fait sur la base de la méthodologie telle que préconisée par le PNDP et adaptée aux réalités locales. Avant la descente des membres de l'équipe sur le

terrain, une organisation interne consistant en la répartition des tâches a toujours été faite, afin d'éviter la navigation à vue. Cinq phases ont marqué les processus :

- la préparation ;
- le diagnostic participatif ;
- l'édouillement, le traitement et l'analyse des données ;
- la validation des résultats et l'identification des axes de renforcement.
- La planification

Le diagnostic participatif a été scindé en 3 ensembles :

- Diagnostic de l'institution communale
- Diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC)
- Diagnostic participatif niveau village (DPNV)

Les données collectées pendant ces différents diagnostics participatifs ont été organisées et synthétisées. Ainsi, la vérification des informations recherchées a été effectuée à travers la triangulation des différentes sources exploitées. L'analyse des données a permis de préparer des séances de restitutions. À cet effet, les points nécessitant des clarifications ont été identifiés, contribuant ainsi à une meilleure présentation du diagnostic. Les fiches de collecte ont été soumises à une analyse fine sur la base des fiches d'analyse consolidées sur Excel.

En fonction de la vision élaborée de la situation de la Commune, de ses forces et faiblesses, des questions précises ont été préparées pour faciliter la discussion entre les participants autour des sujets identifiés comme étant difficiles à aborder.

L'exploitation des fiches de collecte de données a permis de remplir les tableaux excel prévus à cet effet par le PNDP pour chaque diagnostic. La synthèse de ces données a permis de dresser les états des lieux tant sur le plan statistique que cartographique à l'aide de logiciels appropriés (Excel, Pro ADP, Google Earth, QGIS, BaseCamp), de dégager les problèmes/contraintes-atouts/Potentialités de la commune, de les analyser afin de ressortir les besoins et les idées de projets.

L'atelier de planification communale dont l'objectif global était de procéder à la planification stratégique et à l'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA) de la commune de Ngaoundéré 2^{ème} s'est déroulée en trois (03) jours dans la bibliothèque municipale de ladite commune, en présence du maire et de ses adjoints, des conseillers municipaux, des délégués départementaux des secteurs concernés, du personnel communal et des chefs de village.

Elle a été présidée par le Sous - préfet de l'Arrondissement de Ngaoundéré 2^{ème} représentant le Préfet du département du la Vina empêché.

4. Grands défis sectoriels

Malgré la mise en œuvre du DSRP, l'économie de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} n'a pas connu de changements structurels notables, elle continue de faire face à un certain nombre de défis qui pourraient l'empêcher d'atteindre des résultats escomptés. En effet, elle demeure fragile et entravée par des lacunes structurelles, relatives à la faible compétitivité du secteur productif et aux déficiences des facteurs de production clés que constituent les infrastructures et l'énergie.

Le principal défi à relever dans la Commune est le passage à une production rurale semi-intensive et industrielle qui permettra :

- d'assurer la sécurité et l'autosuffisance au niveau de la consommation ;
- d'approvisionner l'industrie de transformation et de créer un marché et une consommation interne pour les filières extraverties.

5. Stratégie de croissance

5.1. Développement des infrastructures

Convaincue du rôle moteur des infrastructures dans la facilitation des échanges et la promotion d'une croissance forte et durable par la compétitivité que leur bonne qualité génère, la Commune entend investir massivement dans les infrastructures au cours de la période de mise en œuvre du PCD.

➤ **Énergie**

À travers la réalisation des programmes d'entretien, de réhabilitation et de développement de la capacité énergétique, la Commune compte progressivement résorber le déficit énergétique dans la commune pour un coût total de 20 790 000 F CFA.

➤ **Eau et assainissement**

L'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement de base en milieu rural est limité. La Commune entend par conséquent, améliorer cette situation en portant à 75% le taux d'accès à l'eau potable et pour cela elle devra :

- réhabiliter les infrastructures existantes ;
- réaliser des extensions du réseau d'adduction d'eau existant qui n'a pas suivi le rythme d'expansion urbaine et démographique.
- réaliser 42 forages dans la Commune pour un montant de 388 080 000 F CFA

➤ **Bâtiment et Travaux Publics**

Dans le sous-secteur routier, les orientations stratégiques à moyen et long termes sont cohérentes avec le scénario ambitieux du Plan Directeur Routier (PDR) et la stratégie sectorielle élaborées. Les opérations d'entretien routier et de la Gare ferroviaire de Ngaoundéré (Terminus actuel du transcamerounais et port sec). Reprofilage et / ou bitumage des rues de certains quartiers de la ville (Sabongari, Joli-soir et Madagascar), de la section Ngaoundéré-Garoua de la Nationale n° 1 et l'axe Ngaoundéré-Toubooro vont permettre, d'améliorer nettement le niveau de service, grâce à la mise en place d'une stratégie pertinente d'intervention pour un coût de 1 507 852 500 F CFA.

➤ **Tourisme**

Dans le secteur du tourisme l'aménagement des monts Ngaou hora et du lac Balang, la construction d'un établissement d'hébergement communal seront des sources importantes de rentrée d'argent tant pour l'Etat que pour la Commune.

Pour aménager ces sites une enveloppe estimée à environ 62 370 000 Fcfa est nécessaire.

➤ **Transports**

La Commune mettra l'accent sur l'aménagement de nouvelles infrastructures qui accompagneront les projets prioritaires porteurs de croissance. Il s'agira principalement de la construction de 7 hangars de stationnement des véhicules et des motos de transport pour 16 170 000 F CFA, la création d'un centre de formation des formateurs en conduite automobiles et de la sécurité routière 57 750 000 F CFA

➤ **Technologies de l'Information et de la Communication**

Les objectifs stratégiques du domaine des télécommunications/TIC seront notamment de faciliter aux populations de la Commune, une offre d'accès internet à haut débit, construire et équiper 4 télé centre communautaire et polyvalent pour un coût de 231 000 000 F CFA

➤ **Infrastructures de développement urbain et de l'habitat**

Le défi dans ce domaine est non seulement de maîtriser le développement de Ngaoundéré 2^{ème} et d'en faire un centre de production et de consommation nécessaire à l'essor du secteur industriel, mais également de promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques, le développement des villes moyennes ou secondaires capables de structurer les activités économiques dans l'espace urbain et de concourir au développement des zones rurales environnantes. Pour atteindre ces objectifs, trois stratégies ont été identifiées :

- l'entretien et la réhabilitation des infrastructures de communication notamment dans le centre urbain ;
- l'amélioration de l'accès aux services urbains de base notamment l'approvisionnement en eau et en ouvrages de franchissement ;
- La maîtrise de l'occupation du sol.
- Élaboration de 7 Plan Sommaire d'Urbanisme pour un montant de 282 975 000 F CFA

➤ **Gestion domaniale**

Le PCD a pour ambition de développer les objectifs ci-après :

- lever les contraintes foncières pour faciliter le développement des infrastructures et améliorer le climat des affaires ;
- rationaliser l'allocation des ressources foncières et améliorer la gouvernance du patrimoine communal ;
- renforcer les capacités des administrations en charge des domaines, des affaires foncières et du patrimoine de l'État.
- Faciliter l'accès à la propriété foncière

La réalisation des micro-projets du secteur est évaluée à 6 352 500 F CFA

5.2. Modernisation de l'appareil de production

➤ **Secteur rural**

Le PCD vise à lancer un vaste programme d'accroissement de la production agricole en vue de satisfaire non seulement les besoins alimentaires des populations, mais également des agro-industries. Dans ce cadre, il procèdera à la modernisation de l'appareil de production. Il s'agira de rendre accessible et disponible les facteurs de production, notamment la terre, l'eau et les intrants agricoles ; promouvoir l'accès aux innovations technologiques à travers notamment le renforcement de la liaison recherche/vulgarisation ; développer la compétitivité des filières de production.

Ces actions seront accompagnées par une activité de désenclavement des bassins de production pour permettre le plein épanouissement des plantations et productions paysannes. Pour cela 22 idées de projets accompagnent la réalisation de l'objectif du secteur avec un coût total de 582 004 500 F CFA

➤ **Exploitation minière**

Les objectifs poursuivis dans le secteur visent à favoriser et à encourager la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales nécessaires au développement économique et social de la Commune. Afin de valoriser le potentiel minéral existant, l'exécutif municipal entend notamment mettre en place des organisations d'exploitants miniers, aménager les voies conduisant aux gisements miniers de la Commune pour un montant total de 27 142 500 F CFA

➤ **Artisanat et économie sociale**

L'objectif de la Commune est d'améliorer la performance et la rentabilité de l'économie sociale. À ce titre, elle s'engage à promouvoir l'entrepreneuriat collectif, de groupe, comme l'une des stratégies fiables par la création et l'épanouissement d'organisations, d'entreprises de l'économie sociale viables permettant de lutter efficacement contre la pauvreté tout en promouvant la croissance économique. De plus, la Commune est résolue à rendre l'artisanat plus attractif à travers l'appui à l'organisation et à la structuration du secteur et le renforcement des capacités des artisans les coûts des micro-projets du secteur sont estimés à 17 325 000 F CFA

5.3. Développement humain

Les stratégies de développement du secteur social permettront, non seulement d'améliorer les conditions de vie des populations, mais aussi de disposer d'un capital humain solide, capable de soutenir la croissance économique. Ainsi, l'exécutif communal va poursuivre la réalisation des investissements en faveur des différentes catégories sociales, dans les domaines de la santé, l'éducation et la formation professionnelle avec une attention particulière pour les jeunes et les femmes, ainsi que pour l'encadrement et la prise en charge des autres groupes socialement fragilisés.

➤ **Éducation et formation professionnelle**

La Commune entend mettre un accent sur la formation du capital humain, à travers :

- un enseignement fondamental de qualité couvrant le cycle primaire et le premier cycle du secondaire ceci avec la construction de 89 salles de classe à hauteur de 822 360 000 F CFA dans le primaire.

- un enseignement secondaire de deuxième cycle de qualité reposant sur un équilibre dynamique entre l'enseignement général et l'enseignement technique, et préparant aux études supérieures dans les filières prioritaires pour le développement avec la construction de 66 salles de classe dans les CES et lycées pour un coût de 686 070 000 F CFA

- une formation professionnelle reposant sur un dispositif modernisé et considérablement renforcé pour pouvoir dispenser aux élèves sortant des cycles d'enseignement fondamental et secondaire des connaissances solides axées sur la maîtrise du savoir-faire requis sur le marché de l'emploi et préparant les bénéficiaires à la création d'emplois par la construction d'un centre de formation professionnelle rapide et d'un centre d'apprentissage à GADAMABANGA pour un montant de 159 967 500 F CFA

Les actions visant le développement de l'éducation et de la formation professionnelle concernent :

- l'amélioration de l'accès à l'éducation ;
- l'amélioration de la qualité des conditions de travail des enseignants ;
- l'accroissement et la maintenance des infrastructures scolaires. De même que dans le domaine de la santé, la Commune, tout en poursuivant la couverture scolaire, veillera à une gestion rationnelle et efficace quant à l'implantation des écoles dans des sites viabilisés bénéficiant d'autres services (eau, énergie, structures sanitaires, téléphone) pour permettre au personnel enseignant de pouvoir travailler dans des conditions acceptables.

➤ **Santé**

L'amélioration de l'état de santé des populations demeure à la fois un objectif de développement social et de croissance économique. L'objectif sera atteint à travers la mise en œuvre de la stratégie sectorielle actualisée de la santé et en conformité avec les OMD. Cette stratégie vise essentiellement l'accès universel aux services et soins de santé de qualité à travers l'amélioration de l'offre et le financement de la demande. Les objectifs sont de réduire la charge morbide chez les pauvres et les populations les plus vulnérables, de réduire la prévalence du VIH/SIDA ainsi que le taux de décès associé au paludisme. Le déroulement de cette stratégie se fera à travers la réalisation d'un certain nombre des projets tel que la construction d'une clôture autour du CSI de Sabongari pour un coût de 57 750 000 F CFA, l'affectation du personnel qualifié au CSI de Sabongari et la dotation en équipement pour un montant de 8 000 000 F CFA, ainsi la dotation d'une ambulance dont le coût est estimé à 28 875 000 F CFA

➤ **Prommation de la femme et de la famille**

Pour la promotion du genre, la Commune va poursuivre la sensibilisation des parents et de la communauté pour permettre à la jeune fille de bénéficier des mêmes conditions d'accès à l'éducation. Dans le même souci, les communautés veilleront à une représentativité équitable des filles dans tous les secteurs de la vie à travers la réalisation des projets tel que la construction d'un centre de prommation de la femme et de la famille, la construction d'un centre d'écoute avec branchement d'une ligne téléphonique verte ainsi que les sensibilisation et formation cela pour un coût global de 195 772 500 F CFA

➤ **Protection sociale**

La Commune entend, à travers la mise en œuvre du PCD, améliorer l'accès des populations aux services de la sécurité sociale et communiquer suffisamment sur la nécessité d'une organisation des employés ainsi que sur la nécessité de les assurer. Les couches vulnérables, la petite enfance et les changements climatiques feront partie des préoccupations de la Commune en relation avec la protection sociale. Le coût global de réalisation des projets du secteur est estimé à 148 417 500 F CFA

➤ **Coûts estimatifs du PCD**

Le coût total de la réalisation de l'ensemble des objectifs dégagés du PCD se chiffre à environ **13 037 434 050** (*Treize milliards trente sept millions quatre cent trente quatre mille cinquante*) FCFA.

Fiche signalétique de la Commune

Date de création : 24 avril 2007 par le décret n° 2007/117 qui consacrait l'éclatement de l'ancienne Commune de Ngaoundéré Rural en 06 nouvelles Communes)
Superficie : 513 km²
Population : 115 076 habitants en 2013
Historique : Commune de création récente dont l'histoire est largement tributaire de celle du Lamidat de Ngaoundéré.
Ethnies : Foulbé, Mboum, Dourou, Toupouri, Moundang, Massa, Baynawa, Kanouri, Toupouri, Béti, Boulou, Eton, Bamiléké, Anglophones.
Nombre de quartiers de l'espace urbain et de villages : 19 quartiers en zone urbaine (Tongo I, Tongo Pastoral, Baladji I, Baladji II, Joli Soir, Abattoir, Aéroport, Lamidat, Yarang, Haoussa, Aoudi, Sabongari I, Sabongari II, Sabongari III, Troua Malla, Mbibar, Mabanga, Madagascar, choa, Gadamabanga) 16 villages : Biskewal, Dara Salam, Darang, Madem, Margueleng, Massola, Mayo Danyel, Mbalang Djalingo, Ngahouhora II, Ngahouhora I, Ngaoussai, Rep Yanga, Selbe Darang, Véla-Mbaï, Yoko Woro, Youkou Mayo-Dana
Activités économiques : Élevage bovin, caprin, volaille, apiculture, tannerie, agriculture, maraîchage, coupe du bois, artisanat, commerce général, transport, petits métiers
Infrastructures sociales : 04 Centres de santé, 13 Écoles maternelles, 28 Écoles primaires, 11 Lycées, 01 ENIEG et 02 Centres de formation professionnelle, 10 Foyers communautaires, 01 Bibliothèque municipale, 24 forages dont 07 fonctionnels, 10 puits dont 05 en bon état, 03 sources non aménagées, 19 bornes fontaines dont 03 fonctionnelles.
Conseil Municipal : 31 membres dont 23 pour l'UNDP, 06 pour le RDPC, 02 pour le SDF
Personnel communal : 26 dont 04 femmes et 22 hommes. Par rapport à la qualification : 02 licenciés, 02 titulaires du Bac+2, 01 titulaire du Bac, 02 titulaires du BEPC, 03 titulaires du CEPE.
Patrimoine communal : 49 ha de terrain, 4448 ha de forêt communale, 01 Hôtel de ville de 28 pièces en construction à Gadamabanga, 09 ordinateurs, 03 imprimantes, 01 photocopieuse, 03 classeurs, 02 salons, 12 bureaux, 13 fauteuils, 13 chaises, 03 armoires, 06 étagères, 01 panier à courriers, 01 coffre-fort, 02 motopompes, 02 guéridons de salon, 01 aspirateur, 05 cantines.
Réseau de relation : Partenariat à l'étranger mais les effets ne sont pas encore sentis/ PNDP, FEICOM, HCR, AFRILAND, CREDIT FONCIER. Tous les sectoriels, les autorités administratives, les chefs traditionnelles et les autorités religieuses, UNICEF.
Principales forces : le dynamisme de sa population, sa grande superficie, la richesse de son sol et de son sous-sol, Gare chemin de fer, Port sec.
Principales faiblesses : l'incivisme fiscal, rareté des réunions de coordination, manque cruellement de techniciens et des Ingénieurs, « la Commune a besoin des techniciens et des ingénieurs qui doivent penser et réaliser son développement »
Opportunités : formation, éducation, communication, l'information, la disponibilité en espaces et des ressources minières (or et diamant). Le PNDP, Le FEICOM, le comportement attentif et opportuniste de l'exécutif communal, le bitumage de la route Ngaoundéré/Ngaoundéré II/ Garoua Boulai Un cadre de travail idoine-construction de l'hôtel de ville La décentralisation et le transfert des compétences
Obstacles : L'analphabétisme, le manque de bulletin d'information communal, de site web, la pauvreté.

Sigles et abréviations

ACAGER	: Association pour la Cartographie et la Gestion des Ressources
BUCREP	: Bureau Central des Recensements et des Études de Population
CAC	: Centimes Additionnels Communaux
CDMT	: Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CERAC	: Cercle des Amis du Cameroun
CJNC	: Conseil National des Jeunes du Cameroun
CVUC	: Communes et Villes Unies du Cameroun
CZCSV	: Centre Zootechnique et de Contrôle Sanitaire et Vétérinaire
DEUC	: Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	: Diagnostic Institutionnel Communal
DPNV	: Diagnostic Participatif au Niveau Village
FEICOM	: Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale
GIC	: Groupe d'Initiative Commune
GPS	: Global Positionning System
MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINATD	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINDCAF	: Ministère des Domaines, cadastre et des Affaires Foncières
MINEDUB	: Ministère de l'Éducation de Base
MINEE	: Ministère de l'Énergie et de l'Eau
MINEPAT	: Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA	: Ministère de l'Élevage, des Pêche et des Industries Animales
MINFI	: Ministère des Finances
MINFOF	: Ministère des Forêts et de la Faune
MINHDU	: Ministère l'Habitat et du Développement Urbain
MINPDED	: Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINSANTE	: Ministère de la Santé Publique
MINTP	: Ministère des Travaux Publics
OAL	: Organisme d'Appui Local
ONG	: Organisme Non Gouvernemental
OSC	: Organisation de la Société Civile
PADDL	: Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local
PAJERU	: Programme d'appui à la Jeunesse Rural et Urbaine
PCD	: Plan Communal de Développement
PDC	: Plan de Développement Communal
PDESC	: Plan de Développement Économique Social et Culturel
PIA	: Plan d'Investissement Annuel
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PMI	: Petite et Moyenne Industrie
PNDP	: Programme National de Développement Participatif
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
UNHCR	: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

Liste des Tableaux

Tableau 1. Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique	18
Tableau 2. Principaux groupes ethnico-culturels	20
Tableau 3. Répartition de la population de la commune d'arrondissement de Ngaoundéré 2 ^{ème}	21
Tableau 4. Effectif des élèves dans les écoles maternelles de la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	29
Tableau 5. Encadrement et équipement des écoles maternelles de la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	30
Tableau 6. État général des salles de classes	30
Tableau 7. Type de matériaux utilisés dans la construction des salles de classe	30
Tableau 8. État des aménagements dans les écoles maternelles	32
Tableau 9. Effectif des écoles primaires	32
Tableau 10. Analyse de la situation des écoles primaires	32
Tableau 11. État général des bâtiments scolaires	33
Tableau 12. Type de matériaux utilisé dans la construction des salles de classe	33
Tableau 13. Situation des aménagements dans les écoles primaires de la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	33
Tableau 14. Analyse des problèmes du secteur enseignement de base	33
Tableau 15. Effectif des filles et des garçons dans les lycées, collèges de la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	34
Tableau 16. Encadrement et équipement des établissements de la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	34
Tableau 17. État général des salles de classe par établissement	36
Tableau 18. Situation de l'aménagement des établissements scolaires de la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	36
Tableau 19. Type de matériaux des bâtiments scolaires	36
Tableau 20. Analyse des problèmes du secteur de l'enseignement secondaire	37
Tableau 21. Analyse des problèmes liés aux activités du secteur	37
Tableau 22. Analyse des problèmes liés aux activités du secteur	38
Tableau 23. Types d'infrastructures sanitaires de la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	39
Tableau 24. Répartition du personnel sanitaire dans l'espace communal de Ngaoundéré 2 ^{ème}	40
Tableau 25. Situation des équipements sanitaires dans de Ngaoundéré 2 ^{ème}	40
Tableau 26. État des bâtiments des formations sanitaires de la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	41
Tableau 27. Analyse des problèmes du secteur de la santé	42
Tableau 28. Analyse des problèmes rencontrés sur le secteur travail et sécurité sociale	43
Tableau 29. Analyse des problèmes du secteur Emploi et formation professionnelle	44
Tableau 30. Synthèse sur les populations vulnérables	45
Tableau 31. Liste des associations des couches sociales vulnérables dans la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	46
Tableau 32. Analyse des problèmes du secteur des affaires sociales	46
Tableau 33. Besoins en équipement par couche sociale vulnérable dans la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	47
Tableau 34. Besoins en appuis divers par couche sociale vulnérable dans la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	47
Tableau 35. Analyse des problèmes	47
Tableau 36. Description et caractérisation des infrastructures par secteur	48

Tableau 37. Analyse des problèmes du secteur de la communication.....	49
Tableau 38. Infrastructures de promotion de la culture.....	49
Tableau 39. Analyse des problèmes.....	50
Tableau 40. Analyse des problèmes.....	51
Tableau 41. Analyse des problèmes liés au sport et à l'éducation physique.....	52
Tableau 42. Analyse des problèmes.....	53
Tableau 43. Analyse des problèmes liés au secteur des Travaux publics.....	53
Tableau 44. Identification des gares routières et agences de voyages.....	54
Tableau 45. Analyse des problèmes du secteur de transport.....	55
Tableau 46. État de fonctionnement des points d'eau selon leur nature dans la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	56
Tableau 47. Analyse des problèmes du secteur eau.....	57
Tableau 48. Analyse des problèmes du secteur de l'énergie.....	59
Tableau 49. Analyse des problèmes.....	60
Tableau 50. Analyse des problèmes du secteur du MINDCAF.....	61
Tableau 51. Analyse des problèmes du secteur environnement, protection de la nature et développement durable.....	62
Tableau 52. Identification des marchés dans l'espace communal.....	63
Tableau 53. Analyse des problèmes.....	64
Tableau 54. Analyse des problèmes du secteur des Petites et Moyennes entreprises, économie sociale et artisanat.....	65
Tableau 55. Analyse des problèmes liés au secteur tourisme.....	67
Tableau 56 Différentes spéculations agricoles et leurs bassins/zones de production et leur rendement.....	68
Tableau 57. Analyse des problèmes du secteur agriculture.....	70
Tableau 58. Analyse des problèmes du secteur de l'élevage, de pêche et de l'industrie animale.....	74
Tableau 59. Analyse des problèmes du secteur des forêts et de la faune.....	75
Tableau 60. Analyse des problèmes du secteur environnement, protection de la nature et développement durable.....	76
Tableau 61. Analyse des problèmes.....	79
Tableau 62. Matrice de captage de la gravité des problèmes, contraintes et identification des mesures d'adaptation aux CC.....	84
Tableau 63. Coûts estimatifs du CDMT.....	172
Tableau 64. Présentation du plan sommaire de gestion de l'environnement.....	173
Tableau 65. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables.....	177
Tableau 66 : Coûts estimatif du PIA.....	177
Tableau 67. Impacts environnementaux possibles des microprojets du PIA.....	178
Tableau 68 Impacts sociaux possibles des projets du PIA.....	179
Tableau 69. Indicateur de suivi et évaluation.....	194
Tableau 70. Planification des activités de communication au niveau communal ...	198

Liste des Figures

Figure 1. Localisation de la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème} dans la région de l'Adamaoua au Cameroun.....	15
Figure 2. Géolocalisation des espaces urbains et ruraux et répartition des populations par localité dans la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	16
Figure 3. Spatialisation des Etablissements secondaires dans la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	35
Figure 4. Distribution spatiale des infrastructures de santé dans la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	39

Figure 5. Géolocalisation des forages fonctionnels dans la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème}	57
Figure 6. Unités de paysage et ressources naturelles	83
Figure 7: Carte des ressources naturelles.....	157

Liste des Photos

Photo 1 et 2. Atelier de restitution de la formation aux Membres du CoPil par l'équipe d'ACAGER à gauche sur la photo. Cliché ACAGER.....	6
Photo 3. Restitution-formation sous l'encadrement du PNDP	7
Photo 4. Des potentiels animateurs du DPNV suivant de façon studieuse et participative les conseils et explications du Formateur	7
Photo 5. Les jeunes de Béka Tinguerin réalisant la carte participative de leur village	8
Photo 6. Restitution sur papier kraft le soir à Dar es Salam	8
Photo 7. Bâtiment principal de l'école maternelle annexe de Sabongari.....	30
Photo 8 et 9. Les infrastructures du CSI de Sabongari.....	41
Photo 10 et 11. Vue partielle des bâtiments du Centre de Santé Intégré Privé Islamique du Lamido Hayatou	42
Photo 12. Puits fonctionnel au quartier Baladji II	56
Photo 13. Vue partielle du Lac Mbalang et son îlot de forêt dense.....	67
Photo 14 et 15. Exploitation laitière au quartier Nord CIFAN	71
Photo 16 et 17. Élevage en divagation des bœufs et de la volaille dans une exploitation à Mbalang Djalingo (Coord. X : 13,74381 ; Y : 7,32449) à la périphérie Est de la ville de Ngaoundéré.	72
Photo 18 et 19. Ancien (Coord. : X 13 570478 ; 7 333702) et nouvel abattoir (Coord. 13 562566 ; 7,333702) de la commune de Ngaoundéré.....	73

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Le Gouvernement camerounais a élaboré en avril 2003, le premier Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Suite à plusieurs évaluations consécutives du DSRP, et après des consultations participatives organisées en mars 2008, la révision du DSRP aboutit à un document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE), ce qui conforte l'option d'implication des communautés à la base, et montre la prise en compte du souhait des populations qui désiraient notamment que les stratégies de développement soient l'émanation d'une vision à long terme, assortie de programmes de développement pluriannuels.

Évoluant dans cette logique voulue par la population, le gouvernement prend des engagements pour que les investissements publics répondent désormais aux besoins réels des populations à la base à travers leur participation effective à tout le processus de développement. C'est ainsi qu'avec l'aide de la communauté des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, le Programme national de développement participatif (PNDP) est mis en place afin de permettre aux populations de chaque collectivité décentralisée de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement.

Le Plan Communal de Développement (PCD) est un document faisant état des besoins d'une Commune, de ses potentialités ainsi que des stratégies de développement envisagées, traduites par la suite dans un plan d'action. Élaboré de façon participative, il représente la vision et le cadre de développement de la Commune et met en évidence les atouts, les potentialités, les contraintes et les problèmes auxquels la Commune fait face. Il a pour but de **préciser** les objectifs poursuivis par la Commune au cours de la législature et les moyens et mesures qu'elle compte mettre en œuvre pour **assurer** le bien-être des populations.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie pour la croissance et l'emploi et dans la mouvance actuelle de la décentralisation, les communes occupent de plus en plus une place centrale et deviennent de véritables acteurs du processus de développement socio-économique.

Dans ce contexte, le transfert de responsabilités aux communes ne saurait se faire d'une manière spontanée. C'est ainsi qu'avec l'aide des partenaires au développement, le Gouvernement du Cameroun met en œuvre le programme national de développement participatif (PNDP) afin de permettre aux communes d'assumer leurs responsabilités dans le processus progressif de décentralisation, afin de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement.

La commune bien qu'étant un espace géographique est aussi une institution jouissant d'un statut de personne morale de droit public. Elle se

présente comme la plus petite unité territoriale ayant une autonomie administrative et financière pour la gestion des intérêts locaux.

Les Loi n° 2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la Décentralisation et n°2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes attribuent aux Communes un rôle central et leur transfèrent les compétences importantes dans l'initiation, la promotion, la coordination des actions de développement économique, social, sanitaire, éducatif et sportif de leurs localités.

Le Décret N°2012/0709/PM DU 20 MARS 2012 fixant le régime général des contrats-plans Etat/Commune stipule en son article 6 alinéas 1 que « *Le contrat-plan État-Commune intervient dans le cadre de l'exercice des compétences reconnues aux Communes, Communautés Urbaines et Syndicats des Communes. Il porte prioritairement sur des investissements créateurs de richesses et des domaines d'activités générateurs de croissance et d'emplois. Pour toute Commune candidate, les projets admissibles au financement doivent être contenus dans un plan Communal de développement (PCD)* ».

Au cours de l'année 2013, de concert avec le PNDP, la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} a recruté l'OAL Association pour la Cartographie et la gestion des ressources « ACAGER » pour l'accompagner dans l'actualisation de son Plan Communal de Développement (PCD). C'est un organisme d'Appui Local dont le siège social se trouve à Ngaoundéré. Il a été créé en 2011. Sa mission est d'accompagner les collectivités locales dans leurs activités. Il collecte et analyse les Informations à référence spatiale pour mettre à la disposition des décideurs des outils d'aide à la décision tant pour l'aménagement du territoire que pour la gestion des ressources qui peuvent humaines ou naturelles.

1.2. Objectifs du PCD

1.2.1. Objectif global

Doter la Commune d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif.

1.2.2. Objectifs spécifiques

- ✓ Réaliser la monographie de la Commune
- ✓ Mener un Diagnostic participatif
- ✓ Elaborer une planification stratégique
- ✓ Présenter les ressources mobilisables par la Commune
- ✓ Programmer les investissements
- ✓ Elaborer le cadre socio-environnemental sommaire des investissements de CMDT
- ✓ Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD

1.3. Structure du document

Le présent document est organisé ainsi qu'il suit :

- ✓ Résumé
- ✓ Introduction
- ✓ Méthodologie
- ✓ Planification stratégique
- ✓ Programmation
- ✓ Plan de communication
- ✓ Conclusion
- ✓ Annexe

2. MÉTHODOLOGIE

L'atelier de lancement a eu lieu le 11 mars 2013. Du 02 au 10 mars (**Photo 1 et 2**), l'équipe a procédé à la restitution formation aux membres du CoPil de la commune avant d'entamer la collecte des données proprement dite après négociation et adoption du calendrier de travail pendant le séjour d'ACAGER dans l'espace urbain de Ngaoundéré II.



Photo 1 et 2. Atelier de restitution de la formation aux Membres du CoPil par l'équipe d'ACAGER à gauche sur la photo. Cliché ACAGER

Cinq phases marquent les processus :

- la préparation ;
- le diagnostic participatif ;
- l'édépouillement, le traitement et l'analyse des données ;
- la validation des résultats et l'identification des axes de renforcement ;
- Planification.

2.1. Préparation du processus

L'objectif global de chaque étape était de s'accorder avec les acteurs de la Commune sur les objectifs et la méthodologie de réalisation de chaque diagnostic, le calendrier de travail, l'implication et le rôle de chacun. Elle s'est faite en deux sous-étapes : la préparation pédagogique et la préparation administrative.

2.1.1. Préparation pédagogique

Elle a consisté en la préparation des différents outils de collecte, de traitement et d'analyse des informations du DIC, DEUC et DPNV ; ces outils ont préalablement été présentés aussi bien à l'Exécutif Communal qu'au personnel de la Commune en vue d'une meilleure compréhension et de l'appropriation des objectifs poursuivis. En même temps, des échanges entre l'équipe de l'ACAGER et celle de la Commune élargie aux personnes ressources ont eu lieu sur la démarche de chaque diagnostic ainsi que le calendrier de sa réalisation.



Photo 3. Restitution-formation sous l'encadrement du PNDP.
M. Oumarou Sali assurant l'évaluation formative des Animateurs.
Cliché M. Tchotsoua



Photo 4. Des potentiels animateurs du DPNV suivant de façon studieuse et participative les conseils et explications du Formateur
Cliché M. Tchotsoua

2.1.2. Préparation administrative

Suivant les dispositions prises par le Maire, les différents responsables de l'institution communale ainsi que les personnes ressources ont été mobilisés et priés de réunir les documents de travail devant servir à la collecte des informations nécessaires pour le diagnostic participatif.

2.2. Diagnostics participatifs

2.2.1. Diagnostic de l'institution communale

La démarche du DIC a associé les différents membres de l'équipe communale et d'autres personnes ressources telles que le Secrétaire Général et les responsables des services techniques représentés dans l'espace communal. Deux techniques principales ont été adoptées : il s'agit de l'auto-analyse en groupe et des entretiens bilatéraux. Cela a permis de profiter au maximum de la présence des participants en leur donnant des espaces pour se confronter et des moments pour s'exprimer plus librement. En plus des outils appropriés du DIC, certains outils de la MARPP ont été utilisés. Il s'agit de l'observation directe, l'interview semi-structurée (ISS), les entretiens informels, le guide d'entretien/check-list, l'analyse succès, échecs, potentialités et opportunités (SEPO) et le diagramme de VENN.

2.2.2. Diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC)

Le diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC) est une analyse participative de la situation globale dans tous ces aspects (biophysiques, économiques, socioculturelles, etc.) de l'espace urbain communal. Elle avait pour but de :

- permettre aux populations de la ville communale de mieux connaître leur environnement, leurs contraintes et potentialités ;
- identifier les problèmes communs de la ville avec une attention particulière sur ceux des différents corps de métiers et des couches vulnérables ;

- analyser les problèmes de la ville communale afin de mieux cerner leurs origines et leurs conséquences et dégager les idées de projets.

2.2.3. Diagnostic participatif niveau village (DPNV)

Le Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV) est une analyse participative de la situation globale dans tous ces aspects (biophysiques, économiques, socioculturelles, etc.) des villages de la commune. Elle avait pour but, tout comme le DEUC, de :

- permettre aux populations de chaque village de mieux connaître leur environnement, leurs contraintes et potentialités ;
- identifier les problèmes communs du village avec une attention particulière sur ceux des différents corps des populations vulnérables ;
- analyser les problèmes communs du village afin de mieux cerner leurs origines et leurs conséquences ;
- choisir les causes les plus pertinentes sur lesquelles les populations veulent et peuvent agir ;
- identifier les solutions prioritaires (endogènes et exogènes) susceptibles d'apporter un changement positif à la situation du village.



Photo 5. Les jeunes de Béka Tinguérin réalisant la carte participative de leur village
Cliché Mohamadou Arabo



Photo 6. Restitution sur papier kraft le soir à Dar es Salaam
Cliché M. Tchotsoua

2.3. Consolidation, analyse et cartographie

Les données collectées pendant la phase préparatoire et complétées grâce au diagnostic participatif ont été organisées et synthétisées. Ainsi, la vérification des informations recherchées a été effectuée à travers la triangulation des différentes sources exploitées. L'analyse des données a permis de préparer des séances de restitutions. À cet effet, les points nécessitant des clarifications ont été identifiés, contribuant ainsi à une meilleure présentation du diagnostic. Les fiches de collecte ont été soumises à une analyse fine sur la base des fiches d'analyse consolidées sur Excel.

En fonction de la vision élaborée de la situation de la Commune, de ses forces et faiblesses, des questions précises ont été préparées pour faciliter la discussion entre les participants autour des sujets identifiés comme étant difficiles à aborder.

L'exploitation des fiches de collecte de données a permis de remplir les tableaux excel prévus à cet effet par le PNDP pour chaque diagnostic. La synthèse de ces données a permis de dresser les états des lieux tant sur le plan statistique que cartographique à l'aide de logiciels appropriés (Excel, Pro ADP, Google Earth, QGIS, BaseCamp), de dégager les problèmes/contraintes-atouts/Potentialités de la commune, de les analyser afin de ressortir les besoins et les idées de projets.

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

L'atelier de planification Communale dont l'objectif global était de procéder à la planification stratégique et l'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA) de la commune de Ngaoundéré 2ème s'est déroulée en trois (03) jours dans la bibliothèque municipale de ladite commune, en présence du maire et de ses adjoints, des conseillers municipaux, des délégués départementaux des secteurs concernés, du personnel communal et des chefs de village.

Elle a été présidée par le Sous - préfet de l'Arrondissement de Ngaoundéré 2ème représentant le Préfet du département du la Vina empêché. Les différentes articulations ont été les suivantes :

2.4.1. Cérémonie d'ouverture

Elle a été marquée par le mot de bienvenue du Maire, la présentation des objectifs et du programme de l'atelier, et le discours d'ouverture de l'atelier prononcé par le Sous - Préfet de l'Arrondissement de Ngaoundéré 2ème.

2.4.2. Présentation de la méthodologie de la planification

Cette phase a permis de faire une démonstration des différentes méthodes de travail employées par l'OAL «ACAGER » au cours de l'ensemble du processus de planification. Ainsi, de la préparation du processus à la validation du rapport du diagnostic consolidé en passant par la collecte des informations et la consolidation des données, tout a été déroulé aux participants.

2.4.3. Restitution des différents diagnostics

Cette étape a vu la présentation générale des différents diagnostics ainsi que des données issues de ces différents diagnostics. Il s'agissait de permettre à l'ensemble des participants de s'approprier des résultats des diagnostics et de donner une occasion aux sectoriels d'apporter leurs remarques et suggestions afin d'enrichir les données recueillis par l'OAL.

2.4.4. Elaboration du plan stratégique

Le cadre des dépenses à moyens terme a été conçu sur la base des aspirations de l'exécutif municipal. Celui-ci a listé en plénière les différents projets qu'il entend et peut mettre en œuvre dans les trois prochaines années, tout en prenant en compte les aspirations des populations et les possibilités de financement. Cependant, la définition des activités du PIAN'a pas nécessité beaucoup de discussions. L'exécutif communal prévoyant déjà des projets pour cette année, son plan de campagne a tout simplement été intégré au CDMT.

2.4.5. Présentation des ressources mobilisables

Cela a été fait avec la participation du PNDP, de l'exécutif communal, et des sectoriels. Chacun à son niveau a porté à notre connaissance les différents financements susceptibles de profiter à la commune. Sur la base des informations fournies par ces différentes sources, les ressources mobilisables par la commune ont été définies.

A l'issue des travaux de l'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation, les résultats suivants ont été obtenus :

- ✓ Rapports de diagnostic par secteur enrichis et validés,
- ✓ Liste des problèmes de chaque secteur priorisés,
- ✓ Cadre logique par secteur amendé et validés,
- ✓ Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) validé,
- ✓ Plan d'investissement annuel (PIA) élaboré,
- ✓ Plan annuel de passation des marchés (PPM) élaboré.

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Le suivi de la mise en œuvre du PCD se fait à deux niveaux :

❖ Niveau Village

Il est assuré par l'Agent Communal de Développement et des comités de concertations qui se servent d'outils tels que le tableau de suivi des actions planifiées ;

Ils ont pour mission de renseigner sur l'état de mise en œuvre des activités programmées et les résultats obtenus. De ce fait, ils programment des séances de concertations et de sensibilisation ainsi que le suivi de l'exécution des activités.

❖ Niveau communal

Au niveau communal, les acteurs du suivi-évaluation sont :

- le Maire et le reste de l'exécutif communal ;
- le Comité de pilotage ;
- l'agent communal de développement ;
- les services déconcentrés de l'Etat ;

- les prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du PCD ;
- les représentants des communautés bénéficiaires des microprojets ;
- les organisations/associations à base communautaire.

Précisions que nonobstant le fait que le suivi - évaluation du plan concerne tous les acteurs de la mise en œuvre, le noyau central du dispositif est l'administration communale, mais surtout le comité de suivi du PCD. Concernant justement le comité de pilotage. Les responsabilités de ce comité sont les suivantes:

- Collecter et gérer l'information sur l'élaboration et la mise en œuvre du PDC. Autrement dit, ils s'occupent du suivi de l'exécution des activités concernant à la fois les activités financées dans le cadre du PNDP et les autres activités de la Commune. Sur la base des données qualitatives et quantitatives recueillies au niveau des villages à partir des outils de collecte, une consolidation est faite par l'agent communal de développement en tenant compte des données collectées sur l'état d'avancement des activités programmées au niveau de la Commune. Cette consolidation donne lieu à un rapport présenté dans un canevas spécifique ;
- Evaluer les impacts socio-économiques et environnementaux liés aux activités de mise en œuvre du PCD ;
- Apporter un appui technique aux comités de concertation ;
- Produire et transmettre des rapports trimestriels.

Afin de mener à bien ces différentes missions, le comité de pilotage usera des outils suivants :

- PDC/PIA ;
- fiches de collecte des données ;
- fiches de suivi des activités réalisées au niveau communal ;
- rapports périodiques des agents de suivi ;
- rapports des visites de terrain ;
- compte rendus des réunions ;
- rapports divers (prestataires et consultants) ;
- tableaux de consolidation des informations ;
- tableaux de bord sur la situation des indicateurs de suivi de la Commune (prévisions, réalisations, taux de réalisation) ;

La fréquence de suivi de la mise en œuvre du PCD se présente ainsi qu'il suit :

- Les rapports sont produits chaque trimestre, semestre et année.
- Le rapport trimestriel rend compte de l'exécution des activités programmées.
- Le rapport semestriel présente l'exécution des activités ainsi que des informations issues des rapports des deux trimestres correspondants. Il est complété par des données de l'évaluation des impacts socio-économiques.

2.5.1. Mécanisme de révision du PCD et de préparation du PIA

L'agent communal de développement procède à la préparation de la programmation sur la base du cadre logique et du tableau de suivi des actions planifiées. Cette programmation indique pour chaque activité, le coût, le responsable, le délai de réalisation (date de début et date de fin), les indicateurs. Le PIA est élaboré au cours d'un atelier de programmation regroupant les sectoriels, les représentants des acteurs locaux par village et du conseil municipal.

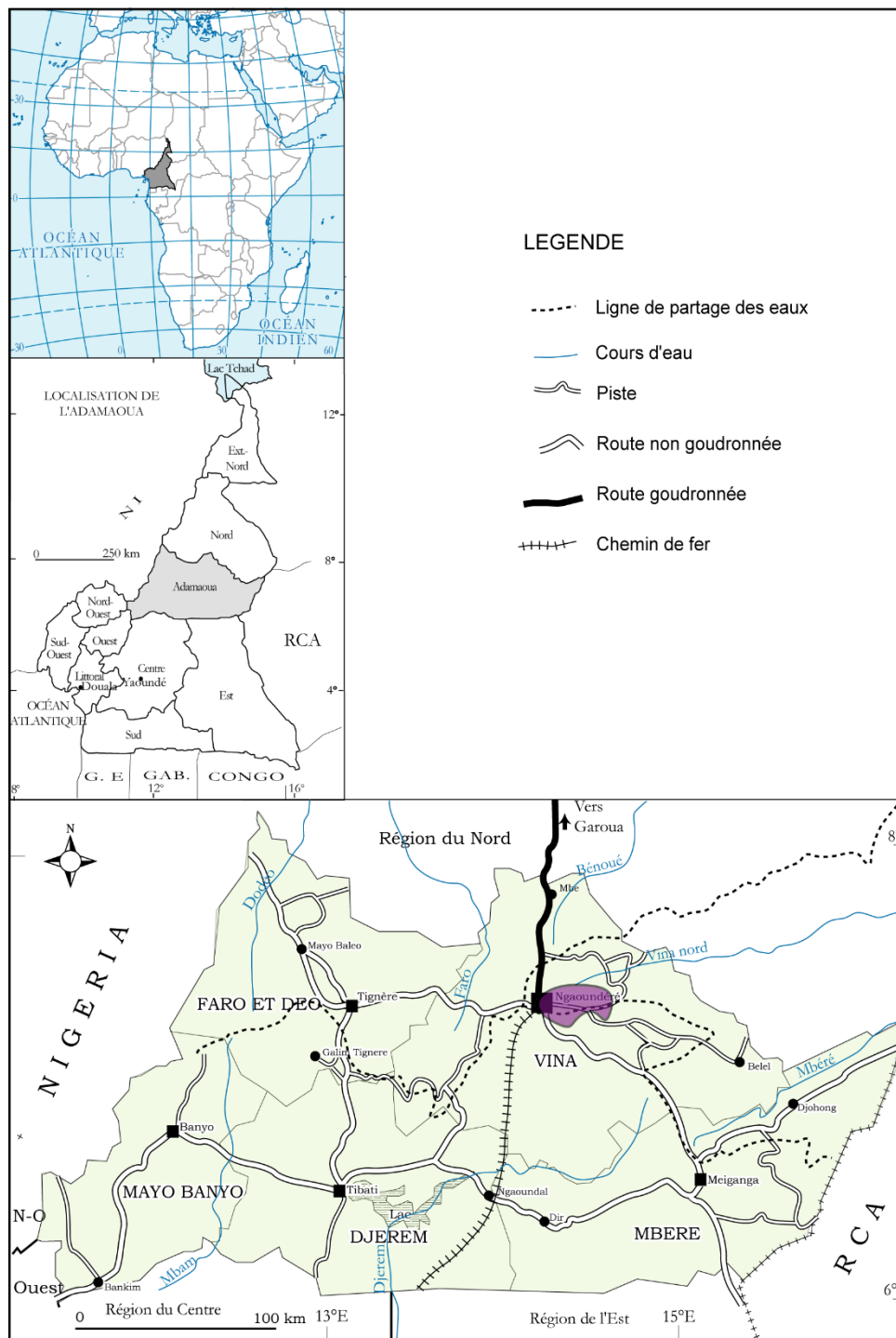
Une fois achevée, cette programmation est partagée avec l'ensemble des personnes concernées et publiée pour information au grand public. De cette programmation annuelle, se déclinent des programmations semestrielle, trimestrielle et mensuelle.

3. RÉSULTATS DES DIAGNOSTICS PARTICIPATIFS

3.1. Monographie de la Commune de Ngaoundéré 2ème

3.1.1. Localisation de la Commune

Située à 13,5961° de longitude Est et 7,3551° de latitude Nord, dans le Département de la VINA, Région de l'Adamaoua (Figure 1) la Commune d'arrondissement de Ngaoundéré 2ème a une superficie d'environ 513 km².



Adapté de Tchotsoua, 2009

Figure 1. Localisation de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} dans la région de l'Adamaoua au Cameroun

Elle est limitée au Sud par l'arrondissement de Ngaoundéré 1^{er}, au Nord par l'arrondissement de Ngaoundéré 3^{ème}, à l'Est par l'arrondissement de Ngan-Ha et à l'Ouest par celui de Martap (Figure 2).

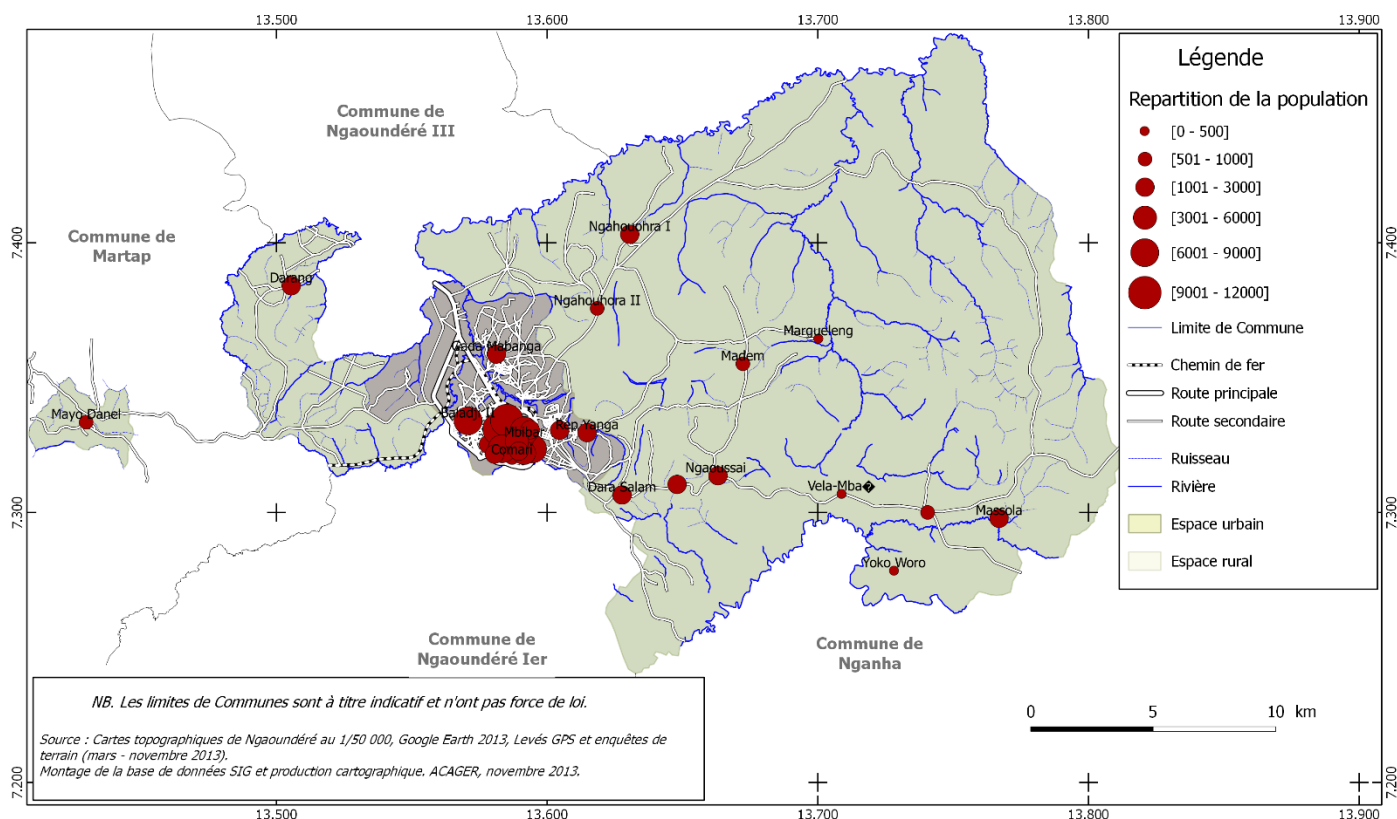


Figure 2. Géolocalisation des espaces urbains et ruraux et répartition des populations par localité dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

3.1.2. Milieu biophysique

3.1.2.1. Géologie et oro-hydrographie

Le socle de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} est constitué essentiellement de roches éruptives et cristallophylliennes.

Les principales collines granitiques résiduelles appelées Ngaou en langue mboum culminent entre 1 200 et 1 300 m (Ngaou Ndéré, 1 296 m ; Ngaou Ndin, 1 300 m, etc.). Le relief volcanique est caractérisé par la présence de cônes de scories ou de cendres, égueulées ou non à l'instar de Ngaou Say, de Ngaou Hora, Ngaou Garang, de Ngaou Ndol, de Ngaou Pakhiet des maars comme celui de Mbalang Djalingo et de Massot. C'est un relief disséqué par un réseau hydrographique d'ordre 1 dense de par sa situation sur la ligne de partage des eaux entre le bassin atlantique et le bassin du Lac Tchad.

3.1.2.2. Climat

La Commune de Ngaoundéré 2^{ème} est caractérisée par une courte saison sèche de 4 à 5 mois (novembre/décembre à mars/avril) et une longue saison pluvieuse (avril/mai à novembre/décembre) avec des pics en septembre. Les mois de janvier et de février enregistrent le paroxysme de la sécheresse. L'harmattan, alizé continental venant du Nord-Est, assèche

complètement les herbacées et la majorité des arbres perdent leurs feuilles. L'atmosphère est constamment chargée de fumées noires, des feux de brousse et des poussières très fines (aérosols solides).

Les températures moyennes mensuelles ne dépassent pas 34°C dans toute la région (Ngaoundéré : 32°C et les maxima absolus pas plus de 40°C. Cependant, les amplitudes thermiques journalières se révèlent importantes avec des minima absolus voisins de 10° à 6 heures du matin.

3.1.2.3. Sols

Les sols de la région de Ngaoundéré en général et de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} en particulier, ont été étudiés par plusieurs auteurs (Laplanche et Bachelier, 1954 ; Humbel, 1966 ; Volger et *al.*, 1982 ; Boutrais, 1995). Même si Humbel (1966) y distingue quelques affleurements de sols ferrugineux piégés entre les boules qui couvrent les versants à fortes pentes, ce sont essentiellement des formations ferrallitiques issues de roches diverses anciennes qui dominent dans la région. Ces formations sont la conséquence de longues et intenses périodes de ferrallitisation du Quaternaire (Laplanche et Bachelier, Op Cit). On peut les séparer en deux grands ensembles en fonction du relief : les sols des massifs et les sols des plateaux moyens et des basses terres.

3.1.2.4. Végétation

La grande homogénéité physionomique, sinon biogéographique, rencontrée dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} correspond aux savanes soudano-guinéennes arbustives ou arborées à *Daniellia oliveri* et *Lophira lanceolata* dites de l'Adamaoua. Les formations végétales sont les suivantes :

- Les formations herbeuses. Les espèces fréquentes ici sont : *Penisetum Purpureum* et *Hyparrhenia SPP*
- Les savanes arbustives. Elles sont caractérisées par les buissons parsemés çà et là, l'absence ou la rareté de grands arbres. Les espèces dominantes sont : *Terminalia*, *Marcroptera*, *Hymenocardia*, *Acida*, *Syzlegum guineen*.
- Les savanes arborées claires. Elles impriment à l'Adamaoua, en générale, une physionomie particulière. Les espèces dominantes sont : *Daniella*, *oliverilophira*, *Lancoelata*, *Hyparrhenia SPP* qui permettent le passage du feu et limitent le couvert ligneux, marquant aussi vocation pastorale de ces savanes.

Au total, à Ngaoundéré 2^{ème}, les mouvements tectoniques et le volcanisme ont créé, par endroits, une topographie heurtée, déformée en blocs plus ou moins soulevés donnant ainsi lieu à un relief postiche d'âge divers aux formes plus ou moins fraîches. La partie urbaine est le domaine de molles ondulations, à peine marquées, et des vallées marécageuses, parsemées d'inselbergs et de cônes volcaniques. Le relief est couvert de savane herbeuse, arbustive ou arborée, de forêts galeries et parfois de forêts claires. Ce couvert végétal varié est révélateur des conditions physiques,

mais aussi et surtout des interventions humaines qui participent à la création de nouveaux paysages.

Tableau 1. Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique

UNITÉ DE PAYSAGE	UTILISATION ACTUELLE	POTENTIALITÉS	CONTRAINTES / PROBLÈMES
Terres agricoles intra urbains et ruraux	• Culture de maïs, manioc, arachide, patate • Pâturage du bétail	• Espace disponible	• Certains sols sont peu fertiles • Repoussent rapide des mauvaises herbes • Conflit agropastoral
Bas-fonds et plaines inondables ou marécages	• Culture maraîchère • Travaux ménagers • Pêche	• Cours d'eau permanents • Poisson disponible	• Destruction des cultures en période de crue • Animaux emportés par les crues. • Érosion des berges
Savane arborée et arbustive	• Exploitation de bois de chauffe et d'œuvre • Pharmacopée • Pâturage du bétail • - Champs	• Présence d'espèces utiles pour la médecine traditionnelle • -Diversité d'essence	• Feux de brousse • Exploitation illicite du bois
Espace urbanisée	• Habitation • Jardin de case • Arbres fruitiers • Commerce • Lotissements sociaux	• Fertilité élevée des jardins de case • Espace disponible	• Accès difficile à l'eau • Érosion • Difficile accès à l'énergie électrique dans certains quartiers

3.1.3. Milieu socio-économique

3.1.3.1. Historique de la création et de l'installation de Ngaoundéré

La Commune de Ngaoundéré 2^{ème} a été officiellement créée le 24 avril 2007 par le décret présidentiel n° 2007/117 qui consacrait l'éclatement de l'ancienne Commune urbaine de Ngaoundéré et l'ancienne Commune Rurale de Ngaoundéré en 06 nouvelles Communes d'arrondissement. Son ressort territorial couvre l'ensemble de l'Arrondissement du même nom. Elle doit sa croissance et ses activités économiques à la gare ferroviaire et à la localisation des deux principaux marchés dans son territoire.

3.1.3.2. Démographie

3.1.3.2.1. Groupes humains et peuplement

La population de Ngaoundéré 2^{ème} comprend 13 groupes ethniques d'inégale importance. D'après les travaux de Podlewski (1971) et les traditions orales, les Mboum seraient le plus ancien sur le site avant la conquête foubé. Les lieux de leur implantation sont reconnus aujourd'hui à partir des noms qu'ils ont laissés aux éléments du milieu naturel. Ils sont surtout localisés sur le plateau de Ngaoundéré, tandis que les peuls, les Dii ou Dourou (excellents forgerons) et les G'baya qui les rejoignirent après, occupent respectivement le Nord et l'Est de la région. À côté de ces anciens occupants se retrouvent les autres groupes ethniques (Tableau 2).

Tableau 2. Principaux groupes ethnico-culturels

Libellés	Observations
Haoussa, Peul, Arabe choa, Gbaya, Bamiléké, Bamoun, Mboum, Toupouri, Moundang, Beti, Bornouan, Duala, Maka, Namdji, Laka Pana, Daba, Bornouans, Baïnawa, Guiziga.	Certains sont moins intéressés par les activités culturelles et d'autres sont conservateurs et actifs dans les activités culturelles

Source : Délégation départemental des arts et de la culture, mai 2013

Les étrangers constitués, en majorité, de Nigériens, de Tchadiens et de Centrafricains, les uns en émigration forcée suite à l'instabilité politique et à l'insécurité en RCA et les autres en émigration clandestine depuis plusieurs décennies. Ils sont des commerçants de pièces détachées de véhicules, du matériel de quincaillerie, de charpentiers, peintres, domestiques ou des gardiens de nuit. Les plus désœuvrés contribuent à alimenter la petite criminalité urbaine. D'autres étrangers notamment les Maliens et les Nigériens vivent et mènent leurs activités à Ngaoundéré 2^{ème}.

S'agissant des ressortissants des pays occidentaux, l'on retrouve à Ngaoundéré des Français, des Américains, des Norvégiens, des Chinois, des Turcs dont la présence est liée aux missions d'évangélisation, de développement, d'éducation et de travaux publics.

3.1.3.2.2. Taille et structure de la population et infrastructures socio-économiques

Avec une population totale de 84959 âmes dont 43904 hommes et 41055 femmes (BUCREP, 2^{ème} (RGPH, 2005), soit 115 076 habitants en 2013 après enquête de terrain et projection¹ sur une superficie d'environ 513 km², la Commune de N'Gaoundéré 2^{ème} offre une densité de 225 habitants au km².

La population urbaine est de 78406 habitants dont 40590 hommes et 37816 femmes en 2005 (BUCREP, Op Cit), soit 115 076citadins en 2013 (Tableau 3)

¹P₂₀₁₃ = (1,032)⁸x P₂₀₀₅ habitants

Tableau 3. Repartition de la population de la commune d'arrondissement de Ngaoundéré 2^{ème}

N°	Village/quartier	Ensemble de la population			Groupe spécifique					
		Hommes	Femmes	Total	Nourissons (0-35 mois) (10,7 %)	Population cible du PEV (0-59 mois) (16,9%)	Population d'âge préscolaire (4-5 ans) (6,3%)	Population d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (23,4%)	Adolescents (12 - 19 ans) (18,5%)	Population des jeunes (15 - 34 ans) (34,7%)
	Quartier de l'espace urbain									
1	BALADJI I	1791	1947	3738	400	632	235	875	692	1297
2	BALADJI II	6057	5393	11450	1225	1935	721	2679	2118	3973
3	CIFAN	413	386	799	85	135	50	187	148	277
4	GARE MARCHANDISE	157	0	157	17	27	10	37	29	54
5	HAOUSSA	4562	4322	8884	951	1501	560	2079	1644	3083
6	JOLI SOIR	6460	6001	12461	1333	2106	785	2916	2305	4324
7	KORMARI	467	408	875	94	148	55	205	162	304
8	MABANGA	4835	4377	9212	986	1557	580	2156	1704	3197
9	MABANGA-DJALINGO (Mabanga2)	720	706	1426	153	241	90	334	264	495
10	MADAGASCAR	2596	2479	5075	543	858	320	1188	939	1761
11	MALOUMRI DAMARI	1598	1539	3137	336	530	198	734	580	1089
12	MBIBAR	1292	1332	2624	281	443	165	614	485	911
13	NORD-CIFAN	931	906	1837	197	310	116	430	340	637
14	SABONGARI I	4534	4253	8787	940	1485	554	2056	1626	3049
15	SABONGARI II	3207	3160	6367	681	1076	401	1490	1178	2209
16	SABONGARIE III	1742	1711	3453	369	584	218	808	639	1198
17	TONGO FALINGO	502	486	988	106	167	62	231	183	343
18	TONGO GALDIMA	491	436	927	99	157	58	217	171	322

19	TONGO I	530	453	983	105	166	62	230	182	341
20	TONGO PASTORL	2771	2303	5074	543	858	320	1187	939	1761
21	TONGO SERET	745	677	1422	152	240	90	333	263	493
22	TROUA MALLA	560	527	1087	116	184	68	254	201	377
23	YARMBANG	3888	3595	7483	801	1265	471	1751	1384	2597
24	TONGO FALINGO IV	1368	1258	2626	281	444	165	614	486	911
25	Sous total espace urbain	52217	48655	100872	10793	17047	6355	23604	18661	35003
	Villages									
26	BISKEWAL	970	1030	2000	214	338	126	468	370	694
27	DARA SALAM	700	800	1500	161	254	95	351	278	521
28	DARANG	900	450	1350	144	228	85	316	250	468
29	MADEM	450	550	1000	107	169	63	234	185	347
30	MARGUELENG	61	116	177	19	30	11	41	33	61
31	MASSOLA	170	140	310	33	52	20	73	57	108
32	MAYO DANEL	345	195	540	58	91	34	126	100	187
33	MBALANG DJALINGO	510	255	765	82	129	48	179	142	265
34	NGAHOUHORA II	149	182	331	35	56	21	77	61	115
35	NGAHOUOHRA I	360	450	810	87	137	51	190	150	281
36	NGAOUSSAI	900	600	1500	161	254	95	351	278	521
37	REP YANGA	600	700	1300	139	220	82	304	241	451
38	SELBE DARANG	1230	610	1840	197	311	116	431	340	638
39	VELA-MBAÏ	100	150	250	27	42	16	59	46	87
40	YOKO WORO	30	20	50	5	8	3	12	9	17
41	YOUKOU MAYO-DANA	310	170	480	51	81	30	112	89	167
	Sous total espace rurale	7785	6418	14203	1520	2400	895	3324	2628	4928
	TOTAL	60002	55073	115075	12313	19448	7250	26928	21289	39931

Source : BUCREP, 2010. Rapport de présentation des résultats définitifs du recensement démographique de 2005

3.1.3.3. Acteurs du développement local

Les efforts de développement de la Commune sont soutenus par de nombreuses structures de développement qui accompagnent les populations et l'État dans divers domaines : la santé, l'éducation, l'eau potable, la micro finance,... Ce sont soit des organisations non gouvernementales (ONG) nationales ou internationales (UNICEF, PNUD), des GICs (GIC AJDB, GIC Agropastoral), des Programmes (PNDP, PARFAR, PNDRT, PAPA), des Associations (CIEE et Association Sok Nyaké à BISKEWAL), certains ministères (MINEPIA, MINSANTE, MINADER, MINDUB) les structures étatiques de l'État (Sous-préfecture, etc.) et la communauté urbaine.

3.1.3.4. Activités économiques

La Commune de Ngaoundéré 2^{ème} regorge en son sein de diverses activités économiques, dont les plus importantes sont : la vente du bétail, l'agriculture, la tannerie, le transport, le bâtiment, le commerce général, les banques, les stations-services, l'industrie, l'hôtellerie, l'artisanat. Le secteur informel est dominant en zone urbaine.

Les problèmes qui entravent le développement des activités économiques sont:

- l'insécurité ;
- le chômage avéré des jeunes ;
- l'incivisme fiscal ;
- l'insuffisance des moyens financiers nécessaires des Communes ;
- l'insuffisance d'entreprises ;
- l'insuffisance d'infrastructures routières (voies de communication).

3.1.3.5. Organisation sociale

La Commune de Ngaoundéré 2^{ème} abrite une chefferie de premier degré (Lamidat de Ngaoundéré) ainsi que quelques chefferies de troisième degré réparties dans l'ensemble de l'arrondissement. L'accession à la chefferie est héréditaire, il faut appartenir à la famille royale, jouir de la confiance du peuple et subir les rites d'installation. Le mode d'organisation de l'autorité traditionnelle dans la Commune est calqué sur le modèle peul avec une hiérarchisation des postes dans la cours des chefferies. Le Lamido est ici comme le chef suprême, le *Galdima* officie comme le Premier ministre, le *Sarki pawa* responsable des bouchers, le *Sarki tourawa* est le ministre chargé du tourisme, le ministre de l'agriculture (*Sarki Bounou*), le ministre de l'élevage (*Sarki sanu*), le ministre de la justice (*Alkali*) qui gèrent les questions relatives à leur domaine respectif. Ceux-ci sont assistés par les chefs de quartier et de village.

3.1.3.6. Religion

Deux types de religion marquent l'espace communal de Ngaoundéré 2^{ème}. Ce sont l'Islam et le Christianisme.

3.2. Résultats du Diagnostic de l'Institution Communale

3.2.1. Ressources humaines

La commune de Ngaoundéré 2^{ème} est constituée d'un effectif de vingt-six (26) employés toutes catégories confondues réparties comme suit (quatre (04) femmes et vingt-deux (22).

L'obédience politique au sein de cette commune est à 46,84% l'UNDP, 43,19% RDPC et 9,97% SDF. On note également une polyvalence au sein du conseil pour ce qui est des métiers, ce qui constitue un atout pour la commune et une bonne représentativité des corps de métiers.

3.2.1.1. Forces – Faiblesses/Opportunités - Menaces

Forces	Faiblesses	Opportunités
✓ Bonne répartition des tâches ✓ Le respect des textes pour ce qui est du mode d'avancement ✓ Les employés sont soumis à des contrats à durée indéterminée ✓ diversité socioprofessionnelle des conseillers ✓ L'établissement des modalités de recrutement de façon claire et précise ✓ La précision dans le mode d'avancement ✓ Bonne répartition des tâches entre le maire et ses adjoints ✓ Bonne répartition des commissions en sous commissions	✓ Absence de formation après le recrutement ✓ irrégularités des réunions du personnel ✓ La non maîtrise des rôles et fonction des conseillers au sein de la Commune ✓ La non-application de l'organigramme type faute du personnel qualifié ✓ Insuffisance du personnel qualifié ✓ Faible remontée d'informations ✓ Faible planification des activités	✓ Université : La Commune peut inviter un enseignant pour des séances de formation ✓ Population jeune avec des compétences (formées à l'Université de Ngaoundéré) ✓ Le nouveau bâtiment de la Commune en construction à Gada mabanga

3.2.1.2. Axes de renforcement des capacités

	AXES DE RENFORCEMENT
Conseil municipal	-Sensibiliser des conseillers municipaux sur leur rôle et leur fonction au sein de la Commune.
Personnel de la Commune	-Redéploier et recycler le personnel de la Commune -Créer et pourvoir en personnel les cellules clefs que sont : la cellule informatique, la cellule de communication, de coopération et de partenariat
Gestion des ressources humaines	-Mettre sur pied un cahier de charge du personnel ; -Tenir des réunions avec le personnel -Mettre à la disposition des agents des mobiliers (classeurs)

	AXES DE RENFORCEMENT
	-Établir une fiche de présence journalière qui sera remplie par chaque employé et suivie par le Secrétaire général, -Planifier les activités -Définir de - Préciser clairement les compétences requises pour la réalisation de chaque activité.
Organisation des commissions	-Établir une fiche de planification annuelle des activités à réaliser ; -Tenir régulièrement des réunions qui permettront de mieux discuter sur les moyens de réalisation de ces activités.

3.2.2. Ressources financières

3.2.2.1. Forces – Faiblesses/Opportunité-Menaces

FORCES	FAIBLESSES
1. Esprit d'équipe et dynamisme impulsé au service du recouvrement ; 2. Effort constant de la Commune à réaliser des investissements ; 3. Effort considérable de la Commune à améliorer le taux de recouvrement des recettes propres dans le temps avec un taux moyen triennal de recouvrement des recettes propres de 68% ; 4. Réalisation des excédents budgétaires (Recettes >Dépenses) ; 5. Bonne performance réalisée en 2009 ; 6. Disponibilité du personnel au service de la population ; 7. Grande volonté du personnel en charge de la gestion financière à conduire le changement et à améliorer les recettes de la Commune ; 8. Respect de la démarche budgétaire.	1. Absence de formalisation d'un plan d'action opérationnel de recouvrement 2. Une préparation du budget limitée à une reconduction des budgets annuels précédents (principe de services votés) ajustés par un facteur qui tient compte des conditions macroéconomiques et de la conjoncture économique ; 3. Une budgétisation par poste budgétaire et non par activité/résultat ; 4. Une faible capacité de mobilisation des recettes propres et externe ; 5. Non mise à jour d'un documentstratégique de collecte des ressources financières qui est le fichier du contribuable ; 6. Une variation défavorable des crédits (faible consommation et consommation excessive) ; 7. L'impossibilité d'apprécier l'équilibre structurel l'autonomie la performance et la liquidité financière de la Commune dans la durée. 8- Absence de cohérence sur le terrain lors des recouvrements.

3.2.2.2. Axes de renforcement des capacités

3.2.2.2.1. Les réformes d'ordre administratives : de la nécessité d'une gestion efficace des ressources humaines

Les séminaires orientés sur les thématiques suivantes :

- montage et gestion des projets et programme ;
- élaboration et suivi du budget programme ;
- compréhension du modèle comptable en partie double ; nous proposons que les agents des Recettes soient régulièrement formés à travers des séminaires ;

- les textes portant Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) relative au recouvrement des créances pourront être exploités afin de s'informer sur les dispositions législatives nationales et internationales ;
- l'élaboration du budget programme.

3.2.2.2.2. Renforcement de la planification stratégique et opérationnelle de la gestion financière

- Elaborer un calendrier annuel des recouvrements qui met en évidence les responsables pour chaque catégorie de taxes, les indicateurs de mesure de la performance des responsables, les activités à mener et la période de recouvrement.
- Renforcer la logistique du service de recouvrement.
- Organiser des séminaires de sensibilisation auprès de la population sur la nécessité de payer leurs différents impôts et taxes pour le développement de la localité. Ceci permettra d'accroître les recettes propres de la Commune.
- Renforcer les investissements en direction du bien-être de la population (aménagement des points d'eau, entretien et nettoyage de l'espace urbain...).
- Actualiser le fichier du contribuable afin de mieux organiser les recouvrements et d'assurer une cohérence entre les prévisions et les réalisations.

3.2.2.2.3. Renforcement du point de vue organisationnel

- Créer de nouveaux postes de travail, en loccurrence, **un poste d'assistant comptable**(où le personnel aura pour mission de suppléer le RM dans ses tâches),**un bureau de recouvrement des créances** (où les personnels auront pour mission d'accroître les recettes) et **un bureau du contrôle interne et de contrôle de gestion** (qui aura pour mission d'implanter des dispositifs assurant la sécurité des biens de la Commune, de suivre et évaluer les projets et programmes de développement de la Commune).
- Créer un service d'assiette ayant **au moins 3 employés de profil gestionnaire** afin de pouvoir maitriser l'assiette fiscale.

3.2.2.2.4. Renforcement du cadre comptable

L'impossibilité pour la Commune de renseigner sur l'état de son patrimoine est symptomatique de la faible intégration du modèle en partie double. De plus, l'exigence de manipulation de plusieurs *comptes* que requiert la comptabilité à partie double, combinée au volume élevé des opérations entraîne une mobilisation permanente de plusieurs agents pour la présentation des écritures. Il est aussi important de dématérialiser des supports de gestion en les assemblant sous forme de logiciel.

3.2.2.2.5. Renforcement des mécanismes budgétaires

Il faut limiter au plus la conception du budget sur la base des données antérieures en intégrant le budget –programme, une démarche budgétaire axée sur la performance et les résultats.

Les budgets ne doivent plus être votés sur la base des projets et programmes communaux annuels ; et à ce budget doivent être associés un plan de travail détaillé, les résultats escomptés, les bénéficiaires et le calendrier pour l'obtention de ces résultats.

3.2.2.2.6. Formaliser les procédures de gestion financières

L'avènement de la décentralisation implique de renforcer la structure organisationnelle du système de gestion financière à travers la rédaction et la mise en application d'un guide comportemental (manuel des procédures comptables et financières) qui, permettant de cadrer les acteurs en charge de la gestion financière dans un espace normé, s'imposera comme un outil de communication, d'évaluation, de formation et de gestion et inscrira la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} dans une dynamique de l'apprentissage organisationnel.

3.2.2.2.7. Renforcement des contrôles

La décentralisation induira impérativement des audits légaux dans les Communes, d'où la nécessité pour l'ordonnateur et l'exécutif de se préparer en instaurant un service de contrôle interne indépendant du service financier et de l'ordonnateur. Ce service aura pour mission d'assurer la sécurité des richesses de la Commune et préviendra les risques de fraudes.

3.2.2.2.8. Instauration de la comptabilité analytique

Il faudra renforcer les dispositifs de pilotage de la performance à travers la mise sur pied d'une comptabilité analytique.

3.2.3. Patrimoine communal

3.2.3.1. Forces – Faiblesses/Opportunités – Menaces

N°	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES/CONT RAINTES
Espace communal	Étendue du territoire de la Commune La présence de nombreux sites touristiques à aménager ; La forêt municipale sera un atout majeur dans la gestion de l'environnement.	La Commune ne dispose pas de cimetière municipal ; Il n'y pas dans la Commune un jardin public ni d'espace vert ;	Présence de plusieurs sites touristiques	Coût d'aménagement très élevé

N°	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES/CONTRAINTES
Matériel de bureau	Bonne tenue du matériel de bureau	La Commune ne dispose pas d'un personnel d'entretien des matériels de bureau Une imprimante pour 7 bureaux dans le hall d'entrée. étroitesse du local	Construction de la Mairie de Ngaoundéré 2ème	Route non aménagée pour desservir ce nouveau local de la Mairie

3.2.3.2. Axes de renforcement des capacités

- Achat out de 04 ordinateurs complets.
- Recrutement de 02 opérateurs spécialisés en Cartographie et en maintenance informatique.
- Mise en réseau des deux imprimantes en réseau.
- Formation du secrétaire particulier du maire, du secrétaire général, Receveur municipal et du personnel du bureau de la cellule informatique, de l'ACD sur les outils bureautiques et de Bases de Données à Référence Spatiale (Word, Excel, QGIS, PRO-ADP).
- Formation d'un (01) personnel d'entretien et de maintenance de base sur les matériels de bureau (photocopieur, changer la cartouche de l'imprimante, maintenance informatique).

3.2.4. Gestion des relations

3.2.4.1. Forces - Faiblesses/Opportunités - Menaces

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES/CONTRAINTES
- Importants partenaires (ORANGE, MTN, TOURISTIQUE...)	1. Les relations qu'entretient la Commune avec ses partenaires sont superficielles	Gares voyageurs et marchandise	Pas de Plan d'Occupation du Sol (POS) de la Commune à jour
- Présence de nombreuses activités économiques	2. Le transfert de compétences au niveau de la Commune n'est pas effectif.	70 % des activités économique de la ville de Ngaoundéré sont concentrés dans l'espace de la Commune (marché, boutiques...)	Délinquance
- Très bonne collaboration avec le programme national de développement participatif (PNDF)	3. Insuffisance de compétence du personnel communal,	FEICOM ONG Internationales	Enfants de la rue

3.2.4.2. Axes de renforcement des capacités

Au regard de toutes ces faiblesses et forces que présente la Commune, plusieurs propositions sont faites :

➤ respecter la hiérarchie administrative ; cela consiste à accorder à chaque personnel le pouvoir de jouir de l'autorité et surtout des responsabilités que lui confère son statut.

➤ améliorer les compétences du personnel communal, leur insuffler le sens des responsabilités dans l'application de leurs tâches respectives, du respect de la hiérarchie administrative.

➤ susciter l'intérêt des partenaires de tous les niveaux dans la réalisation des projets de développement dans la Commune

➤ signer des accords avec les différents partenaires, établir des documents justificatifs des fruits de ses partenariats...

➤ rendre le plus effectif possible la notion de transfert de compétences et de pouvoir selon la loi sur la décentralisation, pour une amélioration positive des relations de la Commune avec ses sectorielles.

3.3. Situation de référence et analyse par secteur

3.3.1. Éducation de base

3.3.1.1. Situation de référence

La Commune de Ngaoundéré 2^{ème} compte 15 écoles maternelles avec 6 EM publiques et 9 privées, 46 écoles primaires dont 19 publiques et 11 privées en milieu urbain et 16 en milieu rural avec 3 écoles de parents.

➤ écoles maternelles

Dans les écoles maternelles, les effectifs des filles et des garçons sont pratiquement équitables. Sur les 15 écoles maternelles que l'on retrouve dans la Commune, seulement 5 ont un statut public. Les 8 autres sont des écoles privées (Tableau 4). En milieu rural, il n'existe pas encore d'école maternelle.

Tableau 4. Effectif des élèves dans les écoles maternelles de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

Espace		FILLES	GARÇONS	TOTAL ELEVES
Urbain	PUB	557	565	1122
	PRI	447	451	898
TOTAL		1004	1016	2020

Source : DD/MINEDUB de la Vina, avril-novembre 2013

Le nombre de filles et de garçons dans les établissements maternels de la Commune est relativement équilibré.

Tableau 5. Encadrement et équipement des écoles maternelles de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

Espace	Statut	EFFECTIF ELEVES	ENSEIGNANT		SALLE DE CLASSE		TABLES BANCS	
			NOMBRE	RATIO ELEVES/ENSEIGNANT	NOMBRE	RATIO ELEVE/SALLES DE CLASSE	NOMBRE	RATIO ELEVES/PLACES ASSISES
Urbain	PUB	1122	28	40,071	19	59,052	946	1,186
	PRI	898	31	28,967	24	37,416	974	0,921
TOTAL		2020	59		43		1920	

Source : DD/MINEDUB de la Vina et enquêtes de terrain, avril-novembre 2013



Photo 7. Bâtiment principal de l'école maternelle annexe de Sabongari
L'état de la véranda fait déjà comprendre qu'il nécessite une réhabilitation
Cliché ACAGER, avril 2013

Tableau 6. État général des salles de classes

Espace	Statut	BON	PASSABLE	MAUVAIS	TOTAL
Urbain	PUB	14	0	5	19
	PRI	22	2	0	24
TOTAL		36	2	5	43

Source : DD/MINEDUB de la Vina et observations de terrain, avril-novembre 2013

Toutes les salles de classe sont en dur ou semi-dur (tableau 7).

Tableau 7. Type de matériaux utilisés dans la construction des salles de classe

TYPE D'ECOLE		Statut	NOMBRE DE SALLES DE CLASSE				TOTAL GENERAL
			SEKO/BANKO /POTO POTO	PLANCHE	SEMI-DUR	DUR	
Ecoles maternelles	URBAIN	PUB	0	0	0	20	20
		PRIV	0	0	4	19	23
	TOTAL		0	0	4	39	43

Source : DD/MINEDUB de la Vina et enquêtes de terrain, avril-novembre 2013

Il faut noter l'absence des établissements maternels dans l'espace rural, ce qui constitue un réel problème.

Tableau 8.Etat des aménagements dans les écoles maternelles

TYPE D'ECOLE			NOMBRE D'ECOLES						TOTAL GENERAL
			DISPOSANT D'UN POINT D'EAU	DISPOSANT DE LATRINE	AYANT DE BACS A ORDURES	MUNI D'UNE CLOTURE	AYANT BENEFICIE D'UN REBOISEMENT	LOGEMENT D'ASTREINTE	
Ecoles maternelles	URBAIN	PUB	4	5	2	4	4	0	19
		PRIV	7	9	9	8	8	0	41
	Total		11	14	11	12	12	0	60

Source : DD/MINEDUB de la Vina et enquêtes de terrain, avril-novembre 2013

➤ Écoles primaires

Elle compte également 12 Lycées/Collèges dont 02 techniques, 03 d'enseignement général, 06 Collèges privés, 01 ENIEG dans l'espace urbain. Dans les écoles primaires, les effectifs des filles et des garçons sont pratiquement équitables. Par contre, pour les effectifs totaux, les élèves des écoles primaires de l'espace urbain sont plus nombreux que ceux de l'espace rural (tableau 9). Contrairement aux écoles maternelles, les écoles primaires publiques sont plus nombreuses que les écoles primaires privées.

Tableau 9. Effectif des écoles primaires

Espace		FILLES	GARÇONS	TOTAL ELEVES
Urbain	PUB	6719	6617	13336
	PRI	1295	1100	2395
Rural	PUB	1166	1377	2543
TOTAL		9180	9094	18274

Source : DD/MINEDUB de la Vina et enquêtes de terrain, avril-novembre 2013

La répartition spatiale de ces établissements est relativement équilibrée dans l'espace urbain. Cependant, il faut prévoir les nouvelles écoles aux quartiers Nord CIFAN et Sabongari Gare qui sont déjà bien peuplés. Les ratios en ce qui concerne les écoles primaires sont largement au-dessus de la norme UNESCO. Il faut plus d'enseignants, plus de Salles de classe et plus de tables bancs dans pratiquement toutes les écoles primaires de la Commune (Tableau 10).

Tableau 10. Analyse de la situation des écoles primaires

Espace		EFFECTIF ELEVES	ENSEIGNANT		SALLE DE CLASSE		TABLES BANCS	
			NOMBRE	RATIO ELEVES/ENSEIGNANT	NOMBRE	RATIO ELEVE/SALLES DE CLASSE	NOMBRE	RATIO ELEVES/PLACES ASSISES
Urbain	PUB	13336	183	72,87431694	165	80,82424242	4334	3,077065067
	PRI	2395	21	114,047619	58	44,35185185	1333	1,796699175
Rural		2543	47	54,10638298	35	158,9375	802	3,170822943
TOTAL		18274	251		258		6469	

Source : DD/MINEDUB de la Vina et enquêtes de terrain, avril-novembre 2013

Tableau 11. État général des bâtiments scolaires

Espace	Statut	BON	PASSABLE	MAUVAIS	TOTAL
Urbain	PUB	152	13	0	165
	PRI	46	12	2	58
Rural	PUB	12	6	17	35
TOTAL		210	29	19	258

Source : DD/MINEDUB de la Vina et enquêtes de terrain, avril-novembre 2013

Tableau 12. Type de matériaux utilisé dans la construction des salles de classe

TYPE D'ECOLE	Espace	Statut	NOMBRE DE SALLES DE CLASSE				TOTAL
			SEKO/BANKO /POTO POTO	PLANCHE	SEMI-DUR	DUR	
Ecoles primaires	URBAIN	PUB	2	0	0	163	165
		PRIV	0	0	2	56	58
	RURAL		15	0	5	15	35
	TOTAL		17	0	7	234	258

Source : DD/MINEDUB de la Vina et enquêtes de terrain, avril-novembre 2013

Tableau 13. Situation des aménagements dans les écoles primaires de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

TYPE D'ECOLE			NOMBRE D'ECOLIS						TOTAL
			DISPOSAN T D'UN POINT D'EAU	DISPOSAN T DE LATRINE	AYANT DE BACS A ORDURES	MUNI D'UNE CLOTURE	AYANT BENEFICIE D'UN REBOISEMENT	LOGEMENT D'ASTREINTE	
Ecoles primaires	URBAIN	PUB	13	15	18	11	13	0	70
		PRI	7	10	9	4	5	0	35
	RURAL		3	3	0	0	2	1	9
	TOTAL		23	28	27	15	20	1	114

Source : DD/MINEDUB de la Vina et enquêtes de terrain, avril-novembre 2013

3.3.1.2. Analyse des problèmes liés à l'éducation de base

Tableau 14. Analyse des problèmes du secteur enseignement de base

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté d'accès aux enseignements primaires et maternels de qualité	- insuffisance du personnel enseignant qualifié ; - Insuffisance des salles de classe ; - Inexistence des bâtiments dans certains les écoles maternelles créées ; - Inexistence de logements d'astreinte en milieu rural ; - Faible intérêt des parents pour l'éducation des enfants ; - Insuffisance de latrines et points	- Déperdition scolaire ; - Sous-scolarisation ; - Analphabétisme - Échec scolaire - Difficulté	- Construction de 02 blocs maternels - Plaidoyer pour l'affectation de 5 enseignants dans les écoles maternelles - Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de l'E.M. de Sabongari - Dotation en 89 salles de classes - Dotation en 2946 en tables bancs - Etude de faisabilité en vue de la construction des clôtures autour de 20 écoles primaires - Construction d'un bloc administratif dans six écoles

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
	d'eau potable dans les écoles ; • Eloignement de certaines écoles ; • Insuffisance de clôture ; • Insuffisance de matériels didactiques logistique scolaire ; • Absence d'acte de naissance pour beaucoup d'élèves ; • Enclavement de certains villages ; • Résidence éloignée des enseignants par rapport à leur établissement ; • Eloignement de centre d'examen au CEP ;	d'insertion socioprofessionnelle des jeunes ; - Délinquance juvénile ; - Prostitution ; - Jumelage des niveaux - Mariage précoce	primaires -Construction d'un bloc latrines dans 15 écoles primaires ; - Réalisation de 10 forages dans les écoles publiques -Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement de 8 écoles maternelles -Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement de 2 écoles primaires - plaidoyer pour l'affectation de 90 enseignants dans les écoles primaires -Dotation de 150 chaises à l'école maternelle de Baladji II - Sensibilisation des parents sur l'importance de l'éducation de la jeune fille - Construction des logements pour les enseignants - Reboisement dans les établissements primaires de la Commune

3.3.2. Enseignement secondaire

3.3.2.1. Situation de référence

Le ministère des enseignements secondaires dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} coordonne les activités de plusieurs établissements secondaires, à savoir : 01 Collège d'enseignement générale (CES), 09 lycées d'enseignements général et collèges et 02 lycées d'enseignements techniques et 01 ENIEG. (Tableau 15 et Figure 3).

Tableau 15. Effectif des filles et des garçons dans les lycées, collèges de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

STATUT	Nombre établissements	Effectifs		TOTAL
		Filles	garçons	
PUB	7	3789	5359	9148
PRI	6	812	1255	2067
TOTAL	13	4601	6614	11 215

Source : DD/MINESEC-Vina et enquêtes de terrain, avril-novembre 2013

S'agissant des effectifs de filles et des garçons, on note une légère domination du nombre de garçons.

Tableau 16. Encadrement et équipement des établissements de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

TYPE d'établissements secondaires	EFFECTIF ELEVES	NOMBRE D'ENSEIGNANTS	NOMBRE DE SALLES DE CLASSE	NOMBRE DE TABLES BANCS	RATIO ELEVES/ENSEIGNANT	RATIO ELEVE/SALLES DE CLASSE	RATIO ELEVES/PLACES ASSISES
Lycées	8374	403	114	3067	20,779	73,456	2,730
Collèges	1977	149	76	1633	13,268	26,013	1,210
CES	306	13	4	260	23,538	76,5	1,176
ENIEG	558	76	9	251	7,342	62	1,111
Total	11215	641	203	5211	17,496	55,246	1,0760

Source : DD/MINESEC-Vina et enquêtes de terrain, avril-novembre 2013

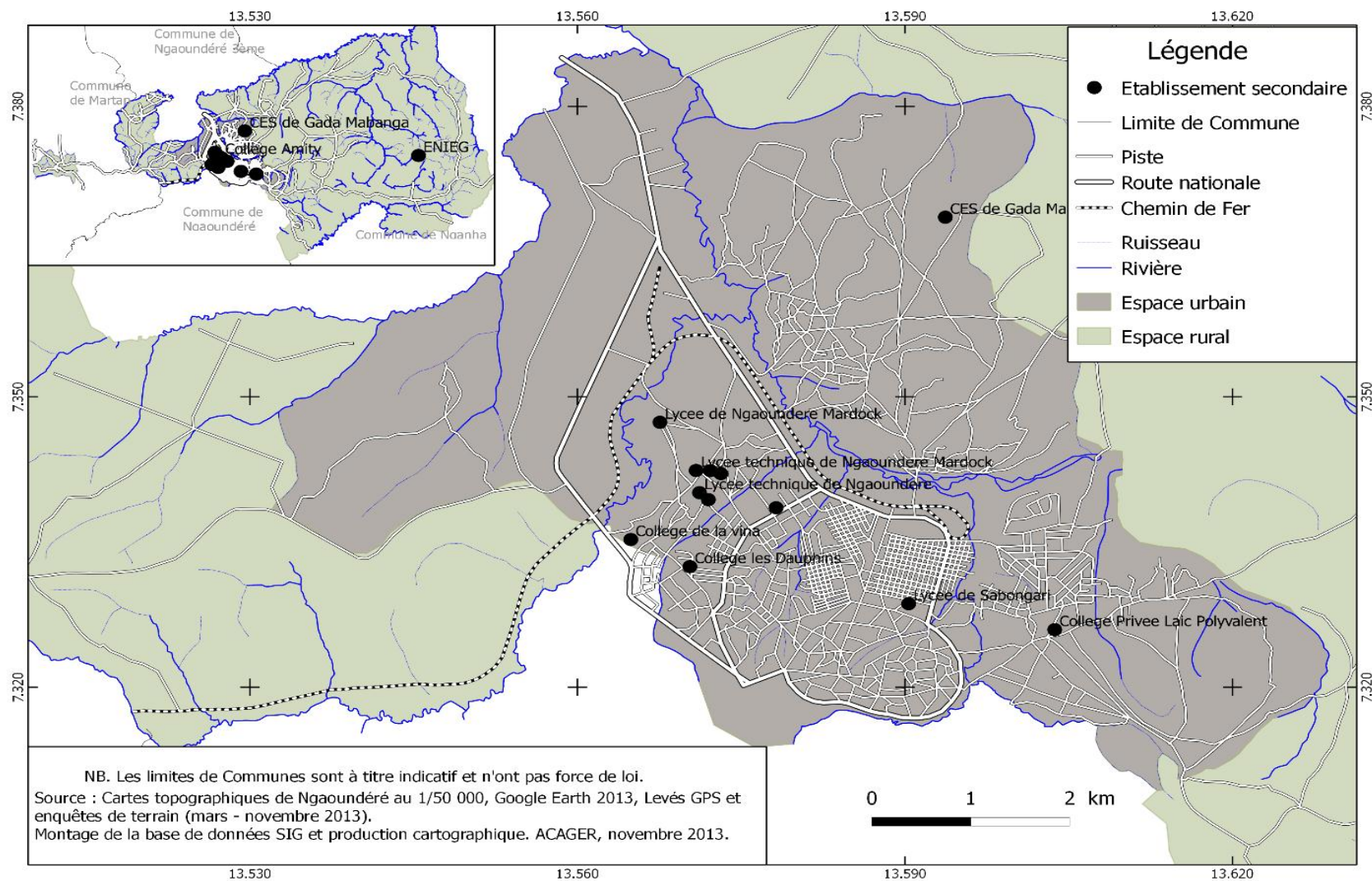


Figure 3. Spatialisation des Etablissements secondaires dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

Le ratio élève/salle de classe est plus élevé dans les lycées et le CES et très acceptable dans les collèges. On note une insuffisance de places assises dans les lycées un bon ratio dans les collèges. L'état général des salles de classe est appréciable (Tableau 17).

Tableau 17. État général des salles de classe par établissement

TYPE d'établissements secondaires	BON	PASSABLE	MAUVAIS	TOTAL GENERAL
Lycées	102	12	0	114
Collège	76	0	0	76
CES	4	0	0	4
ENIEG	9	0	0	9
TOTAL	191	12	0	203

Source : DD/MINESEC-Vina et enquêtes de terrain, avril 2013

En ce qui concerne les aménagements connexes nécessaires au bon épanouissement des élèves, relevons que la plupart des établissements disposent des points d'eau.

Tableau 18. Situation de l'aménagement des établissements scolaires de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

Types d'établissements secondaires	NOMBRE D'ETABLISSEMENTS SECONDAIRES					TOTAL GENERAL
	DISPOSANT D'UN POINT D'EAU	DISPOSANT DE LATRINE	AYANT DE BACS A ORDURES	MUNI D'UNE CLOTURE	AYANT BENEFICIE D'UN REBOISEMENT	
Lycées	5	6	6	1	6	24
Collège	6	6	6	6	5	29
CES	0	1	1	0	0	2
ENIEG	1	1	1	0	1	4
TOTAL	12	14	14	7	12	59

Tous les bâtiments sont construits en dur (Tableau 19).

Tableau 19. Type de matériaux des bâtiments scolaires

NOM DES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES	NOMBRE DE SALLES DE CLASSE				TOTAL GENERAL
	SEKO/BANKO /POTO POTO	PLANCHE	SEMI-DUR	DUR	
Lycées	0	0	0	114	114
Collège	0	0	0	76	76
CES	0	0	0	9	9
ENIEG	0	0	0	4	4
TOTAL	0	0	0	203	203

3.3.2.3. Analyse des problèmes liés au secteur de l'enseignement secondaire

Tableau 20. Analyse des problèmes du secteur de l'enseignement secondaire

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficultés d'accès à un enseignement secondaire de qualité	- Faible suivi des élèves par les parents ; - Insuffisance du personnel enseignant ; - Insuffisance des infrastructures ; - Accès difficile au manuel scolaire ; - Absence d'établissement secondaire dans l'espace rurale ; - Éloignement des établissements secondaires existants. - Insuffisance de moyens de locomotion pour les élèves ; - Accès difficile aux manuels scolaire	- Analphabétisme ; - Déperdition scolaire ; - Sous-scolarisation ; - Difficultés d'insertion socioprofessionnelle des jeunes ; - Migration des élèves vers les grandes agglomérations ; - Effectif pléthorique dans les salles de classe - Mariages précoces	1. Construction des clôtures autour des 4 Établissements scolaires pour renforcer la discipline et la sécurité 2. Plaidoyer pour l'affectation de 72 enseignants dans les établissements déficitaires 3. Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement de 7 CETIC 4. Plaidoyer en vue de la création construction et équipement de 4 CES 5. Construction de 66 salles de classe avec rampe pour handicapés dans les CES et lycées généraux 6. Équipements de 66 salles de classe en tables bancs dans les établissements scolaires 7. Équipement de 66 salles de classe salles des établissements scolaires en Bureaux des enseignants 8. Équipement en 1305 tables-bancs 9. Construction des 10 blocs latrines dans les établissements de la Commune 10. Sensibilisation des parents sur l'importance de la poursuite des études de la jeune fille 11. Octroi de fournitures et des matériels didactiques

3.3.3. Enseignement supérieur

3.3.3.1. Situation de référence

Bien que l'Université de Ngaoundéré ne soit pas très loin de la Commune, les enfants de la Commune y sont bien moins représentés, ceci à cause de l'arrêt précoce des études, de l'absence de mécanisme d'incitation des jeunes à l'enseignement supérieur. Il serait donc nécessaire que la Commune octroie des bourses aux étudiants/bacheliers méritants par la Commune (Mayo Danel, Rep Yanga, Biskewal, Youkou), facilite le déplacement des étudiants et sensibilise les bacheliers sur la nécessité de poursuivre les études supérieures (Yoko Wouro, Vela-Mbaï).

3.3.3.2. Analyse des problèmes

Tableau 21. Analyse des problèmes liés aux activités du secteur

ENDOGENES EXOGENES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficultés d'accès aux enseignements supérieurs	- Arrêt précoce des études par les élèves ; - Absence de mécanisme d'incitation des jeunes à l'enseignement supérieur ; - Absence de soutien aux bacheliers; • Insuffisance de moyen de déplacement	- Insuffisance d'élite intellectuelle ; - Difficulté d'insertion socio professionnelle. - Délinquance juvénile - Prostitution	- Octroi des bourses aux étudiants/bacheliers méritants par les Commune/autres acteurs sociaux - Organisation des campagnes de sensibilisation des bacheliers de la Commune sur la nécessité de poursuivre les études à l'Université

3.3.4. Recherche Scientifique et de l'Innovation

3.3.4.1. Situation de référence

La recherche scientifique est ce secteur, qui vise à améliorer au travers de la recherche les conditions de vie des populations. L'on promet très régulièrement les semences améliorées pour les agriculteurs, les croisements des espèces pour booster la production laitière par exemple.

Bien que la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} possède un important cheptel la production laitière est faible. Il en est de même de la production agricole. Malgré la disponibilité d'espaces agricoles. Les causes de cette faible production sont : la rareté des pâturages de bonne qualité et un faible accès à l'information sur la disponibilité des semences, agricoles dans la Commune et enfin les races bovines laitières à faible potentiel de production.

3.3.4.2. Analyse des problèmes

Tableau 22. Analyse des problèmes liés aux activités du secteur

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Faible vulgarisation des résultats de recherche	• Rareté des pâturages de bonne qualité • Faible accès à l'information sur la disponibilité des semences agricoles • Faible production laitière • Faible production agricole	• Faible production laitière pas satisfaisante pour le marché • Faible production des bovins • faible productivité agricole • Non accès des populations aux résultats des recherches	1. Organisation des ateliers avec la MIPROMALO (Espace communal) 2. Vulgarisation de l'utilisation des foyers améliorés 3. Réalisation d'une étude sur les risques des lacs de cratère (Mbalang et Darang) 4. Amélioration de la productivité bovine des races laitières 5. Organisation des ateliers de vulgarisation des résultats de la recherche 6. Organisation d'une plate-forme innovante des producteurs

3.3.5. Santé publique

3.3.5.1. Situation de référence

La Commune de Ngaoundéré 2^{ème} dispose d'un centre de santé intégré fonctionnel (Sabongari) (Photo 8 et 9), d'une mutuelle de Santé (Sabongari), d'un centre de santé catholique opérationnel (Gada Mabanga IV), d'un centre de santé privé islamique (Lamidat), d'une clinique privée (Baladji II) (tableau 23) et trois (03) cases de santé privées, tous concentrés dans l'ancienne ville (figure 04). Cependant, on note une quasi-absence des structures sanitaires dans l'espace rural de la Commune.

Tableau 23.Types d'infrastructures sanitaires de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

Type de formations sanitaires	Urbain	Rural	Total
1. Centre de Santé Intégré	1	0	1
2. Centre de Santé Privé	2	0	2
3. Infirmerie de la CNPS	1	0	1
4. Clinique islamique	1	0	1
5. Centre médical de CAMRAIL	1	0	1
TOTAL	6	0	6

Source : DD-MINSANTE/Vina et enquêtes de terrain, avril – novembre 2013

Pour une population totale de 111383 citadins, il n'existe qu'un seul médecin, 7 infirmiers diplômés, 04 infirmiers Brevetés et 12 aides-soignants (Tableau 24). Ce qui est nettement inférieur par rapport aux normes de l'OMS qui exigent 01 médecin pour 10.000 habitants² ; or, dans toute la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}, l'on dénombre 01 médecin pour 111 383 habitants. Pour ce qui est des IDE et IB, les formations sanitaires de Ngaoundéré 2^{ème} présentent un manque criard de personnel, soit un infirmier pour 7 426 habitants au lieu de 3000 suivant la norme de l'OMS.

En plus, l'on dénombre 5 établissements pharmaceutiques tous concentrés dans le centre urbain.

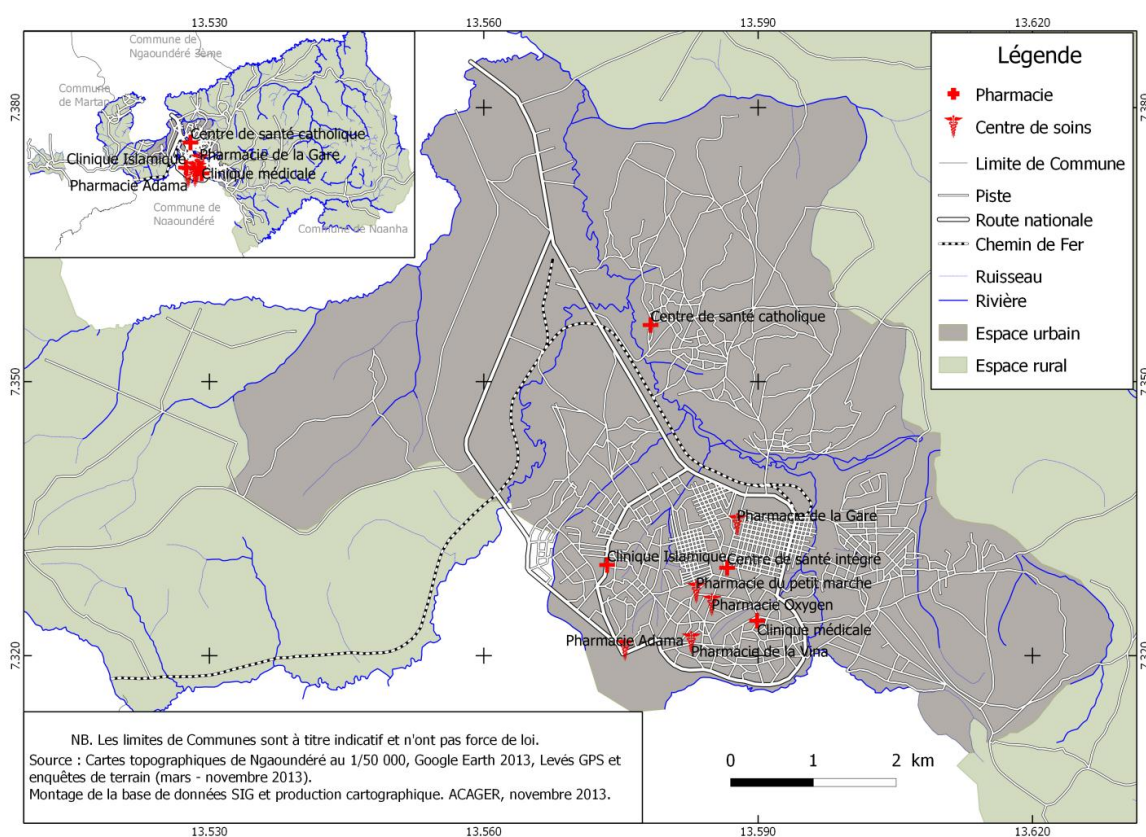


Figure 4. Distribution spatiale des infrastructures de santé dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

² http://www.who.int/whosis/whostat/FR_WHS09_Table6.pdf. Consulté le 07/05/2013.

Tableau 24.Répartition du personnel sanitaire dans l'espace communal de Ngaoundéré 2^{ème}

Formation sanitaire	Effectif de la population	Médecin	IDE	IB	AS	Matrone	Commis	Ratio médecin/ha bitants	Ratio IDE/habitants	Ration IB/habitants	Besoin en médecin	Besoin en IDE/IB
CSI de Sabongari	115 076	0	5	3	7	0	2	115 076	12 786	19 179	11³	23
CSPde Gadamaganga		0	1	1	2	0	1					
CS Camrail		0	6	4	0	0	2					
CSI privé islamique Lamido Hayatou du Lamidat		0	1	1	11	0	3					
Infirmierie de la CNPS à Baladji II		0	1	1	3	1	1					
Clinique islamique à Baladji II		1	1	0	3	0	0					
TOTAL		1	15	10	26	1	9					

Source : DD/MINSANTE/Vina et enquêtes de terrain, avril-novembre 2013

L'unique centre de santé intégré public de la commune (CSI de Sabongari) ne dispose que d'un laboratoire, de deux microscopes, d'une pharmacie communautaire, d'une salle d'accouchement et de 12 lits (tableau 25). Ce CSI de Sabongari ne dispose pas de groupe électrogène, encore moins d'une clôture pour assurer la sécurité des malades et du personnel soignant.

Tableau 25.Situation des équipements sanitaires dans de Ngaoundéré 2^{ème}

Formation sanitaire	Lit	Labo	Maternité	Pharmacie	Réfrigérateur
1. Centre de santé intégré de Sabongari	12	01	01	01	01
2. Centre de santé intégré privé catholique de Gada Mabanga	32	02	02	01	03
3. Centre de santé intégré Privé Islamique du Lamido Hayatou	21	01	01	01	01
4. Infirmierie de la CNPS	05	01	0	01	02
5. CS Camrail	4	1	0	1	2
6. Clinique islamique de Baladji II					
Total	74	06	04	05	09

Source : DD/MINSANTE/Vina et enquêtes de terrain, avril-novembre 2013

Les formations sanitaires de Ngaoundéré 2^{ème} disposent d'un total de 74 lits, ce qui est bien insuffisant par rapport à la population de l'aire de santé. En plus, aucune formation n'a un lit gynécologique pour le service de laboratoire, ni de chaise roulante. Elles disposent chacune d'au moins un microscope en état de fonctionnement. Les maternités disposent chacune d'un lit d'accouchement. Seulement, d'après les déclarations des responsables de ces structures, ceux-ci sont insuffisants. Au CSI de

³ Besoin en personnel de santé = (Pop. Totale /Pop.Norme OMS)-Personnel existant.

Sabongari, le laboratoire et la salle d'accouchement ne sont pas construits dans les normes.

Aucune formation sanitaire n'a de logement d'astreinte. Il n'existe que deux latrines à usage commun au CSI de Sabongari. Ce qui est bien insuffisant, vu le nombre de personnes qui les sollicitent. Ce centre de santé Intégré est connecté au réseau de la CDE, mais les coupures d'eau fréquentes rendent le service bien désagréable tant pour le personnel que pour les malades. Ce CSI ne dispose pas d'éclairage externe, ni d'incinérateur.

L'état des bâtiments est dans l'ensemble bon à passable. On ne demande, pour la majorité, que de refaire la peinture (Tableau 26).

Tableau 26. État des bâtiments des formations sanitaires de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

Formation sanitaire		Nombre total de bâtiments	Nombre de bâtiments		
			Bon	Passable	Mauvais
Centre de santé intégré public de Sabongari		2	0	2	0
PMI/Infirmierie de la CNPS		1	1		
Centre de santé intégré privé	Centre de santé intégré de Gadamabanga	1	1		0
	Centre de santé intégré Privé Islamique du Lamido Hayatou au Lamidat	2	2		0
Clinique Islamique de l'Adamaoua à Baladji II		8	8	0	0
CS Camrail		1	1	0	0
Total		15	13	2	0

Source : DD/MINSANTE/Vina et enquêtes de terrain, avril 2013



Photo 8 et 9. Les infrastructures du CSI de Sabongari
Le tout premier bâtiment présente un toit à la tôle rouillée.
Cliché ACAGER.

La collecte des données relatives au secteur santé de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} permet de constater les problèmes d'insuffisance de la ressource humaine, du matériel médical et de mauvais état des structures de santé. La faible et/ou non budgétisation de certaines lignes de dépense (logistique et

fonctionnements). Toute chose qui met en mal le fonctionnement des structures sanitaires.



Photo 10 et 11. Vue partielle des bâtiments du Centre de Santé Intégré Privé Islamique du Lamido Hayatou

Avec sa position stratégique dans la vieille ville de Ngaoundéré, ce centre agrandi et équipé devra être salubre pour les citoyens.

Cliché ACAGER

3.3.5.2. Analyse des problèmes du secteur de la santé

Tableau 27. Analyse des problèmes du secteur de la santé

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	• Absence d'un centre de santé dans l'espace rural • Absence de clôture au CSI de Sabongari • Insuffisance des infrastructures • Insuffisance de latrines au CSI de Sabongari • déséquilibre dans le déploiement du personnel • Eloignement d'un centre de santé spécialisés ; • Difficulté d'évacuation des malades dans les grands centres ; • Absence d'un point de vente agréé des médicaments dans l'espace rural ; • Insuffisance des MILDA (moustiquaires imprégnés à longue durée d'action) ; • Insuffisance du personnel	• Automédication • Recours aux médicaments de la rue • Insécurité • Aménagements de lits à même le sol pour les malades • Mauvaise conservations des médicaments • Faible sensibilisation sur les MST ; • Faible fréquentation des formations sanitaires ; • Rareté des visites prénatales ; • Absence de confort chez les malades et le personnel ;	• Plaidoyer pour la création, construction et équipement d'un Hopital à Gadamabanga • Construction de clôture au CSI de Sabongari • Construction d'un forage dans le CSI de Sabongari • Équipements du CSI de Sabongari en 10 lits d'hospitalisation, 01 lit gynécologique, 02 lits d'accouchement, 04 chaises roulantes, 20 chaises pour la salle d'attente, 01 incinérateur ; • Réfection de la salle d'accouchement et du laboratoire du CSI de Sabongari • Affectation du personnel (médecins, IDE, IB) ; • Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement de 2 centres de santé intégré • Promotion de la médecine traditionnelle ; • Formation des habitants sur les techniques de premiers soins ; • Formation des matrones ; • Renforcement des campagnes de sensibilisation sur le VIH SIDA et autres maux sociaux (dans toute la Commune) • Mise en place des cellules de prise en charge des PVVS et leur famille.

3.3.6. Travail et sécurité sociale

3.3.6.1. Situation de référence

Dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}, le MINTSS distingue deux types d'emploi : les emplois du secteur formel et ceux du secteur informel.

Le secteur formel désigne les emplois donc l'exercice est régi par la loi en vigueur. Ce sont les emplois pour lesquels le travailleur est protégé par le code de travail. Il concerne les travailleurs des sociétés publiques et privées (le secteur des transports, etc.). Il concerne également celui des banques et des micros finances (Express Union, Crédit du Sahel, etc.).

Le secteur informel quant à lui regroupe les emplois donc l'exercice n'est pas régi par le code de travail. Il s'agit des emplois tels que celui du transport par moto (moto taximen), les vendeurs à la sauvette, les bayam- sellam, les cordonniers, les callboxeurs, les tailleurs, les réparateurs de chaussures (cordonniers), etc. Dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}, ce sont les emplois du secteur tertiaire qui dominent). Les risques professionnels qu'on y rencontre sont de divers ordre et varient en fonction de la nature de chaque activité. Sur le plan organisationnel, il n'existe pas dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} de mutuelle de santé.

Les principaux secteurs dans lesquels les enfants sont exploités sont le secteur des petits commerces. Ils sont également utilisés dans les Bars et les restaurants comme serveurs et quelques fois dans le secteur des travaux publics (dans les chantiers par exemple), ainsi que dans les carrières de l'espace rural. Toutefois, en cas de constat de l'utilisation de ces enfants, une descente du personnel du MINTSS dans l'entreprise concerné et un rappel à l'ordre (affranchissement des enfants) intervient malgré l'insuffisance du personnel et du matériel roulant.

3.3.6.2. Analyse des problèmes rencontrés sur le secteur travail et sécurité sociale

Tableau 28. Analyse des problèmes rencontrés sur le secteur travail et sécurité sociale

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté pour les travailleurs d'avoir une sécurité sociale	- Insuffisance de personnel qualifié en matière de sécurité sociale - Insuffisance des moyens disponibles pour permettre au service de déployer sur le terrain - Indisponibilité du matériel roulant du sectoriel - Absence d'organisation du travail - Manque de mutuelle de santé - Existence du travail des enfants - Non prise en charge des travailleurs - Manque de moyens de protection pour les travailleurs dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage	- Rendement faible ; - Insatisfaction en termes de motivation du personnel ; - Précarité des conditions de travail ; - Accidents de travail ; - Insécurité sociale ; - Non affiliation des travailleurs à la CNPS ;	1. Plaidoyer en vue de la création des 6 mutuelles de sécurité sociale ; 2. Mise en place d'un comité de suivi des travailleurs (espaces urbain et rural) ; 3. Affiliation des travailleurs à la CNPS (espaces urbain et rural) ; 4. Création d'un centre de travail et de sécurité sociale (espaces urbain) ; 5. Sensibilisation des travailleurs sur l'importance de la sécurité sociale (espaces urbain et rural)

3.3.7. Emploi et formation professionnelle

3.3.7.1. Situation de référence

Le secteur de l'Emploi et de la Formation Professionnelle dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} présente plusieurs opportunités d'emplois avec les institutions qui octroient des crédits, notamment le PIAASI. Outre cet aspect, il existe dans cette circonscription administrative plusieurs entreprises qui offrent de l'emploi à la population de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}. Ce sont les entreprises comme SITRAFER, GEODIS PROJETS CAMEROON, SMN, le groupe Bolloré Africa Logistics (CAMRAIL, Société de manutention à la gare marchandise), SCDP, OMAÏS, SMNC, et aussi plusieurs entreprises de transport présentes dans la Commune. Ces différentes entreprises et institutions se présentent donc comme les opportunités d'emplois dans la Commune en ce sens qu'elles emploient un grand nombre de personnes ayant une certaine compétence, notamment dans le domaine de la conduite, mécanique, soudure, administration, gestion, comptabilité, etc.

Outre cet aspect des choses, dans la Commune, il existe des emplois dont les principaux domaines d'activités sont le transport (avec les mototaxis) et la communication (avec les calls box). L'identification des sans-emplois et de leur qualification est, selon la DDEFOP/Vina et la Commune est difficile à déterminer. Au niveau de la Formation Professionnelle, il existe des Centres de Formation Professionnelle (Centres de formation privées). Les centres de formation privées sont au nombre de deux : le Centre Privé GRCA et le Centre de formation professionnelle multidimensionnelle (CFPM). En ce qui concerne l'état des bâtiments de ces centres, il est de bonne qualité. Mais ces centres ne disposent pas d'aménagements en ce qui concerne l'existence des aires de jeux, de rampes d'accès pour handicapés, etc.

3.3.7.2. Analyse des problèmes

Tableau 29. Analyse des problèmes du secteur Emploi et formation professionnelle

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté d'accès aux emplois décents et à la formation professionnelle.	• Insuffisance de l'offre quantitative et qualitative de formation professionnelle • Absence du répertoire des métiers existant dans le ressort de la Commune • Existence des besoins en formation ou en renforcement des capacités des jeunes sans emplois ou travailleurs • Absence de transparence du marché de l'emploi/du travail (non publication ou diffusion des offres d'emploi) • Difficulté d'accès des promoteurs des microprojets porteurs en particulier les jeunes aux sources de financement des microprojets • Non maîtrise de nouvelles techniques de montage des documents de projets • Sous équipement de certaines structures tant publiques que privées de formation professionnelle • Désœuvrement des jeunes	• Sous-emploi ; • Prolifération des activités économiques illégales et/ou informelles ; • Délinquance juvénile ; • Chômage.	1. Construction d'un centre de formation professionnelle rapide (CFPR) à Gadamabanga pour les jeunes de Gadamabanaga, Selbe Darang, Dara Salam, Mbalang Djalingo 2. Organisation de séminaires sur la création d'emploi et la recherche d'emploi dans la Commune 3. Identification et géolocalisation des corps de métiers (dans la Commune). 4. Création d'un centre communal d'apprentissage 5. Organisation des stages de vacance par la Commune 6. Mise en place d'un fichier des sans emploi

3.3.8. Affaires sociales

3.3.8.1. Situation de référence

Le ministère des affaires sociales (MINAS) participe au comité communal d'attribution des aides et secours. Avec la Commune, elles entretiennent de bonnes relations statutaires qui se situent dans le cadre de transfert des compétences. Cependant, cette relation pourrait être améliorée par l'instauration des réunions formelles entre les deux partenaires. Toutefois, le ministère reste ouvert à toute sorte de sollicitation visant à améliorer la prise en charge des populations vulnérables.

Catégories et effectifs des couches sociales vulnérables dans l'espace urbain de Ngaoundéré 2^{ème}

Dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}, on retrouve cinq (05) couches sociales vulnérables. Ce sont : les enfants (orphelins), les personnes âgées, les femmes (veuves), les populations marginales (Bororo). Néanmoins, il convient de signaler la présence d'autres catégories de personnes vulnérables, notamment les grands malades et les personnes vivant avec le VIH/SIDA. Le tableau 30 présente les effectifs et les proportions de ces différentes couches sociales vulnérables.

Tableau 30. Synthèse sur les populations vulnérables

ESPACE	Couches vulnérables								
	Handicapés moteurs	Handicapés visuels	Orphelins vulnérables (mineurs)	Sourds	Muets	Enfants de la rue	Bororo	Grands malades	Personnes du 3 ^e âge
URBAIN	71	64	218	36	38	50	240	4	150
RURAL	49	16	82	14	12	0	160	5	150
TOTAL	120	80	300	50	50	50	400	9	300

Source : Enquêtes de terrain, 2013

Il apparaît évident que la couche sociale vulnérable la plus dominante est celle des grands malades. Toutefois, il s'avère important de leur accorder une attention particulière. En effet, les statistiques concernant ces couches sociales vulnérables restent peu exhaustives. En vue d'une assistance à ces groupes sociaux vulnérables, des associations et des structures d'encadrement ont été créées.

- Les associations (personnes âgées, personnes handicapées et populations marginales)

Il n'existe que trois (03) associations de couches sociales vulnérables dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} (tableau 31).

Tableau 31.Liste des associations des couches sociales vulnérables dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

NOM	TYPES D'ORGANISATION	ACTIVITÉS MENEES	EFFECTIFS	CONTACT
ASPACAM	Association des personnes âgées	Elevage et agriculture	45	DR/AS Adamaoua
FENAHAM	Association des personnes handicapées	Promotion et protection des droits des personnes handicapées	30	DR/AS Adamaoua
BOSCOUDA (FULANIA, RISKOU, FEMBOBAL)	Association des Bororo	Protection et promotion des droits des populations bororos	-	DR/AS Adamaoua

Source : Centre social de Ngaoundéré (MINAS) et enquêtes de terrain, mars-novembre 2013

Il ressort du tableau 31 qu'il existe peu d'associations de couches sociales vulnérables dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}. Certaines couches sociales vulnérables, notamment les femmes (veuves), les grands malades et les personnes vivant avec le VIH/SIDA ne sont pas organisées en associations. On compte 33 structures d'encadrement de la petite enfance dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}.

Selon le chef de centre social de Ngaoundéré, le principal problème qui se pose au niveau de ces structures d'encadrement de la petite enfance, est l'insuffisance de moyens financiers et logistiques et du personnel.

3.3.8.2. Analyse des problèmes du secteur des affaires sociales

Tableau 32. Analyse des problèmes du secteur des affaires sociales

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficultés d'épanouissement des couches vulnérables	-Divorces entre les parents -Irresponsabilité des parents vis-à-vis de leur progéniture -Enfants non reconnus par les parents -Non officialisation des mariages par des actes de mariage -Faiblesse des moyens de subsistance (alimentation) -Manque de structure d'encadrement -Faiblesse des budgets destinés à aider les personnes vulnérables -Budget des services étatiques insuffisant ; -Non prise en compte de l'approche handicapé dans les édifices publics (rampes d'accès à l'école ; -Inexistence de structure de promotion socio-économique des cibles	-Prolifération des enfants de la rue -Les enfants n'ont pas accès aux services sociaux de base : nutrition, santé, scolarisation -Pauvretés extrêmes des personnes vulnérables -marginalisation des couches vulnérables ; -Taux de mortalité des personnes du 2^{ème} âge élevé ; -fragilité des couples -Mariage non sécurisés -Sécurité sociale des enfants non assurées	1. Ré-institution du projet d'éducation à la parenté responsable 2. Création des centres d'apprentissage pour personnes vulnérables ; 3. Aide aux personnes handicapées par l'octroi des appareillages adaptés (tricycle, canne blanche, prothèses,) Construction et équipement d'un foyer à Ngaoundéré 2

Les besoins en équipement et en appuis divers des différentes couches sociales vulnérables de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} ont été recensés par le centre social auprès des associations et des structures d'encadrement. Les tableaux 33 et 34 les présentent de manière exhaustive.

Tableau 33. Besoins en équipement par couche sociale vulnérable dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}.

Désignation	Chaise roulante	Béquille	Lunettes optiques	Cannettes	Autres
Quantité	10	15	20	15	-

Tableau 34. Besoins en appuis divers par couche sociale vulnérable dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

Nature	Encadrement psychosocial	Aide secours et	Bourses d'études	Subventions génératrices de revenus	activités
Effectif	600	60	12	50	

Ces besoins seraient encore plus importants si toute la population vulnérable avait été recensée.

3.3.9. Promotion de la femme et de la famille

3.3.9.1. Situation de référence

Le MINPROFF a identifié quatre (04) catégories de familles vulnérables (les veuves, les filles mères, les orphelins, les familles nombreuses et nécessiteuses) auxquelles on octroie des aides de l'État (médical, AGR), de l'assistance judiciaire et de l'assistance psychosociale. Dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}, on retrouve quatre (04) types d'union : les mariages civils, les mariages coutumiers, les unions libres et les mariages religieux. 37 mariages collectifs ont été célébrés en 2012 dans la VINA. La contribution des femmes dans l'économie locale s'effectue à travers le maintien de la sécurité alimentaire, les AGR, la valorisation du secteur informel.

Néanmoins nous avons des conflits conjugaux d'unions libres et familiales, exclusion des femmes dans les sphères de décision.

3.3.9.2. Analyse des problèmes du secteur de la promotion de la femme et de la famille

Tableau 35. Analyse des problèmes

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Faible épanouissement de la femme et	- Dysfonctionnement de la tutelle ; - Religion	- Faible rendement - Pauvreté - faible fréquentation	1. Mettre à la disposition des structures d'encadrement des femmes 03 motos ;

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
de la famille	- Analphabétisme - Absence d'un centre de promotion de la femme et de la famille dans la Commune - Mariage précoce - Ignorance des droits de la femme - Délinquance juvénile - Poids des traditions et coutumes ; - Difficulté d'établissement des actes d'état civils ;	- du centre de promotion social par les femmes et les filles ; - faible participation au développement du village - faible pouvoir économique de la femme - Chômage ; - Marginalisation de la femme ; - Sous scolarisation de la jeune fille ;	2. Sensibilisation des populations sur les droits de la femme et de la famille ; 3. Formation des femmes rurales de la Commune à la réalisation des activités génératrices de revenus ; 4. Plaidoyer en vue de la création d'un foyer de la jeunesse, de la culture et de la femme dans la commune de Ngaoundéré II 5. Plaidoyer en vue de la création d'un centre de promotion de la femme et de la famille à Gadamabanga 6. Création d'un centre d'écoute avec branchement d'une ligne téléphonique verte 7. Sensibilisation des populations sur l'importance d'établir les actes d'état civil 8. Etablir un fichier des veuves par la Commune

3.3.10. Communication

3.3.10.1. Situation de référence

En ce qui concerne le secteur de la communication, la CRTV-ADAMAOUA couvre toute la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}. Il existe également des kiosques. Quelques radios thématiques (confessionnelles par exemple) appartenant aux personnes physiques et morales font dans l'information, la sensibilisation et le divertissement. Les radios communautaires sont inexistantes dans la circonscription de Ngaoundéré 2^{ème}.

Tableau 36. Description et caractérisation des infrastructures par secteur

Type	Nombre	Couverture (Partielle ou Totale)	Problèmes/Observations
Radio	1	Couvre partiellement la Commune	Le relief, les effets naturels (coup de tonnerre), démotivation du personnel peu de publicités
Télé	0	Couverture partielle	Manque de moyens pour la création des télé
Cablo Distributeurs	20	Présents dans tous les quartiers et espace urbain, ils évoluent en Gic	-Les appareils sont exposés aux coups de tonnerre -Ils évoluent dans l'illégalité
Journaux	0	Aucun entrepreneur ne s'est encore engagé dans ce secteur, les journaux viennent d'ailleurs	Pas de culture de lecture

3.3.10.2. Analyse des problèmes liés au secteur de la communication

Tableau 37. Analyse des problèmes du secteur de la communication

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDEES DE PROJETS
• Difficulté de communication et d'accès aux informations	• Manque d'intérêt pour les mass médias (presse écrite) • Faible diffusion des informations en langues locales • Non diversification des sources d'information • Insuffisance des émetteurs relais CRTV ; • Absence d'une radio communale ; • Absence de services de presse et journaux ; • Perturbation fréquente des lignes de communication	• Sous-développement ; • Sous information des populations ; • Absence de mobilisation sociale pour certains faits d'actualité	1. Couverture des zones d'ombre par l'installation de deux émetteurs relais du signal de la CRTV dans les villages Mayo Danayel, et Massola) ; 2. Construction d'une radio communautaire dans l'espace rural à Rem-Yanga, Massola, Margueleng, Dara Salam, Madem, Yoko Wouro ou Selbe Darang) ; 3. Création de magazines d'information animés par les professionnels à la Maire de Ngaoundéré 2^{ème} 4. Création d'un site web à la Maire de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} 5. Créaion des organes d'information animés et réalisés par les professionnels 6. Participation à la production et à la réalisation d'une émission destinée aux Communes à la CRTV-AD

3.3.11. Art et Culture

3.3.11.1. Situation de référence

La Commune de Ngaoundéré 2^{ème} dispose en son sein de dix (10) foyers communautaires, lesquels bénéficient des appuis techniques, financiers et institutionnels du ministère des arts et de la culture (MINAC), d'une (01) bibliothèque municipale qui souffre d'une insuffisance de ressources documentaires mais dans un état de fonctionnement moyen, de deux (02) aires de jeux aménagés. Dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} il existe des vidéos clubs qui fonctionnent dans la clandestinité.

Tableau 38. Infrastructures de promotion de la culture

Infrastructures	Nombre	État de fonctionnement	Problèmes/ observations
Foyer communautaire/ municipal	10	Moyen	Appartenant aux communautés vivant dans Ngaoundéré 2 ^{ème}
Bibliothèque municipale	01	Moyen	Insuffisance des ressources documentaires

Source : Délégation départementale des arts et de la culture, septembre 2013

3.3.11.2. Analyse des problèmes liés à l'art et à la culture

Tableau 39. Analyse des problèmes

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDEES DE PROJETS
Difficultés de promotion des activités culturelles et artistiques	• Insuffisance des infrastructures de promotion de la culture (bibliothèque, musée, etc.) • insuffisance des structures d'exploitation d'objets d'arts, de promotion de livre et de la lecture publique • Mauvaise gestion des archives • Absence de Musée • Manque de subvention aux initiatives privées • insuffisance d'organisation des festivals et foire culturelles • -Désintéressement des populations à la pérennisation de leur culture ;	• délinquance juvénile • Perte des valeurs culturelles	1. Construire une salle de cinéma conventionnelle 2. Etude de faisabilité pour la réhabilitation de la bibliothèque municipale 3. Organisation d'un festival des arts et de cultures chaque année dans la Commune de Ngaoundéré 4. Construction de foyers communautaires Construction de 05 foyers Communaux dans les villages 5. Extension et équipement du musée du Lamidat

3.3.12. Jeunesse et éducation civique

3.3.12.1. Situation de référence

Le ministère de la jeunesse (MINJEC) dispose dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} d'un centre multifonctionnel de promotion des jeunes créé en janvier 2013 qui sera équipé dans les prochaines années et d'un centre d'alphabétisation fonctionnel qui, pour l'instant, est en arrêt de fonctionnement pour vide juridique et dont les activités sont rétrocédées au MINEDUB. Quatorze (14) jeunes ont bénéficié des appuis gouvernementaux et onze (11) jeunes sont les membres du Conseil National de la Jeunesse du Cameroun. Une association des conducteurs de moto-taxi, de l'existence de jeunes bénéficiant du PAJER-U.

Les jeunes sont regroupés en associations qui touchent plusieurs secteurs : agriculture, l'élevage, moto taxi, etc. Il est difficile de quantifier les jeunes qui ont bénéficié des stages et ceux ayant participé aux camps de jeunes et colonies de vacances parce qu'avant, les jeunes étaient pris sous le label de Ngaoundéré. Seulement, au niveau de la délégation départementale, les moyens et le personnel qualifié pour les encadrer sont très insuffisants.

Au niveau de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}, le MINJEC organise des colonies de vacances, des championnats, et même des stages de vacances. La structure d'arrondissement du Conseil National de la Jeunesse fonctionne normalement avec à sa tête un bureau élu.

3.3.12.2. Analyse des problèmes liés au secteur de la jeunesse

Tableau 40. Analyse des problèmes

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficultés d'insertion socioprofessionnelle des jeunes	• Absence d'infrastructure d'apprentissage et de divertissement • Manque d'un centre multifonctionnel pour la promotion des jeunes • Insuffisance de centres d'alphabétisation • Indifférence face aux activités des colonies de vacances • Faible capacité entrepreneuriale des jeunes ;	• Exode rural ; • Désœuvrement et oisiveté ; • Dépravation des mœurs ; • Propagation du VIH/SIDA ; • Analphabétisme ; • Taux de chômage élevé ; • Absence d'association des jeunes ; • Absence de manifestations sportives ;	1. Création d'un comité d'assistance à la jeunesse 2. Création, construction et équipement d'un centre multifonctionnel pour les jeunes 3. Organisation des campagnes de lutte contre la toxicomanie 4. Organisation de séminaires ateliers en entrepreneuriat jeunes 5. Construction de la DAJEC et équipement en matériels informatiques et bureautiques 6. Dotation de la DAJEC et du CMPJ en motos (2) Yamaha et AG 100 7. Construction du siège du CNJC 8. Financement des projets des jeunes dans le cadre du PARJER-U 9. Réalisation d'un forage au CMPJ 10. Organisation des séminaires des renforcements des capacités des leaders associatifs.

3.3.13. Sport et éducation physique

3.3.13.1. Situation de référence

La Commune de Ngaoundéré 2^{ème} ne dispose que d'une seule aire de jeux (Stade NDOUMBE OUMAR) dans un mauvais état. Dans cette Commune existent des associations sportives qui fonctionnent soit en informel, soit affiliées à des fédérations spécifiques. Les championnats de vacances se font soit clandestinement, soit agréés par la tutelle (MINSEP) parrainés par des mécènes. Les centres de formation en discipline sportive existent ; parmi ceux-ci on trouve des centres agréés et des centres clandestins.

3.3.13.2. Analyse des problèmes liés au sport et à l'éducation physique

Tableau 41. Analyse des problèmes liés au sport et à l'éducation physique

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDEES DE PROJETS
Faible développement des activités sportives	- Insuffisance d'infrastructures et du matériel sportifs ; - Absence d'appui aux manifestations sportives - Insuffisance du personnel qualifié - Manque de subvention - Mauvais état des aires de jeux ; - Envahissement du stade Doumbé Oumar par le marché des vivres	- pratique anarchique des activités physiques et sportives (APS) - Manque de rayonnement dans les événements sportifs organisés ou limitation dans la programmation de l'organisation - Non existence de pratique de certaines disciplines faute d'infrastructures	- Sécurisation du site destiné à la construction du stade de Gadamabanga - Construction des aires de jeux (Plateforme de football, handball, cours, et volley ball); - Formation du personnel d'encadrement ; - Création de nouvelles leagues ; - Dotation des jeunes en équipement sportifs ; - Construction d'un complexe sportif dans la Commune - Construction et équipement de la DR SEP-AD à Ngaoundéré 2^{ème} - Construction et équipement d'une salle couverte multi-sport - Organisation des championnats civils sous l'égide de la Commune - Construction et équipement d'un gymnase au lycée technique de Ngaoundéré Mardock - Construction et équipement d'un gymnase au lycée de Sabongari

3.3.14. Postes et télécommunications

3.3.14.1. Situation de référence

Les infrastructures postales destinées au département de la Vina sont vieillissantes parce que celles-ci n'ont pas du tout suivi le rythme du développement du département. Par conséquent, ne répondent plus aux attentes des populations. L'implantation tardive du bureau de poste à la gare voyageur a vu naître au jour le jour les opérateurs privés du secteur postal tels que MTA, ESICO, Touristique express qui, par le biais de leur service courriers-colis, œuvrent dans les services postaux.

Quant à la télécommunication, le problème majeur est la faible couverture du réseau CT Phone. Cela est dû à l'insuffisance des équipements techniques.

3.3.14.2. Analyse des problèmes liés au secteur des postes et télécommunication

Tableau 42. Analyse des problèmes

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDEES DE PROJETS
Difficultés d'accès aux services de poste et de télécommunication	• Accroissement de la population • Insuffisance de moyens financiers • Insuffisance des équipements de télécommunication ; • Ignorance des Technologies de l'Information et de Communication (TIC) par les populations ;	• Sous information ; • Difficulté de communication ; • Pas de communications pour les utilisateurs des produits de CAMTEL dans toute la Commune	1. Création de 4 télé centre communautaire et polyvalent ; 2. Extension du réseau de téléphonie mobile via la mise en place d'antennes relais ;

3.3.15. Travaux publics

3.3.15.1. Situation de référence

Pour ce qui est de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}, le réseau routier est selon la DD/TPVina dans un état critique ; autrement dit, les routes dans l'ensemble ne sont pas entretenues d'autant plus qu'il n'existe aucun système ou type de surveillance du réseau routier. Les entretiens courant sur les routes de Ngaoundéré 2^{ème} ne sont pas faits. En ce qui concerne l'acquisition du matériel et des équipements d'entretien des routes, ceux-ci provient soit du matériel interne, soit de la location auprès des entreprises spécialisées dans les travaux publics. Les routes et les ouvrages de franchissement sont, dans l'ensemble, en mauvais état car ces moyens de communication manque d'entretien.

3.3.15.2. Analyse des problèmes liés au secteur

Tableau 43. Analyse des problèmes liés au secteur des Travaux publics

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDEES DE PROJETS
Enclavement des quartiers urbains et bassins de production	• Mauvais état des routes • Faible entretien du réseau routier • Insuffisance du matériel à la délégation • Insuffisance du personnel	• Accidents de circulation ; • Insuffisance des moyens de transport ; • Difficulté de déplacement des personnes et des biens. • Inondations des ponts en cas de pluie abondantes • Erosion du réseau routier ; • Passage	1. –Entretien des rues et pistes dans l'espace communal ; 2. –Ouverture de la route Mayo Danayel, Massola (vers Wakwa) (8 km) 3. Construction des ponts sur les routes Mayo Danel-Massola, carrefour Gabriel-Ecole Française, Sabongari-Nord Cifan, Limonade-Mayo Botok (Rep Yanga), Gadamabanga-Kalmé, Gadamabanga-Gare Banane, Cimetière-Gadamabanga, Gadamabanga-Mboum, Kalmé-Mayo Djaradi, Youkou-Ngaoundéré, Madem-Cimetière. 4. Réprofilage d'environ 42 km de route dans les localités (Dara Salam, Mbalang Djalingo, Selbe Darang, Darang – ; Joli Soir, Madagascar, Sabongari I, II, III, Mbibar, Yarban, Tongo) 5. Création d'une barrière de pluies à Ngaou Hora II 6. Dotation en matériels d'entretien de la route (Selbe Darang) ; 7. – Construction et installation des panneaux de signalisation routière dans la Commune 8. Étude de faisabilité en vue de déterminer le coût de bitumage de la rue Gare bananes- Gare Marchandise en passant par la Mairie de Ngaoundéré 2ème (14 km)

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDEES DE PROJETS
		limité aux mototaxis ;	9. Construction d'un dalot sur la Mabanga entre la Gare voyageur et Djalingo 10. Étude de faisabilité en vue de déterminer le coût de construction d'un Echangeur rue Gadababanga-Route Garoua à coté de la SMN

Source : DD/Travaux publics-Vina, enquêtes et observations de terrain, mars-novembre 2013

3.3.16. Transport

3.3.16.1. Situation de référence

La Commune compte une gare voyageur CAMRAIL, un port sec (Gare Marchandise qui est un point de rupture de charges entre le port de Douala, le Nord Cameroun et les pays voisins). Un aéroport qui fonctionne actuellement à très bas régime et des agences de voyage, notamment Touristique express, Woïla voyages, Danay express, National voyages, Mokolo Express, Global Express, Lux voyages, Alliance voyages, Super narral.Elle compte également un nombre important de motos taxis et des taxis de ville tous faisant partie d'un syndicat. L'on note la présence de 02 auto-écoles chargées d'assurer la formation des conducteurs.

Dans l'ensemble, le niveau d'organisation du secteur est moyen. Le secteur fait face à de nombreux problèmes parmi lesquels l'insuffisance de véhicules dans les gares routières, en période de vacances, et le manque d'organisation des motos taxis, l'incivisme des usagers de la route.

Tableau 44. Identification des gares routières et agences de voyages

Type d'infrastructures	Espace	Localité	Aménagement existant					
			Point d'eau	Latrine	Dispositif de traitement déchet	Reboisement	Electrifié	Rampes d'accès pour handicapés
Agence de Voyages	Urbain	Alliance voyage	O	O	N	N	O	N
		Global voyage	O	O	N	N	O	N
		Lux Voyage	O	O	O	N	O	N
		Mokolo Express	O	O	N	N	O	N
Gare routière	Urbain	Danay voyage	O	O	O	N	O	N
		Gare marchandise	O	O	O	O	O	O
		Gare voyageur	O	O	O	N	O	O
		National voyage	O	O	N	O	O	N
		Super Narral	O	O	N	N	O	N
		Taxi bande verte	N	N	N	N	N	N
		Taxi bande rouge	N	N	N	N	O	N
		Touristique voyage	O	O	N	N	O	N
		Woila voyage	O	O	N	N	O	N

O = Oui, N = Non. Source : Enquêtes de terrain, mars-novembre 2013

3.3.16.2. Analyse des problèmes liés au secteur des transports

Tableau 45. Analyse des problèmes du secteur de transport

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
• Difficulté de transport	• Absence d'une base de données sur les activités du secteur. • Manque de leadership et d'organisation • Réseau viaire et routier en très mauvais état dans la Commune • Précipitations agressives • Incivisme des usagers de la route • Insuffisance des latrines dans les agences de voyage • Inexistence de gare routière en milieu rural ; • Mauvais état de la route • Non-respect de la réglementation en matière de transport par les usagers ; • Insuffisance de moyens de transport ;	• Accidents de circulation ; • Insuffisance des moyens de transport dans la Commune ; • Difficulté de déplacement des personnes et des biens. • Insuffisance de taxi dans la ville ; • Accidents de circulation	1. Formation des acteurs de transport (chauffeurs taxi et Mototaximens) sur la réglementation en matière de transport 2. Réactiver et densifier le réseau de météorologie 3. Construction des hangars de stationnement des véhicules et des motos de transport ; 4. Création d'un centre de formation des formateurs en conduite automobiles et de la sécurité routière 5. Création de fourrière municipale 6. Acquisition des Sabots par la Commune 7. Installation des feux de signalisation

Source : DD/MINTRANSPORT – Vina et enquêtes de terrain, mars-novembre 2013

3.3.17. Eau et Énergie

3.3.17.1. Sous – secteur Eau et assainissement

3.3.17.1.1. Situation de référence

S'agissant du réseau CDE, la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} est alimentée par une conduite qui dessert également la Commune de Ngaoundéré 1^{er}. Cette conduite est dérivée par endroits en diamètre 160 pvc, diamètre 110 pvc, diamètre 90 pvc pour desservir en eau potable les quartiers Sabongari, Madagascar, Baladji I, Baladji II, Mardock et Cifan-nord. La longueur globale des conduites 38 kilomètres. Il manque de moyens financiers pour étendre ce réseau.

Ngaoundéré 2^{ème} compte 2887 points de livraison depuis mai 2013. Le nombre d'abonnés actifs est de 2016. Le nombre des points de livraison avec compteurs déposés pour impayés est de 545. Le nombre de clients résiliés pour divers motifs (déménagement, décès, difficultés financières...) est de 326. En 2012, Ngaoundéré 2^{ème} a reçu 213 nouveaux branchements contre 119 enregistrés en 2011.

Les quartiers Gada mabanga et Djalingo à forte agglomération humaine ne sont pas raccordés sur le réseau CDE.

S'agissant des forages et autres points d'eau (photo 12), en novembre 2013, la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} compte 52 forages dont 29 dans l'espace urbain et 23 dans l'espace rural. Parmi les 29 de l'espace urbain 05 sont endommagés (Tableau 46).

En matière d'assainissement environnemental, il existe des latrines et toilettes modernes dans quelques ménages dans l'espace urbain, mais les coupures d'eau très fréquentes rendent leur utilisation souvent très désagréable. Très peu de rigoles sont aménagées pour gérer les eaux de pluie et les eaux usées. Cette situation est due au désordre urbain, au non-respect des servitudes, etc.



Photo 12. Puits fonctionnel au quartier Baladji II
Réalisé en 2008, ce puits fonctionne jusqu'à ce jour. Ce qui témoigne de l'existence d'un bon comité de gestion.

Cliché Tchotsoua

Tableau 46. État de fonctionnement des points d'eau selon leur nature dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

Espace	Effectif de la population	Points d'eau fonctionnels		Points d'eau à réhabiliter		Points d'eau endommagés		Sources		Total de puits et forage fonctionnels	Besoins en points d'eau ⁴
		Forage	Puits	Forage à réhabiliter	Puits à réhabiliter	Forage Endommagé	Puits Endommagé	Aménagé	Non aménagé		
Espace urbain	64815	29	10	07	05	05	01	1	1		181
Espace rural	15472	23	2	1	1	0	0	0	0	0	
Total		52	12	8	6	05	01	0	0	0	

Source : DD/MINEE de la Vina et enquêtes de terrain, avril-novembre 2013

⁴Formule : (Pop. Totale/300)-Total points d'eau fonctionnels (puits et forages)

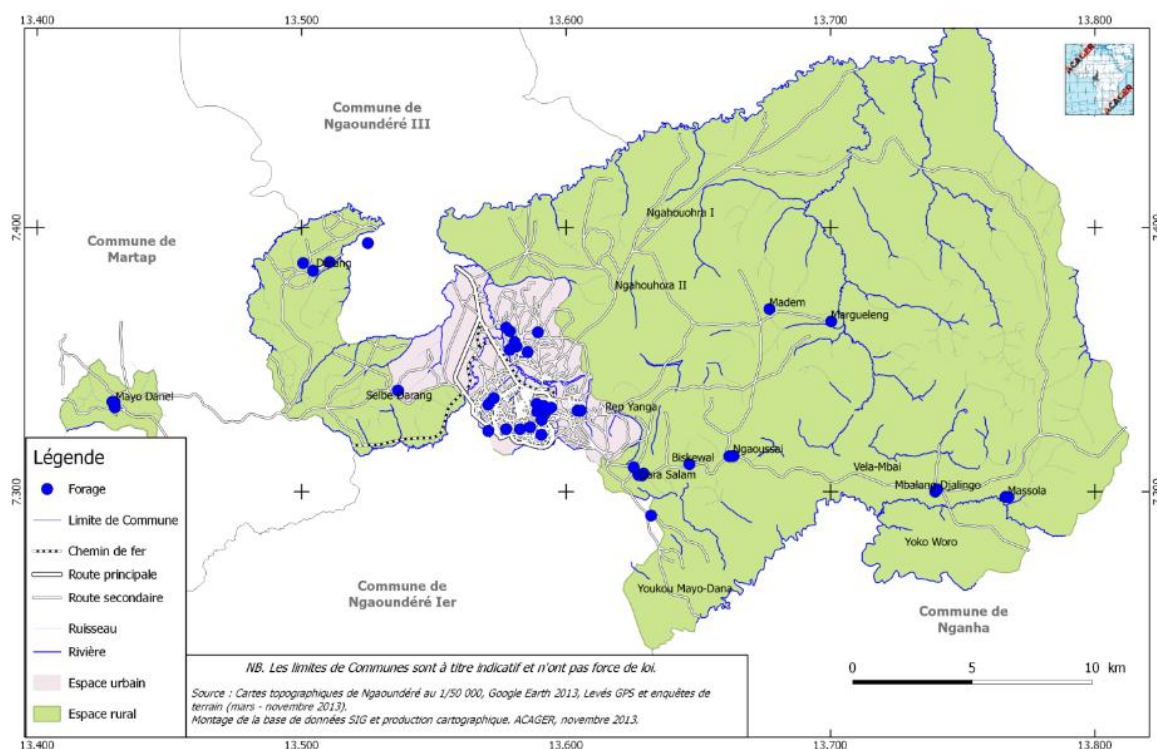


Figure 5. Géolocalisation des forages fonctionnels dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

3.3.17.1.2. Analyse des problèmes du secteur eau

En dépit du nombre des ouvrages hydrauliques, la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} souffre encore de difficultés d'accès à l'eau potable. L'entretien régulier de ces ouvrages nécessite la formation d'artisans réparateurs et fabricants des pièces de rechange.

Tableau 47. Analyse des problèmes du secteur eau

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté d'accès à l'eau potable	- Faible extension du réseau de la CDE - Non existence du personnel qualifié pour appuyer les comités de gestion - Manque de suivi des équipements existants (maintenance) - Insuffisance des crédits pour la construction des ouvrages hydrauliques - Insuffisance des points d'eau potables ; - Endommagement du réseau d'adduction ; - Faible capacités des comités de gestion des points d'eau ; - Ignorance sur les moyens de traitement d'eau ; - Absence d'un comité de gestion des points d'eau ; - Tarissement des puits en saison sèche ;	- Mauvaise alimentation en eau avec les effets sur la santé des populations - points d'eau non fonctionnels - Maladies hydriques ; - Décès ; - Consommation des eaux de rivière ;	- Réalisation de 42 forages - Étude de faisabilité en vue de déterminer le coût de la réhabilitation de 08 forages ; - Extension du réseau d'adduction d'eau en zone urbaine (Gadamabanga et Nord-CIFAN) - Sensibilisation des populations sur la gestion des eaux usées ; - Recrutement et formation des artisans réparateurs des points d'eau par la Commune

Source : DD/MINEE et enquêtes de terrain, mars 2013

3.3.17.2. Sous-secteur énergie et produits pétroliers

3.3.17.2.1. Situation de référence

La Commune de Ngaoundéré 2^{ème} est alimentée en énergie électrique à partir du barrage hydro-électrique de Lagdo (Région du Nord).

La population ayant accès à l'énergie électrique est estimée à environ 10 000 personnes en 2012 (Rapport d'activité) : ce qui donne pour l'espace urbanisé de la Commune un ratio d'accès des populations à l'électricité de 23 %. L'espace rural est très faiblement couvert.

La Commune de Ngaoundéré 2^{ème} ne dispose que d'un km d'éclairage public. Le réseau AES SONEL dans la Commune est long de 12 000 mètres linéaire (ml), soit 100 m linéaire de moyenne tension et 11 900 mètres linéaire de basse tension. Il s'agit essentiellement de câble aérien.

-Produits pétroliers

La Commune de Ngaoundéré 2^{ème} dispose de 10 stations-services qui distribuent le pétrole stocké à la SCDP qui se trouve dans son espace territorial. Ce sont : FIRST OIL, OIL LIBYA, TOTAL –SCDP et TOTAL-Carrefour Aéroport, MRS Grand Marché, MRS- Route Garoua, TRADEX, PETROLEX, Soute Militaire qui approvisionnent les usagers en super, gas-oil, pétrole, huiles moteur.

-Gaz domestique

Cette source d'énergie est utilisée subsidiairement dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}. Elle est vendue dans les stations-services et par les particuliers.

-Bois de chauffe

À Ngaoundéré, plus de 90 % de l'énergie consommée dans les ménages vient du bois ou de ses dérivés comme le charbon de bois. La consommation dépasse l'accroissement annuel en biomasse ligneuse. En même temps, à cause des coûts prohibitifs, les sources d'énergie importées n'entrent pas en considération, aussi bien au niveau macro-économique, à cause du déficit permanent de la balance commerciale, qu'au niveau micro-économique (des ménages). Une bouteille de gaz de 12,5 kg vide coûte officiellement 25 700 francs CFA et chaque remplissage, qui représente un approvisionnement pour trois semaines en moyenne, demande encore 6000⁵francs CFA, soit 72 000 francs CFA par an seulement pour les remplissages. Ce qui n'est pas à la portée de la grande majorité des citoyens de la Commune.

3.3.17.2.2. Analyse des problèmes liés au secteur Energie

Tableau 48. Analyse des problèmes du secteur de l'énergie

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
• Difficulté d'accès constant à l'Énergie électrique	• Faible couverture du réseau AES/SONEL • Déforestation pour besoin de bois. • Éloignement des sources d'approvisionnement • Coupures intempestives ; • Inexistence d'une stratégie d'électrification communale ;	• Faible développement des activités économiques ; • Utilisation limitée des appareils électroménagers, électriques et électroniques	1. Extension du réseau électrique AES SONEL à Gadamabanga 2. Promotion de l'utilisation des énergies alternatives (bio-gaz, déchets, plaques solaires, ...) 3. Sensibilisation sur la vulgarisation de l'énergie solaire dans l'espace rural 4. Electrification villageoise par fourniture de l'énergie électrique photovoltaïque dans les villages ; 5. Installation d'un transformateur de moyenne tension à Dara salam 6. Réhabilitation du barrage de retenue d'eau de Darang

3.3.18. Développement urbain et habitat

3.3.18.1. Situation de référence

Le secteur de l'urbanisme s'implique dans les activités de la Commune à travers, l'aménagement de la voirie urbaine et l'assainissement de la ville. Concernant le réseau d'assainissement, il est essentiellement fait des fossés en terre et caniveaux bétonnés et maçonnés.

Le centre urbain est construit essentiellement en dur, mais il existe aussi des constructions mixtes. L'habitat est à prédominance précaire à la périphérie (en zone rurale) à cause du manque du plan d'occupation du sol. La relation entre la Commune et la délégation du MINDUH devrait être axée sur les points suivants :

- Infrastructures routières (élaboration des devis de réhabilitation) dans le domaine des bâtiments (permis de construction, implanter, démolir) ;
- Assainissement (membre de la commission d'hygiène et salubrité, élaboration du plan d'assainissement ;
- Aménagement (lotissement) et embellissement des quartiers et villages de la Commune.

Il n'existe pratiquement pas de rencontres formelles entre la Commune et la Délégation. Les rencontres de concertation sont rares et parfois ponctuellement quand c'est incontournable.

L'habitat spontané est la conséquence logique de l'absence des lotissements et des faibles revenus de la population. Pour remédier à ce problème le ministère propose la mise à la disposition des populations des parcelles de terre et le suivi des directives prescrites par le POS. Nous notons également une mauvaise circulation des personnes et biens causée par le manque d'entretien des voies publiques. Le ministère propose de mettre l'accent sur l'assainissement par un curage permanent des fossés ou caniveaux et de faire aussi des interventions en cas de dégradation de la chaussée.

On peut ajouter la présence des ordures ménagères dans les bas-fonds qui ont pour effet l'obstruction des drains naturels. Pour cela, il serait judicieux de revoir le système de collecte, à organiser les campagnes de sensibilisation auprès des populations et prévoir des pénalités pour les populations déversant les ordures aux endroits non indiqués.

L'envahissement du Cimetière par les habitations illégalement construites est un autre problème majeur.

3.3.18.2. Analyse des problèmes/Contraintes-Atouts/potentialités

Tableau 49. Analyse des problèmes

Problème Central	Causes pertinentes	Effets	Idées de projets
Difficultés d'accès à un habitat de qualité	; - Enclavement de la Commune par endroit ; - Faible pouvoir économique - Inexistence d'un document de planification - Équipements et infrastructures d'assainissement insuffisantes ; - Voirie municipale non entretenue - Non fonctionnalité du service d'hygiène et de salubrité de la Commune	- risques des catastrophes (dans les bas-fonds et flancs des montagnes) - Habitats précaires ; - Promiscuité des habitats ; - Incendie des maisons en toit de paille (feux de brousse) ; - Mauvaise circulation des personnes et des biens - Mauvais état de réseau routier - Accès difficile dans quartiers en cas d'accident ou incendies - Utilisation des bas-fonds comme dépotoirs - Obstruction des drains naturels par les ordures ménagères - Développement progressif des taudis ; - Insalubrité généralisée et pollution de l'environnement ; - Mauvaise circulation des biens et personnes	1. Réalisation d'un SIG de l'Espace urbain Communal. 2.Redynamisation du service d'hygiène et de salubrité dans la Commune ; 3.-Sensibilisation des populations sur la construction des habitats décents (Espace urbain, Massola, Yoko Wouro, Vela-Mbaï, Youkou) ; 4.Étude de faisabilité en vue de délimitation et clôture du cimetière municipal (Dara Salam) 5.- Dotation en bacs à ordures (Espace urbain, Selbe Darang, Biskewal). 6.Elaboration et mise en application du Plan sommaire d'urbanisme

3.3.19. Domaines, cadastre et affaires foncières

3.3.19.1. Situation de référence

Le ministère des domaines, cadastre et affaires foncières, accompagne la Commune dans la gestion des biens fonciers de la Commune, parmi lesquels nous citerons : Les lotissements communaux (GADAMABANGA), le choix des sites des différents projets communaux, etc.

La Commune dispose bel et bien d'un lotissement communal, mais la délimitation du périmètre urbain communal est encore en cours. La Commune de Ngaoundéré 2^{ème} dispose encore des terres pour les populations, pour les projets d'utilité publique, ces terres se situent dans le quartier GADAMABANGA. Les conflits fonciers sont évités par des commissions consultatives présidées par le sous-préfet.

Néanmoins on note l'absence d'un plan directeur d'urbanisme, l'absence d'un plan cadastral, non existence d'un patrimoine foncier communal et public

3.3.19.2. Analyse des problèmes

Tableau 50. Analyse des problèmes du secteur du MINDCAF

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Forte insécurité foncière des espaces occupés	• Absence de sensibilisation des populations sur la sécurité foncière et les procédures y relatives ; • Absence de titres fonciers pour les propriétés privées et publiques ; • Absence d'un plan cadastral • Insuffisance des points d'approvisionnement en matériaux de construction ; • Faible pouvoir économique • Occupation anarchique des sols • Faible maîtrise de l'espace communal et du patrimoine foncier de l'Etat et de la Commune • Équipements et infrastructures d'assainissement inexistantes ; • Voirie municipale non entretenue • Plan d'urbanisation largement dépassé • Non fonctionnalité du service d'hygiène et de salubrité • Non exploitation du Schéma Minimal d'Aménagement Urbain Local (SMAUL-PACDDU)	• Habitats précaire ; • Promiscuité des habitats ; • Accidents • Développement progressif des taudis ; • Insalubrité généralisée et pollution de l'environnement ; • litiges fonciers	1. Sensibilisation des populations sur les procédures d'obtention des titres fonciers ; 2. Facilitation du processus d'obtention de titres fonciers dans Lotissement de Gadamabanga 3. Sécurisation du patrimoine foncier de la commune 4. Constitution d'une réserve foncière de 500 ha pour la Commune 5. Sécurisation des espaces publics (écoles, sites touristiques, cimetières, stades, marchés...) de la Commune

3.3.20. Mines, industrie et développement technologique

3.3.20.1. Situation de référence

La plupart des établissements classés de la Commune qui dépendent du MINMIDT payent des sommes dues qui représentent les frais d'inspections au ministère des mines et quelques unes des taxes. Ils sont pour la plupart clandestins puisqu'ils fonctionnent sans déclaration, ni autorisation, ne s'acquittent pas des états des sommes dues (dans la Commune), ne respectent souvent pas les consignes de sécurité.

Dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}, c'est surtout l'exploitation du sable qui se fait aussi de manière artisanale le long des lits des ruisseaux en saison sèche et dans les rigoles après les pluies. Quatre sites d'extraction de sable sont identifiés et localisés après le champ de tir derrière le Centre d'Instruction des Forces Armées Nationales (CIFAN).

De même il existe dans la Commune plusieurs sites pouvant faire l'objet d'exploitation industrielle de carrières de pierre mais dont les accès sont difficiles.

Quelques indices d'exploitation d'or se trouvent dans la Commune. L'exploitation de cette substance précieuse se fait encore d'une manière artisanale et clandestine et profite beaucoup plus aux étrangers qu'aux

populations locales. La transformation se fait aussi artisanalement au quartier Aoudi.

Dans un second plan, le proliférateur des points de vente illicite des produits pétroliers (Carburants et gaz) causé par la pauvreté ou le chômage a pour conséquence de provoquer des incendies, la détérioration des moteurs (essence frelaté), la pollution du sol, de l'air et même du sous-sol.

3.3.20.2. Analyse des problèmes/Contraintes – Atouts/Potentialités

Tableau 51. Analyse des problèmes du secteur environnement, protection de la nature et développement durable

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté de développement du secteur minier	• Insuffisance des inspecteurs assermentés pour le contrôle des établissements classés • Faible encadrement des artisans miniers ; • Faible organisation et structuration des acteurs ; • Faible capacité technique et financière des acteurs ; • Non valorisation du potentiel minier par la Commune • Absence de sensibilisation des populations sur le développement technologique	• Dégradation de l'environnement ; • Diminution de la surface cultivable et des pâturages ; • Accident de travail ; • Faible revenu de l'activité minière ; • Retard dans le processus de développement de la localité	1. –Sensibilisation des artisans miniers sur l'importance d'obtention de la carte individuelle de prospecteur à Ngaouhora I, Vela-Mbaï, Youkou, Ngaouhora II, Ngaoussaï, Biskewal 2. Aménagement de l'accès à la carrière de Biskewal ; 3. –Réalisation d'une étude sur les potentialités des ressources exploitables (carrière de pierre, sable) à Ngaoussaï, Biskewal, Ngaou Bellé, Ngaouhora 4. Structuration des artisans miniers de l'espace rural 5. Etablissement d'un partenariat avec l'Université de Ngaoundéré pour le Développement technologique 6. Incitation des investisseurs à l'ouverture des carrières industrielles (pierre, sables, latérites) 7. Sensibilisation et formation des artisans sur le code minier.

3.3.21. Commerce

3.3.21.1. Situation de référence

Les activités de commerce se déploient essentiellement dans les marchés (Grand et Petit Marchés, Bantahi) et dans les quelques supermarchés et boutiques éparpillés dans la ville.

En dehors du petit marché qui est en reconstruction en matériaux définitifs, tous les marchés disposent des infrastructures en mauvais état de fonctionnement. La vente en gros et en détail des produits de grandes consommations ainsi que la boucherie font partie des principales activités menées. Au niveau de l'organisation, les comités de gestion sont encore à consolider et il faudrait former plus les commerçants à des mécanismes de ventes groupées.

Tableau 52. Identification des marchés dans l'espace communal

Type d'infrastructures	Espace	Localité	Jour de marché	Equipement existant					
				Comptoir	Boutique	Hangar	Boucherie	Poissonnerie	Chambre froide
Marché	Urbain	LAMIDAT	Permanent	1	1	1	1	1	0
		MADAGASCAR (1)	Permanent	1	0	1	0	0	0
		JOLI SOIR	Permanent	1	1	1	1	1	1
		HAOUSSA (1)	Samedi	1	1	1	1	1	0
	Rural	Selbe darang	Jeudi	1	1	1	1	0	0

1 = Oui et 0 = Non. Source : Enquêtes et observations de terrain, mars –novembre 2013

Il n'existe pas dans le marché des latrines publiques. L'accès à l'eau est du ressort de la CDE (Camerounaise Des Eaux). Il existe de bornes fontaines payantes dans le marché. L'assainissement est assuré par la mairie qui en son sein dispose d'un service chargé de cet aspect. Lors d'un entretien avec le responsable, il ressort que l'exercice de sa fonction est très difficile à mener sur le terrain, dans la mesure où il n'a pas une équipe suffisamment forte pour pouvoir imposer les règles de conduite afin de travailler dans un environnement salubre.

Le commerce est constitué dans la Commune :

- des commerçants importateurs-distributeurs (dont une dizaine de semi- grossistes) qui assurent la distribution des produits manufacturés de première nécessité tels que le sucre, les huiles, le thé, les savons, le riz, la farine, etc.
- d'un nombre très important d'opérateurs évoluant dans l'informel. Ceux-ci assurent la distribution des produits manufacturés divers allant de la friperie aux pièces de rechange en passant par les produits alimentaires.

Les prix des produits manufacturés ont une tendance à la hausse. Pour combattre cette hausse illicite et faire appliquer la baisse des prix des denrées décidées par le Chef de l'État, les responsables locaux du Ministère du Commerce ont multiplié les descentes sur les marchés en vue de veiller sur les prix des différentes denrées de 1^{ère} nécessité, vérifier les appareils de métrologie, sensibiliser les commerçants sur le respect des prix homologués/négociés avec ces derniers. Des ventes promotionnelles pour les denrées de première nécessité sont aussi régulièrement organisées. Au total, ce sont des tonnes de denrées constituées du riz, d'huile de table, de sucre, du lait, du sel, du savon, etc qui sont régulièrement mises à la disposition des populations au prix préférentiels.

Le tableau 53 esquisse les principaux problèmes que rencontre le secteur du commerce dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} au niveau du petit marché, du marché de bétail et au niveau de l'abattoir. Nous constatons alors que :

- **Au niveau du petit marché :** La Commune fait face aux problèmes d'infrastructures, d'équipements, de promiscuité et d'insalubrité à

cause de l'insuffisance de moyens financiers et de l'incivisme. Ce qui engendre au sein du marché le désordre, les maladies, des incendies et l'inflation.

- **Au niveau du marché de bétail** : Le manque d'infrastructure et l'inexistence d'équipement causés par le manque d'organisation des commerçants occasionnent le désordre total et l'insécurité. Les solutions envisagées jusqu'ici sont d'assainir le marché de bétail, de responsabiliser les syndicats des éleveurs autant que les commerçants à bétails et les bouchers. La construction d'un marché de bétail moderne permettrait de consolider cette activité.
- **Au niveau de l'abattoir** : En plus du mauvais état des infrastructures et des équipements, l'abattoir est insalubre à cause du manque de moyens financiers et d'organisation. Un projet de construction d'un abattoir moderne est en cours.

3.3.21.2. Analyse des problèmes/Contraintes-Atouts/potentialités

Tableau 53. Analyse des problèmes

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
• Difficulté de pratiquer le commerce	• La contrebande • L'incivisme fiscal • Vétusté et délabrement des infrastructures et équipements • Insuffisance de marchés aménagés et équipés ; • Faible sécurisation du marché à bétail de Tocktoyo ; • Insalubrité. • Difficulté de transport des produits de base ; • Faible niveau d'organisation des commerçants ; • Insuffisance de magasins de stockage ; • Mauvais état de la route ; • Distance éloignée entre le marché et la localité ;	• Vol • Vagabondages des commerçants • Pénurie des produits de première nécessité • Perte de produits agricoles ; • Forte spéculation sur les produits ; • Faible revenu ; • Pollution de l'environnement au niveau des marchés ; • Insuffisance des produits de premières nécessités	• Construction de 8 hangars dans les marchés • Construction des latrines publiques modernes dans les marchés de l'Espace urbain • Ouverture effective du nouvel abattoir de la Commune de Ngaoundéré II • Appui à l'organisation et la structuration des commerçants de la Commune • Construction et aménagement de 400 nouvelles boutiques au petit marché • Construction et aménagement de 20 nouvelles boutiques au marché de Gadamabanga • Construction et aménagement de 10 nouvelles boutiques au marché de Djalingo • Construction d'un marché à bétail dans la Commune

3.3.22. Petites et Moyenne entreprises, économie sociale et artisanat

3.3.22.1. Situation de référence

Types d'activités artisanales et de PME

Dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}, les différentes PME que nous rencontrons peuvent être regroupées en filière de la manière :

- Filière : imagerie, édition, imprimerie ;
- Filière : bois, métaux, cuir et peau, pierre et roche ;
- Filière : santé ;
- Filière : mode, beauté et spectacle ;
- Filière : fabrication, maintenance, réparation ;
- Filière : construction de bâtiments et de travaux publics ;
- Filière : environnement et développement durable ;
- Filière : alimentation ;
- Filière : élevage, agriculture ;
- Filière : hôtelière, tourisme, automobile et transport ;
- Filière : alimentation.

Types d'appuis reçus par les artisans et les entreprises

Il existe certaines associations qui encadrent et appuient le secteur informel. La Délégation Départementale des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de la Vina a également organisé cette année des salons artisanaux au niveau de la ville de Ngaoundéré : les dix meilleurs artisans de chaque Commune ont été retenus pour prendre part au salon départemental ; 15 ont été sélectionnés pour le salon régional parmi lesquels 14 retenus pour le Salon International de Yaoundé.

Pour les artisans, les principaux problèmes qu'on rencontre sont : le manque de structuration et d'organisation, l'individualisme, le manque des moyens financiers, l'encadrement des artisans et les techniques d'évacuation des produits. Au niveau des PME ce sont les tracasseries fiscales, insuffisance de financement et la mauvaise gestion.

A tous les niveaux du secteur du MINPMEESA, les principaux problèmes rencontrés sont, entre autres, l'inexistence des infrastructures et équipements appropriés, la multitude et l'élévation des taxes. Les causes de ces problèmes se réduisent surtout à l'ignorance des promoteurs sur le domaine administratif et fiscal de leur activité, le manque d'espace approprié pour la prestation des services ainsi que l'intervention des autres ministères.

3.3.22.2. Analyse des problèmes/Contraintes-Atouts/potentialités

Tableau 54. Analyse des problèmes du secteur des Petites et Moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
• Difficulté de développer les PME, l'artisanat et l'économie sociale	• L'insuffisance d'une main d'œuvre qualifiée ; • Faible de performances des outils utilisés ; • L'insuffisance de financement du secteur ; • L'insuffisance d'encadrement des artisans ; • L'enclavement de certains centres de production de la matière première ;	• Pas de liste exhaustive des différents corps de métier • Pauvreté • Faible revenu • Prolifération des emplois précaires ;	1. Encadrement des promoteurs de petits métiers. 2. Dotation en matériels pour les activités artisanales ; 3. Étude de faisabilité en vue de la construction d'un centre artisanal à Ngaoundéré ; 4. Organisation d'un salon artisanal chaque année au niveau de la Commune 5. Formation en montage de

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
	• Absence d'encadrement des promoteurs des petits métiers ; • Absence d'organisation des promoteurs • Faible esprit et capacité entrepreneuriale • Absence de financement des activités artisanales ; • Faible clientèle dans l'achat des produits artisanaux	• Faible pouvoir économique des populations ; • Désintéressement ;	projet avec l'appui d'un expert 6. Construction d'une vitrine artisanale communale 7. Création d'un fonds d'appui aux activités génératrices de revenu

3.3.23. Tourisme et loisirs

3.3.23.1. Situation de référence

La Commune de Ngaoundéré 2^{ème} ne possède pas de sites touristiques aménagés encore moins de salle de cinéma, de manèges et de village de vacances pour rechercher du plaisir et encourager la venue des touristes. Ces manquements dénotent à suffisance une difficulté du développement du tourisme. Concernant les entreprises touristiques, la Commune regorge d'une gamme variée de structures : hôtel, auberges, restaurants, gargotes ou circuits, snack-bar, bar-dancing et night-club. Structures qui permettent d'agrémenter les soirées des visiteurs.

Le développement de ce secteur nécessite une collaboration avec toutes les parties prenantes de cette activité qui facilitera la parfaite maîtrise des textes y afférents.

L'activité touristique est donc très faiblement développée dans la Commune. Dans ce secteur, quelques sites depuis 2006 ont été aménagés par le BIP du MINTOURL.

Le parc hôtelier de la Commune est très peu fourni et mal réparti dans l'espace :

- 03 hôtels 2 étoiles ;
- 7 auberges (dont 3 non autorisées) avec 100 chambres et 136 lits ;
- 08 restaurants dont 07 fonctionnels pour 166 places assises, 330 couverts et 17 personnels d'appui dont 03 qualifiés ;
- 05 gargotes/circuits pour 108 places assises environs, 120 couverts et 09 personnels d'appui ;
- 12 snack-bars, bars dancing et night-clubs pour 422 places assises et 26 personnels d'appui.

L'activité touristique est marquée par un très faible niveau d'aménagement des sites. Le **Lac Balang Djalingo** (photo 13), situé à environs 18 km à l'Est de la ville de Ngaoundéré est un lac de cratères pittoresque présentant un îlot de forêt dense en son centre, mais qui nécessite une valorisation urgente. Quelques aménagements y avaient déjà été effectués, mais ils sont totalement délabrés.

S'il est doté d'un campement d'hébergement de 50 chambres, avec restaurant, bancs de repos, mirador et autres infrastructures récréatives, il peut rapporter gros à la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} et à l'Etat si la route qui y mène est reprofilée et si une politique publicitaire est bien orchestrée.



Photo 13. Vue partielle du Lac Mbalang et son îlot de forêt dense
Pittoresque, s'il avait été aménagé, il serait un site touristique de qualité
Cliché ACAGER, avril 2013.

Il en est de même du **mont Ngaou Hora** situé à environ 13 km au Nord de la ville de Ngaoundéré. Avec un sommet plat d'une surface d'environ 5000 m², il peut accueillir des infrastructures récréatives, notamment un campement d'hébergement de 50 chambres, des bancs de repos et des miradors. Le tout pouvant être relié au plateau du piémont par un téléphérique et une piste sportive dotée de bancs de repos. Etant dans la Forêt communale, ce site est très favorable à l'Ecotourisme.

L'enclavement des sites, le manque de moyen de transport aérien et infrastructures routières et la sécurité sont les principaux problèmes liés à la promotion du tourisme les clauses contenues dans les cahiers de charges pour la concession de site sont très rigides.

3.3.23.2. Analyse des problèmes liés au secteur tourisme

Tableau 55. Analyse des problèmes liés au secteur tourisme

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté de développer le tourisme	- Faible aménagement des sites touristiques de la Commune. - Insuffisance de structures d'accueil respectant les normes - Coût élevé du transport aérien, routier et ferroviaire - Non-production et/ou sous-estimation des données	- Mauvais rendement - Faible taux de fréquentation des touristes - Perte de revenu touristique ;	- Création de l'Office communal du Tourisme - Etude de faisabilité en vue de l'aménagement à des fins touristiques du Lac Mbalang (réhabilitation des aménagements existants, reprofilage de l'accès, construction d'un campement d'hébergement de 50 chambres, construction des bancs publics) - Etude de faisabilité en vue de l'aménagement à des fins écotouristiques des monts Ngaou Hora (construire des structures d'accueil, construire un téléphérique et une piste sportive aménagée avec bancs de repos) - Construction d'un établissement

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
	statistiques ; • Insuffisance d'établissements d'hébergement de grands nombre. • Insécurité et enclavement des sites	• Non attraction des touristes ; • Dégradation du patrimoine touristique ;	d'Hébergement Communal à Gadamabanga ; 5. Sécurisation des sites touristiques de la Commune 6. Aménagement et entretien d'un mini-parc zoologique et bancs publics surplombés par des parasols 7. Électrification des sites touristiques à l'aide des plaques solaires

3.3.24. Agriculture

3.3.24.1. Situation de référence

Dans la Commune, l'agriculture constitue pour les zones rurale et péri-urbaine l'une des principales activités économiques de base (Ngaouhora 2 ; Darang, Dara Salam, Ngaoussai, Youkou, Biskewal et Margueleng). La fertilité du sol dans la Commune et la présence de grands marécages sont des potentiels propices à l'agriculture donnant ainsi la possibilité de travailler toute l'année. Les principales cultures pratiquées sont le maïs, pomme de terre, arachide, haricot et légumes. Avec l'installation des Laka, Gbaya, Dii et Kapsiki, etc., il y a eu vulgarisation de certaines cultures comme le manioc et de la patate douce. A cela s'ajoutent le melon, tomates, ainsi que les productions fruitières, notamment les mangues, les avocats.

La pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis ou feux de brousses est courante dans la Commune. Parfois, les champs sont en cultures associées dont la superficie moyenne varie entre 01 et 02 ha. Les principaux produits de ventes agricoles rencontrées pour l'année 2013 sont le maïs (2,7t/ha), haricot (0,9t/ha), patate (12,5t/ha), le manioc (16,5t/ha), l'igname (8,97t/ha), la tomate (13,88t/ha), l'arachide (0,85t/ha).

Tableau 56 Différentes spéculations agricoles et leurs bassins/zones de production et leur rendement

DIFFÉRENTES SPECULATIONS AGRICOLES	BASSINS DE PRODUCTION	RENDEMENT PAR ANNEE (T/ha)		
		2011	2012	2013
Maïs	Darang	3,5	2,85	2,65
Manioc	Vela-Mbai	16	16,235	16,54
Patate douce	Darang	7,8	9,6	12,48
Igname	Massola	9	9,17	8,97
Tomate	Darang	15	14	13,88
Pomme de terre	Vela-Mbai	8,6	5,5	9,425

Il existe 03 structures d'encadrement direct (Poste agricole) à la disposition de la Commune. Les semences s'approvisionnent au niveau de certains GICs semenciers, maison de l'agriculture, à la VINA Agro-phyto. Il

existe une politique de gestion durable des terres et de la fertilité des sols et le développement des mini infrastructures rurales se font par subvention des programmes et projets du MINADER, ACEFA, PNDRT, PARFAR, PNDP....

Le financement des activités agricoles s'effectue par diagnostic du GIC, formulation des projets, apport personnel, puis octroi des subventions. Les projets et programmes octroient les équipements de transformation et de stockage des produits agricoles. La commercialisation de ces produits se fait par contrat avec certains organismes ou même directement aux champs ou aussi dans des marchés locaux.

Importations des produits agricoles

En dépit d'énormes progrès réalisés en qualité et quantité sur la production, celle-ci reste insuffisante pour nourrir la population de la Commune en perpétuelle croissance. A cet effet, elle dépend encore des importations du Sud du Cameroun, tubercules (Manioc, Plantain, Macabo) et fruits du Nigeria (Oranges).

Exportations des produits agricoles

Les produits agricoles sont exportés de la Commune vers le Sud du pays, le Tchad, le Nigeria, ce sont, entre autres, le Maïs, tomate, concombre, haricot rouge, gingembre, pomme de terre ; toutefois les quantités de ces produits ne sont pas précisées.

3.3.24.2. Identification des problèmes/Contraintes – Atouts/Potentialités

Il convient de noter qu'avec une bonne réorganisation de ce sous-secteur à énormes potentialités, la Commune serait l'un des principaux greniers de notre pays si elle dispose aussi de magasins de stockage dans les bassins de production.

La principale difficulté dans ce domaine est l'accessibilité dans bassins de production. Ces zones étant enclavées, il est très difficile pour les camionnettes et voitures d'y accéder, et les principales solutions généralement sont l'emploi des motos, des ânes, des bœufs attelés et même des forces humaines.

Bien que les terres soient fertiles, il existe néanmoins de nombreuses maladies qui ravagent les plantes telles :

- Les charançons qui attaquent les tubercules et maïs en stock.
- Les mildious qui dévastent les tomates et les pommes de terre.
- Les flétrissements bactériens qui pourrissent les tomates.
- L'antracose et le Cercosporiose qui attaquent les maïs, le manioc et les arbres fruitiers.
- La mosaïque Africaine et les mouches blanches sur les plantes de manioc

- La pourriture racinaire du manioc
- Les insectes et chenille sur les fruits de tomate
- Les champignons sur les cultures maraîchères (morelle noire, poivron, tomate, pomme de terre, carotte, condiment vert.)

L'existence des conflits agropastoraux et l'absence de création voir même de la réhabilitation des pistes agricoles sont également des principaux problèmes.

L'utilisation du matériel rudimentaire et le manque d'encadrement sont les principaux problèmes de l'agriculture dans la Commune. La destruction des champs par les bêtes est aussi l'un des problèmes récurrent. Cette destruction est due à la divagation de ces animaux dans la nature et au manque des clôtures autour des champs. Pour l'arboriculture, les paysans manquent les plants améliorés.

Malgré la disponibilité des terres pour l'agriculture, celles-ci sont enclavées ou très éloignées. Ajouté à cela, le faible niveau d'équipement agricole ainsi que la faible maîtrise des techniques agricoles garantissent le mauvais rendement des récoltes. La Commune subit également les caprices du changement climatique qui sont responsables de la mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace. Ce qui fait que les cultures ont les difficultés à évoluer correctement.

Tableau 57. Analyse des problèmes du secteur agriculture

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
• Faible production agricole et maraîchère	• Destruction des cultures par les bêtes, maladies et vents violents ; • Faible intérêt des populations pour l'agriculture ; • Faible capacité organisationnelle et financière des maraîchers ; • Faible équipement des maraîchers ; • Accès limité aux semences améliorées et intrants agricoles ; • Utilisation des outils rudimentaires • Conflit agropastoraux ; • Manque d'encadrement des cultivateurs ; • Vol des récoltes ; • Difficultés d'écoulement des produits agricoles ; • Insuffisance de	• Faible rendement agricole ; • Faible revenu • Insécurité alimentaire ; • Pénibilité du travail • Culture sur les petites surfaces ; • Faible intérêt des populations pour l'agriculture • Dégradation des sols ; • Famine ;	1. Organisation des agriculteurs en coopérative ; 2. Dotation de 02 tracteurs aux agriculteurs ; 3. Plaidoyer pour la création, la construction et l'équipement de postes agricoles ; 4. Acquisition de 16 moulins à gasoil pour les villages de la Commune ; 5. Construction de 05 magasins de stockage (de céréale et de cossette de manioc à Margueleng, Dara Salam, Darang ; de pomme de terre à Mbalang Djalingo, Vela-Mbaï) ; 6. Dotation de 05 égraineurs pour maïs dans les bassins de productions 7. Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des bas-fonds pour la production maraîchère 8. Formation des agriculteurs de la commune à l'usage des bouses de vaches (intégration agriculture-élevage) 9. Vulgarisation de la culture attelée 10. Renforcement de capacité des scoops à l'usage et la gestion des tracteurs 11. Étude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles et d'élevages dans la commune 12. Renforcement des capacités de la commission consultative des règlements de conflits agropastoraux 13. Réhabilitation des pistes rurales 14. Construction et sécurisation de 6 bacs de rouissage sur 1m*2m*1m 15. Construction de 6 plates forme de séchage sur 10m*20m 16. Affectation de 5 cadres dans les postes agricoles

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
	terres ; • Absence de magasins de stockage ; • Insuffisance du personnel d'encadrement • Insuffisance de moyen de déplacement	Pauvreté •	17. Dotation de 6 techniciens d'agriculture en motos 18. Reservation et sécurisation des espaces agricoles pour la réalisation des grands projets du MINADER (50 à 100 Ha) 19. Organisation du concours de la plus belle plantation 20. Organisation de la foire d'arrondissement 21. Réalisation de 5 forages autour des magasins de stockage 22. Construction de 5 blocs latrines autour des magasins de stockage

3.3.25. Élevage, pêche et industrie animale

3.3.25.1. Situation de référence

L'activité pastorale dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} est dominée par l'élevage bovin dont les troupeaux sont en nette augmentation. Une augmentation essentiellement liée au système de production, qui pour un bon nombre d'éleveurs, vise à l'accroissement des effectifs pour des considérations de prestige et de sécurité sociale plutôt qu'à la production pour le marché.

Il lui paraît réaliste d'augmenter ses effectifs pour limiter le risque de perte et s'adapter aux conditions changeantes d'un milieu où le lendemain n'est pas toujours certain. Des ranchs et exploitations d'élevages tenus par des citadins et gérés par les bergers se créent partout dans la Commune.



Photo 14 et 15. Exploitation laitière au quartier Nord CIFAN
Cliché ACAGER

L'élevage du petit bétail (caprins, porcins, volailles) est aussi pratiqué. Et généralement cet élevage est essentiellement de type familial. Les animaux sont élevés en divagation, ce qui est à l'origine de beaucoup de problèmes entre les éleveurs et les autres citoyens et participe aussi à la dégradation de l'environnement et à la propagation des maladies. Les risques d'épizooties et l'absence de bain détiqueurs sont signalés par les éleveurs.

Le circuit de commercialisation des produits de l'élevage dans la Commune est classique. Les difficultés dans ce domaine sont dues aux conflits agropastoraux car généralement pas d'espaces pastoraux et mauvaise délimitation et gestion concertée des espaces et périmètre agropastoraux, L'approvisionnement en intrants zootechniques constitue une difficulté majeure pour les éleveurs néanmoins, il existe quelques points de stockage d'aliments du bétail. Le parc de vaccination de bétails, le point d'embarquement, les stations aquacoles et les chambres froides sont des principales infrastructures d'appui à l'élevage, à la pêche et à l'aquaculture. Les laissez passer et certification vétérinaire permettent un contrôle de la circulation des animaux.

Les problèmes liés à la vétusté de l'abattoir sont en voie de trouver des solutions avec la construction du nouvel abattoir le long de la route vers l'aéroport.

L'élevage des poulets n'est pas encore industriel dans la Commune. Il n'existe pas encore de chaîne de production. L'élevage de la volaille est à l'aire libre (Photo 17). Il en est de même de la pisciculture. De véritables étangs de pisciculture ne sont pas encore développés. La pêche se pratique exclusivement dans les rivières et ruisseaux.



Photo 16 et 17. Élevage en divagation des bœufs et de la volaille dans une exploitation à Mbalang Djalingo (Coord. X : 13,74381 ; Y : 7,32449) à la périphérie Est de la ville de Ngaoundéré.

Cliché Tchotsoua



Photo 18 et 19.Ancien (Coord. : X 13 570478 ; 7 333702) et nouvel abattoir
(Coord. 13 562566 ; 7,333702) de la commune de Ngaoundéré
Cliché Tchotsoua

Tableau. 93. Les cheptels de la commune de Ngaoundéré 2^{ème}

Cheptel	Effectif
Bovins	8500
Ovins	1000
Caprins	1180
Porcins	250
Volailles	5000
Lapins	12
Aulacodes	/
Poissons	/

Source. DD/MINADER-Vina et enquêtes de terrain, Avril-Novembre 2013

Tableau 94.Etat des infrastructures de la Commune

infrastructures	Nombre	Localité	État	Problèmes/observations
Parcs de vaccination	2	Ngaoundéré	Mauvais	
		Ngaoussay	Passable	
	0	Mbalang Djalingo	Mauvais	Le parc de Mbalang Djalingo mal exécuté et inopérational
Puits pastoral	1	Mbalang Djalingo	Bon	Financement ACEFA
Parcs à bétail	2	Ngaoundéré	Provisoire	Gestion de la CUN
		Mbalang Djalingo	Provisoire	Gestion locale
Bains détiqueurs	2	Massola	Définitif	Privée
		Mbalang Djalingo	Définitif	
Bief/mare	2	Massola	Permanent	Peu fonctionnel
		Mbalang Djalingo		
Champs fourragers	13	Mbalang Djalingo, Ngaoussay, Madem, Margueleng, Ngaouhora I, Biskewal, Dara Salam, Darang, Selbe Darang, Youkou	Productifs	Manque de moyens de stockage
Marches à bétails	2	Ngaoundéré		Non clôturés
		Mbalang Djalingo		Non clôturés et non construit
Piste à bétails				Bouché
Chambres froides	1	Petit Marché	Bon	Poissonerie privée
Porcheries	3	Nord CIFAN		Construites en matériaux provisoires
		Gadamabanga		
Poulaillers	4	Mabanga		Financement ACEFA
		Bidjoro		
		Yarbang		
Étang piscicoles	2	Baouré		Financement ACEFA
		Dara Salam		
Étable laitière	2	Mbalang Djalingo		
		Dara Salam		

Source. DD/MINADER-Vina et enquêtes de terrain, Avril-Novembre 2013

3.3.25.2. Analyse des problèmes liés au secteur de l'élevage de pêche et de l'industrie animale

Tableau 58. Analyse des problèmes du secteur de l'élevage, de pêche et de l'industrie animale.

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Faible production animale et halieutique	• changement climatique (La mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace) ; • Faible maîtrise des techniques de pêche et d'élevage ; • Insuffisance des moyens des structures d'encadrement.. • Faible encadrement des éleveurs et des pisciculteurs ; • Faible capacité organisationnelle et financière des producteurs ; • Maladies épidémiques (volailles, bovins, caprins et porcins) ; • Envahissement du pâturage par le BOKASSA ; • Absence d'infrastructures d'abattage aménagées ; • Difficulté d'alimentation des bêtes (bovins, caprins) ; • Conflits agropastoraux ; • Vol de bétail ; • Absence d'un centre zootechnique et vétérinaire ; • Insuffisance d'espace de pâturage ; • Insuffisance d'eau et de pâturage en saison sèche ; • Insuffisance de bords détiquteurs • Vente illicite des produits vétérinaires frelatés • Problème de chiens errants • Mauvais emplacement des marchés de petits et poissons frais et congelés au petit marché • Manque d'un point de vente du porc • Incivisme des éleveurs ;	• Faible revenu ; • Sous-alimentation en protéines animales • Faible développement de l'activité pastorale • Conflits agropastoraux	1. Formation des groupements d'éleveurs aux techniques de cultures fourragères 2. Construction de 02 aires d'abattage (Mayo Daneyel, Mbalang Djalingo) 3. Aménagement des pistes à bétail et des pâturages de saison sèche (Mbalang Djalingo-Ngaoussay-madem-Ngaouhora-Gadamabanga-Mardock-Marché à bétails-Selbearang-Ampana-Mayo Danayel) 4. Plaidoyer de la création d'un centre zootechnique et vétérinaire à Mbalang Djalingo 5. Aménagement du point d'embarquement à la gare 6. Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation du CZV de Ngaoundéré 7. Construction de 02 bords détiquteurs (Mayo Daneyel, Ngaoussaï) ; 8. Construction de 03 parcs vaccinoqènes (Mayo Daneyel, Ngaouhora II, Madem, Youkou) 9. Appui aux coopératives de la filière avicole par la construction de 03 fermes avicoles (Mbalang Djalingo, Vela-Mbaï, Ngaoussaï) ; 10. Plaidoyer en vue de la construction de 02 parcs de transit à bétails (Ngaoussay, Mayo Daneyel) 11. Création d'une fourrière municipale à Gadamabanga 12. Création d'un parc à bétail (Biskewal, Ngaoussaï) ; 13. Plaidoyer en vue de la mise en place d'un point de vente et d'une tuerie des porcs 14. Étude de faisabilité en vue de la délocalisation du marché de petites ruminantes, volailles et du Petit Marché 15. Création d'un marché de poissons frais 16. Étude de faisabilité de la délimitation des zones de pâturage 17. Réhabilitation d'un puits pastoral à yoko wouro 18. Organisation des éleveurs de Mayo Daneyel, Madem, Ngaoussai, Biskewal, Youkou, Yoko wouro, Mbalang Djalingo, Darang, Margueleng en coopérative 19. Création d'un centre vétérinaire à la gare voyageur de Ngaoundéré 20. Construction et équipement de la délégation d'arrondissement

Source. DD/MINPIA – Vina et enquêtes de terrain. avril-novembre 2013

3.3.26. Forêt et faune

3.3.26.1. Situation de référence

La végétation dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} est le reflet du climat. Elle est typique de celle de la savane soudano-guinéenne fortement influencée par l'action humaine. La faune est très riche : On rencontre principalement le Babouin (*Papio anubus*), le Singe vert (*Cercopithecus aethiops*), le magistrat (*Colobus guereza*), le Phacochère (*Phacocoerus africanus*), l'Aulacode (*Thryonomys swinderianus*), les hérissons, les tortues, les sangliers, les serpents boa, les biches, les vipères, les porcs-épics, les rats palmistes, les singes, les perdrix, etc. et plusieurs espèces de petits gibiers. Des poissons : Carpes, Silures, Tilapia, etc. Cette faune, jadis très riche, est aujourd'hui en nette régression à cause du braconnage, très intensif dans la région.

La flore de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} recèle celle des zones soudano-guinéennes de transition forêt-savane. L'on y distingue deux formations végétales à savoir les savanes arbustives et les galeries forestières. Il n'existe pas de réserves forestières (parc, forêt communautaire, ZIC, forêt sacrée, etc.) dans la Commune. Néanmoins, il existe une plantation pépinière, financée par l'Union Européenne, en vue de la création d'une forêt communautaire.

Les ressources en biodiversité sont menacées par une exploitation anarchique des bois de chauffe, l'abattage illégal des arbres par la population riveraine des réserves forestières, la production de charbons, les feux de brousse et le braconnage des espèces fauniques. Néanmoins, il existe des mesures de suivi et de contrôle de ces ressources tels que la délivrance des autorisations de ramassage de bois de chauffe.

3.3.26.2. Analyse des problèmes du secteur des forêts et de la faune

Tableau 59. Analyse des problèmes du secteur des forêts et de la faune

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Dégradation de la biodiversité	• Coupe anarchique du bois de feu et d'œuvre • Ravage des feux de brousse sur la ressource ligneuse et perte de couvertures végétale • Braconnage des espèces fauniques • Non maîtrise des circuits de production, de transformation et commercialisation des PFNL • Prédominance de savane arbustive ; • Absence de points de vente de bois d'œuvre ; • Déboisement dans les forêts	• Dégradation du périmètre de reboisement de la réserve de Ngaoundéré • Perte de couverture végétale et disparition de certaines espèces ligneuse • Non existence d'une banque de données fiable sur la production des PFNL	1. Création d'une pépinière communale 2. Création d'une forêt communale dans la zone comprise entre le Nord de Gadambanga et la route de Belel 3. Reboisement des abords des axes routiers et autour des structures sociales 4. Réglementation de la chasse et la pêche ; 5. Sensibilisation des populations sur la réglementation de la gestion des ressources forestières (Margueleng, Dara Salam, Ngaouhora II) ; 6. Création de 02 postes de contrôle forestier (Mayo Danayel, Ngaouhora II) 7. Formation des acteurs à la mise en place et à l'entretien des clôtures

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
	galeries et la savane ; • Exploitation abusive des galeries forestières • Feux de brousse ; • Absence de sensibilisation des populations sur la nécessité de protéger la forêt et la faune	• Perte des espèces fauniques et floristiques ; • Perturbations climatiques ; • Destruction des écosystèmes ;	végétales 8. Réhabilitation de la pépinière communale 9. Sensibilisation, éducation, formation sur la pratique de feux de brousse tardif 10. Vulgarisation de la pratique des foyers améliorés

3.3.27. Environnement, protection de la nature et du développement durable

3.3.27.1. Situation de référence

Dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} se trouvent des espaces verts. Ici, la gestion des déchets sous toutes ses formes (ménagers, hospitaliers, industriels, etc.) est faite par HYSACAM. D'autres sont transportés par des structures agréées comme BOCOM et TOTAL vers Douala pour transformation. On ne trouve nulle part des puits de carbone. Toutes les fois que besoin se fait sentir, la délégation du ministère de l'environnement et de la protection de la nature (MINEPDED) est présente auprès de la Commune pour services d'encadrement et appui technique. Cette relation avec la Commune se poursuit même dans les établissements scolaires avec leur coopération avec les clubs des amis de la nature.

On constate dans la Commune une croissance anarchique de l'espace urbain, inondations des bas-fonds, insuffisance des points d'eau potable, destruction des galeries forestières et la coupe anarchique des arbres.

3.3.27.2. Analyse des problèmes du secteur environnement, protection de la nature et développement durable

Tableau 60. Analyse des problèmes du secteur environnement, protection de la nature et développement durable

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Dégradation de l'environnement	• Croissance anarchique de l'espace urbain • Érosion des sols • Inondations dans les bas-fonds • Insuffisance des points d'eau potable • Non électrification des quartiers et rues • Insalubrité publique (ordures, toilettes privées, abattoirs) • Destruction des galeries forestières ; • Insuffisance des clubs des amis de la nature dans certains établissements • Insuffisance de sensibilisation	• Changement climatique ; • Bouleversement du biotope aquatique dans les sites d'exploitation minière artisanale ; • Exacerbation du phénomène érosif ; • Perte de la biodiversité (faune et flore) ; • Prolifération des maladies ;	1. Sensibilisation sur la réglementation des feux de brousse 2. Sensibilisation des populations sur la protection de l'environnement ; 3. Mise sur pied et appui des clubs des amis de nature dans les écoles, les Lycées et Collèges de la Commune 4. Sensibilisation sur la réglementation en matière de coupe de bois ; 5. Etude faisabilité en vue de déterminer le coût de réalisation de 5 reboisements le long des axes routiers, autour des structures sociales et les berges des cours d'eau

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
	sur les questions environnementales ; • Coupe anarchique des arbres ; • Mauvaise gestion des ordures ménagères dans l'espace urbain ; • Insuffisance de bacs à ordures dans certains quartiers	• Insalubrité publique ;	dégradées. 6. Sensibilisation sur la pollution par les engrais chimiques 7. Sensibilisation des populations sur les emballages plastiques non biodégradables 8. Sensibilisation et intégration sur l'obtention de certificat de conformité environnemental avant tout investissement, construction, etc. 9. Aménagement des caniveaux

3.3.28. Secteurs administration territoriale décentralisée : Sécurité et maintien de l'ordre

3.3.28.1. Gouvernance locale

La Commune de Ngaoundéré 2^{ème} accomplit plusieurs types de services pour sa population, à savoir :

- L'établissement de tous les certificats relatifs à l'état des personnes, parmi lesquels les actes de naissance, les actes de décès, les actes de mariage...
- L'adduction de la Commune en eau potable, par la construction des forages.
- L'amélioration de l'éducation de la population par la construction des écoles, équipées des latrines.
- L'entretien de la voirie urbaine : la réfection des routes et des ponts.
- Le lotissement des terrains.

Dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}, la chefferie traditionnelle est organisée selon les règles coutumières locales. L'organisation de cette chefferie traditionnelle est basée sur l'héritage culturel d'un peuple, d'une région ou tout simplement d'une ethnie. Dans cette Commune, il existe des zones à risques telles que les lacs de cratères, les flancs de montagnes et également les conflits agropastoraux.

En ce qui concerne le rapprochement de la Commune vers les populations, par la présentation de ses activités telles que : l'élaboration du budget communal, la publication des comptes administratifs... nous pouvons la qualifier de passable. Cette relation se caractérise par des communiqués radio, les affiches, et il va de soi que les conseillers municipaux qui sont les garants de l'intérêt des populations auprès de la Commune, établissent une sorte de relai qui consiste en la restitution intégrale des activités de la Commune. Selon le secrétaire général, la restitution des sessions des conseils municipaux par les conseillers, auprès de la population, se fait par des séances qui rentrent dans le cadre des activités de leurs partis politiques, et la présentation des documents faisant

mention de ces séances de restitution n'entre pas dans leurs obligations vis-à-vis de la Commune.

3.3.28.1.1. Forces – Faiblesses

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES/ CONTRAINTES
Serviabilité et solidarité du personnel Disponibilité du secrétaire général Accès facile aux informations pour la population	Retard du personnel Manque de qualification Le désintérêt de la Commune aux activités des populations	Intégrer la population à leurs différentes activités Présenter à la population leur indispensabilité pour la Commune	Désintéressement de la population Manque de collaboration dans la réalisation des projets

3.3.28.1.2. Axes de renforcement de capacités

- S'assurer de la restitution effective des activités de la Commune aux populations par les conseillers municipaux
- Adapter des méthodes de communication plus proche de la population, pour la transmission des activités communales à savoir ; prévoir des émissions d'échange avec cette dernière
- Multiplier des centres spéciaux d'état civil.

3.3.28.2. Sécurité et maintien de l'ordre

3.3.28.2.1. Situation de référence

Le rapport sur l'administration territoriale décentralisée, la sécurité et le maintien de l'ordre révèle les informations relatives au pouvoir traditionnelle, sur le plan sécuritaire et sur le fonctionnement du centre de l'état civil.

Sur le plan sécuritaire, il existe effectivement des postes de sécurité (la Brigarde de gendarmerie, le Commissariat de police) dans la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}. Ces postes de sécurité ont contribué à la réduction de la criminalité. Même si, la recrudescence du phénomène de vol est à déplorer du fait de l'inertie, de l'inaction et du désœuvrement des jeunes. De même, il existe quelques zones d'insécurité telles que la gare marchandise et le petit marché. Dans les villages, ce sont particulièrement les vols de cultures et du bétail qui sont fréquents. Les zones à risques dans la Commune sont essentiellement constituées des bas-fonds inondables et des environs des lacs volcaniques dont la surveillance doit être de mise.

3.3.28.2.2. Analyse des problèmes du secteur (Tableau 61)

Tableau 61. Analyse des problèmes

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
• Difficulté d'assurer une sécurité totale des populations et de leurs biens	• Faible appropriation du processus de la décentralisation par les autorités municipales ; • Insuffisance des centres d'état civil ; • Vents violents ; • Inondations. • Non valorisation du potentiel relationnel entre les sectoriels et l'Exécutif communal ; • Manque d'assistance par les forces de l'ordre ; • Insuffisance de postes de sécurité	• Instabilités des populations ; • Frein au développement économique. • Recrudescence du vol (surtout dans les quartiers Joli Soir et aux environs de la Gare) ; •	1. Séminaires de formation sur la gestion décentralisée 2. Création de 2 postes de sécurité (Ngaouhora II, Darang) 3. Création d'un centre d'état civil (Mbalang Djalingo) 4. Renforcement de la sécurité routière 5. Renforcement des effectifs dans les postes de sécurité de la collaboration 6. Sensibilisation des populations pour la collaboration avec les FMO 7. Construction et équipement de la sous-prefecture de Ngaoundéré II 8. Construction et équipement des résidences du sous préfet et son adjoint 9. Doter les unités de FMO de trois véhicules 10. Construction de la Brigade

3.4. Principales potentialités et ressources de la Commune d'arrondissement de Ngaoundéré 2ème

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisation	Contrôle	Mode de gestion (accès)	Tendance	Problèmes/ Contraintes	Action à entreprendre
Ressources hydriques	Sources de cours d'eau dans les massifs	Tourisme, Utilisations humaines, abreuvement,	Riverains/ Abreuvement des animaux ;	Pas de contrôle	Accès libre	Baisse de niveau d'eau en saison sèche, tarissement	Tarissement des cours d'eau, coupe de bois aux alentours	Reboisement des pourtours, aménagement
	Rivières dans les interfluvies et le plateau	cultures irriguées	Riverains, maraîchers / cultures, abreuvement	Pas de contrôle	Accès libre	Baisse de niveau ou tarissement en saison sèche, crues en saison de pluie	Destruction de la forêt galerie, pollution, tarissement	Protection des berges par reboisement
	lacs	Tourisme, pisciculture, conservation de la biodiversité	Riverains et pêcheurs / Pêche	Pas de contrôle	Accès libre	Eutrophisation avancée, pollution, disparition des espèces	Manque de suivi et d'entretien	Réhabilitation et aménagement des lacs
Ressources ligneuses	Le long des cours d'eau et dans les interfluvies	Existence de plusieurs essences, source de biodiversité	Riverains et autres/ Pharmacopée, bois d'œuvre et de chauffe	-Service forêt et Faune -Service environnement et protection de la nature -Autorité traditionnelle	Faible organisation	Épuisement, dégradation accélérée, raréfaction des espèces surexploitées	Exploitation anarchique, déboisement, désertification	-Organisation de l'exploitation du reboisement -promotion du reboisement -aménagement forestier des îlots restants
	Savanes arborées (70% de la superficie de la commune)	Existence de plusieurs essences, source de biodiversité	Éleveurs et agriculteurs/ pâturage, cultures, bois	Service forêt et Faune -Service environnement et protection de la nature -Autorité	Faible organisation	Épuisement des sols, érosion, dégradation des pâturages	Conflits agropastoraux, Feux de brousse non contrôlés	Sensibilisation des populations sur les périodes convenables des feux de brousse, Zonage des espaces pastoraux et agricoles

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisation	Contrôle	Mode de gestion (accès)	Tendance	Problèmes/ Contraintes	Action à entreprendre
	)			traditionnelle				
	Zone de sylviculture	Bois d'œuvre, vente, délimitation des espaces	Privés/ délimitation des espaces, bois	contrôlé	Contrôlé par le propriétaire	Promotion de la culture de l'eucalyptus	Assèchement des zones de cultures, action sur la flore	Encourager les boisements linéaires ; discuter de l'emplacement des plantations
Ressources fauniques	Concentration dans quelques îlots peu perturbés au nord et à l'ouest de la commune	Conservation de la biodiversité animale	Braconniers, populations riveraines / consommation locale et vente clandestine	Service forêt et Faune -Autorité traditionnelle	Accès libre	Diversité faunique très réduite et disparition de certaines espèces	Braconnage, insuffisance du contrôle	Lutte contre le braconnage, application des mesures de protection des espèces
Ressources agricoles	Bas fonds	Cultures maraîchères, Pâturage de saison sèche	Autochtones et Allogènes / Vente, source de revenus	Contrôlé par le Djaouro et les propriétaires	Sous contrôle	Inondations en saison pluvieuse, utilisation abusive de pesticides	Pollution des cours d'eau et des sols, conflits agropastoraux, accès difficile à la terre ; empoisonnement du bétail par Spondianthus preussii (Kangoi)	aménagement des bas fonds ; sensibilisation des maraîchers sur l'utilisation des pesticides ; délimiter les zones de maraîchage
	Jardins de case	Arboriculture fruitière, agriculture, conservation de la	Population/autoco nsommation et vente des produits agricoles et fruits	Contrôlé par les propriétaires	Contrôlé	Vieillessement des vergers, baisse de rendement, utilisation de la	Absence de plants améliorés, baisse de la fertilité des sols Absence de	Vulgariser l'arboriculture fruitière Promouvoir la fertilisation organique

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisation	Contrôle	Mode de gestion (accès)	Tendance	Problèmes/ Contraintes	Action à entreprendre
		biodiversité				fumure organique	plante d'ombrage	comme les fosses compostières
	Zone champ de brousse	Propice à la culture des céréales, tubercules et racines pour auto consommation et vente	Culture de manioc, patate, maïs, igname, arachide, haricot	Accès par achat ou location pour les allogènes ; par héritage ou libre pour les riverains	Contrôlé par le propriétaire et l'autorité traditionnelle	Baisse de fertilité, adoption des nouvelles espèces comme la pomme de terre ; associations et successions culturelles, protection des espaces par haie vive	Insuffisance des intrants, conflits agropastoraux, dégâts sur cultures, baisse de fertilité et de rendement agricole, usage des outils et techniques rudimentaires	Vulgariser les haies vives ; Encourager l'intégration agriculture et élevage Former les paysans sur les techniques de fertilisation organique et de lutttes antiérosives
Ressources pastorales	Zone de plateaux et au pied des massifs	Propice à l'élevage bovin	Éleveurs autochtones Et citadins/ Élevage bovin de race goudali	MINEPIA et autorités traditionnelles	Autorisation traditionnelle	Régression qualitative et quantitative des espèces les plus appréciées ; Transhumance en saison sèche	-Dégradation des parcours Surpâturage - Dégradation des sols	Promotion de la culture fourragère -Suivi de la réglementation en vigueur
Ressources géologiques	Carrières, sable	Présence de pierres, potentiel touristique	Riverains / exploitation artisanale de graviers et pierres	libre	libre	Implication de toutes les couches sociales	Pollution et dégradation de l'environnement	Aménagement des sites Étudier les potentialités d'exploitation

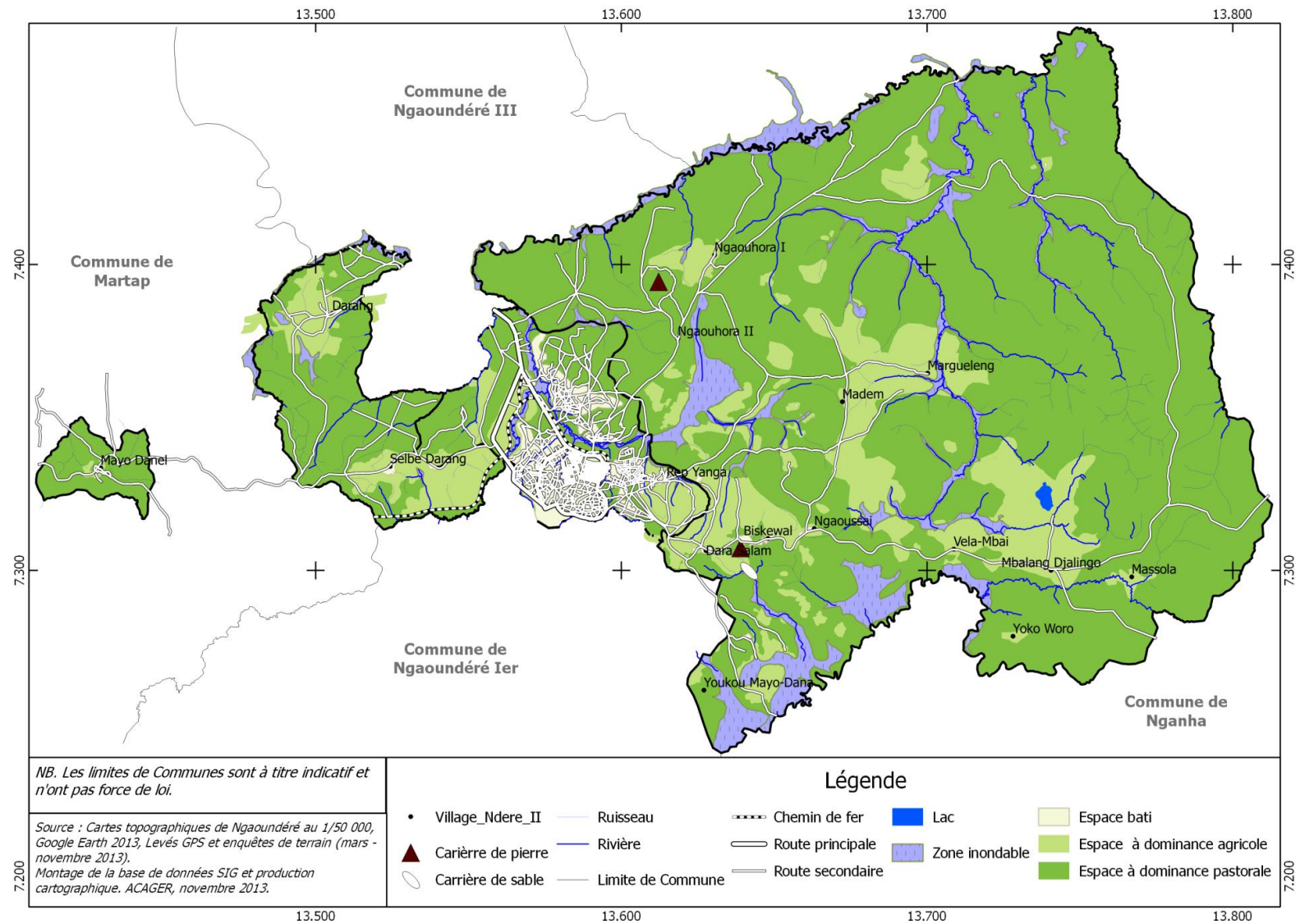


Figure 6.Unités de paysage et ressources naturelles

3.5. Changement climatique

Tableau 62. Matrice de captage de la gravité des problèmes, contraintes et identification des mesures d'adaptation aux CC

SECTEUR (Unité d'exposition)	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque (Elevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions envisagées	Villages/ Zones concernés
UNITE D'EXPOSITION 1 : zone à relief plat							
Agriculture	- Vents violents - Sècheresse ;	- Destruction des plantes ; - Tariessement des cours d'eau ;	- Baisse du rendement agricole ; - Insécurité alimentaire ;	- Moyen	- Surveillance de l'espace agricole (Margueleng) ; - Aménagement des bassins de rétention d'eau - Utilisation des engrais organiques (Mbalang Djalango, Darang) - Utilisation des espèces résistantes (Mayo Danayel, Darang) - Pratique de l'arrosage (Dara Salam)	- Mise en place des haies vives (Margueleng) - Apport en produits phytosanitaires et sensibilisation sur leur utilisation (Mbalang Djalango) - Reboisement (Darang, Mayo Danayel) - Utilisation des semences améliorées (Dara Salam) - Encadrement des agriculteurs (Yoko-Wouro)	Margueleng, Mbalang Djalango, Darang, Mayo Danayel, Dara Salam, Yoko- Wouro)

SECTEUR (Unité d'exposition)	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque (Elevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions envisagées	Villages/ Zones concernés
Élevage	-sècheresse -Hausse de la pluviométrie	- Insuffisance de pâturage ; - Mort du bétail ; - Épizooties - Réduction progressive du cheptel	- baisse du pouvoir d'achat des éleveurs - pauvreté	- Moyen	- Achat de tourteaux (Darang, Margueleng) - construction d'un enclos (Madem, Dara Salam) - Transhumance (Mayo Danayel) - Utilisation des plantes médicinales pour soigner le bétail (Yoko-Wouro)	- Délimitation et augmentation des zones de pâturage (Madem, Dara Salam) - Création des bains détiquers (Mbalang Djalingo) - Création des champs fourragers (Darang) - Approvisionnement en aliments concentrés pour le bétail (Mayo Danayel) - Encadrement technique des Eleveurs (Yoko-Wouro)	Madem, Mbalang Djalingo, Darang, Mayo Danayel, Dara Salam, Yoko- Wouro, Margueleng
Eau, assainisseme nt et santé	- Sècheresse	- Assèchement des puits et rivières	- Maladies récurrentes ;	- Moyen	- Utilisation des plantes médicinales (Madem)	- Aménagement et/ou entretien des points d'eau potable (Madem, Dara Salam) - Création de forage supplémentaire (Margueleng) - Adduction en eau potable (Mayo Danayel, Dara Salam)	Madem, Mayo Danayel, Dara Salam, Margueleng
Tourisme	- Forte pluviométrie		- Difficulté de déplacement due aux routes impraticables	- Moyen	- Construction des ponts en matériaux provisoires	- Aménagement de la vie d'accès (Mbalang Djalingo) - Construction d'un pont (Mbalang Djalingo)	Mbalang Djalingo

SECTEUR (Unité d'exposition)	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque (Elevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions envisagées	Villages/ Zones concernés
Travaux publics	- Forte pluviométrie		- Cherté des produits - Dégradation de la voie publique	- Elevé	- Remblaiement des nids de poules (Darang)	- Réhabilitation de la route (Darang)	Darang,
UNITE D'EXPOSITION 2 : zone de montagne (BISKEWAL, NGAOUHORA I ET II, NGAOUSSAI)							
Agriculture	- Vents violents - Pluies trompeuses - Sécheresse	- assèchement des premières cultures - Destruction des champs par les vents	- incertitude sur les périodes de cultures - famine	- Elevé	- Aménagement des bassins de rétention d'eau (Biskewal) ; - Récolte anticipée (Ngaouhora I)	- Mise en place des haies vives (Ngaouhora I) - Sensibilisation sur l'utilisation des engrais (Biskewal) - création des lacs artificiels (Biskewal) - Irrigation des zones de culture (Ngaouhora II) - Changement de la période de Semis (Ngaouhora I)	Biskewal Ngaouhora I et II
Élevage	- Sécheresse	- Mort du bétail - Épizooties	- Pauvreté	- Moyen	- Organisation des campagnes de vaccination (Biskewal) - Utilisation des insecticides (Biskewal) - Utilisation du tourteaux et sel (Ngaouhora I)	- Aménagement des bassins de rétention d'eau - Création des bords détrequeurs (Biskewal) - Délimiter et augmenter les zones de pâturage (Ngaoussai) - Création des champs fourragers (Ngaouhora I et II)	Biskewal, Ngaoussai, Ngaouhora I et II

SECTEUR (Unité d'exposition)	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque (Elevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions envisagées	Villages/ Zones concernés
Eau, assainissement et santé	- Forte pluviométrie - Sécheresse	- Tariessement des points d'eau	- Maladies récurrentes	- Moyen	- Utilisation des plantes médicinales (Ngaoussaï) - Filtrage de l'eau (Ngaoussaï)	- Création et/ou Aménagement des points d'eau potable (Ngaoussaï, Ngaouhora I)	Ngaoussaï, Ngaouhora I
Education de base	- Forte pluviométrie	- Inondation des salles de classe	- Perturbation des enseignements	- Moyen	- Evacuation des eaux après les pluies	- Construction des salles en matériaux définitifs (Ngaoussaï)	Ngaoussaï
UNITE D'EXPOSITION : zone majoritairement hydromorphe (SELBE DARANG, REP YANGA, MASSOLA, VELE MBAÏ, YOUKOU MAYO DANA)							
Agriculture	- Forte pluviométrie - Sécheresse	- Baisse de la productivité	- Pauvreté	- Moyen	- Pratique des cultures sur terrain légèrement élevé (Vela Mbaï) - Mise en place des brise-vents (Selbe Darang) - Utilisation des engrais organiques (Selbe Darang) - Adoption des espèces de courtes durées (Rep-Yanga) - Adoption des espèces résistantes (Massola)	- Reboisement (Selbe Darang, Massola) - Subvention du secteur agricole (Rep-Yanga)	Vela Mbaï, Selbe Darang, Rep-Yanga, Massola
Élevage	- Sécheresse - Hausse des températures - Baisse de la pluviométrie	- Réduction du cheptel bovin	- Baisse du niveau économique des populations	- Moyen	- Utilisation des techniques de fourrage	- Création des champs fourragers (Vela Mbaï) - Multiplication des lacs artificiels (Yokou) - Approvisionnement en tourteaux pour le bétail (Rep-Yanga, Massola)	Vela Mbaï, Yokou, Rep-Yanga, Massola

SECTEUR (Unité d'exposition)	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque (Elevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions envisagées	Villages/ Zones concernés
Travaux publics	- Forte pluviométrie	- Dégradation de la chaussée	- Difficultés de déplacement - Cherté des produits	- Élevé	- Remblaiement des nids de poule (Youkou, Vela Mbaï)	- Réhabilitation de la route (Vela Mbaï) - Construction des caniveaux (Vela Mbaï) - Installation des barrières de pluie (Yokou)	Vela Mbaï Youkou
Education de base	- Vents violents, - Forte pluviosité	Climat rude	- Ralentissement des études - Non achèvement des études	- Moyen	Changement de mode vestimentaire	- Construire les salles selon les normes (Massola)	Massola

Source : Enquetes et observations de terrain, avril-novembre 2013

3.6. Synthèse des données collectées sur la petite enfance

N°	Domaine	État des lieux/diagnostic/situation actuelle	Objectifs généraux	Activités à mener à la suite de l'état de lieux effectué	Acteurs concernés
1.	Enregistrement des naissances	- Existence d'un bureau d'état civil à la mairie - Établissement de l'acte de naissance gratuite - Pas de fichier ou répertoire des enfants sans actes de naissance à la Commune. Tout comme les enfants scolarisés sans acte de naissance ne sont pas connus - Organisation des séances d'audience foraine et jugement supplétif à la mairie - Sensibilisation menée dans les mosquées, églises sur l'importance de l'acte de naissance	Mettre en place des mesures incitatives afin que les parents soient mieux motivés à prendre des initiatives pour l'établissement des actes de naissance pour leur progéniture	- Identifier et confectionner d'un répertoire des enfants scolarisés sans acte de naissance, avec l'assistance des directeurs des écoles - Organisation des séances de sensibilisation auprès des populations - Organisation des séances collectives d'audience foraine au sein de la Commune en vue de la délivrance collective de jugements supplétifs d'actes de naissance - Construction de 02 centres d'état civil	- Service de la préfecture et sous-préfecture - Exécutif municipal - un agent communal assermenté
2.	Education	- Insuffisance des salles de classes - Absence de clôtures autour des écoles	Amélioration de l'offre d'éducation au	Etude de faisabilité en vue la réfection d'un bloc latrines	Exécutif municipal

N°	Domaine	État des lieux/diagnostic/situation actuelle	Objectifs généraux	Activités à mener à la suite de l'état de lieux effectué	Acteurs concernés
		• Insuffisance d'enseignants qualifiés • Insuffisance de tables bancs • Défectuosité des latrines dans certaines écoles • Absence de latrines dans certaines écoles • Absence de point d'eau dans les écoles	sein de l'espace communal	• Etude de faisabilité en vue de la construction des clôtures autour de 12 écoles • Octroi de fournitures et des matériels didactiques • Construction d'un bloc maternel à Mabanga, Tongo et Mardock • Construction et équipement des blocs administratifs dans 06 écoles • Construction et équipement de 89 salles de classe • Fabrication de 2946 tables bancs dans les écoles publiques • Affectation de 60 instituteurs	• Inspecteur d'arrondissement de l'éducation de Base • PNDP • FEICOM
3.	Nutrition	• Pratique par des agriculteurs de la commune des bouses de vaches (intégration agriculture-élevage	Améliorer la nutrition de l'enfant à travers l'accès à une nourriture de qualité suffisamment variée et en quantité suffisante	Organisation des séances de sensibilisation des parents sur la connaissance des aliments nutritifs selon la zone géographique de la commune	Exécutif municipal MINSANTE MINADER
4.	Vaccination	• Faible sensibilisation des populations lors des campagnes de vaccination • Faible participation des populations lors des campagnes de vaccination • Contribution des facilitateurs endogènes lors des descentes sur le terrain	Assurer à la circonscription communale une meilleure couverture vaccinale.	• Organisation des séances de sensibilisation auprès des parents sur l'importance de la vaccination ; • Sensibilisation des responsables éducatifs, associatifs et religieux et autres leaders d'opinion à l'importance de la vaccination.	Exécutif municipal, MINSANTE
5.	Enfant en détention	Absence de repertoire des enfants en détention dans la commune	Améliorer les conditions de détention des enfants en leur offrant un cadre favorable à leur	Recenser les enfants en détention	• Agent communal • Centre social

N°	Domaine	État des lieux/diagnostic/situation actuelle	Objectifs généraux	Activités à mener à la suite de l'état de lieux effectué	Acteurs concernés
			épanouissement		
6.	Eau, hygiène et assainissement	• Existence de point d'eau dans quelques écoles primaires • Défectuosité des latrines dans les écoles primaires • Absence d'adduction d'eau CDE ou de forage dans les écoles • Absence de latrines dans le marché de Dang • Distribution des moustiquaires imprégnées avec l'appui du MINSANTE	créer un environnement social salubre, avec des infrastructures d'approvisionnement en eau fiable	• Construction des forages dans 10 écoles primaires • Installation des équipements simples de lavage des mains au sein des établissements scolaires et des marchés • Sensibilisation et formation des populations sur l'usage des latrines, le lavage des mains • Equipement des écoles en 30 bacs à ordures • Construction des blocs latrines dans 17 écoles primaires de la commune	•

3.7. Développement de l'économie locale

Activités	Secteurs	Institutions	Potentialités			Difficultés	Besoins/idées de projet
			Acteurs	Ressources naturelles	Infrastructures existantes	Handicaps à la réalisation des activités du secteur	
Productions agricoles dans les zones rurales et urbaines	MINADER	-PNDRT -ACEFA -PNDP	- Agriculteurs (environ 200) ; - 18 GIC actifs	-Présence Rivières Présence terres agricoles -Présence des zones de bas-fonds	- 03 postes agricoles ; - 02 magasins de stockage - 03 magasins de stockage de produits agricole	-Difficultés d'évacuation des productions ; -Difficultés de conservation des produits post-agricoles ; -Difficultés liées à la pratique des cultures maraîchères ; -Difficultés d'accès aux financements.	- Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles -Construire 02 postes agricoles dans la Commune (Bonjong et Marma) ; - Construction de 05 magasins de stockage de céréales et de cosette de manioc - Construction et sécurisation de 06 plateformes de séchage de céréales et de cosette de manioc - Achat, construction d'abris et installation de 16 moulins communaux à céréales et à manioc à moteur diesel 15 CV - Séminaire de formation sur les procédures d'obtention de financement
Productions pastorales dans les zones rurales	MINEPIA	-ACEFA -PNDP	-Eleveurs -Apiculteurs	-Présence des rivières -Présence d'herbe (zone de savane) Présence d'espace (création des champs fourragers	- Centre Zootechnique - 03 parcs vaccino-gènes - 01 puits pastoral	-Difficultés liées à la pratique de l'élevage bovin ; -Faible encadrement des éleveurs ; -Dégradation du pâturage ; -Difficultés liées à	- Construction de deux bords détiqueur - Vulgarisation des étangs piscicoles - Construction de 02 bords détiqueurs - Construction de 03 parcs vaccino-gènes - Création d'un parc à bétail

Activités	Secteurs	Institutions	Potentialités			Difficultés	Besoins/idées de projet
			Acteurs	Ressources naturelles	Infrastructures existantes	Handicaps à la réalisation des activités du secteur	
et urbaines					- 02 parcs à bétail - 02 bains détiqeurs - 10 champs fourragers - 02 marchés à bétail - 01 chambre froide - 02 porcheries - 03 poulaillers - 02 étangs piscicoles - 02 étables laitières	l'extraction du miel.	- Réhabilitation des ouvrages d'appui à l'élevage - Création d'un centre vétérinaire à la gare voyageur de Ngaoundéré - Délimitation des espaces agricoles et de pâture dans la commune - Étude de faisabilité en vue de la délocalisation du marché de petites ruminantes, volailles et du Petit Marché
Activités commerciales	- MINCO - MMERC E - MINPME - ESA	- Commune ; - PAJER-U ; - PIASSI ; - ACEFA	- Commerçants boutiquiers - Restaurateur (24) - Meunier (04) - Boucher et sécheur de viande (25) - Poissonnerie (06) - Mécanique auto-Moto (02) - Secrétariat public, cyber Café (06) - Tradipraticien (02) - Bucheron (01)	-Espace disponible au niveau de la commune pour la construction des complexes commerciaux.	-Présence des boutiques ; -Présence des marchés ; -Construction en cours d'un centre artisanal. -présence d'un poste des douanes	-Difficultés à pratiquer les activités commerciales ; -insuffisance de marchés dans les villages et dans l'espace urbain de la commune ; -Difficultés à circuler dans les marchés ; -Absence des points d'eau et latrines dans les marchés ; -Difficultés des artisans à pratiquer leurs activités ;	- Construire de 8 hangars commerciaux dans les marchés - Construction des latrines publiques modernes dans les marchés de l'Espace urbain - Construction et aménagement de 400 nouvelles boutiques au petit marché - Construction et aménagement de 20 nouvelles boutiques au marché de Gadamabanga - Construction et aménagement de 10 nouvelles boutiques au marché de Djalingo.

Activités	Secteurs	Institutions	Potentialités			Difficultés	Besoins/idées de projet
			Acteurs	Ressources naturelles	Infrastructures existantes	Handicaps à la réalisation des activités du secteur	
			- Cordonnier (02) - Coiffeur (87) - Couturier, Brodeur (50) - Décorateur (07) - Menuisier métallique (17) - Menuisier Bois (24) - Peintre, Graphiste (09) - Photographe (03) - Producteur de produits laitiers (14) - Boulanger ‘				
-Taxes et fiscalité	Institution Communale		- Commerçants ; -Corps des métiers ; -GICs -Artisans	-Vaste espace commercial ; -Ngaoundéré se présente comme une zone carrefour ;	-Assiette fiscale de la commune ; -Centre départemental des impôts -Les marchés ; -Les entreprises	-Non maîtrise du fichier des contribuables ; -Difficultés liées au recouvrement des taxes ; - incivisme fiscale	-Actualiser le fichier du contribuable de la commune de Ngaoundéré 2^{ème} ; -Organiser les séminaires de formation des contribuables de la commune ; - Former le personnel communal en charges des finances ; - Organiser 03 campagnes de sensibilisation des contribuables sur la nécessité des taxes et impôts ; -Doter la commune de moyens de déplacement 02 motocyclettes pour renforcer le recouvrement

4. PLANIFICATION STRATÉGIQUE

4.1. Vision et objectifs du PCD

En accord avec le Document de Stratégique pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), le PCD ainsi élaboré vise, à l'horizon 2035, à promouvoir le développement économique et social de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} à travers :

- l'amélioration des infrastructures routières de la Commune ;
- l'amélioration de l'accès des populations aux infrastructures sociales de base notamment l'eau potable, l'électrification rurale, les soins de santé de qualité, l'enseignement de base et secondaire de qualité, etc.
- la protection de l'environnement et la gestion durable des sols ;
- la facilitation du développement économique du territoire (création et construction d'infrastructures marchandes, financement des activités de production, mise en valeur des ressources naturelles et touristiques).

De façon spécifique, ce PCD a pour but :

- d'identifier et planifier les actions à mettre en œuvre pour rendre plus opérationnel l'institution communale ;
- identifier les actions à entreprendre pour booster les différents secteurs de développement dans la Commune ;
- de mettre en place un cadre de concertation publique – privée pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités inscrites dans le PCD ;
- de mettre en place une stratégie marketing en vue de la vulgarisation du PCD et de la mobilisation des partenaires techniques et financiers pour la réalisation des idées et besoins de projets identifiés.

4.2. Cadre logique par secteur

Le cadre logique traduit les options stratégiques et les choix opérés en actions concrètes dans un souci d'opérationnalisation du plan communal de développement. Son objectif principal est l'amélioration de la qualité des interventions. Elle établit le lien entre les ressources du projet, son objectif global (but), son objectif spécifique ainsi que les résultats escomptés tout en tenant compte des hypothèses, risques ou suppositions qui sont des facteurs externes au projet mais qui peuvent influencer l'échec ou la réussite des actions.

Ainsi sont présentés les cadres logiques de l'institution communale, de l'économie locale, des populations vulnérables et des 28 secteurs concernés par la présente planification.

4.2.1. Institution Communale

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'opérationnalisation de l'institution communale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Rendre plus opérationnel l'institution communale	- Publication de l'arrêté portant création du comité de suivi -Nombre de rapports produits - Nombre d'émissions produites - Nombre de visiteurs du site web	-Rapports d'activités du comité de suivi	-Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des acteurs de développement -Disponibilité des membres du comité de .suivi	-Implication effective de l'exécutif communal -Participation des acteurs de développement - Implication effective des membres du comité de suivi	-Rapports du comité de suivi
Objectifs spécifiques	1. Assurer le suivi de la mise en Œuvre du PCD	-Publication de l'arrêté portant création du comité de suivi -Nombre de rapports d'activités produits	-Copie de l'arrêté municipal portant création du comité de suivi -Rapporteur du comité de suivi	-Dynamisme de l'exécutif communal	-Implication effective de l'exécutif communal	Rapports du comité de suivi
	2. Augmenter les recettes de la commune de l'ordre de 100%	- Montant des recettes - Nombre de séminaire - Informatisation du nombre et catégories des contribuables - Note de service publiée - Nombre de matériel acheté	- Certificat des recettes - Rapports des séminaires - Fichier du contribuable - Logiciel utilisé (SIM-BA) - PV de liaison - Copie de la note de service affectant le personnel publiée	-Contribuables susceptibles de payer leurs impôts -Dynamisme de l'exécutif communal	-Nombre de contribuables en règle -Montant des fonds mobilisé -Nombre de contribuables recensés	- Certificat des recettes - Receveur municipal -Service financier
	3. Doter les services de l'institution communale d'infrastructures, d'équipements et de mobiliers adéquats	Nombre d'infrastructures, d'équipements et de mobiliers acquis	-PV de réception -Bordereau de livraison	-Disponibilité des fonds -Dynamisme de l'exécutif	Montant des fonds mobilisés	-Receveur municipal -Service financier

	4. Accroître le rendement du personnel communal et des conseillers municipaux	-Nombre de séances de formation organisées -Nombre de contrats/décision/notes de services signés	-Rapports des ateliers de formation -Tableau état du personnel -Contrats, décisions, notes de service	-Les fonds proviennent d'autres sources (Etat, PNDP)	Montant des fonds mobilisé	-Receveur municipal -Service financier
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Le suivi de la mise en Œuvre du PCD est assuré	-Publication de l'arrêté portant création du comité de suivi -Nombre de rapports d'activités produits	-Copie de l'arrêté municipal portant création du comité de suivi -Rapporteur du comité de suivi	-Dynamisme de l'exécutif communal	-Implication effective de l'exécutif communal	Rapports du comité de suivi
	2.1. les recettes de la commune sont augmentées de 100%	-Nombre de membres formés -Nombre d'ateliers de formation organisés	Rapports des ateliers et séminaires de formation	-Disponibilité des fonds nécessaires à l'organisation des ateliers	Montant des fonds disponibles	-Receveur municipal -Service financier
	3.1. Les services de l'institution communale sont dotés d'infrastructures, d'équipements et de mobiliers adéquats	Réception des moyens par le comité de suivi	Bordereaux de réception	Disponibilités de moyens financiers	Montant des fonds disponibles	-Receveur municipal -Service financier
	4.1. Le réseau des relations de la commune est renforcé	- Nombre d'émissions produites - Nombre de visiteurs du site web	- Rapports des émissions - Rapport du webmaster	- Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des acteurs de développement - Disponibilités de moyens financiers - Disponibilité de la population	- Implication effective de l'exécutif communal -Participation des acteurs de développement - Montant des fonds disponibles - Participation de la population	- Receveur municipal -Service financier - Rapports des émissions - Rapport du webmaster

	5.1. Le rendement du personnel communal et des conseillers municipaux est accru	-Nombre de séances de formation organisées -Nombre de contrats/décision/notes de services signés	-Rapports des ateliers de formation -Tableau état du personnel -Contrats, décisions, notes de service	-Les fonds proviennent d'autres sources (Etat, PNDP)	Montant des fonds mobilisé	-Receveur municipal -Service financier
Activités						
Pour R.1.1.	Pour R.2.1.	Pour R.3.1.	Pour R.4.1.	Pour R.5.1.		
1.1.1. Rendre opérationnel le comité de suivi I : 2 000 000, F (5% I) : 100 000, Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 F CFA	2.2.1. Organiser la formation de 04 agents de la recette. I : 2 000 000, F (5% I) : 100 000, Im (10%(I+F)) : 210 000, T : 2 310 000 F CFA	3.1.1. Équipement en matériel de bureau des services de la commune (04 ordinateurs Desktop, 01 photocopieuses en réseau, 02 imprimantes, 01 GPS et 01 Appareil numérique) (500 000*4 + 2 980 000 + 3 000 000*2 + 300 000 + 80 000) = 11 360 000, I : 11 360 000 F (5% I) : 568 000, Im(10%(I+F)) : 1 192 800, T : 13 120 800 F CFA	4.1.1. Harmonisation et formalisation des partenariats entre la Commune et les ONG I : 500 000, F (5% I) : 25 000 Im (10%(I+F)) : 52 500, T : 577 500 F CFA	5.1.1. Organisation des séminaires de formation du conseil municipal et du personnel communal I : 2 000 000, F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000, T : 2 310 000 F CFA		
1.1.2. Suivre l'exécution des activités inscrit dans le PCD I : 1000000 F (5% I) : 50000 Im (10%(I+F)) : 105000 T : 1155000 F CFA	2.2.2. Création d'un poste d'assistant comptable, un bureau de recouvrement et un bureau de contrôle interne I : 200 000, F (5% I) : 10 000, Im (10%(I+F)) : 21 000, T : 231 000 F CFA	3.1.2. Dotation de la Commune de 100 pelles, de 50 brouettes, de 01 Niveleuse, de 01 camion (5000*100 + 30 000*50 + 200 000 000 + 115 000 000) = 317 000 000 I : 317 000 000, F (5% I) : 15 850 000 Im (10%(I+F)) : 33 285 000, T : 366 135 000 F CFA	4.1.2. Mise sur pieds d'une cellule de communication I : 200 000, F (5% I) : 10 000 Im (10%(I+F)) : 21 000, T : 231 000 F CFA	5.1.2. Mise en œuvre des tableaux types des emplois communaux organigramme type Communes I : 200000 F (5% I) : 10 000, Im (10%(I+F)) : 21 000 T : 231 000 F CFA		
1.1.3. Evaluer les impacts socio-économiques et environnementaux liés aux activités de mise en œuvre du PCD I : 500 000 F (5% I) : 25 000 Im (10%(I+F)) : 52 500 T : 577 500 F CFA	2.2.3. Actualisation du fichier des contribuables I : 500 000, F (5% I) : 25 000, Im (10%(I+F)) : 52 500, T : 577 500 F CFA	3.1.3. Dotation de la Commune de 02 voitures de fonction et 04 motocyclettes (30 000 000*2 + 1 500 000*4) = 66 000 000, I : 66 000 000, F (5% I) : 3 300 000, Im (10%(I+F)) : 6 930 000 T : 76 230 000 F CFA	4.1.3. Création d'un syndicat de la Commune de la zone I : 200 000, F (5% I) : 10 000, Im (10%(I+F)) : 21 000 T : 231 000 F CFA	5.1.3. Amélioration de la politique de gestion des ressources humaines et la viabilité organisationnelle I : 200000, F (5% I) : 10 000, Im (10%(I+F)) : 21 000, T : 231 000 F CFA		

1.1.4. Apporter un appui technique aux comités de concertation I : 500 000 F (5% I) : 25 000 Im (10%(I+F)) : 52 500 T : 577 500 FCFA	2.2.4. Sensibilisation de la population sur l'importance du recouvrement fiscale dans l'amélioration des conditions de vie I : 2 000 000, F (5% I) :100 000, Im (10%(I+F)) : 210 000, T : 2 310 000 F CFA			5.1.4. Organisation des formations des chefs traditionnels sur le développement local I : 2 000 000; F (5% I) :100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000, T : 2 310 000 F CFA
1.1.5. Produire et transmettre des rapports trimestriels I : 500 000 F (5% I) : 25 000 Im (10%(I+F)) : 52 500 T : 577 500 FCFA	2.2.5. Renforcer la logistique du service de recouvrement (deux motos) 1 500 000*2 = 3 000 000, I : 200 000 F (5% I) :10 000, Im (10%(I+F)) : 21 000 T : 231 000F CFA			
Cadre estimatif				
Libellés		Montants		
Total investissement (I)		411 860000		
Total Fonctionnement (5% (F))		20 593000		
Imprévus (10%(I+F))		43 245300		
Total estimatif		475 698300		

4.2.2. Développement de l'Économie locale

PROBLEME CENTRAL : Faible exploitation des potentialités économiques de la commune

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Œuvrer pour une exploitation efficiente des potentialités économiques de la commune	-Nombre d'organisation mise sur pied et légalisé -Activités des organisations mises en place	-Récépissé de déclaration des organisations -Rapports d'activités des organisations	-Dynamisme de l'exécutif communal - Disponibilité des acteurs des corps de métiers	-Prise d'initiative de l'exécutif -Participation des acteurs des corps de métiers aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la qualité des infrastructures	Nombre d'infrastructures aménagés	-PV de réception	-Disponibilité des fonds -Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des terrains	-Montant des fonds mobilisé -Disponibilité des titres fonciers	-Receveur municipal -Service financier -Copies des titres fonciers
	2. Organiser les corps de métier de la commune	Nombre de corps de métier organisé	-Récépissé de déclaration des organisations -Rapports d'activités des organisations	-Dynamisme de l'exécutif communal - Disponibilité des acteurs des corps de métiers	-Prise d'initiative de l'exécutif -Participation des acteurs des corps de métiers aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La qualité des infrastructures de commerciales est améliorée	Nombre d'infrastructures aménagés	-PV de réception	-Disponibilité des fonds -Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des terrains	-Montant des fonds mobilisé -Disponibilité des titres fonciers	-Receveur municipal -Service financier -Copies des titres fonciers
	2.1. Les corps de métier de la commune sont organisés	Nombre de corps de métier organisé	-Récépissé de déclaration des organisations -Rapports d'activités des organisations	-Dynamisme de l'exécutif communal - Disponibilité des acteurs des corps de métiers	-Prise d'initiative de l'exécutif -Participation des acteurs des corps de métiers aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
Activités						
Pour R1.1.				Pour R 2.1.		
1.1.1. Construction de 8 hangars dans les marchés (Rep Yanga, Dara Salam, Selbe Darang, Biskewal, Vela-Mbai, Ngaouhora II, Darang, Mbalang Djalingo) I : 20 000 000*8= 160 000 000 / F (5% I) : 8 000 000 / Im (10%(I+F)) : 16 800 000 / T : 184 800 000 F CFA				3.5.1. Organisation des sensibilisations des corps de métier en vue de leur mise en commun / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 F CFA		

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1.1.2.	Construction et aménagement de 400 nouvelles boutiques au petit marché I : 400*2 000 000= 800 000000 / F (5% I) : 40 000 000/ Im (10%(I+F)) : 84 000 000/ T : 9 24 000 000F CFA					
1.1.3.	Construction et aménagement de 20 nouvelles boutiques au marché de Gadamabanga I : 20*2000000=40000000 / F (5% I) : 2 000 000/ Im (10%(I+F)) : 4 200 000/ T : 46 200 000CFA					
1.1.4.	Construction et aménagement de 10 nouvelles boutiques au marché de Djalingo I : 10*2000000=20000000 / F (5% I) : 1 000 000/ Im (10%(I+F)) : 2100 000/ T : 23 100 000CFA					
1.1.5.	Construction d'un marché à bétail dans la Commune I : 30 000 000/ F (5% I) : 1 500 000/ Im (10%(I+F)) : 315 000/ T : 3 465 000F CFA					
1.1.6.	Construction d'un abattoir moderne dans le centre urbain I : 40 000 000/ F (5% I) : 2 000 000/ Im (10%(I+F)) : 4 200 000/ T : 46 200 000CFA					
1.1.7.	Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation des pistes rurales (Darang-projet laitier sur 3Km avec construction d'un pont, Youkou-Dara Salam sur 5 Km avec construction d'un pont, Marguelin-Ngaoussay sur 5 Km) I : 500 000/F (5% I) : 25 000/Im (10%(I+F)) : 52 500/ T : 577 500 F CFA					
1.1.8.	Construction de 05 magasins de stockage (de céréale et de cossette de manioc à Margueleng, Dara Salam, Darang ; de pomme de terre à Mbalang Djalingo, Vela-Mbaï.) I : 25 000 000*5=125 000 00 / F (5% I) : 6 250 000 / Im (10%(I+F)) :13 125 000 /T : 144 375 000 F CFA					
1.1.9.	Achat, construction d'abris et installation de 16 moulins communaux(cooperative) à céréales et à manioc à moteur diesel 15 CV à Massola, Ngaouhora I, Ngaouhora II, Mbalang Djalingo, Youkou, Mayo Daneyel,Margueleng, Madem, Yoko Wouro, Selbe Darang, Biskewal, Vela-Mbaï, Ngaoussaï, Rem Yanga, Dara Salam, Darang I : 3 000 000*16=48 000 000 / F (5% I) : 2 400 000 / Im (10%(I+F)) :5 040 000 / T : 55 440 000 F CFA					
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				1153000000		
Total Fonctionnement (5%(F))				57650000		
Imprévus (10%(I+F))				121065000		
Total estimatif				1 331 715000 F CFA		

4.2.3. Éducation de base

PROBLÈME CENTRAL : Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité

Stratégie	Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources	Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources
-----------	--	--------------	--

Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter l'accès à une éducation de base de qualité	Nombre d'infrastructures construites	-DDMINEDUB/Vina -DDMINMAP/Vina - DAMINEDUB/Ngaoundéré II	-Transfert des ressources venant de l'Etat et autres partenaires -Intervention des élites	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la qualité des infrastructures dans les écoles primaires et maternelles de la commune de Ngaoundéré II	-Nombre de points d'eau potable construits dans les écoles - Nombre de clôtures construites dans les écoles - Nombre de logements d'astreinte construits dans les écoles - Nombre de blocs administratifs construits dans les écoles -Nombre de bâtiments construits dans les écoles - Nombre de bâtiments réfectionnés -	-Rapport du DDMINEDUB/Vina -PV de réception	-Disponibilité des fonds - Accessibilité de la nappe phréatique -bonne Qualité de l'eau	Montant des fonds transférés/mobilisés -Profondeur de la nappe -Paramètre physico chimique du sol	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Améliorer le ratio élève/maître dans les écoles primaires et maternelles de la commune de Ngaoundéré II	- Nombre d'instituteurs affectés	-Rapport du DDMINEDUB/Vina -Note de prise de service	-Transfert des ressources venant de l'Etat et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3 Augmenter l'offre en école primaire et maternelle	Nombre écoles créés et construits Nombre de campagnes sensibilisation mené	-Copies des actes de création -Inspection d'arrondissement de Ngaoundéré	Création effective d'écoles	-Nombre d'écoles créé	-Inspection d'arrondissement de Ngaoundéré 3ème -Délégués MINEDUB -Directeurs d'écoles
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La qualité des infrastructures dans les écoles primaires et maternelles de la commune de Ngaoundéré II est améliorée	-Nombre de points d'eau potable construits dans les écoles - Nombre de clôtures construites dans les écoles - Nombre de logements d'astreinte construits dans les écoles - Nombre de blocs administratifs construits dans les écoles -Nombre de bâtiments construits dans les écoles - Nombre de bâtiments réfectionnés	-Rapport du DDMINEDUB/Vina -PV de réception	-Disponibilité des fonds - Accessibilité de la nappe phréatique -bonne Qualité de l'eau	Montant des fonds transférés/mobilisés -Profondeur de la nappe -Paramètre physico chimique du sol	-Journal des projets -Conventions de financements

	2.1. Le ratio élève/maître dans les écoles primaires et maternelles de la commune de Ngaoundéré II est amélioré	- Nombre d'instituteurs affectés	-Rapport du DDMINEDUB/Vina -Note de prise de service	-Transfert des ressources venant de l'Etat et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3.1. Les écoles sont créées, construites et équipées	Nombre écoles créés et construits Nombre de campagnes sensibilisation mené	-Copies des actes de création -Inspection d'arrondissement de Ngaoundéré	Création effective d'écoles	-Nombre d'écoles créé	-Inspection d'arrondissement de Ngaoundéré 3ème -Délégués MINEDUB -Directeurs d'écoles
Activités						
Pour R.1.1.			Pour R.2.1.		Pour R.3.1.	
1.1.1. Réalisation de 10 forages dans les écoles publiques (EP Mayo Kayé, EP Ngaoussai, EP Ngahouara II, EP Vela-Mbaï, EP SelbeDarang, EP MbalangDjalingo, EP Biskewal, EP RepYanga, EP Massola, EP Mayo Danayel) I :8 000 000*10= 80 000 000/F (5% I) : 4 000 000/Im (10%(I+F)) : 8 400 000/T : 92 400 000F CFA			2.1.1. affectation de 90 enseignants dans les écoles primaires (6 à EP de Sabongari GP I A, 5 à EP annexe de sabongari GP II B, 4 à EP de sabogari GP I B, 2 à EP annexe de sabongari GP II A, 6 à EP Mabanga GP I, 6 à EP Mabanga GP II,4 à EP primaire Nord Cifan, 5 à Ecole primaire publique groupe I de Gadamabanga, 8 à Ecole primaire publique groupe II de Gadamabanga,2 à Ecole primaire Djalingo de Gadamabanga, 2 à Ecole primaire de ngaoundere TIKE, 1 à EP carrefour Tibati, 3 à EP de Ngaoussaï, 3 à EP de Vela-Mbaï, 1 à EP de Selbe Darang, 2 à EP deMbalang Djalingo, 2 à EP deBiskewal, 1 à EP de Massola) I :500 000/F (5% I) :25 000/Im (10%(I+F)) : 52 500/T : 577 500F CFA		3.1.1. Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement 08 école maternelle (Gadamabanga, Mardock, Rep Yanga, Ngaouhora I, Margueleng, Dara Salam, Madem, Yoko Wouro) I :27 000 000*8= 216000000 F (5% I) : 10800000 Im (10%(I+F)) : 249 480 000 T : CFA	

1.1.2. Étude de faisabilité en vue de connecter 6 écoles primaires au réseau CDE (EP nord Cifan, EP Djalingo, Ecole primaire les Champions FCB, EP Ngaoundéré tiké, EP du quartier HAOUSSA, EP Carrefour Tibati) I : 1 500 000/F (5% I) : 75 000/Im (10%(I+F)) : 157 500/T : 1 732 500F CFA	2.1.2. Affectation de 5 enseignants (3 à l'école maternelle de mabanga et 2 à l'école de maternelle de Baladji II) I : 200 000/F (5% I) : 10 000/Im (10%(I+F)) : 21 000/T : 231 000F CFA	3.1.2. Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement de deux écoles primaires clés en main (06 salles de classe, bloc latrines, clôture, équipements, bloc administratif) (Madem, Mbaouré) I : 100 000 000*2=200 000 000 F (5% I) : 10 000 000 Im (10%(I+F)) : 21000000 T : 231 000 000CFA
1.1.3. Étude de faisabilité en vue de la construction des clôtures autour de 20 écoles primaires / EP Mayo Kayé, EP Ngaoussai, EP Dara Salam, EP Darang, EP Ngahouara II, EP Vela-Mbaï, EP Youkou, EP SelbeDarang, EP MbalangDjalingo, EP Biskewal, EP RepYanga, EP Massola, EP Mayo Danayel, EP nord Cifan, EP Djalingo, Ecole bilingue GP I et Ecole bilingue GP II, Ecole Annexe de Baladji GP 1 et GP 2, EP Ngaoundéré tiké, EP du quartier HAOUSSA, EP carrefour Tibati) / I : 1 500 000/F (5% I) : 75 000/Im (10%(I+F)) : 157 500/T : 1 732 500F CFA		3.1.3. Organisation de 03 campagnes de sensibilisation des élèves et instituteurs des écoles de la commune sur l'importance de reboisement I : 2 000 000*3= 6 000 000 F (5% I) : 300 000/Im (10%(I+F)) : 630 000/T : 6 930 000F CFA
1.1.4. Construction de 15 logements d'astreinte pour enseignant dans les écoles primaires de (Mayo Danel, Rep Yanga, Massola, Ngaouhora I, Margueleng, Dara Salam, Yoko Wouro, Mbalang Djalingo, Selbe Darang, Biskewal, Vela-Mbaï, Youkou, Ngaouhora II, Ngaoussaï, Darang) I : 15 000 000*15= 225 000 000/F (5% I) : 11 250 000 Im (10%(I+F)) : 23 625 000/T : 259 875 000F CFA		3.1.4 Sensibilisation des parents sur l'importance de la scolarisation des enfants I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA
1.1.5. Construction d'un bâtiment administratif dans six écoles primaires (Mayo Danayel, Mbalang Djalingo, Biskewal, Youkou, Ngaouhora II, Ngaoussaï) I : 18 000 000*6=108 000 000/F (5% I) : 5 400 000/ Im (10%(I+F)) : 11 340 000/T : 124 740 000F CFA		
1.1.6. Construction de 89 salles de classe avec rampe pour handicapés / 9 à EP de Sabongari GP I A, 4 à EP annexe de sabongari GP II B, 5 à EP de sabogari GP I B, 3 à EP annexe de sabongari GP II A, 7 à EP Mabanga GP I, 6 à EP Mabanga GP II, 7 à EP primaire Nord Cifan, 7 à Ecole primaire publique groupe I de Gadamabanga, 9 à Ecole primaire publique groupe II de Gadamabanga, 9 à Ecole primaire Djalingo de Gadamabanga, 6 à EP du quartier HAOUSSA, 2 à EP de Ngaoussaï, 1 à EP de Dara Salam, 1 à Ecole des parents de Madem, 1 à EP de Vela-Mbaï, 1 à EP de Youkou, 3 à EP de Selbe Darang, 4 à EP de Biskewal, 3 à EP de Rep Yanga, 2 à EP de Massola, 1 à EP de Mayo Danayel I : 89*8 000 000= 712 000 000/F (5% I) : 35 600 000/Im (10%(I+F)) : 74760 000/T : 822 360 000 F CFA		

1.1.7.Équipements de 89 salles de classe en 2670 tables bancs/ 9 à EP de Sabongari GP I A, 4 à EP annexe de sabongari GP II B, 5 à EP de sabogari GP I B, 3 à EP annexe de sabongari GP II A, 7 à EP Mabanga GP I, 6 à EP Mabanga GP II, 7 à EP primaire Nord Cifan, 7 à Ecole primaire publique groupe I de Gadamabanga, 9 à Ecole primaire publique groupe II de Gadamabanga, 9 à Ecole primaire Djalingo de Gadamabanga, 6 à EP du quartier HAOUSSA, 2 à EP de Ngaoussaï, 1 à EP de Dara Salam, 1 à Ecole des parents de Madem, 1 à EP de Vela-Mbaï, 1 à EP de Youkou, 3 à EP de Selbe Darang, 4 à EP deBiskewal, 3 à EP de Rep Yanga, 2 à EP de Massola, 1 à EP de Mayo Danayel / I : 1800 000*89=160 200 000/ F (5% I) :8 010 000/ Im (10%(I+F)) : 16821 000/ T : 185031 000F CFA	
1.1.8.Équipement de 89 salles de classe salles des établissements scolaires en Bureaux des enseignants / 9 à EP de Sabongari GP I A, 4 à EP annexe de sabongari GP II B, 5 à EP de sabogari GP I B, 3 à EP annexe de sabongari GP II A, 7 à EP Mabanga GP I, 6 à EP Mabanga GP II, 7 à EP primaire Nord Cifan, 7 à Ecole primaire publique groupe I de Gadamabanga, 9 à Ecole primaire publique groupe II de Gadamabanga, 9 à Ecole primaire Djalingo de Gadamabanga, 6 à EP du quartier HAOUSSA, 2 à EP de Ngaoussaï, 1 à EP de Dara Salam, 1 à Ecole des parents de Madem, 1 à EP de Vela-Mbaï, 1 à EP de Youkou, 3 à EP de Selbe Darang, 4 à EP deBiskewal, 3 à EP de Rep Yanga, 2 à EP de Massola, 1 à EP de Mayo DanayelI : 250 000*89=22250 000/ F (5% I) :1 112500/ Im (10%(I+F)) : 2336250/ T : 25 698 750 F CFA	
1.1.9. Construction de 04 blocs maternels (1 à l'école maternelle de mabanga, 1 à l'école de tongo et 2 à EM de mardock)I : 25 000 000*4=100 000 000/ F (5% I) :5 000 000/ Im (10%(I+F)) : 10 500 000/ T : 115 500 000F CFA	
1.1.10.Étude de faisabilité en vue de la déterminer le coût de la réhabilitation de l'EM de Sabongari I :500 000/F (5% I) :25 000/Im (10%(I+F)) : 52 500/ T : 577 500F CFA	
1.1.11. Dotation en 2946 en tables bancs/272 à EP de Sabongari GP I A,111 à EP annexe de sabongari GP II B, 136 à EP de sabogari GP I B, 81 à EP annexe de sabongari GP II A, 232 à EP Mabanga GP II, 166 à EP primaire Nord Cifan, 252 à Ecole primaire publique groupe I de Gadamabanga, 314 à Ecole primaire publique groupe II de Gadamabanga, 223 à Ecole primaire Djalingo de Gadamabanga, 20 à Ecole bilingue pilote Gadamabanga, 66 à Ecole primaire Gp I Baladji II, 124 à Ecole primaire Gp II Baladji II, 129 à Ecole primaire bilingue groupe, 113 à Ecole primaire bilingue groupe II, 91 à Ecole primaire annexe de Baladji II, 15 à Ecole primaire les champions, 31 à Ecole primaire de ngaoundere TIKE, 104 à EP du quartier HAOUSSA, 12 à EP carrefour Tibati, 35 à EP de Mayo Kayé, 68 à EP de Ngaoussaï, 46 à EP de Ngahouara II, 20 à EP de Vela-Mbaï, 30 à EP de Youkou, 75 à EP de Selbe Darang, 80 à EP deBiskewal, 80 à EP de Rep Yanga, 1 à EP de Massola, 42 à EP de Mayo Danayel I : 25 000*2946 =73650 000/F (5% I) :3 682 500/Im (10%(I+F)) : 7 733 250/T : 85 065 750F CFA	
1.1.12. Dotation de 150 chaises à l'école maternelle de Baladji II : I : 12 500*150= 1 875 000/F (5% I) :93 750/Im (10%(I+F)) : 196 875/T : 2 165 625F CFA	
1.1.13. Construction de 17 blocs latrines dans les écoles primaires (EP Mayo Kayé, EP Darang, EP Ngahouara II, EP Vela-Mbaï, EP Youkou,EP SelbeDarang, EP MbalangDjalingo, EP Biskewal, EP RepYanga, EP Massola, EP Mayo Danayel, EP nord Cifan, EP Djalingo, EP Ngaoundéré tiké, EP carrefour Tibati;Ecole annexe de baladjill GP 1 et GP 2) I :3 500 000*17=59 500 000/F (5% I) : 2 975 000/Im (10%(I+F)) : 6 247 500/T : 68 722 500F CFA	
1.1.14. Reboisement (Cinq mille quatre (5000)) dans 19 établissements primaires de la commune / I : 1 000*5 000=5 000 000/F (5% I) :250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000/T : 5 775 000F CFA	
1.1.14. Aménagement des aires de jeux (terrains de foot, hand ball volley) dans 14 écoles primaires de la commune (Mayo Danel, Dara Salam, Biskewal, Mayo-Kayé, Ngaoussaï, Darang, Ngaouhara II, Vela-Mbaï, Youkou, Selbe-Daran, Mbalang-Djalingo, Rep-Yanga, Massola) I :10 000 000*14= 140 000 000/F (5% I) :7 000 000/Im (10%(I+F)) : 14 700 000/T : 161 700 000F CFA	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants

Total investissement (I)	2115675000
Total Fonctionnement (F)	105783750
Imprévus (10%(I+F))	222145875
Total estimatif	2 443 604 625F CFA

4.2.4. Enseignements secondaires

PROBLÈME CENTRAL : Difficultés d'accès aux enseignements secondaires de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter l'accès aux enseignements secondaires de qualité	Nombre d'infrastructures construites et équipées	-rapport du DDMINESEC -PV de réception - Rapports des campagnes	-Disponibilité des fonds -Quotas des élèves atteints	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Améliorer l'offre et la qualité des infrastructures dans les établissements d'enseignements secondaires	- Nombre de salles de classe construites et équipées - Nombre de clôtures construites Nombre de tables bancs	-rapport du DDMINESEC -PV de réception	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Augmenter l'offre en enseignement secondaire	Nombre d'établissements secondaires créés et construits Nombre de campagnes sensibilisation mené	-Copies des actes de création -DD du MINSEC	Création effective d'établissements secondaires	-Nombre d'établissements secondaires créé	-- Convention de financement Le journal des projets Requêtes de financement Délégués MINESEC -Directeurs / proviseurs
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'offre et la qualité des infrastructures dans les établissements d'enseignements secondaires sont améliorées	- Nombre de salles de classe construites et équipées - Nombre de clôtures construites	-rapport du DDMINESEC -PV de réception	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les établissements d'enseignement secondaire sont créés, construits et équipés	Nombre d'établissements secondaires créés et construits Nombre de campagnes sensibilisation mené	-Copies des actes de création -DD du MINSEC	Création effective d'établissements secondaires	-Nombre d'établissements secondaires créé	-Délégués MINESEC -Directeurs / proviseurs
Activités						
Pour R 1.1.					Pour R2.1.	

1.1.1. Construction de 72 salles de classe avec rampe pour handicapés dans les CES et lycées généraux (08 salles de classe au CES de Gadamabanga, 14 salles de classe au lycée de Sabongari, 14 salles de classe au lycée de Ngaoundéré Mardock, 18 salles de classe au lycée de technique de Ngaoundéré Mardock, 18 salles de classe lycée bilingue de Ngaoundéré) I : 72*9 000 000) =648 000 000/ F (5% I) : 32 400 000/ Im (10%(I+F)) : 68 040 000/ T : 748 440 000F CFA	2.1.1. Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement de 7 CETIC (Selbe Darang, Gadamabanga, Nord Cifan, Youkou, Ngaoussaï, Darang, Dara-Salam) I : 80000000*7=560 000000/ F (5% I) : 28 000000/ Im (10%(I+F)) : 58 800000/ T : 646 800 000FCFA
1.1.2.Équipements de 72 salles de classe en tables bancs des établissements scolaires (08 salles de classe au CES de Gadamabanga, 14 salles de classe au lycée de Sabongari, 14 salles de classe au lycée de Ngaoundéré Mardock, 18 salles de classe au lycée de technique de Ngaoundéré Mardock, 18 salles de classe lycée bilingue de Ngaoundéré)I : 1 800 000*72=129 600 000 / F (5% I) :6 480 000/ Im (10%(I+F)) : 13 608 000 / T : 137 214 000F CFA	2.1.2. Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement de 04 CES (Mbalang-Djalingo, Mayo-Danayel, Nord-Cifan, Gadamabanga) I : 60000000*4=240000000 / F (5% I) : 12000000 / Im (10%(I+F)) : 25200000/ T : 277 200000FCFA
1.1.3.Équipement de 72 salles de classe salles des établissements scolaires en Bureaux des enseignants (08 salles de classe au CES de Gadamabanga, 14 salles de classe au lycée de Sabongari, 14 salles de classe au lycée de Ngaoundéré Mardock, 18 salles de classe au lycée de technique de Ngaoundéré Mardock, 18 salles de classe lycée bilingue de Ngaoundéré)I : 250 000*72=18 000 000 / F (5% I) :825 000/ Im (10%(I+F)) : 1 732 500/ T : 19 057 500F CFA	3.1.1. Organisation de 02 campagnes de sensibilisation des populations de la commune sur l'importance d'accès aux enseignements secondaires I :2 000 000*2= 4 000 000/F (5% I) : 200 000/Im (10%(I+F)) : 420 000/T : 4 620 000F CFA
1.1.4. Construction des 10 blocs latrines dans les établissements de la Commune (2 au lycée de Sabongari, 4 au lycée Bilingue de Ngaoundéré, 2 au lycée technique de ngaoundéré, 2 au lycée technique de Ngaoundéré mardock) I : 3500 000*10= 35 000 000 / F (5% I) :1 750 000/ Im (10%(I+F)) : 3 675 000/ T : 40 425 000F CFA	3.1.2. Sensibilisation des parents sur l'importance de la poursuite des études de la jeune fille I :2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA
1.1.5. étude de faisabilité en vue de la construction de clôture autour de établissements de la Commune (CES de Gadamabanga, lycée de Ngaoundéré Mardock, lycée bilingue de Ngaoundéré et à l'ENIEG, Lycée technique mardock, Lycée technique de Ngaoundéré) I : 2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA	
1.1.6. Dotation des établissements secondaires en 1305 tables-bancs (298 tables-banc au lycée de Sabongari, 215 tables-banc au lycée technique de Ngaoundéré, 426 tables-banc au lycée de Ngaoundéré Mardock, 79 tables-banc au lycée bilingue de Ngaoundéré, 259 tables-banc au lycée technique de Ngaoundéré Mardock, 28 tables-banc à l'ENIEG) I :30 000*1305= 39 150 000/F (5% I) :1 957 500/Im (10%(I+F)) : 4 110 750/T : 45 218 250F CFA	
1.1.7. Recrutement et affectation de 72 enseignants qualifiés dans les établissements déficitaires 05 CES de Gadamabanga (2 en anglais, 1 en Allemand, 1 en français, 1 en HIS/GEO, 1 en maths, 1 en EPS). 11 au lycée de Ngaoundéré Mardock (4 en français, 4 en anglais, 1 en Allemand, 2 en maths). 13 au lycée de Sabongari (2 en français, 4 en anglais, 1 en Allemand, 3 en maths, 1 en PCT, 2 en SVT). 19 Lycée technique mardock (1 en français, 2 en anglais, 1 en HIS/GEO, 2 en maths, 1 en PCT, 1 en SVT, 1 en législative, 1 en EPS, 1 en T.A, 1 en TQG+STE, 1 en ESF, 2 en electrotech, 2 en Génie Civil, 2 en froid et clim). 24 Lycée technique de Ngaoundéré (1 en philo, 2 en français, 1 en HIS/GEO, 1 en maths, 1 en SVT, 1 en info, 1 en hygiène, 1 en T.A, 2 en TQG+STE, 3 en ESF, 1 en electrotech, 2 en MEFA, 2 en COOM, 2 en Cons Méca)I :500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA	
1.1.8. Octroi de fournitures et des matériels didactiques dans les établissements secondaires de la Commune I : 10 000 000 / F (5% I) :500 000 / Im (10%(I+F)) : 1 050 000 / T : 11 550 000F CFA	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	1 688 250 000

Total Fonctionnement (5%(F))	84 412 500
Imprévus (10%(I+F))	177 266 250
Total estimatif	1 949 928 750 F CFA

4.2.5. Enseignements supérieur

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès aux enseignements supérieurs

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter l'accès aux enseignements supérieurs	Nombre de jeunes soutenus par la commune	Liste des bénéficiaires	-Dynamisme de l'exécutif communal -Intervention des élites et des opérateurs économiques	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Objectif spécifique	1. Encourager les jeunes de la commune à poursuivre les études dans le supérieur	Nombre de jeunes ayant bénéficiés de la bourse	Liste des bénéficiaires	-Dynamisme de l'exécutif communal -Intervention des élites et des opérateurs économiques	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les jeunes de la commune obtiennent des bourses	Nombre de jeunes ayant bénéficiés de la bourse	Liste des bénéficiaires	-Dynamisme de l'exécutif communal -Intervention des élites et des opérateurs économiques	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
	2.1. les jeunes de la commune sont encouragés à poursuivre les études dans le supérieur	Nombre de campagnes de sensibilisation	Rapport de la sensibilisation	-Dynamisme de l'exécutif communal -Intervention des élites et des opérateurs économiques	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Activités						
Pour R.1. :			Pour R.2. :			
1.1. Création d'une bourse communale I :100 000*50=5 000 000 / F (5% I) :250 000/ Im (10%(I+F)) : 525 000/ T : 5 775 000F CFA			2.1. Organisation des campagnes de sensibilisation des bacheliers de la commune sur la nécessité de poursuivre les études à l'université I :2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA			
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				7 000 000		
Total Fonctionnement (5%(F))				350 000		
Imprévus (10%(I+F))				735 000		
Total estimatif				8 085 000 FCFA		

4.2.6. Recherche scientifique et de l'Innovation

PROBLEME CENTRAL : Faible vulgarisation des résultats de recherche

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Promouvoir les résultats de recherches scientifiques		Nombre de résultats vulgarisé Nombre d'études menées	Rapports d'activités de l'unité	-Volonté publique -Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Vulgariser les résultats des recherches	Nombre de foyers vulgarisé	Rapports d'activités de l'unité	-Volonté publique -Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Améliorer les productivités pastorales	Nombre d'études menées Nombre de vaches laitières	Rapports d'activités de l'unité	-Volonté publique -Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les résultats des recherches sont vulgarisés	Nombre de foyers vulgarisé	Rapports d'activités de l'unité	-Volonté publique -Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les productivités pastorales sont améliorées	Nombre d'études menées Nombre de vaches laitières	Rapports d'activités de l'unité	-Volonté publique -Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R.1.1.				Pour R.2.1.		
1.1.1. Vulgarisation de l'utilisation des foyers améliorés I :10 000 000 / F (5% I) :500 000 / Im (10%(I+F)) : 1 050 000 / T : 11 550 000F CFA				Amélioration de la productivité bovine des races laitières I :15 000 000 / F (5% I) :750 000 / Im (10%(I+F)) : 1 575 000 / T : 17 325 000F CFA		
1.1.2. Réalisation d'une étude sur les risques des lacs de cratère (Mbalang et Darang) I :20 000 000*2= 20 000 000/ F (5% I) : 1 000 000 / Im (10%(I+F)) : 2 100 000 / T : 23 100 000F CFA						
1.1.3. Organisation d'une plate-forme innovante des producteurs I : 5 000 000 / F (5% I) :250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000F CFA						
Organisation des ateliers par la Commune pour la vulgarisation des resultats de la recherche I : 5 000 000 / F (5% I) :250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000F CFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				46 200 000		
Total Fonctionnement (5%(F))				2 310 000		
Imprévus (10%(I+F))				4 851 000		
Total estimatif				53 361 000F CFA		

4.2.7. Santé Publique

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité	Nombre d'infrastructures construites	-Rapport du DDMINSANTE -PV de réception -notes de prise de service	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Améliorer l'offre de service de santé publique dans la commune de Ngaoundéré II	Nombre de bâtiments réfectionnés	-Rapport du DDMINSANTE -PV de réception	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Améliorer les conditions de travail du personnel de santé au CSI de Sabongari	Personnel de santé en activité dans les formations sanitaires	-Notes de prise de service	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3. Augmenter l'offre de formation sanitaire dans la commune de Ngaoundéré II	Nombre de CSI créé et construit Nombre d'hôpital créé et construit	- Rapport du DDMINSANTE -PV de réception	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La qualité de l'offre de service de santé publique dans la commune de Ngaoundéré II est améliorée	Nombre de bâtiments réfectionnés	-Rapport du DDMINSANTE -PV de réception	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les conditions de travail du personnel de santé au CSI de Sabongari sont améliorées	Personnel de santé en activité dans les formations sanitaires	-Notes de prise de service	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3.1. Augmenter l'offre de formation sanitaire dans la commune de Ngaoundéré II	Nombre de CSI créé et construit Nombre d'hôpital créé et construit	- Rapport du DDMINSANTE -PV de réception	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.		Pour R.2.1.		Pour R.3.1.		

1.1.1. Étude de faisabilité en vue de déterminer le coût de réfection de la salle d'accouchement et du laboratoire du CSI de Sabongari I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 F CFA	2.1.1. Affectation du personnel qualifié au CSI de Sabongari (médecins, IDE, sages-femmes et aide-soignant) I : 200 000 / F (5% I) : 10 000 / Im (10%(I+F)) : 21 000 / T : 231 000 F CFA	3.1.1. Plaidoyer en vue de la création d'un hôpital à Gadamabanga I : 100 000 000 / F (5% I) : 5 000 000 / Im (10%(I+F)) : 10 500 000 / T : 115 500 000 F CFA
1.1.2. Construction d'une clôture autour du CSI de Sabongari I : 50 000 000 / F (5% I) : 2 500 000 / Im (10%(I+F)) : 5 250 000 / T : 57 750 000 F CFA		3.1.2. Plaidoyer en vue de la création de 02 CSI (Nord CIFAN, Mbalang Djalingo) I : 60 000 000 * 2 = 120 000 000 / F (5% I) : 6 000 000 / Im (10%(I+F)) : 12 600 000 / T : 138 600 000 F CFA
1.1.3. Réalisation d'un forage au CSI de Sabongari I : 8 000 000 / F (5% I) : 400 000 / Im (10%(I+F)) : 840 000 / T : 9 240 000 F CFA		
1.1.4. Dotation en équipement au CSI de Sabongari (10 lits d'hospitalisation, 01 lit gynécologique, 02 lits d'accouchement, 04 chaises roulantes, 20 chaises pour la salle d'attente le CSI de Sabongari est équipé 01 incinérateur) I : 8 000 000 / F (5% I) : 400 000 / Im (10%(I+F)) : 840 000 / T : 9 240 000 F CFA		
1.1.5. Dotation d'une ambulance au CSI de Sabongari I : 25 000 000 / F (5% I) : 1 250 000 / Im (10%(I+F)) : 2 625 000 / T : 28 875 000 F CFA		
Cadre estimatif		
Libellés	Montants	
Total investissement (I)	312 700 000	
Total Fonctionnement (F)	15 635 000	
Imprévus (10%(I+F))	32 833 500	
Total estimatif	361 168 500 F CFA	

4.2.8. Travail et Sécurité sociale

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès à la sécurité sociale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter l'accès des travailleurs à la sécurité sociale	-Nombres de campagnes de sensibilisation organisées -Nombre des travailleurs affiliés à la CNPS - Mutuelles de santés fonctionnelles - Centre fonctionnel	-Rapports des campagnes	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Communiquer suffisamment sur la nécessité d'une organisation des employés ainsi que sur la nécessité de les assurer	-Nombres de campagnes de sensibilisation organisées -Nombre des travailleurs affiliés à la CNPS	-Rapports des campagnes	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
	2. Créer, construire et équiper les structures de sécurité et d'encadrement social des travailleurs dans la commune	-Mutuelles de santés fonctionnelles -Centre fonctionnel	-Chef de Centre Régional CNPS/Adamaoua	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les employés sont suffisamment organisés et assurés	-Nombres de campagnes de sensibilisation organisées -Nombre des travailleurs affiliés	-Rapports des campagnes	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
	2.1. Les structures de sécurité et d'encadrement social des travailleurs dans la commune sont créés dans la commune	-Mutuelles de santés fonctionnelles -Centre fonctionnel	-Chef de Centre Régional CNPS/Adamaoua	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Activités						
Pour R.1.1.			Pour R.2.1.			
1.1.1. Organisation d'une campagne de sensibilisation des travailleurs de la commune sur la nécessité de s'organiser en syndicats et de connaître leurs droits / I : 2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA			2.1.1. Plaidoyer en vue de la création d'un centre de travail et de sécurité sociale dans l'espace urbain / I : 500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA			
1.1.2. Campagne de sensibilisation à l'affiliation des travailleurs de la commune à la CNPS I :2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA			3.5.3. Plaidoyer en vue de la création de 06mutuelles de sécurité sociale (Mayo Danel, Rep Yanga, Massola, Ngaouhora I, Dara Salam, Ngaouhora II) I :500 000 *6= 3 000 000 / F (5% I) :150 000 / Im (10%(I+F)) : 315 000 / T : 3 465 000F CFA			
Cadre estimatif						
Libellés			Montants			
Total investissement (I)			7 500 000			
Total Fonctionnement (F)			375 000			
Imprévus (10%(I+F))			787 500			
Total estimatif			8 662 500 F CFA			

4.2.9. Emploi et formation professionnelle

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès aux emplois décents et à la formation professionnelle

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Assurer l'emploi et la formation professionnelle des jeunes	Nombre de centre de formation aux métiers fonctionnel	-Délégué départemental MINEFOP -DDMINMAP/Vina	-Disponibilité des fonds -Volonté politique	-Montant des fonds mobilisés/mobilisés -Signature de l'acte de création du centre	-Journal des projets -Conventions de financements - DDMINEFOP
Objectifs spécifiques	Construire les infrastructures de formation dans la commune de Ngaoundéré II	Nombre de centre de formation aux métiers fonctionnel	-Rapport du DD MINEFOP -PV de réception	-Disponibilité des fonds -Volonté politique	-Montant des fonds mobilisés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements - DDMINEFOP
	Encadrer les jeunes dans la recherche d'emploi au sein de la commune de Ngaoundéré II	Nombre de chercheurs d'emploi qui sont encadrés	-Rapport des activités	Disponibilité des acteurs des petits métiers	Nombre des jeunes formés et chômeurs	-Rapports de formation
Résultats (Axes stratégiques)	Les infrastructures de formation dans la commune de Ngaoundéré II sont construites	Nombre de centre de formation aux métiers fonctionnel	-Rapport du DD MINEFOP -PV de réception	-Disponibilité des fonds -Volonté politique	-Montant des fonds mobilisés/mobilisés -Signature de l'acte de création du centre	-Journal des projets -Conventions de financements - DD MINEFOP
	Les jeunes de la commune de Ngaoundéré II sont encadrés en recherche d'emploi	Nombre de chercheurs d'emploi qui sont encadrés	-Rapport des activités	Disponibilité des acteurs des petits métiers	Nombre des jeunes formés et chômeurs	-Rapports de formation
Activités						
Pour R.1.1.				Pour R.2.1.		
1.1.1. Plaidoyer en vue de création, construction et équipement d'un centre de formation professionnelle rapide (CFPR) à Gadamabanga pour les jeunes de Gadamabanaga, Selbe Darang, Dara Salam, Mbalang Djalingo / I : 80 000000 / F (5% I) : 4000000/ Im (10%(I+F)) : 8400000/ T : 92400000 F CFA				2.1.1. Organisation de séminaires sur la création d'emploi et la recherche d'emploi dans la CommuneI : 2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA		
1.1.2. Identification et géolocalisation des corps de métiers (dans la Commune) I :4 000 000 / F (5% I) :200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : 4 620 000F CFA				2.1.2. Organisation des stages de vacance par la Commune I :2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA		
1.1.3. Construction et équipement d'un centre communal d'apprentissage à Gadamabanga / I : 50 000 000/F (5% I) :2 500 000/Im (10%(I+F)) : 5 250 000/T : 57 750 000F CFA				2.1.3. Mise en place d'un fichier des sans emploi I :500 000/ F (5% I) :25 000/ Im (10%(I+F)) : 52 500/ T : 577 500F CFA		
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				138 500000		
Total Fonctionnement (F)				6 925000		
Imprévus (10%(I+F))				14 542500		

Total estimatif	159 967 500 CFA
-----------------	-----------------

4.2.10. Affaires sociales

PROBLEME CENTRAL : Difficulté d'apporter un meilleur encadrement aux personnes vulnérables

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif développement :	Faciliter la jouissance de leurs droits par les couches vulnérables	Nombres d'infrastructures fonctionnelles Nombre d'aide octroyé	-Rapport DD MINAS -PV de réception	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-signature des actes de création d'infrastructures -Montant des fonds mobilisés	-Copies des actes de création -DD MINAS -Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Créer construire et équiper des infrastructures sociales	Nombre de centres d'apprentissage construit et fonctionnel	- PV de réception	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-signature des actes de création	-Copies de l'acte de création - DD MINAS
	2. Faciliter la prise en charge des personnes vulnérables	Nombre d'aide octroyé	- Rapport DD MINAS	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les infrastructures sociales sont construites dans la commune	Nombre de centres d'apprentissage construit et fonctionnel	- PV de réception	-Disponibilité des fonds	-signature des actes de création	- Copies de l'acte de création - DD MINAS
	2.1. La prise en charge des personnes vulnérables est facilitée	Nombre d'aide octroyé	- Rapport DD MINAS	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.				Pour R2.1.		
1.1.1. Plaidoyer en vue de la création des 04 centres d'apprentissage aux personnes vulnérables dans la commune de Ngaoundéré II (Espace urbain, Ngaoussai, Dara Salam, biskewal, Selbe Darang) I :500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA				2.1.1.Octroi d'aide à 49 handicapés moteurs de la Commune (25 à Ngaoussai, 5 à Darang, 3 à Dara Salam, 3 à Ngaouhora I, 3 à Ngaouhora II, 3 à Selbe Darang, 7 à Biskewal, 2 à Rep Yanga, 1 à Mayo Daneyel) / I : 1 000 000 / F (5% I) :50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1155000F CFA		
1.1.2. Construction et équipement d'un foyer à Djalingo-Gadamabanga / I : 50 000 000/F (5% I) :2 500 000/Im (10%(I+F)) : 5 250 000/T : 57 750 000F CFA				2.1.2. Octroi d'aide à 16 handicapés visuels de la Commune (2 à Selbe Darang, 6 à Biskewal, 2 à Rep Yanga, 6 à Mbalang Djalingo) / I : 1 000 000 / F (5% I) :50 000/ Im (10%(I+F)) : 105 000/ T : 1155000F CFA		
1.1.3. Construction et équipement d'un centre social à Gadamabanga / I : 25 000 000 / F (5% I) :1 250 000 / Im (10%(I+F)) : 2 625 000 / T : 28 875 000 F CFA				2.1.3. Accorder des subventions aux associables d'encadrement des personnes vulnérables / I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1155000F CFA		
Construction et équipement d'un centre d'accueil communal pour enfant en détresse à Gadamabanga / I : 50 000 000 / F (5% I) :2 500 000/ Im (10%(I+F)) : 5 250 000/ T : 57 750 000F CFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				128 500000		
Total Fonctionnement (5%(F))				6 425000		
Imprévus (10%(I+F))				13 492500		
Total estimatif				148 417 500		

4.2.12. Promotion de la femme et de la famille

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'épanouissement de la majorité de femmes et de familles

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter la promotion de la majorité des femmes et de familles	Nombres d'infrastructures construites	-Rapport du DDMINPROFF -PV de réception	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Délégué départemental MINPROFF -Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	Créer, construire et équiper des structures de promotion des femmes et de la famille	Nombre de centre de promotion fonctionnel	-Rapport du DDMINPROFF -PV de réception	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Signature de l'acte de création -Montant des fonds mobilisés	-Délégué départemental MINPROFF -Journal des projets -Conventions de financements
	Renforcer les capacités des associations féminines	- Nombre de formation organisée -Nombre de campagnes organisées - Nombre de GIC accompagnés	-Rapport du DDMINPROFF	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Délégué départemental MINPROFF -Journal des projets -Conventions de financements
	Equiper en matériels roulant les structures communales d'encadrement des femmes	Nombre de foyer fonctionnel Nombre de motos achetées	-Bordereaux de livraison - PV de réception	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Copies de l'acte de création -Délégué départemental MINPROFF -Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	Un centre de promotion des femmes et de la famille est construit dans l'arrondissement de Ngaoundéré II	Nombre de centre de promotion fonctionnel	-Rapport du DDMINPROFF -PV de réception	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Signature de l'acte de création -Montant des fonds mobilisés	-Délégué départemental MINPROFF -Journal des projets -Conventions de financements
	Les capacités des associations féminines sont renforcées	- Nombre de formation organisée -Nombre de campagnes organisées - Nombre de GIC accompagnés	-Rapport du DDMINPROFF	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Délégué départemental MINPROFF -Journal des projets -Conventions de financements
	Les structures communales d'encadrement des femmes sont équipées en matériels roulant	Nombre de foyer fonctionnel Nombre de motos achetées	-Bordereaux de livraison - PV de réception	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Copies de l'acte de création -Délégué départemental MINPROFF -Journal des projets -Conventions de financements

Activités		
Pour R1.1	Pour R2.1	Pour R3.1
1.1.1. Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme et de la famille à Gadamabanga I : 50 000 000/ F (5% I) : 2 500 000/ Im (10%(I+F)) : 5 250 000/ T : 57 750 000F CFA	2.1.1. Sensibilisation de la population sur les droits de la femme et de la famille dans les villages de la commune de Ngaoundéré II I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA	3.1.1. Meise à la disposition des structures d'encadrement des femmes 03 motos I : 3 000 000*3= 9 000 000 / F (5% I) : 450 000/ Im (10%(I+F)) : 945 000 / T : 10 395 000 F CFA
1.1.2. Plaidoyer en vue de la création d'un foyer de la jeunesse, de la culture et de la femme dans la commune de Ngaoundéré II I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500/ T : 577 500F CFA	2.1.2. Organisation d'une formation des leaders des associations féminines en montage de projets et recherche de financement I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA	
1.1.3. Construction et équipement d'une délégation d'arrondissement à Gadamabanga I : 50 000 000/ F (5% I) : 2 500 000/ Im (10%(I+F)) : 5 250 000/ T : 57 750 000F CFA	2.1.3. Formation des femmes rurales de la Commune à la réalisation des activités génératrices de revenus I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA	
1.1.4. Construction et équipement d'un centre d'écoute avec branchement d'une ligne téléphonique verte à Gadamabanga I : 50 000 000 / F (5% I) : 2 500 000/ Im (10%(I+F)) : 5 250 000 / T : 57 750 000F CFA	2.1.4. Sensibilisation des populations sur l'importance d'établir les actes d'état civil I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA	
	2.1.5. Dresser un fichier des veuves par la Commune I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA	
Cadre estimatif		
Libellés	Montants	
Total investissement (I)	169 500 000	
Total Fonctionnement (5%(F))	8 475 000	
Imprévus (10%(I+F))	17 797 500	
Total estimatif	195 772 500FCFA	

4.2.13. Communication

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès à l'information

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter l'accès des populations à l'information	- Nombre de sources locales d'informations accessibles	-Rapport du DDMINCOM	-Obtention de la licence d'exploitation audiovisuelle -Disponibilité des fonds	-Licence d'exploitation signée Fonds nécessaires mobilisés	-Copie de la licence d'exploitation -Journal des projets -Conventions de financements
Objectif spécifique	Faciliter l'accès des populations à l'information	-Nombre de sources locales d'informations accessibles -Les ondes de la CRTV sont captées dans ces villages	-Rapport du DDMINCOM	-Obtention de la licence d'exploitation audiovisuelle -Disponibilité des fonds	-Licence d'exploitation signée -Fonds nécessaires mobilisés	-Copie de la licence d'exploitation -Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	Les populations ont accès à l'information	-Nombre de sources locales d'informations accessibles -Les ondes de la CRTV sont captées dans ces villages	-Rapport du DDMINCOM	-Obtention de la licence d'exploitation audiovisuelle -Disponibilité des fonds	-Licence d'exploitation signée -Fonds nécessaires mobilisés	-Copie de la licence d'exploitation -Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R.1.1.						
1.1.1. Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement de 01 radio communautaire dans la commune (Dara Salam) / I : 30000000/ F (5% I) : 1 500000/ Im (10%(I+F)) : 3 150000/ T : 34 650 000F CFA						
1.1.2. Couvrir les zones d'ombres par l'installation de deux émetteurs relais du signal de la CRTV dans les villages (Mayo Danayel, et Massola) / I : 5 000 000*2= 10 000 000/ F (5% I) : 500 000 / Im (10%(I+F)) : 1 050 000 / T : 11 550 000F CFA						
1.1.3. Création de magazines d'information animés par les professionnels à la Maire de Ngaoundéré 2 ^{ème} / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA						
1.1.4. Création d'un site web à la Maire de la Commune de Ngaoundéré 2 ^{ème} / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA						
1.1.5. Création des organes d'information animés et réalisés par les professionnels / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA						
1.1.6. Participation à la production et à la réalisation d'une émission destinée aux Communes à la CRTV-AD / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				48000000		
Total Fonctionnement (5% (F))				2400000		
Imprévu (10%(I+F))				5040000		
Total estimatif				55 440 000F CFA		

4.2.14. Culture

PROBLEME CENTRAL : Difficultés liées à la promotion des activités culturelles et artistiques

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter la promotion des activités culturelles et artistiques	Nombre d'infrastructures construites	-Rapport d'activité du DDMINAC -PV de réception	-Disponibilité des fonds -Volonté politique -Intervention des élites	-Montant des fonds mobilisés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental MINAC
Objectifs spécifiques	1. Doter la commune des infrastructures culturelles	Nombre d'infrastructures construites	-Rapport d'activité du DDMINAC -PV de réception	-Disponibilité des fonds -Volonté politique -Intervention des élites	-Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental MINAC
	2. Promouvoir les richesses culturelles de la commune de Ngaoundéré II	-Nombre de festival organisé -Liste des potentialités culturelles recensées	-Rapports des commissions d'organisation du festival -Répertoire du patrimoine culturel de la commune	-Disponibilité des fonds -Participation des populations	-Montant des fonds transférés/mobilisés -Nombre de participants/exposants	-Conventions de financements -Rapports des commissions d'organisation
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les services déconcentrés de la culture sont dotés des infrastructures	Nombre d'infrastructures construites	-Rapport d'activité du DDMINAC -PV de réception	-Disponibilité des fonds -Volonté politique -Intervention des élites	-Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental MINAC
	2.1. la commune de Ngaoundéré II est dotée des infrastructures de la culture.	-Nombre de festival organisé -Liste des potentialités culturelles recensées	-Rapports des commissions d'organisation du festival -Répertoire du patrimoine culturel de la commune	-Disponibilité des fonds -Participation des populations	-Montant des fonds transférés/mobilisés -Nombre de participants/exposants	-Conventions de financements -Rapports des commissions d'organisation
Activités						
Pour R.1.1.				Pour R.2.1.		
1.1.2. Construction de 05 maisons de la culture dans les villages de la commune (Mayo Danel, Rep Yanga, Massola, Selbe Darang, Biskewal) / I : 50 000 000*5= 250 000 000 / F (5% I) :12 500 000 / Im (10%(I+F)) : 26 250 000 / T : 288 750 000F CFA				2.1.1. Organisation d'un festival annuel dans la commune de Ngaoundéré II / I : 10 000 000 / F (5% I) :500 000 / Im (10%(I+F)) : 1 050 000/ T : 11 550 000F CFA		
1.1.2. Construction de07 foyers communautaires dans la commune (Madem, Yoko Wouro, Mbalang Djalingo, Vela-Mbaï, Youkou, Ngaouhora II, Ngaoussaï) / I : 25 000 000*7=175000000/ F (5% I) : 8750000/ Im (10%(I+F)) : 18375000 / T : 202 125000F CFA						
1.1.3. Plaidoyer en vue de déterminer le coût de la réhabilitation de la bibliothèque municipale / I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA						
1.1.5. Extension et équipement du musée du Lamidat / I : 40 000 000 / F (5% I) : 2 000 000 / Im (10%(I+F)) : 4 200 000 / T : 46 200 000F CFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				604 000 000		
Total Fonctionnement (F)				30 200 000		
Imprévus (10%(I+F))				63 420 000		
Total estimatif				697 620 000F CFA		

4.2.15. Jeunesse

PROBLEME CENTRAL : Difficulté liées à l'épanouissement et à l'insertion socio professionnelle des jeunes

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Œuvrer pour l'épanouissement et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes	Nombre de CMPJ construit et fonctionnel	-DDMINJEUN -PV de réception - Rapports des ateliers et des campagnes -Liste des stagiaires	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Signature de l'acte de création -Montant des fonds disponibles	-Délégué d'arrondissement MINJEUN -journal des projets -Conventions de financement
Objectifs spécifiques	Créer des infrastructures de formation des jeunes	Nombre de CMPJ construit et fonctionnel	-DDMINJEUN -PV de réception	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Signature de l'acte de création -Montant des fonds disponibles	-Délégué d'arrondissement MINJEUN -journal des projets -Conventions de financement
	Accompagner les jeunes à se trouver un emploi et à disposer d'une autonomie financière	Nombres d'ateliers de sensibilisation et de stages organisés	-Rapports des ateliers et des campagnes -Liste des stagiaires	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
	Lutter contre les fléaux minant la jeunesse	-Nombres de campagnes de sensibilisation organisées	-Rapports des campagnes -Rapports des brigades de contrôle	-Disponibilité des fonds -Bonne collaboration entre les forces de maintien de l'ordre et la brigade de contrôle et de répression	-Montant des fonds transférés/mobilisés -Nombre de contrôles communs effectués	-Conventions de financements -Rapports des brigades de contrôle
Résultats (Axes stratégiques)	1. Des infrastructures de formation des jeunes sont créées	Nombre de CMPJ construit et fonctionnel	-DDMINJEUN -PV de réception	-Volonté politique -Disponibilité des fonds	-Signature de l'acte de création -Montant des fonds disponibles	-Délégué d'arrondissement MINJEUN -journal des projets -Conventions de financement
	2. Les jeunes de la Commune dispose d'un emploi et d'une autonomie financière	Nombres d'ateliers de sensibilisation et de stages organisés	-Rapports des ateliers et des campagnes -Liste des stagiaires	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
	3. Les fléaux minant la jeunesse est aboli	-Nombres de campagnes de sensibilisation organisées	-Rapports des campagnes -Rapports des brigades de contrôle	-Disponibilité des fonds -Bonne collaboration entre les forces de maintien de l'ordre et la brigade de contrôle et de répression	-Montant des fonds transférés/mobilisés -Nombre de contrôles communs effectués	-Conventions de financements -Rapports des brigades de contrôle
Activités						
Pour R.1.1.		Pour R.2.1.		Pour R.3.1.		

1.1.1. Construction et équipement en matériels informatiques et bureautique d'un Centre multifonctionnel de promotion de jeunes (CMPJ) à Gadamabanga I : 500 000 000 / F (5% I) : 2500 000 / Im (10%(I+F)) : 5250000 / T : 57 750 000 F CFA	2.1.1. Formation des jeunes sur l'entrepreneuriat et les techniques d'obtention des appuis financiers I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 F CFA	3.1.1. Organisation de 03 campagnes de lutte contre la toxicomanie I : 2 000 000*3= 6 000 000 / F (5% I) : 300 000 / Im (10%(I+F)) : 630 000 / T : 6 930 000 F CFA
1.1.2. Création d'un comité d'assistance à la jeunesse (Espace urbain, Mayo Danel, Margueleng, Dara Salam, Yoko Wouro, Selbe Darang, Vela-Mbaï, Youkou, Ngaouhora II, Darang) I : 6 000 000 / F (5% I) : 300 000 / Im (10%(I+F)) : 630 000 / T : 6 930 000 F CFA	2.1.2. Organisation de 03 campagnes de sensibilisation et d'information des jeunes sur l'existence des programmes d'appui aux jeunes I : 2 000 000*3= 6 000 000 / F (5% I) : 300 000 / Im (10%(I+F)) : 630 000 / T : 6 930 000 F CFA	
1.1.3. Construction et équipement de la délégation d'arrondissement de la jeunesse et éducation civique (DAJEC) en matériels informatiques et bureautiques à Djalingo I : 50 000 000 / F (5% I) : 2 500 000 / Im (10%(I+F)) : 5 250 000 / T : 57 750 000 F CFA	2.1.3. Organisation des séminaires des renforcements des capacités des leaders associatifs I : 70 000 000 / F (5% I) : 3 500 000 / Im (10%(I+F)) : 7 350 000 / T : 80 850 000 F CFA	
1.1.4. Dotation de la DAJEC et du CMPJ de deux motos (2) Yamaha et AG 100 I : 3 000 000*2= 6 000 000 / F (5% I) : 300 000 / Im (10%(I+F)) : 630 000 / T : 6 930 000 F CFA		
1.1.5. Construction du siège du Conseil National de la jeunesse du Cameroun (CNJC) I : 20 000 000 / F (5% I) : 1 000 000 / Im (10%(I+F)) : 2 100 000 / T : 23 100 000 F CFA		
1.1.6. Financement des projets des jeunes dans le cadre du PARJER-U I : 70 000 000 / F (5% I) : 3 500 000 / Im (10%(I+F)) : 7 350 000 / T : 80 850 000 F CFA		
1.1.7. Création des espaces cultivables aux membres du CNJCI I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 F CFA		
1.1.8. Réalisation d'un forage au CMPJ I : 8 000 000 / F (5% I) : 400 000 / Im (10%(I+F)) : 840 000 / T : 9 240 000 F CFA		
1.1.9. Construction d'une salle de spectacle à Gadamabanga I : 50 000 000 / F (5% I) : 2 500 000 / Im (10%(I+F)) : 5 250 000 / T : 57 750 000 F CFA		
Cadre estimatif		
Libellés	Montants	
Total investissement (I)	346 000 000	
Total Fonctionnement (F)	17 300 000	
Imprévus (10%(I+F))	36 330 000	
Total estimatif	399 630 000 F CFA	

4.2.16. Sport et Éducation Physique

PROBLEME CENTRAL : Difficultés à pratiquer les activités sportives

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter la pratique des activités sportives	-Nombre d'infrastructures construites et fonctionnelles -Nombre de championnats financés	-Rapport DDMINSEP -PV de réception - Rapports des comités d'organisation	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Construire des infrastructures sportives	Nombre d'infrastructures construites et fonctionnelles	-Rapport DDMINSEP	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés/transférés	-Délégué départemental MINSEP / Journal des projets
	2.Œuvrer pour l'organisation des activités sportives et le renforcement des capacités en matière du sport	Nombre de championnats financés	Rapports des comités d'organisation	-Dynamisme des élites et des opérateurs économiques -intervention des sponsors	-Nombre de sponsors	-Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Des infrastructures sportives sont construites	Nombre d'infrastructures construites et fonctionnelles	-Rapport DDMINSEP	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les activités sportives sont organisées et les capacités sportives sont renforcées	Nombre de championnats financés	Rapports des comités d'organisation	-Dynamisme des élites et des opérateurs économiques /intervention des sponsors	-Nombre de sponsors	-Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1				Pour R2.1		
1.1.1. Sécurisation du site destiné à la construction du stade de Gadamabanga I :5 000 000 / F (5% I) : 250000 / Im (10%(I+F)) : 525000 / T : 5 775 000F CFA				2.1.1. Dotation des jeunes en équipement sportifs / I : 2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA		
1.1.2. Construction des aires de jeux (Plateforme de football, handball, cours, et volley ball) à Mbalang Djalingo I : 50 000 000 / F (5% I) : 2 500 000 / Im (10%(I+F)) : 5 250 000 / T : 57 750 000F CFA				2.1.2. Création de nouvelles leagues / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA		
1.1.3. Plaidoyer en vue de la construction d'un complexe sportif dans la Commune I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA				2.1.4. Formation du personnel d'encadrement / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA		
1.1.4. Construction et équipement de la DR SEP-AD à Gadamabanga I : 50 000 000 / F (5% I) :2 500 000 / Im (10%(I+F)) : 5 250 000 / T : 57 750 000F CFA				2.1.4. Obtention des accords de partenariats sportifs I :200 000 / F (5% I) : 10 000 / Im (10%(I+F)) : 21 000 / T : 231 000F CFA		
1.1.5. Construction et équipement d'une salle couverte multi-sport I : 50 000 000 / F (5% I) :2 500 000 / Im (10%(I+F)) : 5 250 000 / T : 57 750 000F CFA				2.1.5. Organisation des championnats civils sous l'egide de la Commune I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA		
1.1.6. Construction et équipement d'un gymnase au lycée technique de Ngaoundéré Mardock I : 50 000 000 / F (5% I) :2 500 000 / Im (10%(I+F)) : 5 250 000 / T : 57 750 000F CFA						
1.1.7. Construction et équipement d'un gymnase au lycée de Sabongari I : 50 000 000 / F (5% I) :2 500 000 / Im (10%(I+F)) : 5 250 000 / T : 57 750 000F CFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				265 200 000		
Total Fonctionnement (F)				13 260 000		
Imprévus (10%(I+F))				27 846 000		
Total estimatif				306 306 000 F CFA		

4.2.17. Poste et Télécommunication

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès aux services de la poste et de télécommunication

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter l'accès des populations aux services de la poste et des télécommunications	Nombre d'opérateurs de téléphonie installé dans la commune	-Rapport DDMINPOSTEL -PV de réception	La Commune représente un marché à fort potentiel	Nombre de potentiels abonnés	Rapports des études du marché
Objectif spécifique	1. Disposer des infrastructures de poste et de télécommunication dans la commune de Ngaoundéré II	-Télé-centre communautaire opérationnel à Gadamabanga -Nombre d'opérateurs de téléphonie installé dans la commune	-Rapport DDMINPOSTEL -PV de réception	La Commune représente un marché à fort potentiel	Nombre de potentiels abonnés	Rapports des études du marché
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La commune de Ngaoundéré II dispose des infrastructures de poste et de télécommunication	-Télé-centre communautaire opérationnel à Gadamabanga -Nombre d'opérateurs de téléphonie installé dans la commune	-Rapport DDMINPOSTEL -PV de réception	La Commune représente un marché à fort potentiel	Nombre de potentiels abonnés	Rapports des études du marché
Activités						
R1.1.						
1.1.1.Étude de faisabilité pour étendre le réseau téléphonique mobile dans certains villages de la commune via la mise en place des antennes relais (Biskewal, Vela-Mbaï, Ngaoussaï, Darang)						
I :500 000/ F (5% I) :25 000/ Im (10%(I+F)) : 52 500/ T : 577 500F CFA						
3.5.4. Construction et équipement de 4 télé centre communautaire et polyvalent (Mayo Danel, Rep Yanga, Dara Salam, Madem) 50 000 000*4= 200 000 000						
I :200 000 000 / F (5% I) :10 000 000 / Im (10%(I+F)) : 21 000 000 / T : 231 000 000F CFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				200 500 000		
Total Fonctionnement (5%(F))				10 025 000		
Imprévus (10%(I+F))				21 052 500		
Total estimatif				231 577 500 F CFA		

4.2.18. Travaux publics

PROBLEME CENTRAL : Enclavement des quartiers urbains et périphériques

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Désenclaver les quartiers urbains et périphériques	Nombre d'infrastructures routières construites ou entretenues	-Rapport DDMINTP -PV de réception	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectif spécifique	1. Améliorer l'offre en infrastructures routières	Nombre Km de routes construites	-Rapport DDMINTP -PV de réception	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Améliorer l'offre en infrastructures routières	Nombre Km de routes construites	-Rapport DDMINTP -PV de réception	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R.1.1.						
1.1.1. Construction d'un pont sur la route (1-Mayo Danel-Massola, 2-carrefour Gabriel-Ecole Française, 3- Sabongari-Nord Cifan, 4-Limonade-Mayo Botok (Rep Yanga), 6-Gadamabanga-Kalmé, 7- Gadamabanga-Gare Banane, 8- Cimetière-Gadamabanga, 9- Gadamabanga-Mboum, 10-Kalmé-Mayo Djaradi, 11- Youkou-Ngaoundéré, 11-Madem-Cimetière) / I : 25 000 000*11= 275 000 000 / F (5% I) : 13 750 000 / Im (10%(I+F)) : 28 875 000/ T : 317 625 000F CFA						
1.1.2. Ouverture de la route Mayo Danayel, Massola (vers Wakwa) (8 km) / I : 15 000 000*8= 120 000 000/ F (5% I) 6 000 000 / Im (10%(I+F)) : 12 600 000 / T : 138 600 000 F CFA						
1.1.3. Réprofilage d'environ 42 km de route dans les localités (Dara Salam, Mbalang Djalingo, Selbe Darang, Darang ; Joli Soir, Madagascar, Sabongari I, II, III, Mbibar, Yarban, Tongo) / I : 50 400 000 / F (5% I) : 2520000 / Im (10%(I+F)) : 5 292 000 / T : 58 212 000F CFA						
1.1.4. Dotation en matériels d'entretien de la route (Selbe Darang) / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA						
1.1.5. Construction et installation des panneaux de signalisation routière dans la Commune / I : 3 000 000 / F (5% I) : 150 000 / Im (10%(I+F)) : 315 000 / T : 3 465 000F CFA						
1.1.6. Bitumage de la routeSabongari gare-Hôtel de ville de Ngaoundéré 2ème (14 km) / I : 950 000 000 / F (5% I) : 47500000/ Im (10%(I+F)) : 99750000 / T : 1 097 250 000F CFA						
1.1.7. Construction d'un dalot sur la Mabanga entre la Gare voyageur et Djalingo / I : 15 000 000 / F (5% I) : 750 000 / Im (10%(I+F)) : 1 575 000 / T : 17 325 000F CFA						
1.1.8. étude de faisabilité en vue de la Construction d'un échangeur rue Gadamabanga-Route Garoua à coté de la SMN / I : 5 000 000/ F (5% I) : 250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000F CFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				1 420 400 000		
Total Fonctionnement (F)				71 020 000		
Imprévus (10%(I+F))				149 142 000		
Total estimatif				1 640 562 000F CFA		

4.2.19. Transport

PROBLEME CENTRAL : Précarité des conditions de transport dans l'étendue de la commune

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Moderniser les infrastructures de transport dans l'étendue de la commune	- Nombre d'infrastructures construit	-Rapport du DDMINTRANSPORT -PV de réception	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	Créer construire et équiper des infrastructures de transport	Nombre d'infrastructures construit	-Rapport du DDMINTRANSPORT -PV de réception	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	Améliorer les conditions de transport des personnes au de la commune	Nombre de campagne de sensibilisation Nombre de panneaux de signalisation implanté	- Rapport du DDMINTRANSPORT	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	Les infrastructures de transport sont construites dans la Commune	Nombre d'infrastructures construit	-Rapport du DDMINTRANSPORT -PV de réception	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	Les conditions de transport des personnes dans la Commune sont améliorées	Nombre de campagne de sensibilisation Nombre de panneaux de signalisation implanté	- Rapport du DDMINTRANSPORT	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1			Pour R2.1			
1.1.1. Construction des hangars de stationnement des véhicules et des motos de transport (Massola, Mbalang Djalingo, Selbe Darang, Biskewal, Vela-Mbaï, Ngaoussaï, Darang) / I : 2 000 000*7= 14 000 000 / F (5% I) :700 000 / Im (10%(I+F)) : 1 470 000 / T : 16 170 000F CFA			2.1.1 Étude de faisabilité en vue de réactiver et densifier le réseau de météorologie I :1 500 000 / F (5% I) :75 000 / Im (10%(I+F)) : 157 500 / T : 1 732 500F CFA			
1.1.2 Création d'une barrière de pluies sur tronçon Gada Mabanga-Ngahoura II-Madem / I : 1 000 000 / F (5% I) :50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000F CFA			2.1.2 Formation des acteurs de transport (chauffeurs taxi et Mototaximens) sur la réglementation en matière de transport / I : 2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000			
1.1.3. Création d'un centre de formation des formateurs en conduite automobiles et de la sécurité routière I : 50 000 000 / F (5% I) :2 500 000 / Im (10%(I+F)) : 5 250 000 / T : 57 750 000F CFA			2.1.3. Construction d'une fourrière municipale à Gadamabanga / I : 10 000 000 / F (5% I) : 500 000 / Im (10%(I+F)) : 1 050 000 / T : 11 550 000F CFA			
			2.1.4. Acquisition de 10 Sabots par la Commune (200 000*10) I : 2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA			
			2.1.5. Etude de faisabilité en vue de l'installation des feux de signalisation dans la Commune I : 500 000/ F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA			
Cadre estimatif						
Libellés			Montants			
Total investissement (I)			81 000 000			
Total Fonctionnement (F)			4 050 000			
Imprévus (10%(I+F))			8 505 000			

Total estimatif	93 555 000 F CFA
-----------------	------------------

4.2.20. Eau et Énergie

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès à l'eau potable et à l'énergie SOUS-SECTEUR : EAU

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès des populations à l'eau potable	Nombre de point d'eau construits et/ou réhabilité Adduction en réseau CDE	-Rapport du DDMINEE/Vina -PV de réception	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectif spécifique	1. Faciliter l'accès des populations à l'eau potable	-Nombre de points d'eau construits -Nombre de forages réhabilités - Nombre de puits réhabilités -Nombre de villages bénéficiant du réseau CDE	-Rapport du DDMINEE/Vina -PV de réception	-Disponibilité des fonds - Accessibilité de la nappe phréatique -bonne Qualité de l'eau	Montant des fonds transférés/mobilisés -Profondeur de la nappe -Paramètre physico chimique du sol	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les populations ont accès à l'eau potable	-Nombre de points d'eau construits -Nombre de forages réhabilités - Nombre de puits réhabilités -Nombre de villages bénéficiant du réseau CDE	-Rapport du DDMINEE/Vina -PV de réception	-Disponibilité des fonds - Accessibilité de la nappe phréatique -bonne Qualité de l'eau	2	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R.1.1.						
1.1.1. Réalisation de 42 forages (2 forages à Ngaoussaï, 2 forages à Madem, 2 forages à Darang, 4 forages Darah-Salam, 1 forage à Youkou Mayo-Dana, 4 forages à Selbe Darang, 01 forage à Mbalang-Djalango, 6 forages à Biskewal, 4 forages à Massola, 03 forages à Ngaouhara I, 1 à Margueleng, 1 à Ngaouhora II, 2 à Vela-Mbai, 5 à Rep Yanga, 4 à Mbibar)I :8 000 000*42= 336 000 000 / F (5% I) : 16 800 000 / Im (10%(I+F)) : 35 280 000 / T : 388 080 000 F CFA						
1.1.2. Étude de faisabilité en vue de déterminer le coût de la réhabilitation de 08 forages (02 à Sabongari I, 01 à Yarban, 01 à Mbibar, 01 à Nord-CIFAN, 01 à Dara-Salam, 2 à mayo danayel) I : 500 000*8= 4 000 000 / F (5% I) :200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : 4 620 000 F CFA						
1.1.4. Étude de faisabilité en vue de l'Extension du réseau d'adduction d'eau en zone urbaine (Gadamabanga Djalingo) / I : 363825000/ F (5% I) :18191250/ Im (10%(I+F)) : 38201625/ T : 420 217 875F CFA						
1.1.5. Recrutement et Formation d'un artisan réparateur et fabricant des pièces de rechange des mécanismes des points d'eau par la Commune / I : 2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA						
1.1.6. Sensibilisation des populations sur la gestion des eaux usées dans la Commune / I : 2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA						
1.1.7. Construction des blocs latrines dans les lieux publics 03 à Mbaitai, 02 au marché de la gare, 10 dans les lieux de culte (mosqué et église) I :7 000 000*15= 105 000 000 / F (5% I) :5 250 000 / Im (10%(I+F)) : 11 025 000 / T : 121 275 000 F CFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		

Total investissement (I)	812 825 000
Total Fonctionnement (F)	40 641 250
Imprévis (10%(I+F))	85 346 625
Total estimatif	938 812 875 F CFA

SOUS-SECTEUR : ENERGIE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 :	Faciliter l'accès des populations à l'énergie électrique	-Nombre de branchements - Nombre de villages électrifiés	-Rapport du DDMINEE/Vina -PV de réception	- Disponibilité des fonds	-Fonds nécessaires mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectif spécifique 2	2. Les populations ont accès à l'énergie électrique	-Nombre de villages électrifiés -Nombre de villages connectés à l'énergie solaire -Nombre d'activités de promotion et de vulgarisation des énergies renouvelables menées -Le barrage réfectionné	-Rapport du DDMINEE/Vina -PV de réception	- Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	2.1. Faciliter l'accès des populations à l'énergie électrique	-Nombre de villages électrifiés -Nombre de villages connectés à l'énergie solaire -Nombre d'activités de promotion et de vulgarisation des énergies renouvelables menées -Le barrage réfectionné	-Rapport du DDMINEE/Vina -PV de réception	- Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R.1.1.						
1.1.1. Étude de faisabilité en vue de l'électrification villageoise par fourniture de l'énergie électrique photovoltaïque dans les villages (Mayo Danel, Massola, Ngaouhora I, Margueleng, Dara Salam, Yoko Wouro, Mbalang Djalingo, Selbe Darang, Biskewal, Vela-Mbaï, Youkou, Ngaouhora II, Ngaoussaï, Darang) / I : 500 000*14= 7 000 000 / F (5% I) : 350 000 / Im (10%(I+F)) : 735 000 / T : 8 085 000F CFA						
1.1.2. Étude de faisabilité en vue de déterminer le coût d'extension du réseau électrique AES SONEL à Gadambanga / I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000						
1.1.3. Installation d'un transformateur de moyenne tension à Dara salam / I : 5 000 000 / F (5% I) : 250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000F CFA						
1.1.4. Sensibilisation sur la vulgarisation de l'énergie solaire dans l'espace rural / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA						
1.1.5. Promotion de l'utilisation des énergies alternatives (bio-gaz, déchets, plaques solaires) / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA						
1.1.6. Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation du barrage de retenue d'eau à Darang / I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000F CFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				18 000 000		
Total Fonctionnement (F)				900 000		
Imprévis (10%(I+F))				1 890 000		
Total estimatif				20 790 000 F CFA		

4.2.22. Développement Urbain et Habitat

PROBLEME CENTRAL : Difficulté d'accéder à un habitat de qualité et à l'appropriation des mécanismes d'urbanisation

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter l'accès à un habitat de qualité et à l'appropriation des mécanismes d'urbanisme	-Nombre de plan types mis en place Nombre d'infrastructures construites	-Rapport DDMINH DU	-Disponibilité des ingénieurs -Disponibilité des fonds	-Descente des ingénieurs sur le terrain -Montant des fonds transférés/mobilisés	-Rapports des ingénieurs -Journal des projets -Conventions de financements
Objectif spécifique	1. Améliorer l'urbanisation de la commune de Ngaoundéré II	Les plans d'urbanisme disponibles Le SIG de l'espace urbain disponible Service d'hygiène à l'œuvre Des sites de décharges aménagés	-Rapport DDMINH DU	-Disponibilité des ingénieurs -Disponibilité des fonds	-Descente des ingénieurs sur le terrain -Montant des fonds transférés/mobilisés	-Rapports des ingénieurs -Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'urbanisation de la commune de Ngaoundéré II est maîtrisée	Les plans d'urbanisme disponibles Le SIG de l'espace urbain disponible Service d'hygiène à l'œuvre Des sites de décharges aménagés	-Rapport DDMINH DU	-Disponibilité des ingénieurs -Disponibilité des fonds	-Descente des ingénieurs sur le terrain -Montant des fonds transférés/mobilisés	-Rapports des ingénieurs -Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.						
1.1.1.Élaboration des Plan sommaire d'urbanisme (PSU) de Mayo Danel, Rep Yanga, Massola, Madem, Biskewal, Ngaoussaï et Darang) / I : 35 000 000*7= 245 000 000 / F (5% I) :12 250 000 / Im (10%(I+F)) : 25 725 000 / T : 282 975 000F CFA						
1.1.2. Réalisation d'un SIG de l'Espace urbain Communal / I : 4 500 000 / F (5% I) :225 000 / Im (10%(I+F)) : 472 500 / T : 5 197 500F CFA						
1.1.3. Redynamisation du service d'hygiène et de salubrité dans la Commune / I : 5 000 000 / F (5% I) :250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000F CFA						
1.1.4. Sensibilisation des populations sur la construction des habitats décents (Espace urbain, Massola, Yoko Wouro, Vela-Mbaï, Youkou) / I : 4 000 000 / F (5% I) :200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : 4 620 000F CFA						
1.1.5. Etude de faisabilité en vue de délimiter et clôturer le cimetière municipal (Dara Salam) / I :500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA						
1.1.6. Dotation en bacs à ordures (Espace urbain, Selbe Darang, Biskewal). I :15 000*100= 1 500 000 / F (5% I) :75 000 / Im (10%(I+F)) : 157 500 / T : 1 732 500F CFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				260 500 000		
Total Fonctionnement (F)				13 025 000		
Imprévus (10%(I+F))				27 352 500		
Total estimatif				300 877 500F CFA		

4.2.23. Domaines, Cadastre et Affaires foncières

PROBLEME CENTRAL : Forte insécurité foncières des espaces occupés

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Améliorer l'accès à la propriété foncière	Accessibilité à la propriété foncière	-Rapport du DDMINDCAF	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectif spécifique	1. Faciliter l'accès à la propriété foncière	-Plan d'occupation du sol disponible -Nombre de campagnes de sensibilisation organisées	-Rapport du DDMINDCAF Rapports des campagnes	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires - Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'accès à la propriété foncière est facilité	-Plan d'occupation du sol disponible -Nombre de campagnes de sensibilisation organisées	-Rapport du DDMINDCAF Rapports des campagnes	-Intervention des élites et opérateurs économiques -Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires - Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R.1.1						
1.1.1. Sensibilisation des populations sur les procédures d'obtention des titres fonciers (Rep Yanga, Massola, Margueleng, Dara Salam, Madem, Yoko Wouro, Mbalang Djalingo, Selbe Darang, Biskewal, Vela-Mbaï, Youkou, Ngaouhora II, Ngaoussaï, Darang) / I : 2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA						
1.1.2. Facilitation du processus d'obtention de titres fonciers dans Lotissement de Gadamabanga / I : 2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA						
1.1.3. Etude de faisabilité en vue de la sécurisation du patrimoine foncier de la commune / I : 500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA						
1.1.4. Etude de faisabilité en vue de la Constitution d'une reserve foncières de 500 ha pour la Commune / I : 500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA						
1.1.5. Etude de faisabilité en vue de la sécurisation des espaces publics (écoles, sites touristiques, cimetières, stadesmarchés...) de la Commune / I : 500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				5 500 000 FCFA		
Total Fonctionnement (F)				275 000 FCFA		
Imprévus (10%(I+F))				577 500 FCFA		
Total estimatif				6 352 500 FCFA		

4.2.24. Industrie, mines et du développement technologique

PROBLEME CENTRAL : Difficultés de développement du secteur minier

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter le développement du secteur minier	-Nombre de regroupement des artisans mis en place -Nombre d'activités des regroupements	Rapports d'activités du regroupement -DDMINIMIDT/Vina	Disponibilité des artisans miniers	-Nombre d'artisans membres du regroupement	Liste des membres du regroupement
Objectifs spécifiques	1. Organiser les artisans miniers	Nombre d'artisans recensés	Rapports d'activités du regroupement -DDMINIMIDT/Vina	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Mettre en valeur les ressources géologiques et minières de la commune de Ngaoundéré II	Nombre d'axes aménagés Nombre d'études effectuées	-Rapport du DDMINTP et MINIMIDT	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les artisans miniers sont organisés	Nombre d'artisans recensés	Rapports d'activités du regroupement -DDMINIMIDT/Vina	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Mettre en valeur les ressources géologiques et minières de la commune de Ngaoundéré II	Nombre d'axes aménagés Nombre d'études effectuées	-Rapport du DDMINTP et MINIMIDT	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R.1.1.			Pour R.2.1.			
1.1.1. Sensibilisation des artisans miniers sur l'importance d'obtention de la carte exploitation à Ngaouhora I, Vela-Mbaï, Youkou, Ngaouhora II, Ngaoussaï, Biskewal / I : 2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA			2.1.1. Etude de faisabilité en vue de déterminer le coût de l'aménagement de l'accès à la carrière de Biskewal / I : 500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA			
1.1.2. Valorisation du potentiel minier de Vela-Mbaï et de Youkou I :4 000 000 / F (5% I) :200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : 4 620 000F CFA			2.1.2. Réalisation d'une étude sur les potentialités des ressources exploitables (carrière de pierre, sable) à Ngaoussai, Biskewal, Ngaou Bellé, Ngaouhoral / I : 10 000 000 / F (5% I) :500 000 / Im (10%(I+F)) : 1 050 000 / T : 11 550 000F CFA			
1.1.3. Structuration des artisans miniers de la Commune I :2 000 000/ F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA			2.1.2. Incitation des l'investisseurs à l'ouverture des carrières industrielles (pierre, sables, latérites) / I : 2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA			
1.1.4Établissement d'un partenariat avec l'Université de Ngaoundéré pour le Développement technologique / I : 1 000 000 / F (5% I) :50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000						
1.1.5 Sensibilisation et formation des artisans sur le code minier / I : 2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA						
Cadre estimatif						
Libellés			Montants			
Total investissement (I)			23 500 000 FCFA			
Total Fonctionnement (F)			1 175 000 FCFA			
Imprévus (10%(I+F))			2 467 500 FCFA			
Total estimatif			27 142 500 FCFA			

4.2.25. Commerce

PROBLEME CENTRAL : Difficultés de commercialisation des produits

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Faciliter la commercialisation des produits		Nombre d'infrastructures construites	-Rapport du DMINCOMMERCE -PV de réception	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la qualité des équipements marchands	Nombre de hangars construits Nombre de boutiques construites et fonctionnelles	-Rapport du DMINCOMMERCE -PV de réception	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.Œuvrer pour la structuration des commerçants	Nombre de commerçants structurés	-Rapport du DDMINCOMMERCE	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La qualité des équipements marchands est améliorée	Nombre de hangars construits Nombre de boutiques construites et fonctionnelles	-Rapport du DDMINCOMMERCE -PV de réception	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les commerçants sont bien structurés	Nombre de commerçants structurés	-Rapport du DDMINCOMMERCE	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R.1.1.			Pour R.2.1.			
1.1.1. Construction de 8 hangars dans les marchés (Rep Yanga, Dara Salam, Selbe Darang, Biskewal, Vela-Mbaï, Ngaouhora II, Darang, Mbalang Djalingo) / I : 20 000 000*8= 160 000 000 / F (5% I) :8 000 000 / Im (10%(I+F)) : 16 800 000 / T : 184 800 000			2.1.1. Organisation d'une sensibilisation en vue de la structuration des commerçants de la Commune/ I : 2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000			
1.1.2. Construction des latrines publiques modernes dans les marchés de l'Espace urbain / I : 4 500 000*3= 13 500 000 / F (5% I) :675 000 / Im (10%(I+F)) : 1 417 500 / T : 15 592 500F CFA						
1.1.3. Construction et aménagement de 400 nouvelles boutiques au petit marché / I : 400*2 000 000= 800 000000 / F (5% I) : 40 000 000/ Im (10%(I+F)) : 84 000 000/ T : 9 24 000 000						
1.1.4. Construction et aménagement de 20 nouvelles boutiques au marché de Gadamabanga / I : 20*2000000=40000000 / F (5% I) : 2 000 000/ Im (10%(I+F)) : 4 200 000/ T : 46 200 000CFA						
1.1.5. Construction et aménagement de 10 nouvelles boutiques au marché de Djalingo / I : 10*2000000=20000000 / F (5% I) :1 000 000/ Im (10%(I+F)) : 2100 000/ T : 23 100 000CFA						
1.1.6. Construction d'un marché à bétail dans la Commune / I : 30 000 000/ F (5% I) :1 500 000/ Im (10%(I+F)) : 315 000/ T : 3 465 000F CFA						
1.1.7. Acquisition d'une moto pour l'encadrement technique des opérateurs économiques / I : 3 000 000/ F (5% I) : 150 000/ Im (10%(I+F)) : 3 150 000/ T : 34 650 000CFA						
1.1.8. Construction d'un abattoir moderne dans le centre urbain / I : 40 000 000/ F (5% I) :2 000 000/ Im (10%(I+F)) : 4 200 000/ T : 46 200 000CFA						
Cadre estimatif						
Libellés			Montants			
Total investissement (I)			1 108 500 000 FCFA			
Total Fonctionnement (F)			55 425 000 FCFA			
Imprévus (10%(I+F))			116 392 500FCFA			
Total estimatif			1 280 317 500FCFA			

4.2.26. Petites et moyennes entreprises, del'économie sociale et de l'artisanat

PROBLEME CENTRAL : Difficulté de développement du secteur de l'artisanat et des AGR

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter le développement du secteur de l'artisanat et des AGR	Nombre de centre de l'artisanat fonctionnel	-Rapport du Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises -PV de réception	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises
Objectifs spécifiques	1. Créer, construire et équiper des infrastructures de promotion de l'artisanat	Nombre de point artisanat fonctionnel	-Rapport du Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises -PV de réception	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises
	2. Promouvoir l'excellence chez les artisans de la commune	Nombre de moulin disponible	-Rapport du Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les infrastructures de promotion de l'artisanat sont créées	Nombre de point artisanat fonctionnel	-Rapport du Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises -PV de réception	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises
	2.1. Les artisans de la commune bénéficient d'un appui	Nombre de moulin disponible	-Rapport du Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises	-Disponibilité des fonds	-Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements - Délégué départemental Ministère des petites et moyennes entreprises
Activités						
Pour R.1.1.			Pour R.2.1.			
1.1.1. Plaidoyer en vue de la création d'un centre artisanal à Ngaoundéré II I :500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500			2.1.1. Encadrement des promoteurs de petits métiers à Mayo Danel, Massola, Margueleng, Madem, Yoko Wouro, Mbalang Djalingo, Selbe Darang, Biskewal, Vela-Mbaï, Youkou, Ngaouhora II, Ngaoussaï, Darang I :2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA			
1.1.2. Etude de faisabilité en vue de la construction d'une vitrine artisanale communale I :500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA			2.1.2. Dotation en matériels pour les activités artisanales à Mayo Danayel, Yoko Wouro, Selbe Darang, Ngaoussaï, Ngaouhora I, Dara Salam) I :4 000 000 / F (5% I) :200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : 4 620 000F CFA			
			2.1.3. Organisation d'un salon artisanal chaque année au niveau de la Commune I :5 000 000 / F (5% I) :250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000F CFA			
			2.1.4. Formation en montage de projet avec l'appui d'un expert I :2 000 000 / F (5% I) :100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA			

	2.1.5. Etude de faisabilité en vue de la création d'un fonds d'appui aux activités génératrices de revenu I :500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA
	2.1.6. Etude de faisabilité en vue de la mise sur pied d'une banque de données au niveau communal I :500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	15 000 000 FCFA
Total Fonctionnement (F)	750 000 FCFA
Imprévus (10%(I+F))	1 575 000 FCFA
Total estimatif	17 325 000 FCFA

4.2.27. Tourisme

PROBLEME CENTRAL : Difficulté de développement d'activités touristiques

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter le développement d'activités touristiques	-Nombre de sites touristiques aménagés -Nombre de voies de communication et de structures d'hébergement construites	-Rapport du Délégué départemental du MINTOUR -PV de réception	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectif spécifique	1. Améliorer l'offre en infrastructures touristiques	Nombre de sites touristiques aménagés Nombre de campement construit et équipés Les sites touristiques sont fréquentés par les touristes	-Rapport du Délégué départemental du MINTOUR -PV de réception	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'offre en infrastructures touristiques de la commune est améliorée	Nombre de sites touristiques aménagés Nombre de campement construit et équipés Les sites touristiques sont fréquentés par les touristes	-Rapport du Délégué départemental du MINTOUR -PV de réception	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R.1.1.						
1.1.1 Plaidoyer en vue de la création d'un établissement hébergement communal à Gadambanga / I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500FCFA /						
1.1.2 Étude de faisabilité en vue de l'aménagement à des fins touristiques du Lac Mbalang (réhabilitation des aménagements existants, reprofilage de l'accès. Construction d'un campement d'hébergement de 10 chambres, construction des bancs publics) / I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000FCFA						
1.1.3.Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des fins écotouristiques des monts Ngaouhora (construire des structures d'accueil, construire un téléphérique et une piste sportive aménagée avec bancs de repos) / I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000FCFA						
1.1.5. Construction d'un office communal du tourisme/ I : 50 000 000 / F (5% I) : 2 500 000 / Im (10%(I+F)) : 5 250 000 / T : 57 750 000FCFA						
1.1.6. Etude de faisabilité en vue de la sécurisation des sites touristiques de la Commune / I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500FCFA						
1.1.7. Etude faisabilité en vue de l'aménagement et entretien d'un mini-parc zoologique et bancs publics surplombés par des parasols/ I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500FCFA						
1.1.8. Etude de faisabilité en vue de l'électrification des sites touristiques a l'aide des plaques solaires / I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500FCFA						
Cadre estimatif						
Libellés			Montants			
Total investissement (I)			54 000 000 FCFA			
Total Fonctionnement (F)			2 700 000 FCFA			
Imprévus (10%(I+F))			5 670 000			
Total estimatif			62 370 000 FCFA			

4.2.28. Agriculture et développement rural

PROBLEME CENTRAL : Difficultés à pratiquer une agriculture et un maraichage de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter la pratique d'une agriculture de qualité	Nombre d'infrastructures agricoles construites et fonctionnelles	Rapport du DAMINADER/Ngaoundéré II PV de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1- Améliorer la production et la productivité	- Technique moderne adoptée et mise en œuvre - Nombre formation organisée - Rendement	Rapport du DAMINADER/Ngaoundéré II PV de réception	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2- Structurer et organiser les agriculteurs	Nombre de coopératives	Rapport de différentes sensibilisations organisées	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3- Limiter les pertes post récoltes et améliorer la commercialisation des produits agricoles	Nombre de magasin de stockage construit Nombre d'unité de transformation mise en place	PV de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	4- Réduire à 100% les conflits agropastoraux	Nombre de litiges résolus	Rapport du Sous-préfet de Ngaoundéré II Rapport de la Commune	Dynamisme du Sous-préfet Dynamisme des différents chefs Implication des populations	-Prise d'initiative du Sous-Préfet et/ou de l'exécutif -Participation des acteurs aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La fertilité des sols est améliorée	- Nombre formation organisée	Rapport du DAMINADER/Ngaoundéré II Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	1.2. L'appareil de production est modernisé	- Technique moderne adoptée et mise en œuvre - Rendement	Rapport du DAMINADER/Ngaoundéré II Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements

	2.1. Les agriculteurs sont mieux structurés et outillés	Nombre de coopératives	Rapport de différentes sensibilisations organisées	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.2. Les services d'encadrement sont renforcés	Nombre de services d'encadrement fonctionnel et opérationnel	Rapport du DAMINADER/Ngaoundéré II PV de réception Rapport du Comité de suivi du BIP	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3.1. Les infrastructures de commercialisation de produits agricoles sont accrues	Nombre de magasin de stockage construit Nombre d'unité de transformation mise en place	PV de de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	4.1. Les zones agricoles sont sécurisées	Nombre et superficie de zones agricoles délimitées	Rapport du Sous-préfet de Ngaoundéré II Rapport de la Commune	Dynamisme du Sous-préfet Dynamisme des différents chefs Implication des populations	-Prise d'initiative du Sous-Préfet et/ou de l'exécutif -Participation des acteurs aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
	4.2. Les litiges entre agriculteurs et éleveurs sont mieux gérés	- Commission consultative des règlements des litiges redynamisée - Nombre de litiges résolus	Rapport du Sous-préfet de Ngaoundéré II Rapport de la Commune	Dynamisme du Sous-préfet Dynamisme des différents chefs Implication des populations	-Prise d'initiative du Sous-Préfet et/ou de l'exécutif -Participation des acteurs aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
Activités						
Pour R. 1.1.	Pour R. 1.2.	Pour R 2.1.	Pour R 2.2.	Pour R 3.1.	Pour R 4.1.	Pour R 4.2.
1.1.1. étude de faisabilité Aménagement des bas-fonds pour la production maraîchère (Mardock, 12 poteaux, Gadamabanga, Vela-Mbai, Massola) I : 5 000 000/F (5% I) : 250 000/lm (10%(I+F)) : 525 000/ T : 5 775 000 F CFA	1.2.1. Vulgarisation de la culture attelée dans la Commune I : 2 000 000/F (5% I) : 100 000/lm (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 F CFA	2.1.1. Organisation des agriculteurs et des producteurs dans la Commune en coopérative I : 2 000 000/F (5% I) : 100 000/lm (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 F CFA	2.2.1. Construction et équipement du poste agricole de Mbalang Djalingo I : 35 000 000 F (5% I) : 1 750 000/lm (10%(I+F)) : 3 675 000 T : 40 425 000 F CFA	3.1.1. Construction de 05 magasins de stockage (de céréale et de cossette de manioc à Margueleng, Dara Salam, Darang ; de pomme de terre à Mbalang Djalingo, Vela-Mbaï,) I : 25 000 000*5=125 000 00 F (5% I) : 6 250 000 lm (10%(I+F)) : 13 125 000 T : 144 375 000 F CFA	4.1.1. Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles et d'élevages dans la commune I : 5 000 000 F (5% I) : 50 000 lm (10%(I+F)) : 105 000 T : 1 155 000 F CFA	4.2.1. Renforcement des capacités de la commission consultative des règlements de conflits agropastoraux I : 5 000 000 F (5% I) : 100 000 lm (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 F CFA

1.1.2. Formation des agriculteurs de la commune à l'usage des bouses de vaches (intégration agriculture-élevage) I : 2 000 000/F (5% I) : 100 000/Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 F CFA	1.2.2. renforcement des capacités l'usage et la gestion des tracteurs par la coopérative et/ou les grands producteurs I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 F CFA		2.2.2. Équipement du poste agricole de Dara Salam I : 5 000 000/F (5% I) : 250 000/Im (10%(I+F)) : 525 000 T : 5 775 000 F CFA	3.1.2. Dotation de 05 égraineurs pour maïs dans les bassins de productions (Darang, Ngaouhora I, Ngaoussai, Selbe Darang, Margueleng) I : 5 000 000*5=25 000 000 F (5% I) : 1 250 000 Im (10%(I+F)) : 2 625 000 T : 28 875 000 F CFA	4.1.2. Etude de faisabilité en vue de la réservation et sécurisation des espaces agricoles pour la réalisation des grands projets du MINADER (50 à 100 Ha) I : 500 000/F (5% I) : 25 000/Im (10%(I+F)) : 52 500 T : 577 500 F CFA	4. Renforcement de capacité des scoops à l'usage et la gestion des tracteurs I : 2 000 000/F (5% I) : 100 000/Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 F CFA
	1.2.3. Organisation du concours de la plus belle plantation chaque année I : 2 000 000/F (5% I) : 100 000/Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 F CFA		2.2.3. Construction et équipement du poste agricole de Djalingo (Gadamabanga) I : 35 000 000/F (5% I) : 1 750 000/Im (10%(I+F)) : 3 675 000 T : 40 425 000 F CFA	3.1.3. Achat, construction d'abris et installation de 16 moulins communaux(cooperative) à céréales et à manioc à moteur diesel 15 CV à Massola, Ngaouhora I, Ngaouhora II, Mbalang Djalingo, Youkou, Mayo Daneyel, Margueleng, Madem, Yoko Wouro, Selbe Darang, Biskewal, Vela-Mbaï, Ngaoussaï, Rem Yanga, Dara Salam, Darang I : 3 000 000*16=48 000 000 / F (5% I) : 2 400 000 / Im (10%(I+F)) : 5 040 000 / T : 55 440 000 F CFA		
	1.2.4. Organisation de la foire d'arrondissement I : 2 000 000/F (5% I) : 100 000/Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 F CFA		2.2.4. Création d'un poste agricole à darang I : 200 000/F (5% I) : 10 000/Im (10%(I+F)) : 21 000/T : 231 000F CFA	3.1.4. Construction de 6 plates forme de séchage sur 10m*20m (1 à Massola, 2 à Mbalang Djalingo, 2 à Vela Mbaï, 1 à Marguelin) I : 30 000 000/F (5% I) : 1 500 000/Im (10%(I+F)) : 3 150 000/T : 34 650 000F CFA		
			2.2.5. Affectation de 5 cadres dans les postes agricoles (1à Dara Sallam, 2 à Mbalang Djalingo et 2 à Djalingo-Gadamabanga) I : 200 000/F (5% I) : 10 000/Im (10%(I+F)) : 21 000/T : 231 000F CFA	3.1.5. Construction et sécurisation de 6 bacs de bacs de rouissage sur 1m*2m*1m (1 à Massola, 2 à Mbalang Djalingo, 2 à Vela Mbaï, 1 à Marguelin) I : 30 000 000/F (5% I) : 1 500 000/Im (10%(I+F)) : 3 150 000/T : 34 650 000F CFA		

			Dotation de 02 tracteurs aux agriculteurs de Madem, Yoko Wouro, Mbalang Djalingo, Selbe Darang, Biskewal, Vela-Mbaï, Youkou, Ngaouhora II, Ngaoussai, Darang Mayo Danel ; I : 30 000 000*2=60 000 000 F (5% I) : 3 000 000 Im (10%(I+F)) : 6 300 000 T : 69 300 000 F CFA	3.1.6. Dotation de 6 motos (2 à Dara sallam, 2 Mbalang Djalingo et 2 à Djalingo-Gadamabanga) I : 6*3000000=18 000 000 /F (5% I) : 900 000/Im (10%(I+F)) : 1 890 000/T : 20 790 000 F CFA
				3.1.7. Réalisation de 5 forages autour des magasins de stockage I : 8 000 000*5= 40 000 000/F (5% I) : 2 000 000/Im (10%(I+F)) : 4 200 000/T : 46 200 000 F CFA
				3.1.8. Construction de 5 blocs latrines autour des magasins de stockage I : 35 000 000*5=175 000 000/F (5% I) : 8 750 000/Im (10%(I+F)) : 18 375 000/T : 202 125 000 F CFA
				3.1.9. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation des pistes rurales (Darang-projet laitier sur 3Km avec construction d'un pont, Youkou-Dara Salam sur 5 Km avec construction d'un pont, Marguelin-Ngaoussay sur 5 Km) I : 500 000/F (5% I) : 25 000/Im (10%(I+F)) : 52 500 T : 577 500 F CFA
Cadre estimatif				
Libellés			Montants	
Total investissement (I)			503 900 000 FCFA	
Total Fonctionnement (F)			25 195 000 FCFA	
Imprévus (10%(I+F))			52 909 500 FCFA	
Total estimatif			582 004 500 FCFA	

4.2.29. Élevage, pêche et industries animales

PROBLEME CENTRAL : Difficultés liées à la pratique des activités d'élevage

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter la pratique des activités d'élevage	Nombre d'infrastructures d'élevage améliorées	-Rapport du DDMINEPIA/Vina -PV de réception	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la qualité des infrastructures d'élevage et de pêche	Nombre de parcs opérationnels Nombre des fermes avicoles construits Nombre de bains de tiqueur construits Nombre d'hangars d'abattage construits Nombre études d'impact réalisées Nombre des titres fonciers obtenus	-Rapport du DDMINEPIA/Vina -PV de réception -rapport d'étude d'impact -titre foncier	-Transfert des ressources venant de l'Etat et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Renforcer les capacités des éleveurs dans la production animale	Nombre de jeunes formés au métier d'élevage et des pêches	Rapports des formations	-Disponibilité des fonds -Participation des jeunes	- Montant des fonds transférés/mobilisés -Nombre de jeunes présents aux formations	-Conventions de financements -Rapports des ateliers de formation
	3. Faciliter le déplacement des animaux au sein de la commune de Ngaoundéré II	Passage des animaux matérialisé	Tracer sur le terrain	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La qualité des infrastructures d'élevage et de pêche est améliorée	Nombre de parcs opérationnels Nombre des fermes avicoles construits Nombre de bains de tiqueur construits Nombre d'hangars d'abattage construits	-Rapport du DDMINEPIA/Vina -PV de réception	-Transfert des ressources venant de l'Etat et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les capacités des éleveurs dans la production animale sont renforcées	Nombre de jeunes formés au métier d'élevage et des pêches	Rapports des formations	-Disponibilité des fonds -Participation des jeunes	- Montant des fonds transférés/mobilisés -Nombre de jeunes présents aux formations	-Conventions de financements -Rapports des ateliers de formation

	3.1. Le déplacement des animaux au sein de la commune de Ngaoundéré II est facilité	Passage des animaux matérialisé	Tracer sur le terrain	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R.1.1.		Pour R.2.1.		Pour R.3.1.		
1.1.1. Construction de 02 aires d'abattage (Mayo Daneyel, Mbalang Djalingo) I : 15 000 000*2= 30 000 000/F (5% I) : 1 500 000/lm (10%(I+F)) : 3 150 000/T : 34 650 000F CFA		2.1.1. Formation des groupements d'éleveurs aux techniques de cultures fourragères et en aménagement des parcours dans les villages Mayo Danel, Rep Yanga, Ngaouhora I, Selbe Darang, Vela-Mbaï, Youkou et Ngaoussai I : 2 000 000/F (5% I) : 100 000/lm (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 F CFA		3.1.1. Plaidoyer en vue de la délimitation des zones et des couloirs pastoraux de la Commune I : 5 000 000/F (5% I) : 250 000/lm (10%(I+F)) :525 000 T : 5 775 000 F CFA		
1.1.2. Création de centre zootechnique et vétérinaire à Mbalang-Djalingo pour couvrir les villages Rep Yanga, Massola, Ngaouhora I, Madem Yoko Wouro, Mbalang Djalingo, Biskewal, Vela-Mbaï, Youkou, Ngaouhora II et Darang) I : 25000 000/F (5% I) :1 250 000/lm (10%(I+F)) : 2625 000 T : 28 875 000 F CFA		2.1.2. Organisation des éleveurs de Mayo Daneyel, Madem, Ngaoussai, Biskewal, Youkou, Yoko wouro, Mbalang Djalingo, Darang, Margueleng en coopérative I : 2 000 000/F (5% I) : 100 000/lm (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 F CFA		3.1.2. Aménagement des pistes à bétail et des pâturages de saison sèche (Mbalang Djalingo-Ngaoussay-madem-Ngaouhora-Gadamabanga-Mardock-Marché à bétails-Selbe darang-Ampana-Mayo Daneyel) I :10 000 000/F (5% I) :500 000/lm (10%(I+F)) : 1 050 000 T : 11 550 000 F CFA		
1.1.3. Étude de faisabilité en vue de déterminer le coût de la réhabilitation du CZV de Ngaoundéré I : 500 000/F (5% I) : 25 000/lm (10%(I+F)) : 52 500 T : 577 500 F CFA				3.1.3. Etude de faisabilité en vue d'aménagement point d'embarquement (Ngaoussay, Biskewal, Dara salam, Nord CIFAM, Gare voyageur) / I : 500 000/F (5% I) : 25 000/lm (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 F CFA		
1.1.4. Construction de 02 bains détiqueurs (Mayo Daneyel, Ngaoussai) gérés par les coopératives I : 25 000 000*2=50 000 000/F (5% I) : 2 500 000/lm (10%(I+F)) : 10 500 000/T : 57 750 000F CFA				3.1.4. Création d'un parc de transit à bétails (Ngaoussay, Mayo Daneyel) / I :2 500 000*2=5 000 000/F (5% I) :250 000/lm (10%(I+F)) : 525 000/T : 5 775 000 F CFA		
1.1.5. Construction et équipement de la délégation d'arrondissement / I : 50 000 000/F (5% I) : 2 500 000/lm (10%(I+F)) : 10 500 000/T : 57 750 000F CFA				3.1.5. Construction d'une fourrière municipale à Gadamabanga I :5 000 000/F (5% I) :250 00/lm (10%(I+F)) : 525 000 T : 5 775 000 F CFA		
1.1.5. Construction de 04 parcs vaccinogènes (Mayo Daneyel, Ngaouhora II, Madem, Youkou) I : 8 000 000*4=32 000 000/F (5% I) : 1 600 000/lm (10%(I+F)) : 3 360 000/T : 36 960 000 F CFA				3.1.6.Étude de faisabilité en vue de la mise sur pieds d'une équipe d'abattage des chiens errant et subvention de la campagne / I : 500 000/F (5% I) : 25 000/lm (10%(I+F)) : 52 500 T : 577 500 F CFA		
1.1.6. Construction de 03 fermes avicoles (Mbalang Djalingo, Vela-Mbaï, Ngaoussai) / I : 50 000 000*3=150 000 000/F (5% I) : 7 500 000/lm (10%(I+F)) : 15 750 000/T : 173 250 000						
1.1.7. Étude de faisabilité en vue de la mise en place d'un point de vente et d'une tuerie des porcs / I : 500 000/F (5% I) : 25 000/lm (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 F CFA						
1.1.8. Étude de faisabilité en vue de la délocalisation du marché des petits ruminants et volailles du Petit Marché / I : 500 000/F (5% I) : 25 000/lm (10%(I+F)) : 52 500. T : 577 500 F CFA						

1.1.9.	Etude de faisabilité en de l'aménagement d'un marché de poissons frais / I : 5 000 000/F (5% I) :250 000/Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000 F CFA
1.1.10.	Réhabilitation du puits pastoral à yoko wouro / I : 2 000 000/F (5% I) : 100 000/Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 F CFA
1.1.11.	Création et construction d'un centre vétérinaire à la gare voyageur de Ngaoundéré / I : 25 000 000/F (5% I) : 1 250 000/Im (10%(I+F)) : 2 625 000 / T : 28 875 000 F CFA
1.1.12.	Construction d'une fourrière municipale (pour animaux en divagation) à Gadamabanga / I : 25 000 000/F (5% I) : 1 250 000/Im (10%(I+F)) : 2 625 000 / T : 28 875 000 F CFA
1.1.13.	Création d'un parc à bétail (Biskewal, Ngaoussaï) / I : 30 000 000/F (5% I) : 1 500 000/Im (10%(I+F)) : 3 150 000 / T : 34 650 000 F CFA
1.1.14.	Etude d'impact environnementale et bornage de l'abattoir municipale de la Commune d'arrondissement de Ngaoundéré 2 ^{eme} I : 15 000 000/F (5% I) : 750 000/Im (10%(I+F)) : 1 575 000 T : 17 325 000 F CFA
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	449 500 000 F CFA
Total Fonctionnement (F)	22 475 000F CFA
Imprévus (10%(I+F))	47 197 500F CFA
Total estimatif	519 172 500F CFA

4.2.30. Forêt et faune

PROBLEME CENTRAL : Dégradation des ressources floristiques et fauniques

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Œuvrer pour la conservation des ressources floristiques et fauniques	Nombre d'hectares de forêt créé	-Rapport du DDMINOFF/Vina -ANAFOR	-Disponibilité des terrains -Disponibilité des fonds	Superficie du terrain alloué au projet -montant des fonds mobilisés	-Délégué département MINOFF -Conventions de financement
Objectifs spécifiques	1. Les ressources forestières de la Commune sont gérées de manière durable et participative	Nombre d'hectares de forêt créé Nombre de pépinière créé Nombre d'arbres planté	-Délégué département MINOFF/Vina - ANAFOR	-Disponibilité des terrains -Disponibilité des fonds	Superficie du terrain alloué au projet -montant des fonds mobilisés	-Délégué département MINOFF -Conventions de financement
	2. Aider la population à s'approprier La gestion des ressources forestières	-Nombre d'ateliers de formation organisés -Nombre de participants	Rapports des ateliers de formation	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
	3. L'offre des infrastructures d'encadrement forestière est améliorée	-Nombre d'ateliers de formation organisés -Nombre de participants	PV de réception	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Œuvrer pour la gestion participative et durable des ressources forestières	Nombre d'hectares de forêt créé Nombre de pépinière créé Nombre d'arbres planté	-Délégué département MINOFF/Vina - ANAFOR	-Disponibilité des terrains -Disponibilité des fonds	Superficie du terrain alloué au projet -montant des fonds mobilisés	-Délégué département MINOFF -Conventions de financement
	1.2. Aider la population à s'approprier la gestion des ressources forestières	-Nombre d'ateliers de formation organisés -Nombre de participants	Rapports des ateliers de formation	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
	3.1. Augmenter l'offre des infrastructures d'encadrement forestière	-Nombre d'ateliers de formation organisés -Nombre de participants	PV de réception	Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Activités						
Pour R.1.1.		Pour R.2.1.		Pour R.3.1.		
1.1.1 Étude faisabilité en vue de déterminer le coût de réalisation de 5 reboisements le long des axes routiers, autour des structures sociales et les berges des cours d'eau dégradées. I :500 000/F (5% I) : 25 000/Im (10%(I+F)) : 52 500/T : 577 500F CFA		2.1.1. Sensibilisation des populations sur la réglementation de la gestion des ressources forestières et les méfaits des feux de brousses sur la faune, la flore et l'environnement (Margueleng, Dara Salam, Ngaouhora II) I :2 000 000/F (5% I) : 100 000/Im (10%(I+F)) : 210 000/T : 2 310 000F CFA		3.1.1. Création et construction de 02 postes de contrôle forestier (Mayo Danayel, Ngaouhora II)/I : 35 000 000*2=70 000 000/F (5% I) :3 500 000/Im (10%(I+F)) : 7 350 000/T : 80 850 000F CFA		

1.1.2. Plaidoyer en vue de la création d'une forêt communautaire entre le nord de Gadamabanga et la route de Belel I : 500 000/F (5% I) : 25 000/Im (10%(I+F)) : 52 500/T : 577 500F CFA	2.1.2. Formation des acteurs à la mise en place et à l'entretien des clôtures végétales I : 2 000 000/F (5% I) : 100 000/Im (10%(I+F)) : 210 000/T : 2 310 000F CFA	
1.1.3. Étude de faisabilité en vue de revitaliser la pépinière communale/ I : 500 000/F (5% I) : 25 000/Im (10%(I+F)) : 52 500/T : 577 500F CFA	2.1.3. Sensibilisation et formation des acteurs exerçant dans le domaine des produits forestier non ligneux I : 2 000 000/F (5% I) : 100 000/Im (10%(I+F)) : 210 000/T : 2 310 000F CFA	
1.1.4. Étude faisabilité en vue de déterminer le coût de dotation en pépinière forestière pour le reboisement à Madem, Yoko Wouro, Selbe Darang, Youkou, Ngaoussaï I : 500 000/F (5% I) : 25 000/Im (10%(I+F)) : 52 500/T : 577 500FCFA	2.1.4. Sensibilisation, éducation, formation sur la pratique de feux de brousse tardif I : 2 000 000/F (5% I) : 100 000/Im (10%(I+F)) : 210 000/T : 2 310 000F CFA	
Cadre estimatif		
Libellés	Montants	
Total investissement (I)	80 000 000F CFA	
Total Fonctionnement (F)	4 000 000F CFA	
Imprévus (10%(I+F))	8 400 000F CFA	
Total estimatif	92 400 000F CFA	

4.2.31. Environnement et protection de la nature

PROBLEME CENTRAL : Dégradation de la nature et de l'environnement

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Baisser la dégradation de la nature et de l'environnement	-Nombre de campagnes de sensibilisation et d'ateliers de formation organisé - Activités de l'unité environnementale - Nombre d'ateliers de formation et de renforcement de capacités organisé	-Rapports des campagnes de sensibilisation et d'ateliers de formation -Rapports des ateliers de formation - Rapports d'activité de l'unité d'éducation environnementale	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Une gestion participative et durable des ressources naturelles est développée chez la population des villages de Ngaoundéré II	-Nombre de campagnes de sensibilisation organisé	Rapports des campagnes de sensibilisation	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
	2. Les sites environnementaux de la commune sont restaurés	-Nombre de campagnes de sensibilisation organisé	Rapports des campagnes de sensibilisation	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Développer chez la population des villages de Ngaoundéré II une gestion participative et durable des ressources naturelles	-Nombre de campagnes de sensibilisation organisé	Rapports des campagnes de sensibilisation	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
	2.1. Restaurer des sites environnementaux de la commune	-Nombre de campagnes de sensibilisation organisé	Rapports des campagnes de sensibilisation	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1			Pour R.2.1			
1.1.1. Mise sur pied et appui des clubs des amis de nature dans les écoles, les Lycées et Collèges de la Commune / I : 15 000 000 / F (5% I) : 750 000 / Im (10%(I+F)) : 1 575 000 / T : 17 325 000F CFA			2.1.1. Sensibilisation sur la réglementation en matière de coupe de bois I : 2 000 000/ F (5% I) : 100 000/ Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA			
1.1.2. Reboisement des zones dégradées (20000 plantes) I : 2 000*20 000=40 000 000 / F (5% I) : 2 000 000 / Im (10%(I+F)) : 4 200 000 / T : 46 200 000F CFA			2.1.2. Sensibilisation sur la réglementation des feux de brousse I : 2 000 000/ F (5% I) : 100 000/ Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000F CFA			
1.1.3 Etude de faisabilité en vue de déterminer le coût de dotation des populations en foyers améliorés à Biskewal, Ngaoussaï et Darang I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA			2.1.3. Organisation de 03 campagnes de sensibilisation des populations de la commune sur la nécessité de protéger l'environnement I : 2 000 000/ F (5% I) : 100 000/ Im (10%(I+F)) : 210 000/ T : 2 310 000F CFA			
1.1.4. Etude faisabilité en vue de déterminer le coût de réalisation de 5 reboisements le long des axes routiers, autour des structures sociales et les berges des cours d'eau dégradées. I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA			2.1.4. Sensibilisation sur la pollution par les engrais chimiques I : 2 000 000/ F (5% I) : 100 000/ Im (10%(I+F)) : 210 000/ T : 2 310 000F CFA			

1.1.5. Etude faisabilité en vue de l'aménagement des caniveaux du centre urbain de la Commune I :500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA	2.1.5. Sensibilisation sur les emballages plastiques non biodégradables I :2 000 000/ F (5% I) :100 000/ Im (10%(I+F)) : 210 000/ T : 2 310 000F CFA
1.1.6. Création d'une décharge municipale I : 5 000 000 / F (5% I) :250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000F CFA	2.1.6. Sensibilisation et intégration sur l'obtention de certificat de conformité environnemental avant tout investissement, construction I : 2 000 000/ F (5% I) :100 000/ Im (10%(I+F)) : 210 000/ T : 2 310 000F CFA
1.1.6. Plaidoyer au MINEPDED pour la creation d'espaces verts I : 500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA	2.1.7. Sensibilisation sur les études d'impact environnemental et l'obtention du certificat de conformité environnementale avant tout investissement I : 2 000 000/ F (5% I) :100 000/ Im (10%(I+F)) : 210 000/ T : 2 310 000F CFA
1.1.7. Mise en place des comités de surveillance environnementale au niveau de chaque village I : 5 000 000 / F (5% I) :250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000F CFA	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	81 000 000F CFA
Total Fonctionnement (F)	4 050 000F CFA
Imprévus (10%(I+F))	8 505 000F CFA
Total estimatif	93 555 000F CFA

4.2.32. Administration Territoriale

PROBLEME CENTRAL : Faible développement des relations entre l'Institution communale et les autorités traditionnelles, administratives et traditionnelles.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Renforcer les relations entre l'Institution communale et les autorités traditionnelles, administratives et traditionnelles	Nombre d'infrastructures construites et opérationnelles	-PV de réception -Rapport du Sous-préfet de Ngaoundéré II	-Transfert des ressources venant de l'Etat	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets
Objectif spécifique	1. Doter la commune d'infrastructures administratives de sûreté et de logements adéquates	Nombre de poste de sécurité créée et construit	-PV de réception -Rapport du Sous-préfet de Ngaoundéré II	-Transfert des ressources venant de l'Etat	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La commune est dotée d'infrastructures administratives et de sûreté adéquate	Nombre de poste de sécurité créée et construit	-PV de réception -Rapport du Sous-préfet de Ngaoundéré II	-Transfert des ressources venant de l'Etat	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets
Activités						
Pour R.1.1.				1.2.		
1.1.1. Plaidoyer en vue de la création de 2 postes de sécurités (Ngaouhora II, Darang) I :500 000 / F (5% I) :25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500F CFA				1.2.1. Séminaires de formation sur la gestion décentralisée I : 2 000 000/ F (5% I) : 100 000/ Im (10%(I+F)) : 210 000/ T : 2 310 000F CFA		
1.1.2. Construction et équipement d'un centre d'état civil à Mbalang Djalingo I :10 000 000 / F (5% I) :500 000 / Im (10%(I+F)) : 1 050 000 / T : 11 550 000F CFA				1.2.2. Renforcement les capacités des usagers de la route sur de la sécurité routière I : 2 000 000/ F (5% I) : 100 000/ Im (10%(I+F)) : 210 000/ T : 2 310 000F CFA		
1.1.3. Construction et équipement de la sous-prefecture de Ngaoundéré II I : 80 000 000 / F (5% I) : 4 000 000/ Im (10%(I+F)) 8 400 000/ T : 92 400 000F CFA				1.2.3. Sensibilisation des populations pour la colaboration avec les FMO I : 2 000 000/ F (5% I) : 100 000/ Im (10%(I+F)) : 210 000/ T : 2 310 000F CFA		
1.1.1. Construction et équipement des résidences du sous prefet et de son adjointI : 100 000 000/ F (5% I) : 5 000 000/ Im (10%(I+F)) 10 500 000/ T : 115 500 000F CFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				196 500 000F CFA		
Total Fonctionnement (F)				9 825 000F CFA		
Imprévus (10%(I+F))				20 632 500 F CFA		
Total estimatif				226 957 500F CFA		

4.3. Coût estimatif global de la mise en œuvre du PCD

N°	Centre d'intérêt/Secteur	Côut estimatif	Source de financement
1	Institution communale	475698300	Commune/PNDP/BIP/Autres
2	Education de base	2443604625	Commune/PNDP/BIP/Autres
3	Enseignement secondaire	1949928750	Commune/PNDP/BIP/Autres
4	Enseignements supérieur	8085000	Commune/PNDP/BIP/Autres
5	Recherche scientifique et de l'Innovation	53361000	Commune/PNDP/BIP/Autres
6	Santé	361168500	Commune/PNDP/BIP/Autres
7	Travail et sécurité sociale	8662500	Commune/PNDP/BIP/Autres
8	Emploi et formation professionnelle	159967500	Commune/PNDP/BIP/Autres
9	Affaire sociale	148417500	Commune/PNDP/BIP/Autres
10	Promotion de la femme et de la famille	195772500	Commune/PNDP/BIP/Autres
11	Communucation	55440000	Commune/PNDP/BIP/Autres
12	Culture	697620000	Commune/PNDP/BIP/Autres
13	Jeunesse	39630000	Commune/PNDP/BIP/Autres
14	Sport et éducation physique	306306000	Commune/PNDP/BIP/Autres
15	Poste et télécommunication	231577500	Commune/PNDP/BIP/Autres
16	Travaux publics	1640562000	Commune/PNDP/BIP/Autres
17	Transport	93555000	Commune/PNDP/BIP/Autres
18	Eau et Energie	938812875	Commune/PNDP/BIP/Autres
		20790000	
19	Développement urbain et habitat	300877500	Commune/PNDP/BIP/Autres
20	Domaine et affaires foncières	6352500	Commune/PNDP/BIP/Autres
21	Industries, mines et developpement technologique	27142500	Commune/PNDP/BIP/Autres
22	Commerce	1280317500	Commune/PNDP/BIP/Autres
23	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	17325000	Commune/PNDP/BIP/Autres
24	tourisme	62370000	Commune/PNDP/BIP/Autres
25	Agriculture et développement rural	582004500	Commune/PNDP/BIP/Autres
26	Elevage pêche et industries animales	519172500	Commune/PNDP/BIP/Autres
27	Forêt et faune	92400000	Commune/PNDP/BIP/Autres
28	Environnement et protection de la nature	93555000	Commune/PNDP/BIP/Autres
29	Administration territoriale et décentralisation	226957500	Commune/PNDP/BIP/Autres
TOTAL		13 037 434 050	

4.4. Esquisse du plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal de Ngaoundéré 2ème

L'utilisation et la gestion des terres de l'espace communal est conforme à la catégorisation des activités menées par les populations. En fonction des unités de paysage identifiées et des activités pratiqués par les populations la figure 7 présente l'état d'utilisation des terres. La Commune de Ngaoundéré II ne dispose pas encore d'un Plan d'occupation du sol. Un cadre logique a été élaboré pour le plan d'occupation du sol qui devra faire l'objet de projets prioritaires les années à venir.

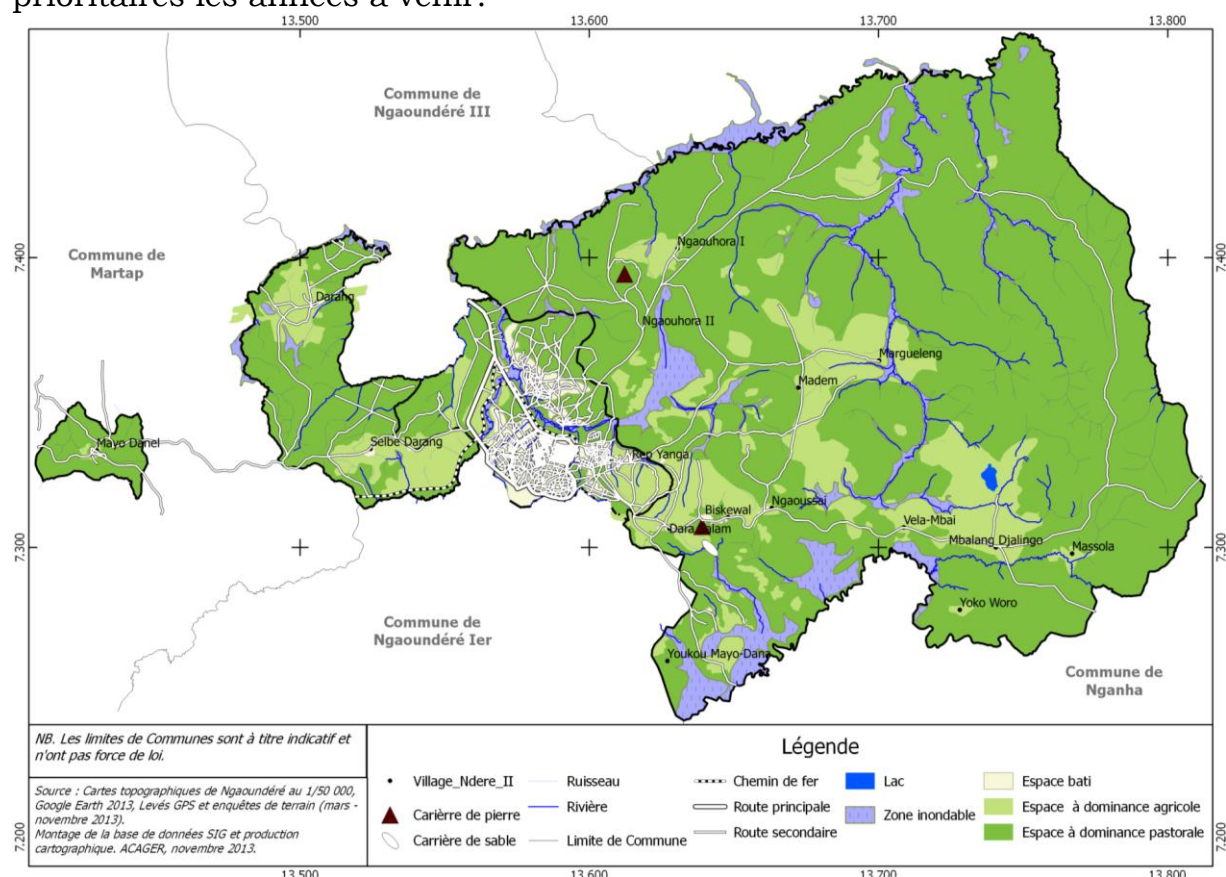


Figure 7. Carte des ressources naturelles

5. PROGRAMMATION

5.1. Fiche de synthèse des microprojets prioritaires de la Commune

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{ier}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{ier}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1er projet prioritaire)
1.	Ngaoussai	Réalisation d'un forage au quartier Mboum	Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement d'un CES	Construction d'un bain détiqueur	Plaidoyer en vue de l'électrification du village par Énergie photovoltaïque	Construction d'un bâtiment de deux salles de classe à l'EP	Création d'une ferme avicole communale	Achat et installation d'un moulin communal	Vulgarisation des champs fourragers	55 000 000 F CFA	Ferme avicole communale	50 000 000 F CFA	Réduction de la pauvreté
		8 000 000 F CFA	500 000 F CFA	25 000 000 F CFA	500 000 F CFA	16 000 000 F CFA	50 000 000 F CFA	3 000 000 F CFA	2 000 000 F CFA				
2.	Madem	Réalisation d'un forage à la chefferie	Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement d'un CSI	Construction d'un foyer communautaire	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village par Énergie photovoltaïque	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement de la route principal Madem-Ngaoundéré	Achat et installation d'un moulin communal	construction d'un parc de vaccination du bétail	Construction d'un hangar	65 500 000 F CFA	Achat et installation d'un moulin communal	3 000 000 F CFA	Réduction de la pauvreté et la distance parcourue pour moudre les graines et écraser le manioc
		8 000 000 F CFA	500 000 F CFA	25 000 000 F CFA	500 000 F CFA	500 000 F CFA	3 000 000 F CFA	8 000 000 F CFA	20 000 000 F CFA				
3.	Darang	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village par Énergie photovoltaïque	Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement d'un CSI	Construction d'un bâtiment de deux salles de classe à l'EP	Étude de faisabilité en vue de déterminer le coût de la réhabilitation des routes Darang-Manwiet Darang-Hanloua	Étude de faisabilité en vue d'adduction en eau potable des quartiers Laka, Hosséré- forêt et Massihol	construction d'un hangar à Darang	construction d'un magasin de stockage des produits agricoles à Darang	Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation du lac touristique de Mbéguerin de Darang	-	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village	500 000 F CFA	Booster l'économie locale et la scolarisation des jeunes

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1er projet prioritaire)
		500 000 F CFA	500 000 F CFA	16 000 000 F CFA	500 000 F CFA	500 000 F CFA	8 000 000 F CFA	25 000 000 F CFA	500 000 F CFA	51 500 000 F CFA			
4.	Dara Salam	Construction d'un bâtiment de deux salles de classe à l'EP	Équipement du poste agricole de Dara Salam	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village par Énergie photovoltaïque	Étude de faisabilité en vue de la création d'un CES	Création d'un centre d'encadrement des jeunes	Construction d'un hangar	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de la route Ngaoundéré-Darasalam	-	Construction d'un bâtiment de deux salles de classe à l'EP	16 000 000 F CFA	Subvenir au problème criard d'insuffisance des salles de classe
		16 000 000 F CFA	5 000 000 F CFA	500 000 F CFA	500 000 F CFA	10 000 000 F CFA	20 000 000 F CFA	25 000 000 F CFA	500 000 F CFA	73 000 000 F CFA			
5.	Margueleng	Étude de faisabilité en vue du tracé du tronçon de la route Margueleng-Nganha	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Construction d'un foyer communautaire	Réalisation d'un forage au niveau de la chefferie	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village par Énergie photovoltaïque	Achat et installation d'un moulin communal	Construction d'un parc de vaccination du bétail	vulgarisation des champs fourragers	-	Achat et installation d'un moulin communal	8 000 000 F CFA	Réduire le problème de distance parcourue pour moudre les denrées
		1 000 000 F CFA	25 000 000 F CFA	25 000 000 F CFA	8 000 000 F CFA	500 000 F CFA	3 000 000 F CFA	8 000 000 F CFA	2 000 000 F CFA	72 500 000 F CFA			
6.	Ngaouh ora I	Réalisation d'un forage à Ngaouhoral centre	Achat et installation d'un moulin communal	Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de la route principale	Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement d'un CSI	Construction d'un point de vente des outils et intrants agricoles	Construction d'un hangar	Aménagement d'un étang piscicole	Création d'un verger communal	-	Réalisation d'un forage à Ngaouhoral centre	8 000 000 F CFA	Faciliter l'accès à l'eau potable
		8 000 000 F CFA	3 000 000 F CFA	500 000 F CFA	500 000 F CFA	5 000 000 F CFA	20 000 000 F CFA	10 000 000 F CFA	4 500 000 F CFA	47 000 000 F CFA			
7.	Yoko	Réalisation	Étude de	Curetage du	Construction	Étude de	Vulgarisation	Création	Construction		Réalisation	8 000 000 F	Faciliter

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{ier}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{ier}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1er projet prioritaire)
	Woro	d'un forage	faisabilité en vue de l'électrification du village par des plaques solaires	puits pastoral	d'un point de vente des outils et intrants agricoles	faisabilité en vue de l'aménagement de la route MbalangDjali ngo-yokowouro	n des champs fourragers	d'une pépinière forestière	on d'un bain détiqueur	61 500 000 F CFA	d'un forage	CFA	l'accès à l'eau potable
		8 000 000 F CFA	500 000 F CFA	500 000 F CFA	5 000 000 F CFA	500 000 FCFA	2 000 000 F CFA	20 000 000 F CFA	25 000 000 F CFA				
8.	Ngaouhora II	Réalisation d'un forage devant la chefferie	Construction d'un bâtiment de deux salles de classe à l'EP	Construction d'une barrière de pluies à NgaouhoraII	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village par des plaques solaires	Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de la route Ngaoundéré-Ngaouhora II	Achat et installation d'un moulin communal	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Construction d'un hangar	74 000 000 F CFA	Réalisation d'un forage	8 000 000 F CFA	Faciliter l'accès à l'eau potable
		8 000 000 F CFA	16 000 000 F CFA	1 000 000 F CFA	500 000 F CFA	500 000 F CFA	3 000 000 F CFA	25 000 000 F CFA	20 000 000 F CFA				
9.	Vela-Mbaï	Réalisation d'un forage	Aménagement des bas-fonds pour la culture maraichère	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village	Affectation de 5 enseignants à EP de Vela-Mbai	Construction d'une aire de jeux à vela-Mbai	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Achat et installation d'un moulin communal	Construction d'un hangar	72 200 000 F CFA	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	25 000 000 F CFA	Réduction des pertes post récoltes
		8 000 000 F CFA	1 000 000 F CFA	500 000 F CFA	200 000 F CFA	10 000 000 F CFA	25 000 000 F CFA	3 000 000 F CFA	20 000 000 F CFA				
10.	Youkou Mayo-Dana	Réalisation d'un forage	Affectation de deux enseignants à l'école	Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement d'un CSI	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village par des plaques solaires	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement de la route Youkou Mayo - Dana -	Achat et installation d'un moulin communal	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Construction d'un hangar		Réalisation d'un forage	8 000 000 F CFA	Faciliter l'accès à l'eau potable

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1er projet prioritaire)
						Ngaoundéré							
		8 000 000 F CFA	200 000 F CFA	500 000 F CFA	500 000 F CFA	500 000 F CFA	3 000 000 F CFA	25 000 000 F CFA	20 000 000 F CFA	57 700 000 F CFA			
11.	SelbeDa rang	Constructio n d'un bâtiment de deux salles de classe à l'EP	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village par des plaques solaires	Réalisation d'un forage	Construction d'un bain détiqueur à Selbe Darang	Constructio n d'un point de vente des outils et intrants agricoles	Création d'une ferme avicole	Constructi on d'un hangar		Constructi on d'un bâtiment de deux salles de classe à l'EP	16 000 000 F CFA	Améliorer les conditions d'apprentiss age des élèves
		16 000 000 F CFA	8 000 000 F CFA	500 000 F CFA	8 000 000 F CFA	25 000 000 F CFA	5 000 000 F CFA	50 000 000 F CFA	20 000 000 F CFA	132 500 000 F CFA			
12.	Mbalan gDjaling o	Réalisation d'un forage à Mbalang Djalingo	Constructio n et équipement du poste agricole de Mbalang Djalingo	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village	construction d'un bâtiment de deux salles de classe à l'EP	construction d'un bâtiment de deux salles de classe à l'EP	Constructio n d'un hangar	Construction d'un point de vente des outils et intrants agricoles	Constructi on d'une ferme avicole		Réalisation d'un Forage	8 000 000 F CFA	Faciliter l'accès à l'eau potable
		8 000 000 F CFA	35 000 000 F CFA	500 000 F CFA	16 000 000 F CFA	16 000 000 F CFA	20 000 000 F CFA	5 000 000 F CFA	50 000 000 F CFA	150 500 000 F CFA			
13.	Biskewa l	Constructio n d'un bâtiment de deux salles de classe à l'EP	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village	Construction d'un bain détiqueur à Biskewal	Affectation de 2 enseignants à EP de Biskewal	Constructio n d'un hangar	Achat et installation d'un moulin communal	vulgarisati on des champs fourragers		Constructi on d'un bâtiment de deux salles de classe à l'EP	16 000 000 F CFA	Subvenir au problème criard d'insuffisan ce des salles de classe
		16 000 000 F CFA	8 000 000 F CFA	500 000 F CFA	25 000 000 F CFA	200 000 F CFA	20 000 000 F CFA	3 000 000 F CFA	2 000 000 F CFA	74 700 000 F CFA			
14.	RepYan ga	Réalisation d'un forage au niveau	Étude de faisabilité en vue de	Construction d'un bâtiment de deux salles	Construction d'un pont sur la route	Étude de faisabilité en vue de	Constructio n d'un hangar	Plaidoyer en vue de la création	Achat et installation d'un		Réalisation d'un forage	8 000 000 F CFA	Faciliter l'accès à l'eau

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1er projet prioritaire)
		de la chefferie	l'électrification du village	de classe à l'EP	Limonade- Mayo Botok (rep yanga)	l'aménagement de la route principale		d'un centre zootechnique et vétérinaire	moulin communal				potable
		8 000 000 F CFA	500 000 FCA	16 000 000 F CFA	25 000 000 F CFA	500 000 F CFA	20 000 000 F CFA	500 000 F CFA	3 000 000 F CFA	73 500 000 F CFA			
15.	Massola	Construction d'un bâtiment de deux salles de classe à l'EP	Réalisation d'un forage	Aménagement des bas-fonds pour la culture maraichère	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village	Construction et équipement d'un centre d'analphabétisation et de promotion de la femme	construction d'une ferme avicole	Achat et installation d'un moulin communal	Construction d'un point de vente des outils et intrants agricoles		Construction d'un bâtiment de deux salles de classe à l'EP	16 000 000 F CFA	Subvenir au problème criard d'insuffisance des salles de classe
		16 000 000 F CFA	8 000 000 F CFA	1 000 000 F CFA	500 000 F CFA	10 000 000 F CFA	50 000 000 F CFA	3 000 000 F CFA	5 000 000 F CFA	93 500 000 F CFA			
16	Mayo Daneyel	Réalisation d'un forage à l'école	affectation de 3 enseignants à EP de Mayo Daneyel	Ouverture de la route Mayo Daneyel- massola vers wakwa (8 km)	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village	Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement d'un CETIC	construction d'un hangar	Achat et installation d'un moulin communal	Construction d'un hangar d'abattage		Réalisation d'un forage	8 000 000 F CFA	Difficulté d'accès à l'eau potable
		8 000 000 F CFA	200 000 F CFA	9 600 000 F CFA	500 000 F CFA	500 000 F CFA	20 000 000 F CFA	3 000 000 F CFA	15 000 000 F CFA	56 800 000 F CFA			

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
	Espace urbain communal	Bitumage de la route Sabongari gare-Hôtel de ville de Ngaoundéré 2	Extension du réseau de la CDE à Gadamabanga Djalingo	Plaidoyer en vue de la création, construction d'un hôpital à Gadamabanga	Construction et équipement d'un centre d'accueil communal pour enfant en détresse à Gadamabanga	Réhabilitation de la voirie urbaine de Sabongari	Construction et modernisation du marché de Bantail	Construction d'une fourrière municipale à Gadamabanga	Étude de faisabilité en vue de déterminer le coût de la délocalisation du marché de petits ruminants et des volailles du petit Marché	-	Bitumage de la route Sabongari gare-Hôtel de ville de Ngaoundéré 2	950 000 000 F CFA	Faciliter l'accès à Hôtel de ville et au quartier Gadamabanga
		950 000 000 F CFA	363 825 000 F CFA	500 000 F CFA	50 000 000 F CFA	15 000 000 F CFA	50 000 000 F CFA	5 000 000 F CFA	500 000 F CFA	1 434 825 000 F CFA			
TOTAL COUT ESTIMATIF DES PROJETS PRIORITAIRES DE LA COMMUNE : 2 646 225 000 F CFA													

NB. Cette synthèse est faite à la suite de la consolidation des fiches individuelles des microprojets prioritaires de chaque village et de l'espace urbain communal obtenues au cours des diagnostics participatifs.

5.2. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) (sur trois ans) des projets prioritaires

N°	Secteur	Activités	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Partenaires	Périodes				Ressources			
						2014	2015	2016	2017	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement
1.	MINEDUB	Construire 02 salles de classes à l'EP Ngaoussai	Rapport d'étude	Maire	-DD/MINEDUB -DD/TP -Agent de développement					Sectoriel/Cabinet	-Appareil photo numérique	16 000 000	BIP
2.	MINEDUB	01 bureau de maître est équipé à l'EP Ngaoussai	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	250 000	BIP
3.	MINEDUB	Equiper en tables-bancs 02 salles de classes à l'EP de Ngaoussai	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	1 350 000	BIP
4.	MINEDUB	Construire 02 salles de classes à l'EP de Darang	Bâtiment construit	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	16 000 000	BIP
5.	MINEDUB	01 bureau de maître est équipé à l'EP de Darang	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	400 000	BIP
6.	MINEDUB	Equiper en tables-bancs 02 salles de classes à l'EP de Darang	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	1 800 000	BIP
7.	MINEDUB	Construire 02 salles de classes à l'EP Ngaouhorall	Bâtiment construit	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	16 000 000	BIP/PNDP
8.	MINEDUB	01 bureau de maître est équipé à l'EP de Ngaouhorall	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	250 000	BIP

N°	Secteur	Activités	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Partenaires	Périodes				Ressources			
						2014	2015	2016	2017	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement
9.	MINEDUB	Equiper en tables-bancs 02 salles de classes à l'EP de Ngaouhorall	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	1 800 000	BIP
10.	MINEDUB	Construire 02 salles de classes à l'EP de Mbalang Djalingo	Bâtiment construit	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	16 000 000	PNDP / COMMUNE
11.	MINEDUB	01 bureau de maître est équipé à l'EP de Mbalang Djalingo	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	250 000	PNDP / COMMUNE
12.	MINEDUB	Equiper en tables-bancs 02 salles de classes à l'EP de Mbalang Djalingo	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	1 800 000	PNDP / COMMUNE
13.	MINEDUB	Construire 02 salles de classes à l'EP de Selbe Darang	Bâtiment construit	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	16 000 000	BIP
14.	MINEDUB	01 bureau de maître est équipé à l'EP Selbe Darang	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	250 000	BIP
15.	MINEDUB	Equiper en tables-bancs 02 salles de classes à l'EP de Selbe Darang	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					- Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	1 800 000	BIP
16.	MINEDUB	Construire 02 salles de classes à l'EP de Biskewal	Bâtiment construit	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	16 000 000	BIP
17.	MINEDUB	01 bureau de maître est équipé à l'EP de Biskewal	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	250 000	BIP

N°	Secteur	Activités	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Partenaires	Périodes				Ressources			
						2014	2015	2016	2017	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement
18.	MINEDUB	Equiper en tables-bancs 02 salles de classes à l'EP de Biskewal	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	1 800 000	BIP
19.	MINEDUB	Construire 02 salles de classes à l'EP de Rep Yanga	Bâtiment construit	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	16 000 000	BIP
20.	MINEDUB	01 bureau de maître est équipé à l'EP de Rep Yanga	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	250 000	BIP
21.	MINEDUB	Equiper en tables-bancs 02 salles de classes à l'EP de Rep Yanga	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	1 800 000	BIP
22.	MINEDUB	Construire 02 salles de classes à l'EP de Massola	Bâtiment construit	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	16 000 000	BIP
23.	MINEDUB	01 bureau de maître est équipé à l'EP de Massola	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	250 000	BIP
24.	MINEDUB	Equiper en tables-bancs 02 salles de classes à l'EP de Massola	Bâtiment équipé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	1 800 000	BIP
25.	MINEDUB	construction d'un bâtiment administratif à l'EP de quartier Haoussa	Bâtiment construit	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	5 000 000	BIP
26.	MINEDUB	Construction de clôture à l'école Bilingue	Clôture construite	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	25 000 000	BIP PNDP / COMMUNE

N°	Secteur	Activités	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Partenaires	Périodes				Ressources			
						2014	2015	2016	2017	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement
27.	MINEDUB	Construction de clôture à l'école du quartier Haoussa	Clôture construite	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	25 000 000	BIP PNDP / COMMUNE
28.	MINADER	Achat et installation d'un moulin communal à Margueleng	Moulin installé	Maire	-Sectoriels -Consultants					-Conseillers municipaux		3 000 000	Commune/-PNDP
29.	MINADER	Achat et installation d'un moulin communal à Mayo Daneyel	Moulin installé	Maire	-Sectoriels -Consultants					-Conseillers municipaux		3 000 000	Commune/-PNDP
30.	MINADER	construction d'un point de vente des outils et intrants agricole à Mbalang Djalingo	Bâtiment construit	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	5 000 000	BIP PNDP / COMMUNE
31.	MINADER	aménagement de bas fonds sur 2 Km en vue de l'exploitation maraichère à Massola	Bas-fonds aménagé	Entrepreneur	-DD/TP -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	2 000 000	BIP PNDP / COMMUNE
32.	MINADER	Achat et installation d'un moulin communal à Massola	Moulin installé	Maire	-Sectoriels -Consultants					-Conseillers municipaux	Fiche de suivi	3 000 000	Commune/-PNDP
33.	MINEPIA	construction d'un bain détiqueur à selbe Darang	Bain détiqueur construit	Maire	-Sectoriels -Consultants					-Conseillers municipaux	Fiche de suivi	25 000 000	Commune/-PNDP
34.	MINEPIA	Construction d'un parc de vaccination du bétail à Margueleng	Parc de vaccination construit	Maire	-Sectoriels -Consultants					-Conseillers municipaux	Fiche de suivi	8 000 000	Commune/-PNDP
35.	MINEPIA	construction d'un bain détiqueur à Biskewal	Bain détiqueur construit	Maire	-Sectoriels -Consultants					-Conseillers municipaux	Fiche de suivi	25 000 000	Commune/-PNDP

N°	Secteur	Activités	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Partenaires	Périodes				Ressources			
						2014	2015	2016	2017	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement
36.	MINEPIA	Vulgarisation des champs fourragers à Yoko-Wouro	Champs fourrager réalisé	Maire	-Sectoriels -Consultants					-Conseillers municipaux	Fiche de suivi	2 000 000	Commune/-PNDP
37.	MINEPIA	Vulgarisation des champs fourragers à Biskewal	Champs fourrager réalisé	Maire	-Sectoriels -Consultants					-Conseillers municipaux	Fiche de suivi	2 000 000	Commune/-PNDP
38.	MINCOMME RCE	Construire un hangar au marché de Madem	Le hangar est construit	Prestataire	- DD/MINCOMME RCE -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	20 000 000	BIP
39.	MINCOMME RCE	Construire un hangar au marché de Dara Salam	Le hangar est construit	Prestataire	- DD/MINCOMME RCE -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	20 000 000	BIP
40.	MINCOMME RCE	étude de faisabilité en vue de la délocalisation du marché des petits ruminants	Le marché est délocalisé	Entrepreneur	-DD/TP -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	500 000	PNDP / commune
41.	MINEE	étude de faisabilité pour l'électrification de Rep Yanga	Village électrifié	Prestataire	-DD/MINEE -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	500 000	-BIP -PNDP -Commune
42.	MINEE	Réaliser un forage équipé de PMH Selbe Darang	Le forage est opérationnel	Prestataire	-DD/MINEE -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	8 000 000	-BIP -PNDP -Commune
43.	MINEE	Réaliser un forage équipé de PMH Mayo Daneyel	Le forage est opérationnel	Prestataire	-DD/MINEE -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	8 000 000	-BIP -PNDP -Commune
44.	MINFOF	création d'une pépinière à Yoko-Wouro	La pépinière est construite	Entrepreneur	-DD/MINFOF -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	20 000 000	PNDP BIP Commune

N°	Secteur	Activités	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Partenaires	Périodes				Ressources			
						2014	2015	2016	2017	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement
45.	MINFOF	construction d'un verger communal à Ngaouhora I	Le verger est construit	Entrepreneur	-DD/MINFOF -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	4 500 000	PNDP BIP Commune
46.	MINDUH	Réhabilitation des rues avec construction des caniveaux et ouvrages de franchissement à Sabongari	Les rues sont réhabilitées	Entrepreneur	-DD/MINDUH -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	15 000 000	PNDP BIP Commune
47.	MINDUH	Réhabilitation des rues avec construction des caniveaux et ouvrages de franchissement sur 3 Km à Gadamabanga	Les rues sont réhabilitées	Entrepreneur	-DD/MINDUH -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	50 000 000	PNDP BIP Commune
48.	MINDUH	Réhabilitation des rues avec construction des caniveaux et ouvrages de franchissement sur 3 Km dans les quartiers Yarang Mbibar et Haoussa	Les rues sont réhabilitées	Entrepreneur	-DD/MINDUH -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	50 000 000	PNDP BIP Commune
49.	MINDUH	Réhabilitation des rues avec construction des caniveaux et ouvrages de franchissement à Baladji I et II, Madagascar	Les rues sont réhabilitées	Entrepreneur	-DD/MINDUH -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	100 000 000	PNDP BIP Commune

N°	Secteur	Activités	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Partenaires	Périodes				Ressources			
						2014	2015	2016	2017	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement
50.	MINDUH	Réhabilitation des rues avec construction des caniveaux et ouvrages de franchissement sur 3 Km à Gadamabanga	Les rues sont réhabilitées	Entrepreneur	-DD/MINDUH -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	80 000 000	PNDP BIP Commune
51.	MINDUH	Réhabilitation des rues avec construction des caniveaux et ouvrages de franchissement sur 4 Km à Gadamabanga	Les rues sont réhabilitées	Entrepreneur	-DD/MINDUH -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	72 000 000	PNDP BIP Commune
52.	MINDUH	Réhabilitation des rues avec construction des caniveaux et ouvrages de franchissement sur 2 Km à Baladji II	Les rues sont réhabilitées	Entrepreneur	-DD/MINDUH -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	36 000 000	PNDP BIP Commune
53.	MINDUH	construction des caniveaux à Sabongari	Les caniveaux sont construits	Entrepreneur	-DD/MINDUH -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	100 000 000	PNDP BIP Commune
54.	MINSANTE	Construction de la clôture au CSI de Sabongari	Clôture construite	Entrepreneur	-DD/MINSANTE -ETAT					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	20 000 000	BIP PNDP COMMUNE /
55.	MINSANTE	étude de faisabilité en vue de l'aménagement de la route principale de Rep Yanga	Les routes sont réhabilitées	Entrepreneur	-DD/MINTP -PNDP					-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	36 000 000	PNDP BIP Commune
TOTAL												917600000	

5.2.1. Coûts estimatifs du CDMT

Tableau 63. Coûts estimatifs du CDMT

Secteurs	Coûts estimatif
Education de base	199 100 000
Elevage pêche et industries animales	62 000 000
Agriculture et développements rural	16 000 000
Commerce	40 500 000
Eau et Energie	16 500 000
Faune et forêt	24 500 000
Développement urbain et habitat	503 000 000
Santé publique	56 000 000
TOTAL	917 600 000

5.3. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Tableau 64. Présentation du plan sommaire de gestion de l'environnement

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (FCFA)
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP	2014-2015	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP	PM
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	2014-2017	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	PM
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	2014-2015	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ;	PM
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires	PNDP, Mairie (conseil municipal)	2014-2017	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	2 500 000
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale)	Agent de développement	2014-2017	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	4 000 000
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des micros projets	Entrepreneurs		Délégation MINEPDED ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM

5.4. Plan d'Investissement Annuel (PIA)

5.4.1. Ressources mobilisables et échéances

BAILLEURS	ECHEANCES				
	2014	2015	2016	2017	TOTAL
PNDP	39 577 000	39 000 000	40 000 000	40 000 00	158 577 000
COMMUNE (apport de la commune pour financement de micro projet PNDP)	3 861 000	75 500 000	70 500 000	100 000 000	249 861 000
BIP	93 338 000	90 000 000	30 000 000	16 400 000	229 738 000
FEICOM	175 000 000	145 000 000	116 000 000	100 000 000	536 000 000
TOTAL	311 776 000	349 500 000	256 500 000	256 400 000	1 174 176 000

5.4.2. Programmation annuelle des projets prioritaires

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Partenaires	Périodes												Ressources			
					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement
1.	EP ANNEXE BALADJI II GROUPE II : Construction blocs latrines	Latrine construit	Entrepreneur	- DD/MINEDUB DD/TP Agent de développement t													-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche suivi de	3 500 000	BIP
2.	EP DA RASSALAM : Construire deux Salles de Classe	Bâtiment construit	Entrepreneur	DD/MINEDUB -DD/TP -Agent de développement t													-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche suivi de	16 000 000	BIP

N°	Activités	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Partenaires	Périodes												Ressources			
					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement
3.	EP DA RASSALAM : Equiper les EP Programmées en Tables bancs	Bâtiment équipé	Entrepreneur	DD/MINEDUB DD/TP Agent de développement													-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche suivi de	1 800 000	BIP
4.	EP DA RASSALAM : Equiper les salles de classe des EP en Bureaux de Maitre	Bâtiment équipé	Entrepreneur	DD/MINEDUB DD/TP Agent de développement													-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche suivi de	250 000	BIP
5.	Commune d'Arrondissement de NGAOUNDERE - EM CIFAN : Équipement en mobilier (40 tables, 120 tables bancs, 6 tableaux sur chevalet)	Bâtiment équipé	Entrepreneur	DD/MINEDUB DD/TP Agent de développement													-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche suivi de	2 000 000	BIP
6.	EP GADA MABANGA - Raccorder les EP au reseau de la Camerounaise des Eaux et AES SONEL	École connecté	Entrepreneur	--DD/MINEE -Agent de développement													Sectoriel/Cabinet /BE	-Appareil photo numérique	4 900 000	BIP
7.	Adduction d'eau à l'école Haoussa	École connecté	Entrepreneur	--DD/MINEE -Agent de développement													Sectoriel/Cabinet /BE	-Appareil photo numérique	5 000 000	-PNDP -Commune

N°	Activités	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Partenaires	Périodes												Ressources			
					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement
8.	dotation des ecoles en 211 tables bancs	Tables bancs disponible	Entrepreneur	DD/MINEDUB DD/TP Agent de développement													-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	4 431 000	-PNDP -Commune
9.	Réalisation d'un forage à Ngaouhora I	Les forages sont construits	Prestataire	-DD/MINEE -Commune													-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	8 000 000	-PNDP -Commune
10.	Réalisation d'un forage à Biskewal	Les forages sont construits	Prestataire	-DD/MINEE -Commune													-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	8 000 000	-PNDP -Commune
11.	Entretien Routier des communes : COMMUNE DE NGAOUNDERE Ile	Routes entretenus	Entrepreneur	-DD/MINTP -Commune													-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	13 880 000	BIP
12.	Mise en place du bureau d'enregistrement des artisans	Le bureau d'enregistrement est opérationnel	Maire	État													-Conseillers municipaux -Agent de développement	Bon de commande	1 000 000	Budget communal
13.	Construction d'un hangar de marché à Darang	Hangar construit	Entrepreneur	DD/MINADER -PNDP													-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	8 000 000	PNDP / Commune
14.	Vulgarisation des champs fourragers à Ngaoussai	Rapport d'étude	Maire/PNDP	-DD/MINEPIA/ -Agent de Développement -PNDP													-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	2 000 000	PNDP/Commune
15.	Construction d'un parc de vaccination du bétail à Madem	Parc de vaccination construit	Maire/PNDP	-DD/MINEPIA/ -Agent de Développement -PNDP													-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	8 000 000	PNDP/Commune
16.	Réhabilitation des pistes de Sabongari	Piste réhabilitée	Maire/FEICOM	-DD MINDUH -A													-Agent communal de développement ; -Entrepreneur.	Fiche de suivi	175 000 000	FEICOM/Commune
Total																			261 761 000	

5.4.3. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Tableau 65.Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Activités	Indicateurs de résultats	Période de signature de l'accord de financement												Responsable et collaborateurs	Coût estimatif (FCFA)	Source de financement
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			
Aide et secours aux populations vulnérables de la commune d'arrondissement de Ngaoundéré II	Nombre de personnes aidées													-DDMINAS -Maire -Comité de suivi de développement	1 000 000	BIP
TOTAL															1 000 000	

5.4.4. Coût estimatif du PIA

Tableau 66 : Coûts estimatif du PIA

Secteur	Coût estimatif
Education de base	37 881 000
Eau et Energie	16 000 000
Travaux publics	13 880 000
Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	1 000 000
Elevage pêche et industries animales	10 000 000
Développement urbain et habitat	175 000 000
Agriculture et développement rural	000 000
Total	261 761 000Fcfa

5.4.5. Cadre sommaire de gestion environnementale du PIA

Tableau 67. Impacts environnementaux possibles des microprojets du PIA

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base : - Construire 02 salles de classes à l'EP EP DA RASSALAM - Construire 01 bloc latrines à EP ANNEXE BALADJI II GROUPE II - Construction d'un hangar de marché à Darang - Construction d'un parc de vaccination du bétail à Madem	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public	- Risques d'érosion des sols ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Dégradation du couvert végétal	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion	- Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents
Microprojets hydrauliques : - EP GADA MABANGA Raccorder les EP au réseau de la Camerounaise des Eaux et AES SONEL - Adduction d'eau à l'école Haoussa - Réalisation d'un forage à Ngaouhora I - Réalisation d'un forage à Biskewal	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public - Diminution de la pression	- Risques d'érosion des sols ; - Pollution de la nappe phréatique	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion	- Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Canal d'assainissement des eaux avec puits perdu rempli de cailloux
Microprojets structurants : - Entretien du réseau routier de la commune	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public	- Risques d'incendie ; - Risques d'érosion des sols ; - Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Risques de braconnage ; -	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion - Mise en place des barrières de pluie	- Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Interdiction des feux de brousse ; - Installation des pare feux ; - Prendre des dispositions pour une bonne gestion de la base-vie

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
				-Sensibilisation sur le VIH SIDA -Sensibilisation des populations à la lutte contre le braconnage ; - Installation des barrières de pluies

5.4.6. Principaux impacts sociaux potentiels

Tableau 68. Impacts sociaux possibles des projets du PIA

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base : - Construire 02 salles de classes à l'EP EP DA RASSALAM - Construire 01 bloc latrines à EP ANNEXE BALADJI II GROUPE II - Construction d'un hangar de marché à Darang - Construction d'un parc de vaccination du bétail à Madem	-Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre) - Améliorer les conditions de travail des élèves - Facilitation de l'accès aux soins; - Amélioration des conditions de fréquentation ; - Développement des activités agricoles et communautaires ;	-Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ; - Risques de conflits sur le choix du site -Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; -Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ; -Risques de marginalisation des populations vulnérables	-Participation et sensibilisation des populations ; - Sensibiliser les communautés ; -Mettre en place les Comités de gestion ;	-Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; -Contre l'insécurité : Nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; -Contre la marginalisation : Identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
Microprojets hydrauliques : - .EP GADA MABANGA	-Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ;	-Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques d'intoxication due au mauvais dosage du chlore ;	-Sensibilisation des populations -Encourager les projets HIMO	- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ;

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
Raccorder les EP au réseau de la Camerounaise des Eaux et AES SONEL - Adduction d'eau à l'école Haoussa - Réalisation d'un forage à Ngaouhora I - Réalisation d'un forage à Biskewal	- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale)	- Risques de mauvaises manipulations des ouvrages		- Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; - Contre les risques d'intoxication à l'eau de puits et autres : former le Comité de gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits, - Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages
	- Diminution des maladies d'origine hydriques ; - Facilitation de l'accès à l'eau potable	- Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables	- Sensibilisation des populations - Former un artisan réparateur	-Contre l'insécurité : -Nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; -Contre la marginalisation : -Identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : -Solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
Microprojets structurants : - Entretien du réseau routier de la commune	- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale	Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;	Sensibilisation des populations	- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées)
	- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) - Faciliter le déplacement des personnes et des biens	-Risques d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA et autres maladies ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables ; -Risque d'intensification du braconnage	Sensibilisation des populations	-Inclure la lutte contre le VIH SIDA et le braconnage dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; - Sensibilisation des populations
	- Baisse du cout de transport ; - Facilitation de l'accès à l'information ;	- Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents)	Sensibilisation des populations	-Contre les accidents : mettre une signalisation routière ;

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
	- Désenclavement des localités et développement des activités socio-économiques	de circulation) ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; - Risques d'incendies		limiter les vitesses. -Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion
	-Amélioration des revenus ; -Amélioration de la gouvernance locale	- Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet	Attribuer une tranche de 10% de l'allocation au Micro Projet de Gestion des Ressources Naturelles	- Former et mettre en place les Comités de gestion
		- Risques de marginalisation des populations vulnérables ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet		Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD.

5.4.7. Plan sommaire de gestion de l'environnement et social

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base : Microprojets structurants :	Construire 02 salles de classes à l'EP EP DA RASSALAM	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINUB -DDMINMAP -MAIRE	800 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		- Construction d'un bloc latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 500 000
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)	
		Equipement en deux bacs à ordure	Risque	Education à l'hygiène et à la salubrité	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	30 000	
		Total							16 030 000
	Construire 01 bloc latrines àEP ANNEXE BALADJI II GROUPE II	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINMAP -MAIRE	800 000	
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000	
		TOTAL							1 800 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
	Construction d'un hangar de marché à Darang	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		- Construction d'un bloc latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 500 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)	
		Equipement en deux bacs à ordure	Risque	Education à l'hygiène et à la salubrité	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	30 000	
		TOTAL							13 830 000
	Construction d'un parc de vaccination du bétail à Madem	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINMAP -MAIRE	800 000	
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000	
		TOTAL							1 000 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
	Entretien du réseau routier de la commune	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		-Plantation des arbres le long de la route	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		Engazonnement des pentes perturbées ; -Remise en état des zones d'emprunt ; -Contre l'envasement :	Risque de dégradation de ressources naturelles	Eliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		TOTAL						1 200 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
Microprojets hydrauliques	Réalisation d'un forage à Ngaouhora I	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000
		Total						1 100 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
	Réalisation d'un forage à Biskewal	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000
		TOTAL						1 100 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
	EP GADA MABANGA Raccorder les EP au reseau de la Camerounaise des Eaux et AES SONEL	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		-Plantation des arbres le long de la route	Risque d'érosion	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		TOTAL						1 000 000
	Adduction d'eau à l'école Haoussa	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINMAP -MAIRE	800 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		-Plantation des arbres le long de la route	Risque d'érosion	Réduire l'érosion	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		TOTAL						1 000 000
TOTAL DES COÛTS DES ASPECTS SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX DES MICROPROJETS DU PIA								38 060 000

5.5. Plan de Passation des marchés

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalable CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DAO	Préparation DAO	Date non objection CTD	Délai de soumission	Date Ouverture des plis	Date Evaluation	Date Non Objection CTD	Attribution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
EP ANNEXE BALADJI II GROUPE II : Construction blocs latrines	01	3 500 000	Gré à gré		Prévu								03/06/14	3 500 000	03/08/14
					Réalisé										
EP DARASSALAM : construire deux salles de classe	01	16 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	16 000 000	03/08/14
					Réalisé										
EP DARASSALAM : Equiper les EP Programmées en tables bancs	01	1 800 000	Gré à gré		Prévu								15/4/14	1 800 000	15/6/14
					Réalisé										
EP DARASSALAM : Equiper les salles de classe des EP en bureaux de maitre	01	250 000	Gré à gré		Prévu								15/4/14	250 000	15/6/14
					Réalisé										
Commune	01	2 000 000	Gré à gré		Prévu								15/4/14	2 000 000	15/6/14

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalable CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DAO	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouver ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
d'Arrondissement de NGAOUNDERE Iler – EM CIFAN : Équipement en mobilier (40 tables, 120 tables bancs, 6 tableaux sur chevalet)					Réalisé										
EP GADAMABANGA Raccorder les EP au réseau de la Camerounaise des Eaux et AES SONEL	01	4 900 000	Gré à gré		Prévu Réalisé								03/06/14	4 900 000	03/08/14
Adduction d'eau à l'EP Haoussa	01	5 000 000	Appel d'offre		Prévu Réalisé		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	5 000 000	03/08/14
Dotation des écoles en 211 tables bancs	01	4 431 000	Gré à gré		Prévu Réalisé								03/06/14	4 431 000	03/08/14
Réalisation d'un forage Ngaouhora I	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu Réalisé		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/08/14
Réalisation d'un forage à Biskewal	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu Réalisé		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/08/14
Entretien Routier des Communes : COMMUNE DE NGAOUNDERE Ile	01	13 880 000	Appel d'offre		Prévu Réalisé		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	13 880 000	03/08/14
Mise en place du bureau d'enregistrement des artisans	01	1 000 000	Gré à gré		Prévu Réalisé								03/06/14	1 000 000	03/08/14
Construction d'un hangar de marché à	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu								03/06/14	8 000 000	03/08/14

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalable CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DAO	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouver ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
Darang					Réalisé										
Vulgarisation des champs fourragers à Ngaoussai	01	2 000 000	Gré à gré		Prévu								15/4/14	2 000 000	15/6/14
					Réalisé										
Construction d'un parc de vaccination du bétail à Madem	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu								15/4/14	8 000 000	15/6/14
					Réalisé										
Réhabilitation des pistes de Sabongari	01	175 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	175 000 000	03/08/14
					Réalisé										

6. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

6.1. Composition, attributions du comité de suivi évaluation du PCD

Le suivi de la mise en œuvre du PCD se fait à deux niveaux :

❖ Niveau Village

Il est assuré par l'agent communal de développement et des comités de concertations qui se servent d'outils tels que le tableau de suivi des actions planifiées ;

Ils ont pour mission de renseigner sur l'état de mise en œuvre des activités programmées et les résultats obtenus. De ce fait, ils programment des séances de concertations et de sensibilisation ainsi que le suivi de l'exécution des activités

❖ Niveau communal

Au niveau communal, les acteurs du suivi-évaluation sont :

- Le Maire et le reste de l'exécutif communal ;
- Le Comité de pilotage ;
- L'agent communal de développement ;
- Les services déconcentrés de l'Etat ;
- L'OAL et les prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du PCD;
- Les représentants des communautés bénéficiaires des microprojets ;
- Les organisations/associations à base communautaire

Précisions que nonobstant le fait que le suivi - évaluation du plan concerne tous les acteurs de la mise en œuvre, le noyau central du dispositif est l'administration communale mais surtout le comité de suivi du PCD. Les responsabilités de ce comité sont les suivantes:

- Collecter et gérer l'information sur l'élaboration et la mise en œuvre du PDC. Autrement dit, ils s'occupent du suivi de l'exécution des activités concernant à la fois les activités financées dans le cadre du PNDP et les autres activités de la Commune. Sur la base des données qualitatives et quantitatives recueillies au niveau des villages à partir des outils de collecte, une consolidation est faite par l'agent communal de développement en tenant compte des données collectées sur l'état d'avancement des activités programmées au niveau de la Commune. Cette consolidation donne lieu à un rapport présenté dans un canevas spécifique ;
- Evaluer les impacts socio-économiques et environnementaux liés aux activités de mise en œuvre du PCD ;
- Apporter un appui technique aux comités de concertation ;
- Produire et transmettre des rapports trimestriels.

6.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA, et au PS)

Le tableau suivant contient les indicateurs du suivi du PIA par les différents acteurs. Ils devront donc s'en inspirer lors de la production de leurs rapports.

Tableau 69. Indicateur de suivi et évaluation

Secteurs/centres d'intérêts	Activités	Indicateurs
Eau et énergie	01 forage est construit et équipé de PMH à Ngaouhora I	Nombre de forages construits
	01 forage est construit et équipé de PMH à Biskewal	Nombre de forages construits

Secteurs/centres d'intérêts	Activités	Indicateurs
Travaux publics	Le réseau routier de la commune est Entretenu	Nombre de Kilomètre entretenu
Agriculture et développement rural	Vulgarisation des champs fourragers à Ngaoussai	Nombre de champs fourrager réalisés
Élevage, pêche et industrie	01 hangar construit au marché à Darang	Nombre de hangars construit
Education de base	02 salles de classes sont construites à l'EP DA RASSALA	Nombre de salles de classes construites à DA RASSALAM
	EP GADA MABANGA - Raccorder les EP au réseau de la Camerounaise des Eaux et AES SONEL	Nombre d'adduction d'eau
	02 salles de classes sont équipées en tables-bancs à DA RASSALAM	-Nombre de salles de classes équipées à DA RASSALAM -Nombre de tables-bancs mis à la disposition des classes à DA RASSALAM
	02 salles de classes de l'EP de DA RASSALAM sont équipées en bureaux de maître	Nombre de bureaux équipés à l'EP de DA RASSALAM
	Commune d'Arrondissement de NGAOUNDERE Iler – EM CIFAN : Équipement en mobilier (40 tables, 120 tables bancs, 6 tableaux sur chevalet)	Nombre de salles équipés à l'école du CIFAN
Développement urbain et habitat	Réhabilitation des rues de Sabongari	Nombre de rues réhabilités
Petites et moyennes entreprises	01 bureau d'enregistrement est mise en place	Nombre de petites et moyennes entreprises, d'artisans enregistré

6.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting

Afin de mener à bien ces différentes missions, le comité de pilotage usera des outils suivants :

- PDC/PIA ;
- Fiches de collecte des données ;
- Fiches de suivi des activités réalisées au niveau communal ;
- Rapports périodiques des agents de suivi ;
- Rapports des visites de terrain ;
- Compte rendus des réunions ;
- Rapports divers (prestataires et consultants) ;
- Tableaux de consolidation des informations ;
- Tableaux de bord sur la situation des indicateurs de suivi de la Commune (prévisions, réalisations, taux de réalisation) ;

La fréquence de suivi de la mise en œuvre du PCD se présente ainsi qu'il suit :

- Les rapports sont produits chaque trimestre, semestre et année.
- Le rapport trimestriel rend compte de l'exécution des activités programmées.

Le rapport semestriel présente l'exécution des activités ainsi que des informations issues des rapports des deux trimestres correspondants. Il est complété par des données de l'évaluation des impacts socio-économiques

6.4. Mécanisme de préparation du PIA de révision du PCD

L'agent communal de développement procède à la préparation de la programmation sur la base du cadre logique et du tableau de suivi des actions planifiées. Cette

programmation indique pour chaque activité, le coût, le responsable, le délai de réalisation (date de début et date de fin), les indicateurs. Le PIA est élaboré au cours d'un atelier de programmation regroupant les sectoriels, les représentants des acteurs locaux par village et du conseil municipal.

Une fois achevée, cette programmation est partagée avec l'ensemble des personnes concernées et publiée pour information au grand public. De cette programmation annuelle, se déclinent des programmations semestrielle, trimestrielle et mensuelle.

7. PLAN DE COMMUNICATION

Tableau 70. Planification des activités de communication au niveau communal

OBJECTIFS	ACTIVITES	THEMATIQUES/ MESSAGES	ÉMETTEURS/ RESPONSABLES	RECEPTEURS/ BENEFICIAIRES/ DESTINATAIRES	SUPPORTS/ OUTILS/METHODES	PERIODES	INDICATEURS
- Mobiliser les acteurs et les bénéficiaires en vue de leur participation effective aux différentes étapes du processus de mise en œuvre du PCD	-Création d'un site internet de la commune - Participation aux émissions radiophoniques -Production des émissions radiophoniques -Organisation des rencontres de concertation et d'échanges avec les élites, les autorités et les populations -Production des tracts, dépliants, et affiches -Promotion du plan auprès des différents partenaires	-Rôles des différents acteurs de la mise en œuvre du PCD - Justification de l'élaboration du PCD -Buts et objectifs du PCD -Différents projets identifiés dans le PCD (activités, sites d'implantation des projets, processus de mise en œuvre de ces projets...)	-Maire -Chargé de la communication et du marketing -Conseillers municipaux -Membres du comité de suivi -Chefs traditionnels et Religieux	-Autorités administratives et sectoriels -Députés -Conseillers municipaux -Chefs traditionnels et Religieux -Membres des comités de concertation -Opérateurs économiques -Partenaires au développement -Grand public	-Internet -Radios -Presse -Dépliants -Affichage (babillard de la commune...) -Téléphone arabe -Conférences/débats -Pasteurs, prêtres, Imams, et chefs traditionnels	Jan-Déc 2015	-Nombre de communications postés sur le site internet de la commune -Nombre d'intervention dans les émissions radiophoniques -Nombre de programmes radiophoniques diffusés -Nombre de tracts, dépliants et affiches produits -Nombre de partenaires rencontrés et convaincus
Promouvoir l'image de marque de la commune à l'extérieur	-Création d'une cellule de communication, recrutement d'un chargé de la communication et du marketing - Participation aux émissions radiophoniques -Production des émissions radiophoniques -Diffusion de messages publicitaires à travers les organes de presses – Organisation des rencontres avec les potentiels maires partenaires	-Richesses et potentialités de la commune -Nombre de partenariats déjà signés par la commune -Différents projets de développement en cours dans la commune -Différents projets déjà réalisés dans la commune	-Maire -Chargé de la communication et du marketing -Conseillers municipaux	-Potentiels communes partenaires -Partenaires au développement -Investisseurs	-Site internet de la commune -Radios -Presse -Rencontres d'affaires	Fév-Oct 2015	-Existence d'une cellule de communication dans la commune -Nombre de communications postés sur le site internet de la commune -Nombre d'intervention dans les émissions radiophoniques -Nombre de programmes radiophoniques diffusés -Nombre de maires rencontrés et convaincus
Appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la commune, notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle citoyen par les bénéficiaires	-Diffuser systématiquement les informations sur les actes publics notamment budgets de la commune, comptes administratifs et de gestion -Associer la société civile à la mise en œuvre et au suivi des programmes de lutte contre la pauvreté à la base	-Budget communal -Plan de campagne communale -Décentralisation -Système de passation des marchés publics -Démocratie -Lutte contre la corruption et des détournements des deniers publics	-Maire -Chargé de la communication -Receveur municipal -secrétaire général de la commune	-Autorités administratives et sectoriels -Députés -Conseillers municipaux -Chefs traditionnels et Religieux -Membres des comités de concertation -Partenaires au développement -Grand public	-Internet -Radios -Presse -Dépliants -Affichage (babillard de la commune...) -Téléphone arabe -Conférences/débats -Pasteurs, prêtres, Imams, et chefs traditionnels -Causeries éducatives dans les villages -Boîtes à images	Tout au long de la mise en œuvre du PCD	-Fréquence de diffusion des informations sur les actes publics -Nombre d'acteurs de la société civile associés à la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté à la base

8. CONCLUSION

Par ce processus qui implique les acteurs de développement, des populations aux autorités administratives et municipales, la Commune de Ngaoundéré 2^{ème} actualise son plan de développement qui définit les différentes orientations stratégiques que sont, entre autres :

- ✓ l'amélioration de la performance de la Commune ;
- ✓ l'amélioration d'accès des populations aux services sociaux de base de qualité ;
- ✓ L'augmentation du revenu des producteurs / transformateurs / commerçants ;
- ✓ la promotion de l'emploi / auto emploi ;
- ✓ l'amélioration de la gestion des ressources naturelles de la Commune.

Ce plan constitue, pour l'Exécutif Communal, un outil guide de rayonnement de la Commune. Pour que ce rayonnement soit effectif, il faut passer à l'étape supérieure qui est la mise en œuvre de ce plan. Cette dernière ne peut être possible que par l'engagement réel des différentes parties prenantes (l'Exécutif Communal, la Tutelle, la population bénéficiaire, l'Administration, les Services techniques, les ONG et Projets de développement, les élites, etc.). Ceci se traduit par des multiples actions notamment :

- ✓ l'exécution des programmes d'investissement annuels, pour mieux cibler les activités ;
- ✓ l'élaboration des micros projets des actions retenues ;
- ✓ la mobilisation des ressources nécessaires pour la réalisation des actions.

9. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET ARCHIVES

- Anonyme 1994 loi ° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche.
- Anonyme 2004. Loi N° 2004/018 du 22 février 2004 fixant les règles applicables aux Communes.
- Anonyme 2004. Loi N° 2004/019 du 22 février 2004 fixant les règles applicables aux régions.
- Anonyme, 1996. Loi N° 96/12 du 5 août 1996 portant loi cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun.
- Avenier M.-J., (coord.) 1997- *La stratégie chemin faisant*, Paris, Economica.
- Boutrais J. 1974. Les conditions naturelles de l'élevage sur les plateaux de l'Adamaoua. Cahier ORSTOM, Paris.
- Boutrais J., 1995- *Hautes terres d'élevage au Cameroun*. Thèse de doct. de Géographie, Université de Paris X, ORSTOM, Etudes et thèses, Paris, 1302 p.
- Boutrais J., 1996- Population et environnement pastoral en Afrique tropicale. In : F. Gendreau, P. Gubry (éds)- *Population et environnement dans les pays du Sud*, Karthala-CEPED : 177-198, Paris.
- Bet : Camgis Plc., 2008. Schéma Minimal d'Aménagement Urbain Local, Phase III, Ngaoundéré, DP3A/S/23/0507/YDE.
- CEFAM, 2009 Coopérations CEFAM/PNDP. Formation des cadres communaux. Budgétisation et exécution des dépenses communales.
- Chabeuf N., 1986- *Etude des investissements de la SODEPA*. IEMVT, 212 p.
- Dongmo J.-L., 2004- L'émergence du territoire agropastoral du village de Mbang Foulbé dans le Lamidat de Ngaoundéré. *Annales de la FALSH, Université de Ngaoundéré. Numéro spécial*. pp. 2-18.
- Douffissa A., 1993- *L'élevage bovin dans le Mbéré (Adamaoua camerounais)*, Orstom, Etudes et thèses, 281 p.
- DRSP-2006 Rapport d'étape de mise en œuvre du document de stratégie de réduction de la pauvreté au 31 décembre 2005 MINEPAT
- Eno Belinga S-M., 1972- *L'altération des roches basaltiques et le processus de bauxitisation dans l'Adamaoua*, Thèse de doct. D'Etat, Université de Paris VI, 590 p.
- Gondolo A., 1975- *Ngaoundéré ou l'évolution d'une ville peule*. Thèse de doct, Université de Rouen, 225 p.
- GTZ-2006 Diagnostic communal rapide. Guide méthodologique document de travail n°1.2.1. Programme d'appui à la décentralisation et au développement local, (PADDL)
- Humbel F. X. 1971 CARTE PEDAGOGIQUE DE Ngaoundéré 10 à 1/50.000 ; ORSTOM.
- Humbel F-X., 1966- *Etude de certains sols rouges à sables quartzeux de l'Adamaoua (Cameroun)*. ORSTOM, Yaoundé (CMR), 28 p.
- Humbel F-X., 1967- *Notice explicative : Carte pédologique Ngaoundéré 1 d à 1/50000*. ORSTOM, Yaoundé (CMR), 118 p.
- Hurault J., 1986- Les anciens peuplements de cultivateurs de l'Adamaoua occidentale (Cameroun-Nigeria) : méthodologie d'une approche

- spatiale Géo-archéologies régionales en milieux tropicaux : *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.***22** (1) : 115-145, Paris.
- Hurault J., 1990- Evolution récente des vallées de l'Adamaoua occidental (Cameroun-Nigeria). *Rev. de Géomorph. Dyn.*, 2 : 49-62, Strasbourg.
- MINEPAT, 2000. Etudes socio-économiques régionales au Cameroun, projet PNUD-OPS/CMR/98/005/01/99.
- MINFOF, 2005. L'avenir des forêts Camerounaises. Rapport, groupe de travail N° 1.
- Mohammadou E., 1978- Les royaumes foulbé du plateau de l'Adamaoua au XIX^e siècle : Tibati, Tignère, Banyo, Ngaoundéré. In *Traditions historiques des foulbé de l'Adamaoua*, vol. 4, Institute for Study of language and Culture of Asia and Africa (ILCAA), Tokyo, 119p.
- Mvu Nguofeyuom M., 2001- Croissance périurbaine non planifiée : le cas du front Sud-Est de la ville de Ngaoundéré. Mémoire de maîtrise, Département de Géographie, FALSH, Université de Ngaoundéré, 99p.
- OIBT, 2002. Directives OIBT pour la restauration, l'aménagement et la réhabilitation des forêts tropicales dégagées et secondaires. Série développement des politiques OIBT N° 13.
- PACCDU, 2008. Schéma Minimal d'Aménagement Urbain Local (SMAUL). Phase III Ngaoundéré. Coopération Cameroun-Union Européenne.
- PNDP-2004 Manuel de praticien des appuis au processus d'élaboration des PDL et PDC, banque mondiale, GTZ, SNV.
- Podlewski A., 1993- [Présentation d'une liste généalogique et chronologique de la chefferie mboum de Nganha](#)In : D. Barreteau, C. Von Graffenried (éds) : *Datation et chronologie dans le bassin du Lac Tchad*. Orstom, colloques et séminaires : 229-254
- Rippestein G., 1985. Etude de la végétation de l'Adamaoua, évolution, conservation, régénération et amélioration d'un écosystème pâturé au Cameroun.
- Rossi G., 2000- *L'ingérence écologique : environnement et développement rural du Nord au Sud*. Coll. Espace et Milieux, CNRS éditions, Paris, 248 p.
- Saibou Issa, 1998- Lamiido et sécurité dans le Nord-Cameroun. *Annales de la FALSH, Univ. de Ngaoundéré*, 3 : 63-76.
- Salem G., 1998- *La santé dans la ville : Géographie d'un petit espace dense : Pikine (Sénégal)*, Karthala-Orstom, Paris, 252 p.
- SNV-Cameroun, 2004. Points d'attention pour une planification communale.
- Tchotsoua M., 1996a- L'Homme et la dynamique des paysages sur les hautes terres de l'Adamaoua. Etat des connaissances et perspectives de recherches. *Revue Ngaoundéré-Anthropos*, 2 : 89-104.
- Tchotsoua M., 1996b- *Urbanisation et érosion accélérée dans la ville de Yaoundé : comment améliorer la conservation de l'environnement urbain en milieu tropical humide*. UEPEA, Nouvelles Imprimeries de Sénégal, Dakar, 131 p.

- Tchotsoua M., 1999a- L'homme et la dynamique des paysages sur la dorsale de l'Adamaoua. *Flamboyant*, 50 : 26-39.
- Tchotsoua M., Bonvallet J. et Totoum, 2001-Pression urbaine et dynamique des paysages sur les mornes granitiques et volcaniques de Ngaoundéré au Cameroun. F. Bart, S. Morin et J-N. Salomon (éds), *Les montagnes tropicales : identités, mutations, développement, Espace tropical, Dymset-Cret*, 16 :323 – 354.
- Tchotsoua M., Bonvallet J., Ndamé J-P. et Wakponou A., 1999- Maîtrise et gestion de l'eau à Ngaoundéré (Cameroun) : problèmes et esquisses de solutions. *Geo-Eco-Trop., Revue Internationale d'Ecologie et de Géographie Tropicales*, 23 : 91-105.
- Tchotsoua M., Boutrais J. et Bonvallet J., 2002a- Dynamique des usages des vallées péri-urbaines de Ngaoundéré : cas de la plaine inondable de Marza. In : D. Orange R. Arfi, M. Kuper, P. Morand et Y. Poncet (éds) 2002- *Gestion intégrée des ressources naturelles en zones inondables tropicales*.IRD Éditions, Colloques et séminaires, Paris : 587-601.
- Tchotsoua M., Iya M. et Ndi Nyoungui A., 2002c-La géomatique : base d'une nouvelle stratégie de suivi de l'état et de l'entretien de la voirie urbaine de Ngaoundéré. *Annales de la FALSH*, 5 : 34-45.
- Tchotsoua M., Mapongmetsem P.-M. et Tago M., 2000a- Urbanisation, crise économique et dynamique de l'environnement en milieu soudanien d'altitude : le cas du plateau de Ngaoundéré au Cameroun. In : Kengne Fodouop et G. Courade (éds) : *Sociétés et Environnement au Cameroun*, Rev. de Géogr. du Cam.,n° spécial: 117-127.
- Tchotsoua M., Mohamadou Guidado, Esoh Elame et Nghana J-P., 1998d-Diagnostic de l'état de l'environnement de Ngaoundéré et contribution pour une approche de gestion partagée. *Annales de la FALSH*, 3 : 99-114.
- Tchotsoua M., Yetgang J.-B., Pewo V. et Tchouassi Wansi, 2000b- Indicateurs, processus et causes de l'érosion accélérée des parcours pastoraux sur le plateau de Ngaoundéré au Cameroun. *Bulletin du réseau érosion*, 20 : 300-308.
- Tchoua F-M., 1974- *Contribution à l'étude géologique et pétrologique de quelques volcans de la " ligne " du Cameroun (monts Manengouba et Bambouto)*. Thèse de doct. D'Etat, Université de Clermont-Ferrand, 347 p. + biblio + 75 figures.
- Temdjim R., 1986- *Le volcanisme de la région de Ngaoundéré (Adamaoua-Cameroun. Etude volcanique et pétrographique*. Thèse de doct, Université de Clermont Ferrand, 258 p.
- Yonkeu. S., 1993- *Végétation des pâturages de l'Adamaoua (Cameroun) : Ecologie et potentialités pastorales*. Thèse de doct. Université de Rennes I, 206 p.
- Youana J., 1996- Gestion foncière et disciplines urbanistiques au Cameroun : apports et limites du permis de bâtir. *Rev. Géogr. Cam.* **12** (2) : 27-43.

10. LISTE DES ANNEXES

Annexe 1. Arrêté portant création du Comité de Pilotage (COPIL)

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

RÉGION DE L'ADAMAOUA

DÉPARTEMENT DE LA VINA

COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE
NGAOUNDÉRE II^{ÈME}

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

ADAMAWA REGION

VINA DIVISION

NGAOUNDERE II
SUBDIVISIONAL COUNCIL

SECRETARIAT GENERAL

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°001/ DM/CANII/SG/2013 PORTANT CREATION,
ATTRIBUTION, COMPOSITION DU COMITÉ DE PILOTAGE CHARGÉ D'APPUYER
LE PROCESSUS DE PLANIFICATION DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT
DE NGAOUNDÉRE II.**

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE NGAOUNDÉRE II :

- Vu la constitution ;
Vu la loi n°2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation ;
Vu la loi n°2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes ;
Vu la loi n°2009/011 du 10 juillet 2009 portant régime financier des Collectivités Territoriales Décentralisées ;
Vu la loi n°2009/019 du 15 décembre 2009 portant fiscalité locale ;
Vu le décret n°77/91 du 25 Mars 1977 déterminant les pouvoirs de Tutelle sur les communes, syndicats des communes et établissements communaux et ses textes modificatifs subséquents ;
Vu le décret n°2007/115 du 23 avril 2007 portant création de nouveaux arrondissements ;
Vu le décret n°2007/117 du 24 Avril 2007 portant création de la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré II ;
Vu le décret n°20120/480 du 22 octobre 2012 portant nomination de Monsieur **MOVONDO Justin** aux fonctions de Préfet du Département de la Vina ;
Vu l'arrêté n° 00147/A/MINATD/DCTD du 29 août 2007 constatant l'élection de **MOHAMAN TOUKOUR** en qualité de Maire de la Commune d'arrondissement de Ngaoundéré II et de ses Adjoints ;
Vu l'arrêté n°229/CAB/PM du 07 octobre 2009 portant réorganisation du cadre institutionnel d'exécution du Programme National de Développement Participatif (PNDP)
Vu les nécessités de service,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Il est créé dans la commune d'Arrondissement de Ngaoundéré II pour compter de la date de signature du présent arrêté, un comité de Pilotage chargé d'appuyer le processus de planification en vue de l'élaboration du plan communal de développement.

Article 2 : Le comité de pilotage a pour mission de :

- Définir les orientations et la stratégie d'élaboration du plan communal de développement ;
- Veiller au bon déroulement du processus de planification ;
- S'assurer de la participation effective des populations à tous les stades.

Le comité de pilotage travaille en étroite collaboration avec l'organisme d'appui local (OAL) Association pour la cartographie et la gestion des ressources (ACAGER) et rend compte mensuellement au Maire tout au long du processus de planification.

Article 3 : Le mandat du comité de pilotage prend fin dès approbation du plan communal de développement par le Préfet.

Article 4 : Le comité de pilotage est composé de :

- Président : Mme MAMA KOULSSOUMY, 2^{ème} adjointe au Maire
Secrétaire : MOHAMADOU MAHDI, Secrétaire Général
Membres : MEYOSSEME NDONGO Jean Paul, Fondé de pouvoirs à la recette municipale de la CANII
- NENKE HABIBA, conseillère municipale
- AOUDOU KILA, conseiller municipal
- ABOUBAKAR YAYA, conseiller municipal
- SALIHOU BABA, conseiller municipal
- MIBUYAWA GARBA, conseiller municipal
- MOHAMADOU AWAL, agent communal de développement
- DJAFAROU YAYA, agent communal financier

Article 5 : Toute personne peut, en raison de ses compétences et sur décision du Président du Comité de pilotage, être invité à assister aux travaux du comité, avec voix consultative. Le Président peut aussi inviter tout conseiller municipal en fonction du programme de planification.

Article 6 : Les réunions du Comité de Pilotage se tiennent au moins une fois par mois sur convocation du président du comité de pilotage. Les réunions du comité de pilotage sont sanctionnées par un procès-verbal et/ou un rapport.

Article 7 : Les fonctions du comité de pilotage sont gratuites, toutefois la Commune prendra toutes les dispositions pour assurer le bon fonctionnement du Comité et en fonction des moyens disponibles.

Article 8 : Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera

AMPLIATIONS :

- PREFET/VIC
- CR/PNDP/A
- SOUS-PREFET NGOUNDERE II
- MEMBRES COMITE
- CHRONO/ARCHIVES

Vu et Approuvé sous le N° 007
Le Préfet, 28 JAN 2013



MYONDO JUSTIN
Administrateur Civil Principal
de Classe Exceptionnelle



Annexe 2. Exemple de lettre d'introduction dans les villages dans le cadre du DPNV

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

REGION DE L'ADAMAOUA

DEPARTEMENT DE LA VINA

ARRONDISSEMENT DE NGAOUNDERE 2^{ème}

SOUS -PREFECTURE DE NGAOUNDERE 2^{ème}

**BUREAU DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
JURIDIQUES ET POLITIQUES**

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND

ADAMAUA REGION

VINA DIVISION

NGAOUNDERE 2nd D'OS OFFICE

NGAOUNDERE 2nd SUBDIVISION

**ADMINISTRATIVES, LEGAL, AND
POLITICAL AFFAIRS BUREAU**

N° 23 / BRPA/ H52- 04/BAAJP

LE SOUS PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE NGAOUNDERE II

AU :

CHEF DU VILLAGE : VELA BAI

BORDEREAU RECAPITULATIF DES PIECES ADRESSEES

N°	DESIGNATION DES PIECES	NOMBRES	OBSERVATIONS
01	Calendrier d'élaboration du plan Communal de développement	01	Pour encadrement et accueil des animateurs

Reçu le _____

N'Gaoundéré le _____

Le Sous Préfet,



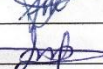
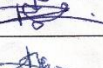
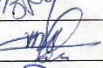
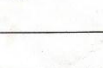
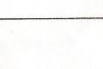
Annexe 3. Fiche de présence restitution-formation du DPNV au village Darang

	ASSOCIATION POUR LA CARTOGRAPHIE ET LA GESTION DES RESSOURCES (AGACER)
	Conception, Planification, Réalisation et Suivi/Évaluation des Plans de Développement communal et communautaire. Étude, Animation et Formation dans les Communautés en zones rurale et urbaine
	Siège Social : Ngaoundéré, BP. 110. Ngaoundéré. Tél. : 99 80 64 83 / 77 63 89 25.
	Récépissé de Déclaration N°002/RDA/H.52/SAAP. E-mail : acageri@yahoo.com

ÉLABORATION DU PCD DE NGAOUNDERE II : DIAGNOSTIC PARTICIPATIF NIVEAU VILLAGE

Journée du : 02-09-2013

Objet : Restitution-formation DPNV : DARANG

N°	Nom et prénom	Contact	Signature
1	ABDEL AZIZ AHMADOU	79640455	
2	MOHAMMADOU BASSIROU	94 47 89 15	
3	NENDOUH TOFA NADERGES	77 02 33 38	
4	DOUFISSA TROUMBAISSA	96383935/73909191	
5	WANKAM KAMSI EDMOND	74968223/94245741	
6	DJUNTU FANKOU IBRI MICHAEL	75038600/97831050	
7	BILKISSOU JOUSSOUFA	75207545/95766339	
8	HOUREI SAÏDOU	74762647/96512688	
9	KENFACK Emma G. R	79423692/95287158	
10	ISSMO TIEPNOU AUDREY	94078940/72324226	
11	NICOLAS TOUKAP JUSTIN	79948422/93246515	
12	BILONG ABANDA YANNICK	73.23.30.02	
13	VOCTABEUA T. EDGARD-G	76253388	
14	DONG GOULFE Huglèce Carlin	77.07.89.80/94.10.09.83	
15	HINIMDOU BIENVENU	70.15.87.87/90.29.67.67	
16	MOUHARIAN ISSOUHOU	80570850/94933712	
17	AHMADOU BELLO	948303M/72719136	
18	DANA DOKO BOUA ALPHONSE	75074500/95553413	
19	MALIKI DJAKAOU	79.72.49.50	
20	FOUODENE PELAGIE	78370471/94981913	
21	Iyanong Evangelina	96047029/073154173	
22	HEMPA GETHABE BIBICHE	94739792/78179697	
23	KOMMONE SANDA JUDITE	99987720/74036065	

Annexe 4. Fiche de présence restitution-formation du DPNV au village Ngoussaï

	ASSOCIATION POUR LA CARTOGRAPHIE ET LA GESTION DES RESSOURCES (AGACER) Conception, Planification, Réalisation et Suivi/Évaluation des Plans de Développement communal et communautaire. Étude, Animation et Formation dans les Communautés en zones rurales et urbaines Siège Social : Ngaoundéré, BP. 110, Ngaoundéré. Tél. : 99 80 64 83 / 77 63 89 25. Récépissé de Déclaration N°002/RDA/H.52/SAAJP. E-mail : acageri@yahoo.com
---	---

ÉLABORATION DU PCD DE NGAOUNDERE II : DIAGNOSTIC PARTICIPATIF NIVEAU VILLAGE

Journée du : 02-09-2013

Objet : Restitution-formation DPNV: NGAUSSAÏ

N°	Nom et prénom	Contact	Signature
X01	AGUELEFACK SAKO FELIX	95 45 23 51	
X02	DJONGWANGWE ABELV	70 16 31 60	
X03	OMEL VALERIE V	74 31 27 49	
X04	lady Abtahaaram V	99 49 73 99 / 79 83 70 93	
X05	HAMADOU SALI VV	75 50 79 32 / 97 20 12 54	
X06	SADOU APOLINAIRE VV	72 20 29 16 / 95 32 14 47	
X07	SOULEYMANOU SADOUN	97 57 63 42 / 73 25 13 81 VV	
X08	Evindji Jérôme V	91 43 22 28	
X09	ABOUBAKAR TOUGBOUNE	91 57 89 48 / 95 83 79 45	
X10	ABOUBAKAR SIDDIKI	77 29 21 18	
X11	AHMADOU ABBO	79 37 41 37	
X12	FITINA JOSEPH V	77 42 38 67	
X13	AHMADOU OUSMANOU	94 02 01 02	
X14	ABOUBAKAR ADAMOU	95 83 50 9 / 74 57 73 84	
X15	GONLAINA NAHAI	98 73 43 61 / 79 37 73 37	
X16	AHMED AL ROUFAÏ SANDA	77 91 53 84 / 98 23 05 66	
X17	BAÏKAME T. HERMANN	70 28 65 20 / 93 97 69 89	
X18	HAMADOU ABDOLAYE	91 13 23 29	
X19	MAGUIKA MATH CARINE V	76 98 21 16	
X20	YVER BELEL MAGLOIRE	96 77 07 47 / 70 50 82 11	
X21	ZATAO DANG ZOUHA VV	97 46 97 75	
X22	BRAWA ROSE V	77 87 77 26 / 94 34 26 19	
X23	BILLO TALÉ ESTHER V	91 37 57 21 / 50 57 43 34	
X24	NAFISSATOU M-S	96 97 64 05	

Annexe 5. Liste des membres de l'ACAGER

N°	Nom, Prénom	Qualification	Poste
1	FOUOGUE TCHINDA Violette	MASTER II Professionnel (Bac +5)	Chef d'Equipe 1
2	MOHAMADOU ARABO	MASTER I en (Bac +4)	Chef d'Equipe 2
3	ONANA ELOUNDOU	MASTER II (Bac + 5)	A1 Animateur
4	MASSA Elizabeth	Licence en Sciences et Techniques de Gestion (BAC +3)	A2 : Animatrice
5	MFOMBOUOT Salim	MASTER II (Bac + 4)	A3 : Animateur
6	FOPA SADIO Harry	MASTER 1 en Géographie (Bac + 4)	A4 : Animateur
7	PASSINRI Brice	Ingénieur (Bac +5)	A5 : Animateur
8	KENNE BANTIO ADELAÏDE	MASTER II	A6 : Animatrice
9	TSAYO BANTIO Gérald	MASTER II (Bac + 5)	A7 : Animateur
10	TCHOTSOUA Michel	HDR de Géographie / Géomaticien (Bac +12)	Coordonnateur (Suivi/Evaluation)

Remerciements de l'ACAGER

En tant qu'outil d'analyse participative des situations structurelle, organisationnelle et opérationnelle de la Commune, le PCD sur la base d'une évaluation, a pour objectif d'identifier les principaux projets nécessaires à l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des services fournis par la Commune à ses populations et ainsi de dégager le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) et le Plan d'Investissement Annuel (PIA). Ainsi défini et perçu, s'il y a un domaine d'activité où l'approximatif est toléré, ce n'est certainement pas celui de l'élaboration et de la mise en œuvre du PCD. ACAGER apprécie les efforts de tous les intervenants pour éliminer le maximum d'erreurs. Elle remercie très sincèrement les autorités administratives et communales qui lui ont fait confiance et collaboré afin que l'actualisation de ce PCD soit effective. Elle remercie aussi tous les étudiants de l'Université de Ngaoundéré et les personnes ressources qui ont participé à la collecte des données, à leur dépouillement et à leur analyse. Elle remercie enfin tous les sectoriels et les populations qui ont bien voulu lui accorder leur précieux temps pour les entretiens et enquêtes. *"Aucune Nation ne naît grande. Les grandes Nations sont l'œuvre de leurs citoyens"* Martin Luther King.

Pour l'ACAGER
Michel Tchotsoua

Table des matières

I

Sommaire	II
Resumé du PCD	III
Fiche signalétique de la Commune	X
Sigles et abréviations	XI
Liste des Tableaux	XII
Liste des Figures	XIII
Liste des Photos	XIV
1. INTRODUCTION	1
1.1. Contexte et justification	2
1.2. Objectifs du PCD	3
1.2.1. Objectif global	3
1.2.2. Objectifs spécifiques	3
1.3. Structure du document	4
2. MÉTHODOLOGIE	5
2.1. Préparation du processus	6
2.1.1. Préparation pédagogique	6
2.1.2. Préparation administrative	7
2.2. Diagnostics participatifs	7
2.2.1. Diagnostic de l'institution communale	7
2.2.2. Diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC)	7
2.2.3. Diagnostic participatif niveau village (DPNV)	8
2.3. Consolidation, analyse et cartographie	8
2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	9
2.4.1. Cérémonie d'ouverture	9
2.4.2. Présentation de la méthodologie de la planification	9
2.4.3. Restitution des différents diagnostics	9
2.4.4. Elaboration du plan stratégique	10
2.4.5. Présentation des ressources mobilisables	10
2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	10
2.5.1. Mécanisme de révision du PCD et de préparation du PIA	11
3. RÉSULTATS DES DIAGNOSTICS PARTICIPATIFS	13
3.1. Monographie de la Commune de Ngaoundéré 2ème	14
3.1.1. Localisation de la Commune	14
3.1.2. Milieu biophysique	16
3.1.2.1. Géologie et oro-hydrographie	16
3.1.2.2. Climat	16
3.1.2.3. Sols	17
3.1.2.4. Végétation	17
3.1.3. Milieu socio-économique	18
3.1.3.1. Historique de la création et de l'installation de Ngaoundéré	18
3.1.3.2. Démographie	18
3.1.3.2.1. Groupes humains et peuplement	18
3.1.3.2.2. Taille et structure de la population et infrastructures socio-économiques	20
3.1.3.3. Acteurs du développement local	23
3.1.3.4. Activités économiques	23
3.1.3.5. Organisation sociale	23
3.1.3.6. Religion	24

3.2.	<i>Résultats du Diagnostic de l'Institution Communale</i>	24
3.2.1.	Ressources humaines	24
3.2.1.1.	Forces – Faiblesses/Opportunités - Menaces	24
3.2.1.2.	Axes de renforcement des capacités	24
3.2.2.	Ressources financières	25
3.2.2.1.	Forces – Faiblesses/Opportunité-Menaces	25
3.2.2.2.	Axes de renforcement des capacités	25
3.2.2.2.1.	Les réformes d'ordre administratives : de la nécessité d'une gestion efficace des ressources humaines	25
3.2.2.2.2.	Renforcement de la planification stratégique et opérationnelle de la gestion financière	26
3.2.2.2.3.	Renforcement du point de vue organisationnel	26
3.2.2.2.4.	Renforcement du cadre comptable	26
3.2.2.2.5.	Renforcement des mécanismes budgétaires	27
3.2.2.2.6.	Formaliser les procédures de gestion financières	27
3.2.2.2.7.	Renforcement des contrôles	27
3.2.2.2.8.	Instauration de la comptabilité analytique	27
3.2.3.	Patrimoine communal	27
3.2.3.1.	Forces – Faiblesses/Opportunités – Menaces	27
3.2.3.2.	Axes de renforcement des capacités	28
3.2.4.	Gestion des relations	28
3.2.4.1.	Forces – Faiblesses/Opportunités – Menaces	28
3.2.4.2.	Axes de renforcement des capacités	28
3.3.	<i>Situation de référence et analyse par secteur</i>	29
3.3.1.	<i>Éducation de base</i>	29
3.3.1.1.	Situation de référence	29
3.3.1.2.	Analyse des problèmes liés à l'éducation de base	33
3.3.2.	<i>Enseignement secondaire</i>	34
3.3.2.1.	Situation de référence	34
3.3.2.3.	Analyse des problèmes liés au secteur de l'enseignement secondaire	37
3.3.3.	<i>Enseignement supérieur</i>	37
3.3.3.1.	Situation de référence	37
3.3.3.2.	Analyse des problèmes	37
3.3.4.	<i>Recherche Scientifique et de l'Innovation</i>	38
3.3.4.1.	Situation de référence	38
3.3.4.2.	Analyse des problèmes	38
3.3.5.	<i>Santé publique</i>	38
3.3.5.1.	Situation de référence	38
3.3.5.2.	Analyse des problèmes du secteur de la santé	42
3.3.6.	<i>Travail et sécurité sociale</i>	43
3.3.6.1.	Situation de référence	43
3.3.6.2.	Analyse des problèmes rencontrés sur le secteur travail et sécurité sociale	43
3.3.7.	<i>Emploi et formation professionnelle</i>	44
3.3.7.1.	Situation de référence	44
3.3.7.2.	Analyse des problèmes	44
3.3.8.	<i>Affaires sociales</i>	45
3.3.8.1.	Situation de référence	45
3.3.8.2.	Analyse des problèmes du secteur des affaires sociales	46
3.3.9.	<i>Promotion de la femme et de la famille</i>	47
3.3.9.1.	Situation de référence	47
3.3.9.2.	Analyse des problèmes du secteur de la promotion de la femme et de la famille	47

3.3.10. Communication	48
3.3.10.1. Situation de référence	48
3.3.10.2. Analyse des problèmes liés au secteur de la communication	49
3.3.11. Art et Culture	49
3.3.11.1. Situation de référence	49
3.3.11.2. Analyse des problèmes liés à l'art et à la culture	50
3.3.12. Jeunesse et éducation civique	50
3.3.12.1. Situation de référence	50
3.3.12.2. Analyse des problèmes liés au secteur de la jeunesse	51
3.3.13. Sport et éducation physique	51
3.3.13.1. Situation de référence	51
3.3.13.2. Analyse des problèmes liés au sport et à l'éducation physique	52
3.3.14. Postes et télécommunications	52
3.3.14.1. Situation de référence	52
3.3.14.2. Analyse des problèmes liés au secteur des postes et télécommunication	53
3.3.15. Travaux publics	53
3.3.15.1. Situation de référence	53
3.3.15.2. Analyse des problèmes liés au secteur	53
3.3.16. Transport	54
3.3.16.1. Situation de référence	54
3.3.16.2. Analyse des problèmes liés au secteur des transports	55
3.3.17. Eau et Énergie	55
3.3.17.1. Sous – secteur Eau et assainissement	55
3.3.17.1.1. Situation de référence	55
3.3.17.1.2. Analyse des problèmes du secteur eau	57
3.3.17.2. Sous-secteur énergie et produits pétroliers	58
3.3.17.2.1. Situation de référence	58
3.3.17.2.2. Analyse des problèmes liés au secteur Energie	59
3.3.18. Développement urbain et habitat	59
3.3.18.1. Situation de référence	59
3.3.18.2. Analyse des problèmes/Contraintes-Atouts/potentialités	60
3.3.19. Domaines, cadastre et affaires foncières	60
3.3.19.1. Situation de référence	60
3.3.19.2. Analyse des problèmes	61
3.3.20. Mines, industrie et développement technologique	61
3.3.20.1. Situation de référence	61
3.3.20.2. Analyse des problèmes/Contraintes – Atouts/Potentialités	62
3.3.21. Commerce	62
3.3.21.1. Situation de référence	62
3.3.21.2. Analyse des problèmes/Contraintes-Atouts/potentialités	64
3.3.22. Petites et Moyenne entreprises, économie sociale et artisanat	64
3.3.22.1. Situation de référence	64
3.3.22.2. Analyse des problèmes/Contraintes-Atouts/potentialités	65
3.3.23. Tourisme et loisirs	66
3.3.23.1. Situation de référence	66
3.3.23.2. Analyse des problèmes liés au secteur tourisme	67
3.3.24. Agriculture	68
3.3.24.1. Situation de référence	68

3.3.24.2.	Identification des problèmes/Contraintes – Atouts/Potentialités	69
3.3.25.	Élevage, pêche et industrie animale	71
3.3.25.1.	Situation de référence	71
3.3.25.2.	Analyse des problèmes liés au secteur de l'élevage de pêche et de l'industrie animale	74
3.3.26.	Forêt et faune	75
3.3.26.1.	Situation de référence	75
3.3.26.2.	Analyse des problèmes du secteur des forêts et de la faune	75
3.3.27.	Environnement, protection de la nature et du développement durable	76
3.3.27.1.	Situation de référence	76
3.3.27.2.	Analyse des problèmes du secteur environnement, protection de la nature et développement durable	76
3.3.28.	Secteurs administration territoriale décentralisée : Sécurité et maintien de l'ordre	77
3.3.28.1.	Gouvernance locale	77
3.3.28.1.1.	Forces – Faiblesses	78
3.3.28.1.2.	Axes de renforcement de capacités	78
3.3.28.2.	Sécurité et maintien de l'ordre	78
3.3.28.2.1.	Situation de référence	78
3.3.28.2.2.	Analyse des problèmes du secteur (Tableau 61)	79
3.4.	Principales potentialités et ressources de la Commune d'arrondissement de Ngaoundéré 2ème	80
3.5.	Changement climatique	84
3.6.	Synthèse des données collectées sur la petite enfance	88
3.7.	Developpement de l'économie locale	90
4.	PLANIFICATION STRATÉGIQUE	93
4.1.	Vision et objectifs du PCD	94
4.2.	Cadre logique par secteur	94
4.2.1.	Institution Communale	95
4.2.2.	Développement de l'Économie locale	99
4.2.3.	Éducation de base	Erreur ! Signet non défini.
4.2.4.	Enseignements secondaires	Erreur ! Signet non défini.
4.2.5.	Enseignements supérieur	Erreur ! Signet non défini.
4.2.6.	Recherche scientifique et de l'Innovation	Erreur ! Signet non défini.
4.2.7.	Santé Publique	Erreur ! Signet non défini.
4.2.8.	Travail et Sécurité sociale	Erreur ! Signet non défini.
4.2.9.	Emploi et formation professionnelle	Erreur ! Signet non défini.
4.2.10.	Affaires sociales	Erreur ! Signet non défini.
4.2.11.	Promotion de la femme et de la famille	Erreur ! Signet non défini.
4.2.12.	Communication	Erreur ! Signet non défini.
4.2.13.	Culture	Erreur ! Signet non défini.
4.2.14.	Jeunesse	Erreur ! Signet non défini.
4.2.15.	Sport et Éducation Physique	Erreur ! Signet non défini.
4.2.16.	Poste et Télécommunication	Erreur ! Signet non défini.
4.2.17.	Travaux publics	Erreur ! Signet non défini.
4.2.18.	Transport	Erreur ! Signet non défini.
4.2.19.	Eau et Énergie	Erreur ! Signet non défini.
4.2.20.	Développement Urbain et Habitat	Erreur ! Signet non défini.
4.2.21.	Domaines, Cadastre et Affaires foncières	Erreur ! Signet non défini.
4.2.22.	Industrie, mines et du développement technologique	Erreur ! Signet non défini.

4.2.23.	Commerce	Erreur ! Signet non défini.
4.2.24.	Petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat	Erreur ! Signet non défini.
4.2.25.	Tourisme et Loisirs	Erreur ! Signet non défini.
4.2.26.	Agriculture et développement rural	Erreur ! Signet non défini.
4.2.27.	Élevage, pêche et industries animales	Erreur ! Signet non défini.
4.2.28.	Forêt et faune	Erreur ! Signet non défini.
4.2.29.	Environnement et protection de la nature	Erreur ! Signet non défini.
4.3.	Coût estimatif global de la mise en œuvre du PCD	156
4.4.	Esquisse du plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal de Ngaoundéré 2ème	157
4.4.1.	Administration Territoriale	Erreur ! Signet non défini.
5.	PROGRAMMATION	156
5.1.	Fiche de synthèse des microprojets prioritaires de la Commune	159
5.2.	Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) (sur trois ans) des projets prioritaires	165
5.2.1.	Coûts estimatifs du CDMT	172
5.3.	Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT	173
5.4.	Plan d'Investissement Annuel (PIA)	174
5.4.1.	Ressources mobilisables et échéances	174
5.4.2.	Programmation annuelle des projets prioritaires	174
5.4.3.	Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables	177
5.4.4.	Coût estimatif du PIA	177
5.4.5.	Cadre sommaire de gestion environnementale du PIA	178
5.4.6.	Principaux impacts sociaux potentiels	179
5.4.7.	Plan sommaire de gestion de l'environnement et social	181
5.5.	Plan de Passation des marchés	190
6.	MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	193
6.1.	Composition, attributions du comité de suivi évaluation du PCD	194
6.2.	Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA, et au PS)	194
6.3.	Dispositif, outils et fréquence du reporting	195
6.4.	Mécanisme de préparation du PIA de révision du PCD	195
7.	PLAN DE COMMUNICATION	197
8.	CONCLUSION	199
9.	RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET ARCHIVES	201
10.	LISTE DES ANNEXES	205
	Remerciements de l'ACAGER	212
	Approbation	218

Approbation

Le Maire de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}

Le Délégué Départemental du MINEPAT

Le Préfet du Département de la VINA
